

George Washington

Kerjan,Liliane

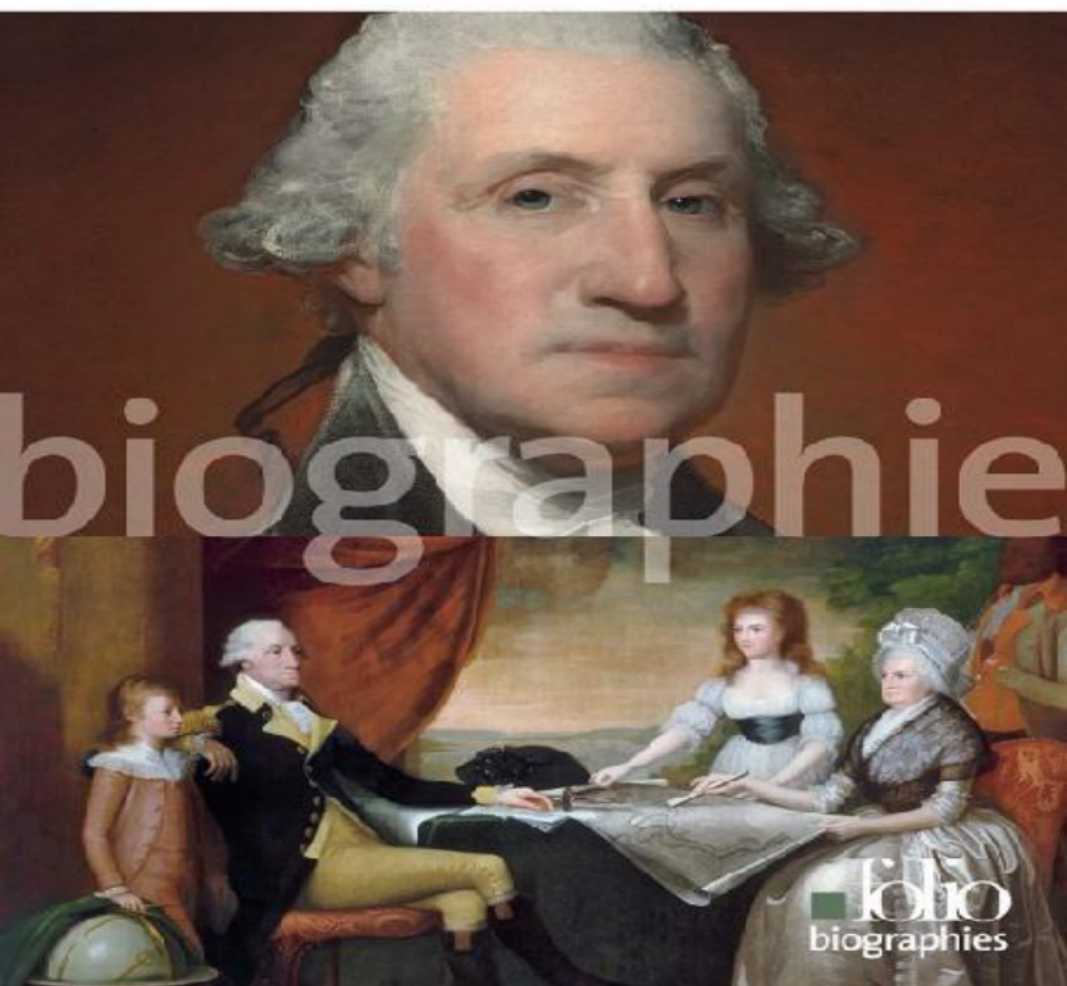
VISIT...

LANZAROTE
Caliente.com

George Washington

par Liliane Kerjan

INÉDIT



George Washington

par

Liliane Kerjan

Gallimard

Liliane Kerjan, agrégée, docteur ès lettres, ancien recteur d'académie et professeur des universités en études américaines, est présidente de l'Institut franco-américain à Rennes et collabore régulièrement à *La Quinzaine littéraire* depuis 1986. Elle a écrit une douzaine d'ouvrages dont des essais biographiques parmi lesquels *Ce que je sais d'Arthur Miller* (François Bourin, 2012) et *Fitzgerald le désenchanté* (Albin Michel, 2013). Dans la collection Folio Biographies, elle est l'auteur de *Tennessee Williams* (2010) et de *Truman Capote* (2015).

Pour Mariel

Au nom d'une « âme américaine »

Surprise : bien que monument national, George Washington n'en demeure pas moins une énigme en son siècle des Lumières, de la Société des Cincinnati et des Révolutions.

À la fois planteur, guerrier et homme d'État, ce père fondateur d'une nation, ce familier des forêts, ne cesse d'être le fils de sa terre natale de Virginie, doté de l'œil du chasseur, de la prudence de l'arpenteur et de la pompe du geste symbolique. Démissionnaire plus souvent qu'à son tour, pris comme modèle là où l'on ne l'attendrait pas, il est partout. Au royaume de France, le marquis de Lafayette baptise son fils George-Washington en son honneur et en fait son parrain. Aux États-Unis, l'écrivain de théâtre Edward Albee nomme les personnages de sa pièce à très grand succès, *Qui a peur de Virginia Woolf ?*, George et Martha, en référence au couple primordial, sorte d'Adam et Ève de la démocratie. Deux siècles séparent ces hommages d'un aristocrate et d'un intellectuel. Or, Washington n'est ni l'un ni l'autre, et il le sait.

L'assise patrimoniale et sociale de George Washington doit beaucoup à ceux qui l'ont précédé sur la terre américaine. Ce n'est pas un émigré de fraîche date qui découvre un système et un espace, bien au contraire. Loin des naïvetés des nouveaux arrivants et de leurs difficultés d'installation, il bénéficie d'emblée du savoir-faire de sa famille et d'un enracinement. Sa légitimité et son aisance matérielle, sa connaissance du terrain et des instances du pouvoir local, l'attachement à la Virginie, tout ce capital de notable lui a été légué par ses pères. Lui-même n'aura pas d'enfant, mais il laissera un héritage politique forgé à partir de son éducation virginienne.

Cavalier hors pair, il passe les premiers temps de sa vie à cheval. Sans instruction militaire, il prend du galon et devient colonel, général, puis commandant en chef des armées. Sans expérience internationale, il est choisi comme messenger de sa colonie. Sans bagage intellectuel, il sert la tentative d'un siècle philosophique. Il n'est pas l'auteur des grands textes de la période : c'est Jefferson qui rédige la Déclaration d'indépendance en 1776, c'est Madison qui prépare ligne à ligne l'écriture de la Constitution en 1787 et qui compose l'Adresse inaugurale du président Washington en 1789, c'est Hamilton qui élabore le projet d'une grande banque. Mais il est le premier signataire de l'un des plus beaux textes politiques modernes, la Constitution des États-Unis d'Amérique. Il met fin à la dépendance des colonies soumises à l'arbitraire de la tutelle britannique et inaugure l'ère de la fierté républicaine. Certes, il lui faut en découdre avec tous, les Indiens, les Français, mais surtout les Anglais. Dès le

2 janvier 1776, il plante le nouveau drapeau à bandes et étoiles au fût d'un sapin faisant office de mât de la liberté. Il veut, dit-il, « une âme américaine *1 1 ».

Remarqué partout où il travaille, des rives du Potomac à la convention fédérale de Philadelphie, George Washington est-il à ce point remarquable ? Né dans une colonie anglaise, il n'ira jamais en Angleterre et il incarne très tôt « l'Américain, cet homme nouveau », selon l'expression de Crèveœur dans ses *Lettres d'un fermier américain*. Excellent danseur, il sait ouvrir un bal. Gestionnaire avisé, il épouse une veuve bien riche qui possède des terres, et nous voilà dans *Les Fausses Confidences* de Marivaux, son contemporain, où semblablement s'éprennent Araminte et Dorante, au faîte de l'amour et de l'aimable ruse. Bel homme, il aime la parure car elle sied à son rang et à son éminence. Franc-maçon à vingt ans, il fait carrière dans la société des frères, comme partout où il passe. Serviteur intègre, il connaît des revers mais gagne la confiance. Maintes fois tenté d'« abandonner la pique et l'épée pour le soc et la serpe 2 », comme il l'écrit dans sa correspondance, il ne lâche jamais le pouvoir. Surtout il est là à chaque tournant majeur d'une mutation qui va très vite : en Virginie d'abord, avec ses frères au début de la spéculation foncière, proche du gouverneur au moment des pourparlers et des engagements militaires pour sauver la colonie, mais aussi, au-delà, chef de guerre à l'écoute de l'indépendance, puis chef d'État.

Il ne fait aucun doute que l'aura des succès militaires le place au tout premier plan — comme Eisenhower au ^{xx}e siècle, pour la conquête du pouvoir civil. Car dès qu'il rentre chez lui après la victoire, il organise méthodiquement son entrée dans l'histoire, rapatriant sur son domaine et sous bonne garde des malles de notes et de correspondances, prenant langue avec des biographes, invitant peintres et dessinateurs pour le faire paraître en majesté et en vainqueur sur maints portraits et toiles. Le sculpteur français Houdon, qui, après son célèbre buste de Voltaire, termine une statue de Louis XVI, diffère une commande de Catherine de Russie pour venir en Amérique et il débarque chez Washington de bon matin, le 2 octobre 1785, avec trois assistants et un interprète, prêt à l'immortaliser. D'emblée George Washington a foi en l'image, en la posture, pour s'imposer et laisser une trace durable. Au siècle des Mirabeau et des grands orateurs, c'est un taiseux qui commente ainsi les débuts de la carrière politique de son neveu Bushrod Washington : « J'espère qu'il ne sera pas assez enflé par l'impression favorable qu'il a produite, pour devenir un grand parleur 3. » Faute de maîtriser l'art oratoire, maîtrise-t-il l'art épistolaire ? En tout cas, il écrit beaucoup — on répertorie 200 volumes de correspondances écrites ou reçues —, des lettres factuelles, concrètes, détaillées qui sont des récits de bataille,

des commentaires sur la vie parlementaire ou encore des conseils d'intendant et de fermier, le tout bien loin des oraisons philosophiques.

George Washington sait ne pas se faire oublier dans sa retraite de Mount Vernon : il invite, il reçoit, écrit un abondant courrier, a la patience du pêcheur à la ligne, l'art de l'appât entre les eaux qu'il pratique avec passion, tant en Virginie qu'à Philadelphie. Lors de la convention de 1787, Benjamin Franklin le surpasse en tous points : imprimeur, essayiste brillant, diplomate transatlantique mais, au moment du vote pour la présidence de la session, il est souffrant — il a quatre-vingt-un ans alors que George Washington en a cinquante-cinq. Au moment où se pose la question de son accès à la présidence des États-Unis, Washington confie en privé à Hamilton qu'il est bien ignorant des questions de légalité et qu'il ne maîtrise pas le droit constitutionnel. Il connaît ses lacunes. Pire, il avoue un mal chronique : « Un nuage sombre s'est toujours étendu sur mon esprit toutes les fois que j'ai été amené à supposer que je pourrais et que je devrais peut-être être bientôt appelé à prendre une décision 4. » La procrastination le guette, mais sa prudente réserve et sa crainte des critiques en font un sudiste modéré, si bien que le Virginien est élu à l'unanimité des bouillants délégués, lui qui est si lent et prudent, lui qui a si peu le sens de la repartie.

À chaque poste, il met sciemment en scène l'honneur de la fonction, encore plus lorsqu'il personnifie la Nation et la grandeur du rôle. Ses portraits d'apparat le montrent ferme et austère, il ne sourit guère car il porte un dentier. Alors qu'il fait preuve d'une rude autorité, il sait pourtant composer, rapprocher les points de vue, s'entourer des meilleurs esprits : c'est l'érudit Madison qui rédige en grande partie ses Adresses, c'est Hamilton qui le renseigne lorsque bronche un quarteron de militaires. Homme de terrain, patient, réservé, Washington ne clive pas, il craint la dispersion des forces et abhorre les complots. Sans être idéologue, il forge une théorie politique, prêchant l'union en toutes circonstances et la neutralité, parfaitement reflétée dans son discours d'adieu, longue feuille de route prémonitoire pour les temps à venir. Ce 17 septembre 1796, il s'adresse au peuple des États-Unis, à ses amis et concitoyens :

Le nom d'*Américain*, qui est pour nous un nom national, doit, plus que toute autre dénomination plus spéciale, exalter en vous l'orgueil du patriotisme. À de très faibles différences près, vous avez les mêmes religions, les mêmes coutumes, les mêmes mœurs, les mêmes principes politiques. Vous avez combattu et triomphé ensemble pour la même cause, l'indépendance et la liberté dont vous jouissez, vous les devez à la réunion des conseils et des efforts, vous les devez aux dangers auxquels vous avez été exposés, aux maux que vous avez soufferts et aux succès que vous avez obtenus en commun 5.

Il lui tient à cœur de fédérer encore, de définir sa conviction

profonde et de laisser un testament politique à l'épreuve du temps : *E pluribus unum* *2, tel sera le sceau de sa nouvelle nation, dès l'été 1776.

À sa naissance, en 1732, George Washington est sujet du roi George II, un Hanovre qui parle anglais et a hérité d'un royaume enrichi de treize colonies américaines, lesquelles représentent de mirobolantes promesses mais lui coûtent fort cher, si bien qu'il va les pressurer de taxes. Washington lira avec infiniment d'attention l'*Histoire d'Angleterre* de Catharine Macaulay, l'invitera chez lui et entretiendra une correspondance avec elle, mais c'est bel et bien la faculté de droit de Yale qui le fera docteur *honoris causa*. L'homme est toujours resté fidèle aux devises gravées sur la lame de son épée de cérémonie à poignée dorée et fourreau de cuir noir, d'un côté *Recte facies*, de l'autre *Neminem timeas* *3. À sa mort, en 1799, il réside sur ses terres de Virginie, à Mount Vernon, où il s'était retiré tel le célèbre homme politique de l'Antiquité romaine Cincinnatus, reprenant la charrue une fois le devoir accompli. Le régime colonial a pris fin, et il a été l'homme providentiel, il a même installé la capitale fédérale sur les rives du Potomac, non loin de son domaine. Faut-il songer à Voltaire, féru d'Angleterre et devenu patriarche de Ferney ? à Zadig, le découvreur de vérité ? à Candide le soldat, tous ses contemporains ? La clairvoyance et l'engagement de George Washington s'affirment lorsque à partir d'une nation en formation il forge, sans utopie, sans idéologie précise, la mentalité d'un peuple indépendant, faisant vivre la Constitution américaine. Peu d'hommes ont côtoyé comme lui servants et esclaves, gouverneurs et marquis, soldats déguenillés et rhéteurs des tribunes. Peu d'hommes ont changé à ce point le cours de l'histoire.

*1. Toutes les notes bibliographiques sont regroupées en fin de volume p. 312.

*2. La devise peut se traduire ainsi : « Un à partir de plusieurs. »

*3. « Mène une vie de droiture et tu ne craindras personne. »

En Virginie

L'arrivée de la première génération

Virginie : son nom résonne comme un prénom de femme, celui d'une belle du Sud. Pourtant cette terre d'Amérique fut ainsi nommée en l'honneur d'Élisabeth Ire, dite la « Reine vierge », une indomptable venue à Londres du nord de l'Angleterre et qui a un sens politique aigu. La Virginie, la plus ancienne des colonies, se distinguait moins que toute autre de la mère patrie et ses habitants ne différaient guère des Anglais de l'Ancien Monde. Elle va devenir la colonie du tabac, riche et puissante.

Trois dates pour situer un univers d'utopies et de conquêtes :

— 1507, le géographe Martin Waldseemüller propose d'appeler le Nouveau Monde « America », en l'honneur d'Amerigo Vespucci.

— 1584, sir Walter Raleigh, noble courtisan très proche de sa souveraine, découvre la Virginie.

— 1606, des chartes sont accordées par le pouvoir royal aux compagnies de Londres et de Plymouth pour établir des colonies entre le 34^e et le 45^e parallèle.

Dès fin avril 1607, un groupe, fort d'une centaine d'Anglais, muni de la charte au profit de la Virginia Company of London, débarque dans l'estuaire de la James River, où ils fondent Jamestown, aujourd'hui réduite à quelques tombes près du clocher en ruine d'une église en brique. Naît alors la Virginie, et — l'épisode est bien connu dans l'histoire comme dans la légende — c'est lors de cette expédition que le capitaine John Smith, capturé par les Powhatans, fut libéré grâce à l'intervention de la princesse indienne Pocahontas. Des Indiens donc, mais aussi des Noirs, car les premiers esclaves y arrivent en 1609, et en 1619, sur la pelouse prometteuse de Kissing Meadow, est livrée une cargaison de respectables vierges amenées aux planteurs comme futures épouses. Le destin exceptionnel de cette colonie allait se poursuivre grâce à ses succès économiques et politiques, car elle est bien en avance sur les Pères pèlerins qui s'embarquent à bord du *Mayflower* en 1620 pour débarquer en Nouvelle-Angleterre, bien en avance sur le démarrage de la colonie de la baie du Massachusetts et de celle du Maryland. De par son climat semi-tropical, elle fait partie du groupe du Sud qui tire sa richesse de l'exploitation du sol. Dans le cadre de son statut de province royale, qu'elle garde jusqu'à la révolution de 1775, elle jouit d'une indépendance et d'une autorité qui confèrent à ses habitants un sentiment d'une légitimité superbe, une fierté de pionniers des tout premiers jours. La Virginie sait jouer la compétition et si les puritains fondent Harvard en 1636, les anglicans

se dotent dès 1693 du deuxième établissement universitaire sur les colonies, le collège William and Mary, à Williamsburg, sa capitale. Qui plus est, elle va devenir le berceau de grands présidents des États-Unis, du tout premier, George Washington, mais également de Jefferson, Madison, Monroe et Woodrow Wilson, tous des Virginiens. Ainsi ce dernier parle-t-il en connaisseur lorsqu'il affirme :

Les Virginiens étaient en somme des Anglais tant soit peu retardataires. Alors que les Anglais d'Europe évoluaient, se transformaient, les colons d'Amérique demeuraient semblables à eux-mêmes. Isolés dans leurs vastes domaines, nulle brise ne leur arrivait de cet air vif des changements qui avait si souvent soufflé sur l'Angleterre au cours d'un siècle entier de révolutions ¹.

La Virginie voit arriver en nombre ses pionniers, dès 1640 : des négociants, et, de condition plus modeste, des artisans, des marins, des petits commerçants accompagnés de quelques jeunes aventuriers prêts à tenter leur chance dans le Nouveau Monde, pour tout simplement vivre mieux, c'est-à-dire sans l'idéologie religieuse ou politique qui leur fait tort. Tous n'ont pas d'argent, loin de là, mais chaque immigrant a des droits, notion bien vague mais de nature à rassurer, lorsqu'on lui attribue d'emblée 50 acres ^{*1} de terres. Cette aspiration au mieux-être, à la possession de la terre, cet idéal d'harmonie vont perdurer. À leurs yeux, leur colonie offre tous les possibles, avec sa forêt et son sol vierge. Sans autre formalité, ils défrichent, prennent le bois et sèment leurs premières récoltes. La province de Virginie est bordée au sud par la Caroline du Nord, au nord par le Maryland, à l'est par le Delaware, à l'ouest par la chaîne montagneuse dite « Blue Ridge », la crête Bleue. Le Potomac y roule ses flots larges et puissants, qui vont un peu plus tard transporter les denrées vers les comptoirs de la baie, et le Rappahannock y coule entre ses berges sablonneuses. Soit une côte et des voies d'eau pour le transport de marchandises et le commerce, une terre pour produire. Les Indiens apprennent aux nouveaux arrivants à cultiver leur « blé », qui n'est autre que le maïs, ainsi que le tabac et le potiron, et reçoivent en échange chevaux et armes à feu. Mais pour ces premiers colons, qui apportent une ardeur et un entrain incomparables, la vie au quotidien est dure : la fièvre jaune, la typhoïde, la malaria les déciment ; les Indiens attaquent les fermes isolées, les intempéries s'abattent sur leurs champs. Il n'y a pas de ponts, les voyages sont difficiles, mais la nature se montre généreuse et produit en abondance, rien ne coûte cher sauf les spiritueux, les juges et les médecins. Ainsi va la première génération.

À l'automne 1649, quelques mois après l'exécution de son père, le roi Charles II accorde à sept de ses compagnons d'exil une franchise à perpétuité sur la zone comprise entre le Potomac et le Rappahannock, cette longue péninsule que l'on appelle Long Neck. La Virginie devient

un dominion, mais la franchise est dénoncée en 1652 et il faudra attendre la restauration des Stuarts pour inaugurer une ère nouvelle de colonisation. Les nobles anglais se hâtent de prendre possession de la longue ligne littorale, en chassant les Hollandais quand il le faut. En Virginie, on s'emploie à mettre les querelles de territoire à plat, et à reconnaître les droits des premiers propriétaires installés avant la Saint-Michel de 1661. La loi de 1665 distingue les « assis », qui ont construit une maison et fait de l'élevage, et les « plantés », qui ont défriché et ramassé une récolte. Si, au bout de trois ans, il n'y a ni maison ni récolte, la terre retourne à la Couronne. La Virginie, qui comptait 15 000 colons à peine, va connaître en quelques années un afflux d'immigrants, près de 25 000 jusqu'en 1670, voyant alors débarquer une haute bourgeoisie qui deviendra son aristocratie dirigeante.

Le premier Washington, John, débarque en 1656 du ketch *L'Hippocampe de Londres*. Il a vingt-cinq ans, son père est un ecclésiastique, issu d'une souche normande, dont la branche aînée avait aidé pendant deux siècles les fiers évêques de Durham à tenir la frontière contre les Écossais. Mais son père, le recteur, diplômé du collège Brasenose d'Oxford, a été rejeté en 1643 par ses paroissiens puritains parce qu'il buvait trop et parce qu'il avait des dettes, à moins qu'il ne s'agisse d'un petit complot destiné à reprendre une cure riche et profitable. Quoi qu'il en soit, pour le jeune John, un voyage en Virginie paraît de nature à favoriser ses affaires. La chance est avec lui d'une certaine manière, car le ketch, alors qu'il est prêt pour le retour en Angleterre avec sa cargaison de tabac, commence par s'échouer sur un banc de sable. Le tabac est perdu, et il faut renflouer. John Washington s'y emploie avec des compagnons d'équipage et fait sur place connaissance de Nathaniel Pope, un homme riche du Maryland résidant en Virginie, et qui, surtout, a une bien jolie fille, Anne, dont John s'éprend tout aussitôt. Il veut alors se délier de ses obligations de second sur le ketch et demande ses gages. Mais le capitaine Edward Prescott, négociant et armateur, refuse et veut réparation pour rupture de contrat. Pope aplanit le différend en offrant des peaux de castor, car décidément le jeune Washington lui plaît. Mariage conclu : la jeune épouse reçoit une belle terre en dot et Pope consent un prêt à son gendre, prêt qui s'éteint à la mort de Pope quatre ans plus tard.

John Washington est apprécié, devient coroner *2 dès 1661 et, surtout, il n'a de cesse d'agrandir le domaine, grappillant ici et là une friche ou une forêt, tant et si bien que, dès 1668, ses terres dépassent les 5 000 acres, dont une partie est cultivée en coton. Il est également membre du conseil de la paroisse d'Appomatox, position honorifique qui atteste de son implantation bien réussie. Qui plus est, son épouse

lui a donné cinq enfants et son frère Lawrence l'a rejoint. Bien qu'il s'intitule toujours « négociant à Luton, comté de Bedford, Angleterre », le cadet s'est installé à proximité, sur la langue septentrionale de terrains fertiles entre le Rappahannock et le Potomac, dans le nouveau comté de Westmoreland. Les deux frères n'ont même pas trente ans et vont connaître une réussite rapide. Les honneurs viennent à John Washington : devenu un notable, il va siéger au tribunal du comté, devenir administrateur, on lui confie la tutelle d'enfants ; sa fortune et son influence prospèrent. Après la mort de sa première femme en 1752, il épouse Anne Gerrard, elle-même à son troisième mariage du fait du taux de mortalité très élevé dans ce coin assez insalubre, une femme qui lui apporte des terres et l'expérience des affaires. Lors des querelles de territoires, qui ne manquent pas entre voisins et avec les Indiens, John Washington juge sans barguigner et il lui arrive aussi d'engager des poursuites. Pris dans la trame serrée de son existence nouvelle, il est devenu un parfait Virginien. Au fur et à mesure de ses mariages, il va contracter des liens puissants avec les familles aisées de la province : colonel de la milice, membre de la Chambre des Bourgeois. Mais surtout il a acquis quantité de terrains fertiles sur les rives du Potomac. La passion de la terre, voilà ce qui l'anime jusqu'à sa mort, le 26 septembre 1677, causée par une dysenterie ou une fièvre typhoïde. On l'enterre auprès de sa première épouse et de leurs deux enfants morts en bas âge. Dès lors la paroisse qu'il habitait va porter le nom « Washington ». On ne peut manquer de constater que c'est la préfiguration modeste de ce qui arrivera à George Washington, qui donnera son nom à la capitale des États-Unis d'Amérique.

Son fils et son petit-fils, tout en ralentissant un peu l'allure imprimée par ce premier arrivant aux bottes de sept lieues qui a donné l'impulsion, s'enrichissent sur les domaines qu'il a légués. Son fils aîné d'abord, Lawrence Washington, hérite comme il est de coutume de la plus grande part des terres et du moulin de Rosier's Creek. Né en 1659, il fait ses études en Angleterre, dont il revient à la mort de son père, reprenant terres et charges, devenant successivement juge de paix, avant même sa majorité, puis conseiller et shérif. Dès la seconde génération, le sillon est tracé : les Washington occupent des postes de responsabilité dans leur communauté, accédant aux fonctions électives, veillant à l'organisation, à la justice et à l'ordre. Lawrence porte un vif intérêt à la chose publique, se marie sur le tard — à vingt-sept ans passés ! —, et fait un voyage en Angleterre en 1686 avec Mildred, son épouse. Jouissant d'une fortune confortable et d'une bonne notoriété, il s'éteint en mars 1698, à trente-huit ans, laissant trois enfants, John, sept ans, Augustin, dit Gus, trois ans, et Mildred, encore en langes. Mildred Washington, tutrice des enfants, se remarie avec George Gale, un résident temporaire de la colonie, et la famille

part s'installer en Angleterre, dans le Cumberland. Elle y meurt peu après, laissant les trois petits Washington à la garde de leur beau-père, qui les inscrit à l'école Appleby de Westmoreland, à 50 miles de sa résidence de White Haven, bien décidé à en faire de bons petits Anglais. Mais c'est sans compter avec la partie américaine, les cousins de Virginie de la branche « Chotank », qui, lorsqu'ils apprennent la mort de l'épouse de Lawrence Washington, intentent un procès à Gale en 1702, réclamant les enfants et leurs parts d'héritage. Procès gagné, les enfants sont placés sous la tutelle d'un autre John Washington, planteur prospère qui exerce lui aussi des responsabilités publiques dans la police et la justice du comté.

Grand, blond, bien bâti, le jeune Gus atteint sa majorité en 1715 tandis que ses proches lui cherchent une épouse parmi les nombreuses filles des riches planteurs des environs. Les terres de Jane Butler, jeune héritière de seize ans, s'ajoutent bientôt à celles d'Augustin Washington, désormais propriétaire de quelque 1 740 acres, au moment où le traité d'Albany entérine les actes de propriété. Tous les colons sont en proie à une fièvre spéculative. Chacun prospecte, vend et achète des terres, vérifiant baux et titres de propriété, sautant sur les terrains convoités. Augustin et Jane Washington ne font pas exception, étendant leur domaine par petites touches vers la rive sud du Potomac, en redessinant sans cesse les contours, construisant une maison à Pope's Creek, songeant à un barrage qui permettrait de bâtir un moulin, lequel rapporterait des droits d'usage. Les pâturages du grand-père John Washington, face au village indien de Piscataway sur la rivière, sont agrandis par une acquisition qui rapproche des Grandes Chutes. Mais voilà qu'Augustin s'intéresse aussi à l'industrie, à ces fourneaux qui traitent le minerai de fer, première industrie coloniale encouragée par l'Angleterre en délicatesse avec son premier fournisseur, la Suède. Il sait que du Maryland, tout proche, les fourneaux du Principio Iron Works en ont envoyé trois tonnes et demie en métropole dès 1718. L'entreprise l'intéresse, Augustin en achète des parts, et, de surcroît, trouve de l'or et des gisements de fer sur ses terres. Bonne raison pour envisager une usine sur le territoire de la Virginie, d'autant que les quakers anglais qui détiennent le Principio sautent le pas en 1725 et soumettent des propositions à Augustin Washington ; ce dernier fait délibérément durer la négociation, étudiant avec minutie les termes du contrat, attentif aux coûts d'exploitation, aux rendements prévus, aux dépenses d'infrastructure. Moyennant quoi, il modifie le projet, ajoute des terrains, et désengage sa responsabilité des pertes éventuelles, stipulant enfin que le volume de production nécessite sa signature. Restent d'autres points qu'il veut débattre directement avec ses commanditaires anglais, face aux livres de comptes. Il gère comme un

développeur d'aujourd'hui, optimisant et arrondissant sa fortune à chaque occasion. Sait-il même que Benjamin Franklin fonde en 1727 une association de bénévoles à Philadelphie, le Junto, qui se réunit tous les vendredis soir et va créer au fil des ans la première bibliothèque avec inscriptions, la première agence de sapeurs-pompiers, une association d'assurance-incendie, ainsi que l'université et l'hôpital de Pennsylvanie ? Rien n'est moins sûr. Et ce Junto, animé par Franklin, est également à l'origine de l'American Philosophical Society, qui comptera parmi ses membres éminents son descendant George Washington, John Adams, Thomas Jefferson et le marquis de Lafayette. Bon sang ne saurait mentir, comme dit l'adage.

Pour l'heure, c'est l'été 1728, une longue traversée de l'Atlantique où Augustin Washington a tout loisir de faire le bilan de sa vie. Il a trente-cinq ans, tient les charges de juge de paix et d'exécuteur judiciaire. L'Église le compte parmi ses officiers paroissiaux et depuis l'année précédente il est shérif, ce qui lui assure plus de 1 000 livres de tabac par an. Sa fortune s'arrondit prudemment et, sans être vraiment riche, il est heureux avec sa femme et leurs trois enfants. Mais lorsqu'il rentre à Pope's Creek à la fin du mois de mai 1730, rien ne va plus : sa femme est morte et les hauts-fourneaux tournent mal. Il doit prendre une nouvelle épouse, il choisit Mary Ball, elle-même orpheline, grande et robuste, qui possède revenus et chevaux, aime les animaux et, pour cette raison, s'acclimate aisément à la ferme de Pope's Creek, son nouveau logis.

Venu initialement pour améliorer son sort matériel, le planteur du Sud, qui a la réputation d'être d'humeur facile, se conduit en gentilhomme campagnard plutôt qu'en grand seigneur et réunit autour de lui une troupe de serviteurs qui ne connaissent point d'autre maître. Les uns sont des esclaves liés par un servage permanent, d'autres des serviteurs de la ferme, aux champs ou à la maison, qui le regardent comme un protecteur. Il faut une main-d'œuvre abondante, si bien qu'il y a des serviteurs engagés par contrat pour un certain nombre d'années et même quelques forçats dont on peut louer les services à l'administration pénitentiaire. Chacun trafique pour son compte, expédiant son tabac en Angleterre, important outils et vêtements à la mode londonienne. L'implantation des Washington est judicieuse car il faut être à portée des bateaux qui sillonnent les fleuves et accostent sur les rives de la baie, débarquant leurs marchandises sur les quais privés des planteurs :

On n'eût pas fait fortune en demeurant chez soi, il fallait circuler constamment, s'intéresser aux navires qui sillonnaient les fleuves, se tenir au courant des nouvelles de Londres ou de Williamsburg, s'informer du prix des chevaux, des chiens ou du bétail. Nouvelles, opinions, amitiés, toutes avaient libre cours ; les gens, liés par une intimité choisie, savouraient à loisir le plaisir vif et durable de rapports dépourvus de morgue et de contrainte. La vie urbaine faisait défaut, peut-être, mais il ne régnait pas non plus ces manières citadines, ni ce

La Virginie, colonie dédiée à la « Reine vierge », a décidément beaucoup d'attraits, et l'on ne s'étonne guère que son hymne officiel soit *Carry me back to Old Virginia* (« Ramenez-moi dans la vieille Virginie »). Il reste très frappant que les hommes d'élite issus de tous les ordres, qui venaient pour une mission temporaire, ont conçu, malgré la rude existence qu'on y menait, une vive affection pour cette colonie. Au point d'adopter le Vieux Dominion comme seconde patrie, c'est le cas de maints commissaires ou d'un gouverneur suppléant tel Alexander Spotswood qui, après ses mandats en métropole, dont celui de maître général des postes coloniales, s'installe pour les dix-huit dernières années de sa vie sur les 40 000 arpents de terres qu'il possède en Virginie. On y voyait, dit-il, « moins de blasphèmes, d'impiétés, d'ivrognerie, de débauche de haines impitoyables et de friponnerie qu'en aucun lieu 3 » où son destin l'avait conduit. C'est au cours d'une période de paix, d'équilibre et d'attente, une période de transition, que vient au monde la troisième génération issue de John Washington, fils aventureux du recteur de Purleigh. À la naissance de George, les Washington sont déjà les fils du Potomac.

*1. Mesure de surface agraire.

*2. Dans les pays anglo-saxons, fonctionnaire chargé d'enquêter sur les circonstances d'un décès violent et d'en déterminer les causes.

George, un fils des criques du Rappahannock

Les deux grands fils du premier lit d'Augustin Washington, Augustin et Lawrence, font leurs études en Angleterre lorsque la seconde épouse de leur père donne naissance, le 22 février 1732, à dix heures du matin à un fils. Le petit garçon est vigoureux, et, le 5 avril, le pasteur, les deux parrains et la marraine ainsi que les voisins sont réunis autour des parents pour le baptême. L'officiant, le révérend Roderick McCulloch, prend l'enfant dans ses bras et prononce la formule consacrée de l'Église anglicane : « Nommez cet enfant. — George », lui est-il répondu. Il porte le prénom de son roi, George II. Comme il n'y a pas encore d'église proche, et faute de registre paroissial, le tout est consigné dans la bible familiale.

À peine George Washington commence-t-il à marcher sur la pente douce et gazonnée de la propriété que naît une petite sœur — Betty — et, l'année suivante, un demi-frère nommé Samuel. Les enfants grandissent dans la ferme au milieu des chiens, des poulets et des cochons : on y trouve aussi du bétail, des vaches et leurs veaux. Ce coin de campagne offre une chaleureuse vie sociale au milieu de familles amies dans le voisinage proche, on se fréquente, on se soutient et on se prête à l'occasion main-forte. Mais la maisonnée Washington déménage pour un domaine plus isolé, à l'écart des pistes, alors appelé Epsewasson, avant de devenir le célèbre Mount Vernon. L'habitation, de plan rectangulaire, n'est pas très grande à l'époque — elle sera rénovée et considérablement agrandie à deux reprises —, mais suffisante pour le foyer de cinq personnes. Il y a de l'ouvrage car certaines parcelles sont encore en friche, et l'on construit prestement des cases pour les nègres de même qu'un moulin à Dogue de manière à assurer l'autarcie de la plantation. L'isolement amène à centrer les occupations sur trois points d'ancrage : une bonne progéniture, les travaux sur la ferme et l'église, où Augustin a pris ses fonctions dans la nouvelle paroisse en avril 1733, élu par ses pairs, faute de ministre du culte. Notable et chef de famille bien implanté, Augustin est désormais propriétaire dans quatre comtés, il possède divers terrains aux environs de Fredericksburg, en face de ses domaines du Rappahannock. Le fleuve est là, avec un bac où hommes et bêtes passent pour trois sous. De plus, étant finalement parvenu à un accord avec les quakers anglais propriétaires des hauts-fourneaux de Principio, il exploite lui-même ses gisements, voiturant le minerai jusqu'au fleuve, distant de six miles à peine, où son expérience de capitaine au long cours, transportant du fer en Angleterre, lui a été profitable. Bref, il gère au plus près et cherche le meilleur rendement.

C'est pourquoi il quitte Epsewasson, repartant en Angleterre pour ses affaires au début de l'hiver 1737, avant la naissance de Charles, au printemps de l'année suivante. Il s'agit de son neuvième enfant du fait de ses deux mariages, et du cinquième enfant de Mary Ball-Washington. Lorsque le père de famille est de retour l'été suivant, il peut dire que son séjour britannique a été bien mené et fructueux, qu'il a revu là-bas, à Appleby, ses deux grands fils Lawrence et Augustin, dit Austin, et qu'il a obtenu une hausse de ses parts et de ses profits sur l'exploitation minière de Virginie. Carrure d'athlète, avec ses yeux gris et son teint vermillon, ce père à la fière allure est un homme intrépide et indépendant.

Une annonce de *La Gazette de Virginie*, en date du 21 avril 1738, attire son attention : un domaine, qui est mieux situé que le sien pour lui permettre de mener une vie de planteur et de patron d'industrie, est à vendre du fait d'un veuvage et d'un remariage. Il l'achète en novembre et emménage à Ferry Farm le 1^{er} décembre. La maison compte huit pièces et des communs, un jardin au nord, un bois à l'est, des champs au sud, et une pente douce menant jusqu'à la rivière Rappahannock à l'ouest, moins belle évidemment que le gracieux Potomac, appelé « le fleuve aux cygnes ». Mais l'avantage majeur de ce domaine est qu'il est desservi par plusieurs routes, ce qui le met à portée de Fredericksburg. Établie en 1727, cette ville nouvelle possède un quai et une carrière, des hangars à tabac, bâtis en forme de croix, et même une prison aux épais murs de pierre. Sans parler de son église, St. George, et de son palais de justice ; bref, une ville prospère et bien administrée.

Mais pour George Washington, qui en est à sa troisième maison en sept ans, le grand événement de cette année 1738 est assurément le retour dans la colonie de son demi-frère Lawrence, alors âgé de vingt ans. L'éducation acquise en Angleterre lui a donné des manières, un maintien et une élégance qui captivent le petit George. Lawrence devient dès lors son modèle et sa référence, il va littéralement lui changer la vie. Bientôt leur parviennent les nouvelles de la guerre avec l'Espagne dans les pages de *La Gazette*, on peut lire les avancées de l'amiral Edward Vernon, entrant à Cartagena, dans le golfe de Darién, face à l'isthme du Panama, puis cinglant vers la Jamaïque pour monter une expédition et revenir avec sept navires attaquer Portobelo dans le but de brûler les vaisseaux espagnols. Portobelo tombe en quarante-huit heures si bien que la couronne anglaise décide de pousser l'avantage dans les Caraïbes en levant une troupe de 3 000 hommes à partir de ses colonies. Ce sera le régiment américain et c'est ainsi que la Virginie doit fournir 400 soldats pour répondre à l'appel de la métropole. Aussitôt, les fils des riches planteurs qui nourrissent une ambition militaire se rapprochent du gouverneur pour

être recrutés, sous seing du roi. Le 17 août 1740, le nom de Lawrence Washington est cité en premier pour prendre, avec trois autres Virginiens, le commandement de leurs hommes, avec une commission de capitaine. Ainsi, à vingt et un ans, à peine revenu d'Angleterre, il va prendre du service contre l'Espagne. Il met les voiles sur Chesapeake en octobre, touche la Jamaïque, où la flotte rassemblée à Port Royal est grosse de 9 000 hommes. Mal conduite, elle essuie un désastre devant Cartagena, mais Lawrence est sauf. Au même moment, un violent incendie, probablement causé par la foudre, ravage une grange du domaine. La guerre tourne mal, et seuls 1 300 rescapés pourront rejoindre les côtes de l'Amérique anglaise. Le jeune capitaine Lawrence Washington, vétéran de Cartagena, fort d'un brevet de major dans la milice coloniale, postule au retour au poste vacant d'adjudant général de la colonie et l'obtient. George, dix ans, n'a d'yeux que pour son héros.

À Pâques 1743, le petit George rend visite à ses cousins, qu'on appelle la branche « Chotank », du nom du district du Potomac où ils résident ; on court, on s'amuse à la ferme, lorsqu'il est rappelé d'urgence à la maison. Son père est au plus mal et il meurt en effet le 12 avril, à quarante-neuf ans, entouré des siens, en paix avec le monde, et ses volontés couchées dans un testament qui sera ouvert le 6 mai. Il laisse à sa veuve et à ses enfants 10 000 acres de terre et une cinquantaine d'esclaves répartis sur les terres de Ferry Farm, de Westmoreland et de Stafford. Il n'y a que huit chevaux de trait. Comme le veut l'usage, le fils aîné, Lawrence, qui a vingt-cinq ans lorsqu'il devient chef de famille, reçoit la meilleure portion, soit tout Little Hunting Creek, les parts de son père dans les hauts-fourneaux d'Accokeek et la moitié des impayés ; Augustin, le deuxième fils, hérite de Westmoreland, de vingt-cinq têtes de bétail, et de quatre esclaves noirs. La trésorerie entre les deux est clairement définie. Quant à George, premier enfant du second lit, qui finalement a peu connu son père, ne gardant de lui que le souvenir de sa haute silhouette et de son teint clair, il est confié à la tutelle de sa jeune mère. C'est la ferme de Ferry Farm aux terres sableuses et moyennement rentables qui lui est dévolue pour jouissance à compter de sa majorité, ainsi que la moitié de Deep Run, dix esclaves et trois lots à Fredericksburg. Il a onze ans. Le reste des biens va à l'épouse et aux quatre autres fils, Samuel, John, Augustin et Charles. Il est question de récoltes sur pied et à venir, de dividendes, de droits d'exploitation... Le testament est un véritable document de banque d'affaires.

Lawrence s'installe alors de manière permanente à Little Hunting Creek et le bruit se répand qu'il fait la cour à la jolie Anne, fille du

colonel Fairfax, un homme qui habite la colonie depuis neuf ans, bon Virginien déjà puisque à la fois bien introduit auprès de l'administration coloniale, juge, collecteur des douanes et membre de la Chambre des Bourgeois, ce qui en fait la personnalité la plus influente de la péninsule. À l'époque en effet, le brelan gagnant consiste à cumuler les entrées dans les trois branches du pouvoir : l'Église, le gouvernement local et la justice. De plus, Fairfax a construit une grande demeure élégante, à point nommée « Belvoir ». Lawrence Washington s'allie donc à la meilleure famille du cru par son mariage le 19 juillet 1743 et s'entend admirablement avec son beau-père, car il est courtois et sait montrer de la déférence vis-à-vis de ses aînés. Bien mieux, lorsque leur parent d'Angleterre, lord Fairfax, un homme élégant et raffiné, qui a été collaborateur du *Spectator* d'Addison et Steele, rejoint la Virginie en 1746, Lawrence accède à un autre niveau de culture et de savoir-faire. Le baron est seul, et les deux hommes partagent une affinité pour la vieille culture européenne, ils ont des souvenirs communs, peuvent évoquer les chasses au renard dans la meilleure tradition anglaise. Réfléchi, Lawrence n'est pas chicaneur comme son arrière-grand-père John Washington mais sait faire respecter ses droits. Il a du sens politique, pratique la religion sans bigoterie, aime les chevaux et le métier des armes. Lawrence réussit, et, véritable consécration sociale, il deviendra bientôt lui aussi membre de la Chambre des Bourgeois. C'est ce corps constitué, fort de 104 élus en 1755, qui fait les lois tandis que le Gouverneur de la Colonie et son Conseil de douze membres détiennent le pouvoir exécutif. Sans véritable passion pour les livres, il passe néanmoins pour cultivé. Toutes ces qualités vont nourrir l'éveil et l'esprit de son intelligent cadet en même temps qu'elles contribuent à polir ses manières. Qui plus est, Lawrence, de quatorze ans son aîné, aime beaucoup le petit George.

Little Hunting Creek, par son nom, sonne la chasse comme un programme à suivre, une promesse de gibecière pleine. En 1739, un naturaliste dresse minutieusement la liste du gibier de Virginie :

Biches à profusion, ours, buffles, loups, renards, panthères, chats sauvages, élans et lièvres, des écureuils de trois ou quatre sortes, des ratons laveurs, opossums, castors, rats musqués, putois, visons, mais seulement quelques porcs-épics ¹.

C'est l'abondance dans les bois, la nature des premiers temps. Pour le gibier à plumes, même aubaine :

Des dindes sauvages en quantité, des perdrix, oies sauvages, cygnes et bernaches, des cormorans, sarcelles, canards et malards, des canards noirs et une autre espèce que nous appelons canard d'été, des pluviers de deux ou trois sortes, des soris (délicieux à manger), des oiseaux de bruyère, improprement appelés faisans, de deux espèces, des pigeons sauvages en immenses nuées, des litornes, des bécasses (qui, c'est bien étrange, ne viennent que l'été), des bécassines, hérons, butors, aigles, des alouettes de deux sortes, l'une toute l'année de la

Très tôt, George Washington s'initie à la chasse, en particulier à l'affût, pour tirer le gibier d'eau. Peu à peu, il devient une fine gâchette, un chasseur très respecté et on l'emmène à la chasse au renard. Du côté des montagnes et de la frontière, l'ours est très prisé pour sa chair généreuse de même que pour sa fourrure. Il faut être endurant et bon cavalier : Washington s'aguerrit. En un mot, la chasse est quasiment un mode de vie parallèle, une école de discipline, si bien qu'elle devient instrument de sélection pour lord Fairfax lorsqu'il s'implante en Virginie : « George conquiert d'emblée la sympathie du baron par sa hardiesse de chasseur et par la prudence de ses vues 3. » En somme, George suit le fil rouge de tout Virginien qui se respecte.

La maison d'Epsewasson va changer considérablement par rapport à l'époque où George y avait vécu avec son père, de 1735 à 1738. Lawrence n'hésite pas à entreprendre des transformations, et le feu des incendies se charge du reste. Une nouvelle bâtisse est construite, dans le goût et le style virginien : un plan rectangulaire, au centre une vaste salle avec deux pièces de part et d'autre au niveau du rez-de-chaussée, et la chambre de Mrs Washington au fond. À l'étage, une même disposition et une petite pièce supplémentaire gagnée au-dessus de la grande salle. Les celliers, dans les murs de l'ancienne maison, forment le soubassement. Avec ses cheminées en brique, le reste en bois, bien meublée, la résidence est confortable et s'appelle désormais Mount Vernon, en hommage à l'amiral et à l'expédition de Cartagena. Voilà qui n'échappe pas au jeune George, à l'écoute des récits de batailles et d'honneurs militaires, ce d'autant moins qu'il se trouve à deux jours d'une piste du sentier de guerre des Indiens. Bien sûr, on parle aussi beaucoup de terres et des patentes délivrées par le bureau du colonel Fairfax, et l'on pressent bien la spéculation, l'appât du gain, l'intérêt pour la bordure de l'ouest. George passe en fait beaucoup de son temps libre chez ses deux grands demi-frères tandis qu'il est chez sa mère pendant les périodes scolaires, toujours curieux de tout. Il fréquente d'abord l'école de Mattos Creek, dirigée par Henry Williams, qui coûte 1 000 livres de tabac pour la pension et 1 000 autres livres pour l'instruction. Lorsqu'il circule dans les autres maisons, de Ferry Farm à Pope's Creek, où habite Austin qui vient, lui aussi, de prendre femme en la personne d'Anne Aylet, l'une des quatre filles du riche colonel Aylet de Westmoreland, George entend parler fermage, agriculture et chevaux. On évoque aussi la vie sur le fleuve, et les implantations à l'ouest, dans la vallée de la Shenandoah. À cette aune, il se développe rapidement, vigoureux de corps et d'esprit, avec un sens aigu de l'observation et, assez vite, un sens des affaires. Dans l'ensemble, ces planteurs nantis qui forment la classe supérieure d'une

société très stratifiée en six classes, de l'esclave au maître, en passant par les prisonniers, les serviteurs affranchis ou non et les manants, vivent bien. Ils ont même la réputation d'être à l'aise, avec un certain lustre, et ils le savent, car tout serait parfait, dit-on, en ce coin de Virginie, s'il n'y avait pas la foudre, la canicule et la vermine.

La prospérité de la Virginie repose sur l'esclavage, et la population des esclaves s'accroît bien plus rapidement que celle des serviteurs blancs au service des propriétaires et des métayers. Dans les années 1720, on importe entre 1 000 et 1 600 esclaves par an, il y a beaucoup de travail sur les plantations et Londres fait pression, si bien que dans les années 1750, Washington voit arriver des vaisseaux négriers à un rythme soutenu qui déversent plus de 4 000 Africains par an, des cargaisons étiquetées à des fins commerciales. Il ne fait aucun doute qu'ils assurent la richesse de leurs maîtres dont certains n'hésitent pas à se lancer dans la traite. À titre d'exemple, John Carter dispose d'un lot d'esclaves qui débarquent en 1737, il en vend 145 au prix moyen de 15 livres par tête, mais se plaint auprès de son agent qu'il y a trop d'enfants dont on ne sait que faire. *La Gazette de Virginie* annonce, le 12 septembre 1751, l'arrivée de « 200 Gambiens de tout premier choix ». Les fermiers en discutent, font de courts rapports d'observation qui circulent, mais pour l'heure ils ne craignent pas de soulèvement, malgré la population nombreuse sur leurs plantations.

Il faut aussi compter avec les Indiens, qui forment un groupe séparé. Au milieu du XVIII^e siècle, la guerre et la maladie ont eu raison de ceux de l'est de la crête Bleue, certains cohabitent tranquillement avec les Blancs. Au sud de la James River, les tribus Nottoway et Nansemond ne comptent guère plus de cinquante guerriers. Les Pamunkey ne sont plus que deux familles, vivant de la chasse et de la pêche. Non loin de chez George Washington, on accuse les Indiens Saponi de brûler les bois et de voler des arbres, puis on les traduit en justice, si bien qu'ils préfèrent partir ailleurs. Les Peaux-Rouges, sauf rare exception, n'apparaissent plus comme fauteurs de troubles. Ce qui inquiète vraiment c'est le feu, qui dévore avidement les maisons de bois, les étables, les granges et les ateliers, les buanderies et les petites écoles.

Une certaine opulence rejaillit sur la vie des manoirs, à commencer par les arts de la table lorsque le lin et l'étain, les nappes et serviettes, la belle vaisselle entrent dans les salles à manger. Un visiteur étranger, le marquis de Chastellux, ne manque pas de relever vers 1750 la beauté du mobilier, orgueil des Virginiens, qui aiment particulièrement le chêne et le merisier. À l'occasion, on importe des écritoirs à la mode, des bureaux français en noyer, des tables à thé, des coffres japonais, des méridiennes, des tapisseries. Chaque maison possède ses miroirs, les horloges sont plus rares que les montres,

cadeau exceptionnel qui coûte cher. Un lit à soi est encore la marque des riches, un édredon de plumes est un trésor qu'on garde à vie. Ainsi la mère de George Washington a-t-elle reçu par testament, à la mort de son père, toutes les plumes du grenier de la cuisine pour en faire son lit ! La porcelaine de même que la verrerie, d'abord venues d'Angleterre, hélas, font long feu dans les mains des servantes, mais les tables s'ornent de chandeliers. À tous égards, la maison d'enfance de George Washington à Ferry Farm est de celles qui appartiennent aux gens aisés, même si elle ne s'offre pas le luxe des grandes demeures. La salle est simplement peinte, sans ornement de tableaux ou de portraits, mais comporte un grand miroir sur l'un des murs, onze chaises de cuir sont disposées autour de la grande table, et le fauteuil d'Augustin Washington trône toujours près de la cheminée avec son grand pare-feu et ses chenets. L'inventaire mentionne vingt-six cuillers d'argent et onze lits. Les chambres ont des cheminées, la laiterie est bien équipée, une resserre permet de ranger divers ustensiles ainsi que l'étoffe pour habiller les esclaves, mais George s'intéresse avant tout aux boîtes, au fusil et aux instruments de son père, notamment le trépied, l'échelle et le grand compas pour faire des relevés de terrains.

Passons à table où tous les produits viennent de la ferme. On mange essentiellement du pain et de la viande, et en grosse quantité. Sur une plantation qui compte environ 250 esclaves, la consommation annuelle est estimée à 27 000 livres de porc, 20 bœufs, 4 barils de rhum, 150 gallons d'eau-de-vie, des céréales à profusion qui nourrissent les ouvriers agricoles et les esclaves. On distille sur place cidre et alcools à partir des pêches et des pommes des vergers, et l'on fait de la bière. La viande est bon marché, le gibier est très abondant, les poulets sont dans la basse-cour, on mange quelques huîtres pour les fêtes, sans les aimer vraiment. Le repas du dimanche au retour de l'église est bien copieux : du poisson, des légumes, du porc rôti, du fromage et des gâteaux. Les riches importent olives, anchois, câpres et citrons. Des missionnaires de passage venus de Moravie, alors que George Washington a onze ans, ne manquent pas de s'émerveiller d'une telle abondance chez les classes supérieures. C'est que le tabac paie les impôts et les denrées de luxe, telles que le sherry, le madère et le vin blanc français. On s'habille pour le dîner. Bals et foires permettent de se montrer. En toute occasion, Londres est la référence suprême de l'élégance pour les plus riches, les toilettes des dames, les tissus de lin, de soie et de laine sont importés, et l'on porte bas blancs et bagues.

Pourtant, en lisière de la vie, la maladie, la mort sont là, au quotidien, si bien qu'en moyenne un foyer compte cinq membres, pas plus, et les épitaphes fleurissent. Naissances et mariages, autant d'événements très attendus, mais le veuvage est calamité si courante

qu'on peut se marier jusqu'à six fois. On se soigne comme on peut, il y a quelques rares médecins formés en Angleterre et pas mal de charlatans ; mieux vaut donc avoir quelques notions, des simples, et des remèdes, tant pour la famille que pour la domesticité, plutôt bien traitée car elle est la force vive de l'entreprise et parce que l'on craint les épidémies. La famille Washington et les autres planteurs ainsi que les serviteurs connaissent, comme leurs voisins indiens, l'herboristerie, les eaux médicinales et les sources.

Tandis que les hommes vont à la chasse, se divertissent au bal, raffolent de courses de chevaux et de combats de coqs, George prend les longues heures d'école au sérieux. En plus des manuels scolaires, il lit la Bible et des livres de prières, se distrait avec le très populaire *Almanach du Bonhomme Richard*, lancé l'année de sa naissance, parcourt les guides pratiques, les livrets utiles ou édifiants en tout genre qui sont à portée de main dans ses différentes maisons. La *Gazette*, qui a peu à peu pris ses distances avec les nouvelles des capitales européennes, a lancé un personnage espiègle, Tom Bell, qui voyage et fait des farces, pour le plaisir de ses jeunes lecteurs. Mais l'essentiel de son éducation, ce qui va former ses goûts et sa personnalité, provient des propos entendus en famille, des histoires de patentes, de procès de bornage et d'actes de propriété, des projets de ponts, de routes et de moulins, des opportunités de commerce et d'expansion, des péripéties dans l'exercice de la guerre et du pouvoir. Et sa mère adore les chevaux. On vient d'importer des étalons anglais pour les premiers haras, raison de plus pour que son fils devienne connaisseur. À partir de ses treize ans, il grandit rapidement et a l'air d'un jeune homme, solide, bien découplé, et qui s'adonne à de multiples activités dont la course, le saut, la lutte et le lancer de javelot. Il est très accroché aux mathématiques, il a une belle main et écrit rapidement, avantage indéniable en un temps où tout se recopie. Pour ses camarades de classe, il copie des passages et fait un résumé du livre de Francis Hawkins qui traite des règles de civilité, de la conduite et de la conversation à tenir en société, mettant l'accent sur l'honnêteté, sur le fair-play ici-bas plutôt que sur les promesses célestes, car à Ferry Farm, la foi se pratique sans zèle excessif.

À l'adolescence, le jeune George sera tiraillé, bien malgré lui, entre les ambitions que son aîné et tuteur nourrit pour lui et le bon vouloir de sa mère qui, naturellement, a la garde de son fils. Lawrence envisage pour George, son protégé, une carrière dans la marine royale ou, à défaut, dans la marine marchande. Mary Ball-Washington ne s'intéresse pas à la mer et a tendance à suivre les conseils de son demi-frère Joseph, qui a quitté la Virginie pour entrer au barreau de Londres, laissant ses affaires américaines aux mains de son neveu

Joseph Chinn, à qui il réclame de bons retours sur investissement, veillant de loin à tout, et en particulier aux contours de ses terres. Mary partage la rigueur de son frère, stricte avec ses serviteurs pour les tâches quotidiennes, mais elle manque cruellement de vision d'ensemble et se révèle piètre gestionnaire du domaine. Son fils aîné, George, est sa fierté, elle veut le garder près d'elle, loin des dangers de la marine de guerre aussi bien que de l'errance et des tentations des coureurs de frontières de la marine marchande. De la même façon, elle n'envisage pas pour lui des études en Angleterre, alors que les jeunes gens des bonnes familles choisissent Édimbourg en premier, puis Oxford et Cambridge, ou sinon, sur place en Virginie, le collège William and Mary. Tant et si bien que le 8 septembre 1746, un lundi particulièrement maussade, elle envoie George à Fredericksburg pour qu'il se mette à la disposition du colonel Fairfax qui, venu de Belvoir, a aménagé cette rencontre. Fairfax apporte des nouvelles toutes fraîches de Mount Vernon et remet à George deux lettres de Lawrence, l'une pour lui-même à lire attentivement sans en parler à sa mère, l'autre justement pour Mary Ball, à lui remettre à un moment opportun. C'est ainsi que, pour la première fois, George perçoit les finesses de la diplomatie. Les deux missives, dans des styles différents, plaident pour une carrière dans la marine. Fairfax s'est renseigné sur les hôtes de Ferry Farm, notamment par l'intermédiaire du médecin, le docteur Spencer, et il sait que Mary a maintenant trente-sept ans, un âge où elle peut encore se remarier. Les choses en restent là quelque temps, Spencer tente de la persuader mais les amis voient bien qu'elle maintient ses objections contre la carrière maritime. Elle est également très soucieuse à l'approche de la majorité de George, en 1753, car elle sait bien qu'il entrera alors en possession de Ferry Farm. Elle a bien, non loin de là, la propriété de son père, en partage avec Joseph Ball, son demi-frère désormais rentier qui, pense-t-elle, pourrait la laisser prendre le bois et la pierre nécessaires à la construction d'une maison pour elle. À cet effet, elle lui envoie une lettre le 13 décembre 1746.

Mais George nourrit lui aussi des rêves qui l'emportent au-delà de la ferme et du Rappahannock. C'est que toutes les conversations roulent sur les terres qui s'ouvrent à l'ouest de la crête Bleue, si bien que Lawrence et quelques amis envisagent de créer, avec des négociants anglais, la Compagnie de l'Ohio, pour coloniser les territoires désormais accessibles grâce au traité de Lancaster. Au lieu d'être un fermier de seconde grandeur sur Ferry Farm, George préfère s'imaginer impliqué dans de grands projets avec Fairfax et son frère Lawrence. La terre, toujours la terre, si pleine de promesses ! Chez lui, dans la réserve, il y a les instruments d'arpenteur de son père, il sait se servir du compas, avec son pieu et sa chaîne. Il ne lui échappe pas que

chaque comté a son arpenteur-géomètre, avec éventuellement des assistants. Il s'en rapproche et apprend en 1746-1747 les rudiments du métier, s'entraînant sur sa ferme ou encore sur les champs de ses proches ; et ce travail l'enthousiasme d'emblée. Il se perfectionne et réussit à acquérir un bon niveau de base, à telle enseigne que son premier métrage et relevé de plan est consigné à la date du 18 août 1747. En octobre, on le paie en argent et non en tabac, et bientôt il prête de petites sommes à ses cousins de la branche Chotank. Très bonne nouvelle car sa mère reçoit la réponse de son frère Joseph en décembre : c'est non pour le bois de construction, c'est oui pour la pierre si elle veut construire sa maison. Quant à l'avenir de George, l'oncle écarte la mer où, dit-il, il sera traité comme un esclave, comme un chien, perdant toute liberté, et il lui conseille plutôt le métier d'étameur.

Ainsi, pour son oncle de Londres, George deviendrait l'un des premiers artisans qui fabriqueraient sur place ce qu'on importe à grands frais d'Angleterre. C'est mal connaître le jeune Washington.

L'arpenteur des forêts et des rives du Potomac

La visite de lord Thomas Fairfax, grand propriétaire, à son parent de Belvoir, le colonel Fairfax, va donner à George Washington une occasion décisive de choisir son destin, car une tournée d'inspection et de relevé des terres sur la rive sud du Potomac est programmée. On rassemble une équipe sous la conduite d'un ancien géomètre-arpenteur, James Genn, et du représentant du propriétaire, George William Fairfax, qui s'adjoindra des aides et des porteurs au fur et à mesure des lieux et des tracés. Mary Washington accepte que George soit de l'expédition, et l'on s'ébranle le 11 mars 1748 de Mount Vernon et de Belvoir. C'est pour le jeune homme un jour important, voire une date historique : enfin l'aventure, enfin la frontière ! Enfin une expédition dans l'Ouest, une topographie qui prépare l'exploitation des terres vierges ! À seize ans passés, il est toujours aussi robuste, plein de vitalité et très bon cavalier. Doué en géométrie, il possède déjà l'œil du planteur, sachant reconnaître une terre à bon rendement aussi bien que l'essence et la valeur des arbres, tout comme il s'y entend pour évaluer une récolte. Courtois, intègre, plein de bonne volonté, de belle mine avec ses yeux gris et son regard franc, il a de l'allure, soigne sa mise, et même s'il sait, bien sûr, lire l'heure au soleil, il possède une montre. Qui plus est, il va tenir un journal.

On passe les plantations bien établies pour se diriger vers la vallée de la Shenandoah, traversant des bois, des espaces encore vierges, sur de méchants sentiers à peine tracés. Le terrain devient de plus en plus difficile, escarpé, mais de l'autre côté de la montagne s'étire la vallée, une magnifique étendue gris et vert. Au premier coup d'œil, l'évidence s'impose : voilà qui va attirer une foule de résidents et de spéculateurs, si bien que le dimanche 13 mars l'équipe se met à l'ouvrage pour arpenter et il n'échappe pas à Genn, Fairfax et George que la berge de la Shenandoah est extrêmement fertile, ensemencée déjà de chanvre et de tabac. On dort, on mange chez l'habitant, on boit du vin et du punch. Mais la belle humeur est quelque peu tempérée par la pluie, sans compter que George découvre avec horreur, mais seulement tard dans la nuit, que le lit où il s'était endormi fourbu est infesté de vermine. Il se rhabille et finit allongé par terre, bien décidé à dormir, s'il le faut, sous la tente, près d'un feu. Le petit groupe couvre environ 35 miles par jour, mais la fonte des neiges a fait énormément enfler les cours d'eau, si bien qu'il faut attendre pour passer dans le Maryland. À la date du 21 mars, George note que c'est le pire passage pour hommes et bêtes, encombré d'herbes et de troncs d'arbre. Il pleut toujours lorsqu'une trentaine d'Indiens sortent de nulle part, déçus par

le butin de leur expédition guerrière — un seul scalp. Les arpenteurs leur offrent à boire et les voilà qui se préparent à danser, deux d'entre eux fabriquent des instruments de musique, les autres dégagent une petite clairière, coupent du bois pour un grand feu et tout le monde s'assoit en cercle. George Washington est fasciné. Commencent des discours suivis d'une pantomime, le tambour bat, la crécelle tourne et les Indiens se mettent à danser.

Le gué est franchi le 25 mars, les chevaux à la nage, les hommes en canoë, le campement peut enfin s'installer sur l'autre rive, franchissant la frontière. Le lendemain, c'est le juge de paix Solomon Hedges qui leur offre le couvert mais ils devront dormir à la belle étoile. Sur la table, il n'y a ni nappe ni couteaux, qu'importe, chaque arpenteur a toujours le sien en poche. Le 31 mars réserve un grand moment : c'est George Washington qui fait tous les relevés et ce succès va lui amener ensuite de nombreuses missions dans la vallée, au fur et à mesure que les colons qui s'établissent ont besoin de délimiter leurs domaines avec précision. La semaine suivante apporte son lot de surprises, d'abord les dindes sauvages sont difficiles à tirer, or George est fin chasseur et respecté en la matière. Puis le feu brûle la paille du bivouac pendant leur sommeil, la tente s'envole à deux reprises, les Allemands installés dans le coin viennent les voir et — horreur ! — Washington découvre avec étonnement qu'ils ne parlent pas l'anglais. Grâce à leur petite équipe, le cadastre va se construire à coups de lignes et de courts rapports, alors que jusque-là les patentes décrivaient les bordures en termes d'arbres et insectes, en toute poésie, faute de bornage et de piquets : ici « un bosquet et un chêne rouge », là « deux buissons à baies et un noyer » ou encore « des sauterelles ». Comme Washington connaît bien la faune et la flore des forêts, il s'y retrouve sans grand peine. Le 4 avril, il note soigneusement qu'il prête de l'argent à George William Fairfax, qui quitte provisoirement le groupe pour aller acheter des vivres, le laissant avec Genn et les autres, ce qui ne l'enchantait guère car des liens d'amitié sont nés entre les deux George.

En mai, ils sont rentrés, Fairfax à Belvoir, Washington à Mount Vernon, mais l'expédition de trente-trois jours fait date. George a beaucoup appris à tous égards, pour le métier d'arpenteur-géomètre d'abord, mais aussi en ce qui concerne le campement et les intempéries, les rencontres et les friches sauvages ; surtout il est passé de l'autre côté des montagnes, il a de ses yeux vu les belles terres de l'Ouest, il a senti le frisson de la frontière. Sans parler de la notoriété, car tout un chacun au retour de l'expédition veut en entendre son récit, chez son frère Lawrence, chez sa mère, chez ses cousins de Chotank, et ainsi de suite chez les voisins et amis. Le jeune homme est lancé, comme s'il avait désormais un brevet de grand voyageur il enchaîne les sorties durant l'été, accompagne sa mère à Yorktown, et

son frère qui vient d'acheter une terre qui s'étend de la vallée de la Shenandoah aux chutes du Potomac. Pour George Washington, ces années 1748 à 1752 vont être déterminantes. Il commence par mettre au point un document, écrit de sa main, sorte de formulaire à renseigner rubrique par rubrique pour les futures prospections, une fiche qui sera archivée au bureau des terres des propriétaires. Le voilà donc qui fait référence et qui songe à s'implanter durablement dans sa chère Virginie.

Comme toujours, il est mêlé de près aux projets de Lawrence et d'Austin qui veulent étendre leurs domaines, acheter, revendre, bref spéculer. On songe aussi à déplacer la capitale de la colonie pour l'établir dans une zone plus saine — d'autant plus qu'une épidémie de dysenterie frappe Williamsburg — et surtout plus à portée des domaines des frères Washington. Mais George n'en a cure, il fait ses arpentages, joue au billard et au whist, lit des livres d'histoire de l'Angleterre, feuillette *Le Spectator*. Sa garde-robe commence à l'intéresser diablement, il se rase avec soin, et il prévoit un bagage de neuf chemises, six bandes de col, quatre cols, un gilet et sept couvre-chefs pour le moindre déplacement. Le voilà qui apprend à danser. Apanage de l'insouciance jeunesse, alors que dans le même temps Lawrence accumule les honneurs et mandats, devenant membre de la Maison des Bourgeois et du Comité des doléances. Siégeant à divers conseils, il soutient des propositions bénéfiques pour sa paroisse ou pour ses intérêts, s'oppose à la construction d'une église ou encourage la dissolution d'une sacristie, veille au grain lors des différends sur les titres. Lawrence est sur tous les fronts du pouvoir local. Mais il se surmène et doit prendre un congé en décembre 1748. Il fait retraite chez lui, à Mount Vernon et, bien entendu, George reste à ses côtés pendant la mauvaise saison. Peut-on rêver meilleur apprentissage ? Ensemble, les deux frères sont au cœur des affaires, de la spéculation foncière, des questions agricoles, des querelles d'influence.

Dans l'intimité de la famille, les deuils viennent assombrir la vie à Mount Vernon, trois enfants meurent en 1749, Jane, Fairfax et Mildred, si bien que se pose cruellement la question de l'héritier. Au printemps, la toux ne lâche plus Lawrence, on commence à redouter la consommation. En mai, George reprend sa tenue d'arpenteur et revient rapporter les nouvelles de sa mère à Lawrence. Faute du bois qu'elle espérait de son frère Joseph Ball, elle a renoncé au projet de bâtir une maison à Deep Run, elle sait bien que son usufruit vient à son terme, mais tout laisse à penser qu'elle espère rester malgré tout à Ferry Farm.

Une ville s'est construite peu à peu, non loin de là, des hangars d'abord, puis des magasins et le reste. Finalement, en 1748, elle prend

le nom d'Alexandria car elle a démarré sur les terres de Philip et John Alexander. *La Gazette du Maryland* annonce le 13 juillet la vente aux enchères de lots dans la ville, si bien que l'arpenteur-géomètre du lieu, John West Jr., demande à George Washington de l'assister pour la vente et sa préparation en termes de cadastre. C'est chose faite et 25 lots changent de main dès le 18, puis d'autres ventes suivront. Qui sont les acheteurs ? On s'en doute un peu, les gros bonnets de Northern Neck, au nombre desquels Lawrence et Austin Washington, George William Fairfax et son frère. Quant à George, qui a probablement l'argent disponible, il songe pour l'heure à son métier. On lui confie officiellement des relevés sur des terres du comté d'Augusta, tandis que Lawrence entend lui faire obtenir le poste nouvellement créé d'arpenteur-géomètre du comté de Culpeper. C'est bientôt chose faite et le dernier jour de juillet, il arrive à cheval se présenter aux administrateurs du collège William and Mary, seuls habilités à nommer les arpenteurs de comté. Il prête serment à la Couronne, et, en bon protestant, jure qu'il ne croit pas à la transsubstantiation *1, qu'il ne soutient ni Jacques II d'Angleterre ni sa descendance. Immédiatement il se met au travail, se fait payer en argent ou en tabac, et va bientôt, de surcroît, tenir le greffe du cadastre.

Les grands médecins de Londres vont-ils avoir raison de la mauvaise toux de Lawrence Washington, qui s'embarque peu après la vente, avec un ami, à bord du bateau du brave capitaine Kelly ? Il rentre au pays début novembre, sans véritable amélioration de sa santé, mais plein d'intérêt pour de nouvelles acquisitions de terres. Et quelles terres ! Celles qui vont attirer de nouveaux colons, verrouiller la frontière avec les Français qui pourraient descendre du Canada, faire fleurir le négoce ! Avec ses associés, Lawrence décide de monter un fort et d'installer un point de passage pour le commerce avec les Indiens. Les marchandises viendront d'Angleterre et les profits enrichiront toute la région. Les tractations vont bon train, George se voit confier une mission du côté de la frontière, avec cette fois titre et autorité pour la mener à bien. Il prend ses quartiers à Frederick Town pour une dizaine de jours, notant que la vie à l'auberge est pittoresque, que les familles cherchent le coin du feu, qu'il y a vraiment des malappris, des rustres et des barbares mais, patience, il va gagner six pistoles.

De retour à Mount Vernon, il remarque que Lawrence et Austin lui empruntent de plus en plus souvent de l'argent, des petites sommes pour les dépenses de la vie courante, si bien qu'il décide d'ouvrir un registre, comme les comptables. On se prête, on se rend, mais il n'empêche, George est très fier de jouer les banquiers pour ses frères. Lawrence va mieux mais doit renoncer peu à peu aux réunions des

administrations pour s'occuper davantage du carrefour commercial qu'il veut monter. Rude gageure : les Indiens sont méfiants, les Français qui descendent du lac Érié sont mal accueillis en Pennsylvanie par les trappeurs qui veulent conserver le monopole du commerce des peaux. On s'inquiète du rendement en baisse des récoltes sur les vieilles terres, il y a eu la sécheresse puis des pluies diluviennes, l'invasion des chenilles et des vers rongeurs, tous ces fléaux qui poussent à exploiter ailleurs. Le tabac tient bon jusque vers 1755-1760, malgré des aléas, mais le transport vers l'Angleterre coûte de plus en plus cher. Chez Mary Washington, rien de nouveau, il y a trois petits à la maison et il faut songer à marier Betty qui a seize ans. George fait le va-et-vient entre les deux maisons, il n'ignore pas qu'il héritera bientôt, à sa majorité, mais Ferry Farm et les berges du Rappahannock ne l'intéressent plus vraiment. Il ne manque pas d'ouvrage car les colons affluent dans la vallée de la Shenandoah. Il a 47 parcelles en cours de bornage, pistoles et doublons gonflent son escarcelle. Il vient de s'acheter un bel équipage et met de l'argent de côté pour saisir, à l'occasion, une bonne terre à louer. Il surveille, élargit son périmètre en matière de relevés et d'arpentage du côté de Yorktown et de Pope's Creek, tandis que la vie suit son cours : Betty se marie en mai 1750 et le colonel Fairfax part en Angleterre, couvrant la traversée en six semaines.

Comme un changement de climat semble nécessaire à la santé de Lawrence, les deux frères partent en cure, pour prendre les eaux chaudes de Berkeley, et se mettent en route le 25 juillet. Leur enthousiasme est mitigé car le soleil disparaît vers quatre heures, tandis que le brouillard se lève, les matins sont très frais, et la station, située sur le flanc est de la montagne, est humide et rustique. Il s'agit de compenser la déception, George se met à prospecter et se trouve même deux nouveaux clients. Un mois plus tard, la cure terminée, les arpentages reprennent à bon rythme. Il achète un terrain de 453 acres au capitaine Rutherford et relève scrupuleusement son tracé sur cette terre de la Shenandoah, enfin sienne. Surtout, la date du 25 octobre 1750 est à marquer d'une pierre blanche : George Washington a trouvé une terre de qualité dont le prix lui convient, 550 acres qu'il achète à lord Fairfax. Le voilà implanté à son compte et, de fil en aiguille, grâce à son œil très avisé et à ses bons revenus, il fait d'autres acquisitions, parfois en paiement par traites : on ne l'arrête plus, et le voici à la tête de 1 459 acres qu'il met aussitôt en fermage.

L'été 1751 est marqué par une mésaventure cocasse. Il fait chaud, George prend des vacances à Ferry Farm après avoir beaucoup travaillé. Betsy Fauntleroy, jeune coquette de seize ans, lui fait les yeux doux : affaire sans suite. C'est un joli garçon, aux yeux gris bleuté, bien écartés, qui porte ses cheveux châains en catogan. Grand

et mince, il dépasse d'une tête la plupart des hommes de son temps, mesure plus de 6 pieds pour 175 livres, il a les jambes et les cuisses puissantes comme il sied à un rude cavalier, et aussi de grands pieds et de grandes mains. Mondain lorsqu'il le faut, il reste réservé et certains ont pu le trouver par la suite assez énigmatique. Se promenant un jour près de la rivière, il décide de s'y baigner. Mais lorsqu'il sort de l'eau, ses habits ont disparu. La police retrouve vite les suspects, Ann Carol et Mary McDaniel, toutes deux servantes à Fredericksburg, qui sont arrêtées et mises en prison pour larcin, mais George n'est déjà plus là lorsqu'elles passent en jugement et que Mary écope de quinze coups de fouet. Il se trouve pour affaires à Annapolis avec Lawrence dont la santé fait souci au point qu'il n'envisage plus de passer l'hiver suivant en Virginie.

À l'époque, l'île de la Barbade, sous domination britannique, a la réputation d'être le lieu idéal pour les malades des poumons en raison d'un climat doux et sec. Située de plus à la frontière de la mer des Caraïbes et de l'Atlantique, elle fait partie des Petites Antilles, accessibles par bateau à partir du Potomac. Et comme il n'est pas envisageable pour Lawrence de prendre sa femme et son enfant de dix mois sous les tropiques, il fait cette fois encore appel à George, plus disponible qu'Austin, pour l'accompagner. C'est ainsi qu'ils quittent les rives du Potomac le 28 septembre 1751, passent les caps de Virginie, puis les Bermudes ; George tient un journal de bord et apprend les rudiments de la navigation ainsi que le vocabulaire, avec les abréviations adéquates, pour consigner au mieux les changements de voile. Ils touchent la Barbade le 4 octobre, sont accueillis dans une taverne de Bridgetown par le major Clarke et rendez-vous est pris pour le lendemain avec le docteur William Hilary, pneumologue réputé. George Washington est tout de suite émerveillé par la luxuriance des tropiques, lui qui ne connaît que la végétation de la Virginie. Les deux frères trouvent logis et couvert chez le capitaine Crofton, à un peu plus d'un mile de la ville de Carlisle, les pieds dans l'eau, mais naturellement cette pension complète coûte cher : quinze livres par mois, boissons non comprises. La vue est magnifique, côté terre et côté mer, et l'on assiste à toute heure aux mouvements des bateaux dans la baie et le port. Crofton, qui commande le fort, leur en organise la visite par le menu. Le 15 octobre, les Virginiens assistent à la représentation d'une tragédie, qui arrive de Londres, où elle a été lancée à Drury Lane vingt ans plus tôt, et continue une carrière à succès. Avec *Le Marchand de Londres*, ou *l'Histoire de George Barnell*, Washington voit sa première pièce de théâtre. Mais le voilà qui tombe malade, douleurs au dos, mal de tête, fièvre, apparition de boutons : il a attrapé la petite vérole. Le jeune homme sait bien que cette maladie va laisser des traces sur sa peau. Les sorties reprennent néanmoins à la

mi-décembre, mais Lawrence s'ennuie de sa femme et de leur petite fille et il a l'impression de s'amollir.

De son côté, George songe à la saison des arpentages et décide de rentrer, quittant la Barbade et son frère le 19 décembre à bord de l'*Industry*. Son journal cette fois ne parle pas de la mer et du voyage mais des fruits de la Barbade, dont les ananas magnifiques, et aussi de l'exploitation de la canne à sucre qui a retenu son attention, de même que le système de défense de l'île. Il réveillonne à bord avec le capitaine, découvre qu'on lui a volé seize pistoles. Rien à signaler ensuite sinon une tempête, et la blennorragie d'un officier du bord, souvenir de l'île parfumée. Bref, George est de retour chez lui en Virginie le 28 janvier 1752, d'abord à Williamsburg où le gouverneur Dinwiddie l'invite à dîner, puis à Yorktown où il assiste à un grand combat de coqs, sorte de derby local qui dans une effervescence survoltée oppose les meilleurs poulaillers.

Mais Washington caresse déjà d'autres chimères, tel le développement d'un commerce juteux entre la Virginie et les Antilles anglaises. Il vient de faire sa première et seule expérience internationale : la Barbade lui a montré une organisation de société différente, il a été introduit dans d'autres cercles, il sait plaire et susciter les invitations. En outre, si l'on peut dire, grâce à l'épisode de petite vérole, il est désormais immunisé : à lui les campements et les sorties à risques, à lui les aventures et les casernes... À lui les avancements aussi, puisqu'il devient le major Washington. Lawrence, lui, s'étiole, tuberculose et langueur le ramènent à Mount Vernon et à la mort, à trente-quatre ans, au mois de juin 1752. Il laisse un testament qui attribue à son frère George la propriété de Mount Vernon au cas où sa fillette, héritière directe, viendrait à décéder. La plantation de 2 500 acres nécessite surveillance, George va épauler sa belle-sœur, tout comme il aide sa mère à gérer ses domaines. Il a vingt ans.

*1. C'est-à-dire que, contrairement aux catholiques, il ne croit pas à la présence du corps et du sang du Christ dans le pain et le vin de l'Eucharistie.

Le messager de la colonie

Le nouveau gouverneur de la Virginie, Robert Dinwiddie, en poste depuis deux ans, après avoir servi comme commissaire général des colonies du Sud, entreprend en 1752 de reconfigurer le découpage de son territoire pour renforcer l'organisation et la discipline militaires, réduisant le nombre de districts à quatre. Il place alors le major adjudant George Washington à la tête de l'un d'eux. Le jeune homme a de la prestance. On lui trouve l'air martial, tant mieux, car il connaît ses atouts et ne craint pas de le faire savoir au gouverneur :

Je puis affirmer que je possède une constitution assez robuste pour supporter les plus dures épreuves et assez de résolution, je m'en flatte, pour affronter tout ce que peut oser un homme [1](#).

Raison de plus pour lui confier, l'année suivante, une mission d'importance, une double mission même, car la Virginie s'inquiète des querelles de territoire à répétition avec les tribus indiennes et, plus encore, des velléités d'expansion françaises qui lui apparaissent comme une menace d'encerclement des colonies anglaises. Le gouverneur de Virginie, qui a les yeux fixés sur la frontière de l'Ouest, voit d'un très mauvais œil les avancées des Français : Duquesne a expédié 1 500 hommes à Presque Isle en 1753 et bâti un port, il va se rendre maître de l'Ohio et expulser les négociants anglais. Dinwiddie sent venir le danger et prend les devants en informant son souverain de la menace. Il veut au moins préserver les acquis car cet Écossais est aussi l'un des grands commanditaires de la Compagnie de l'Ohio, où il a beaucoup investi et a donc un intérêt personnel à agir : il entend maintenir le lucratif commerce des fourrures avec les Indiens et veut obtenir de Londres l'autorisation de construire des forts sur l'Ohio. C'est chose faite au mois d'août 1753, et on lui demande, en attendant, d'engager les Français à se retirer à l'amiable. En fait c'est un ultimatum pour qu'ils évacuent le territoire réclamé par l'Angleterre. C'est là que va intervenir George Washington, « pionnier expert et voyageur endurci [2](#) », après consultation de George II, qui ajoute : « S'ils passaient outre à cet avis, nous vous requérons et enjoignons expressément de les chasser par la force des armes [3](#). »

À vingt et un ans, sans expérience de la négociation, George Washington, messager de confiance du gouverneur, est chargé de l'examen des prétentions des Anglais et des Français sur le territoire occidental, pour compte de la couronne anglaise. Il se met en route le 31 octobre 1753. Il fait d'abord emplettes de bagages et de chevaux à Winchester, à Fredericksburg il recrute Jacob Van Braham, Hollandais

de naissance et franc-maçon qui lui servira d'interprète auprès des Français et qui lui apprend le maniement de l'épée, enfin deux semaines plus tard, à Wills Creek, sur le Potomac, il prend un guide, Christopher Gist, et quatre domestiques, dont deux Indiens. Son coup d'œil d'arpenteur l'amène à un examen précis des rivières et des terres ainsi que du sol pour envisager la construction de fortins, destinés à faire rempart contre l'expansion française. Il s'intéresse à un emplacement qui commande les accès par les fleuves, aux fourches de l'Ohio et de la Monongahela, mais le débit des eaux et les collines rendraient, pense-t-il, l'élévation de fortifications difficile et dispendieuse. Le 22 novembre, alors qu'il a été retardé par des pluies glaciales, il est à Turtle Creek sur la rivière Monongahela : le petit groupe d'hommes et bêtes est contraint de traverser en canot car la crue a effacé le gué, mais lui engage son cheval dans l'eau glacée et passe, bien droit sur sa monture. Il s'agit d'atteindre de l'autre côté de la crête Bleue les monts Alleghany, pour rencontrer d'abord les chefs des Iroquois dont le pays de l'Ohio est le terrain de chasse. Il voit Shingas, le chef des Delawares, et Tanacharison, un chef iroquois que les Anglais désignent par le nom de « Demi-Roi ». George Washington se rend à la hutte de chasse sur Little River Creek et fait porter par John Davidson, l'interprète indien, un wampum et une carotte de tabac ainsi que le message proposant une réunion des sixsachems, un par nation indienne, assorti d'une invitation à venir dans sa tente le rencontrer seul.

Le passage clé de la lettre du gouverneur de Virginie, dont il est porteur, déclenchera ce que les colons américains vont appeler « la guerre contre les Indiens et les Français », rien de bien étonnant puisqu'il déclare tout de go : « Les terres sur le fleuve Ohio, dans les parties ouest de la colonie de Virginie, sont si notoirement connues comme propriété de la Couronne de Grande-Bretagne, que je ne puis qu'être à la fois surpris et affligé d'apprendre qu'un corps des forces armées françaises est en train d'ériger des fortins et d'implanter des installations le long du fleuve dans le dominion de sa Majesté ⁴. » Le chef de tribu, qui parle couramment le français, est de plus le représentant officiel de la confédération iroquoise, mais, bien que puissant, il a quelques bonnes raisons de se méfier du jeune Washington dont le nom en indien n'est autre que Conotarius soit « le preneur de terres », ou encore « le dévoreur de villages », nom hérité de son arrière-grand-père John Washington. La tradition orale a bonne mémoire dans les tribus, et les Iroquois, qui ignorent tout des monarques anglais, non seulement se souviennent de l'engeance Washington, mais entendent bien s'en tenir au fait qu'eux-mêmes vivent sur ces terres depuis trois siècles. Leur réponse est simple :

Maintenant, Pères, vous êtes vous-mêmes les perturbateurs en ce pays, en y venant et en y

bâtissant des villes et en vous emparant à notre insu et par la force... c'est à quoi nous ne pouvons nous soumettre.

Pères, les Anglais sont blancs et vous aussi : nous vivons dans un pays intermédiaire, c'est pourquoi le pays ne vous appartient ni aux uns ni aux autres. Le Grand Être là-haut l'a destiné à devenir pour nous un lieu de résidence. Ainsi, Pères, je demande que vous vous retiriez comme l'ont fait nos frères les Anglais, car je vous tiendrai à la longueur de mon bras. Je dépose ceci comme une épreuve pour les deux peuples, pour voir lequel y aura le plus d'égard, et nous serons pour lui, et nous partagerons également avec lui. Nos frères les Anglais ont entendu ceci, et je veux maintenant, pour vous, le dire, car je ne crains pas d'entreprendre de vous chasser de ce pays 5.

La rivalité des prérogatives est totale : une propriété collective et une antériorité sur le sol pour les uns, la revendication du droit de conquête pour les autres. Le chef indien a clairement fait connaître sa position au jeune émissaire, la situation est délicate, la crise couve, d'où peut dépendre l'avenir du continent entier. Qu'à cela ne tienne, Washington fait avant tout du renseignement sur les forces en présence, il a cuisiné quatre déserteurs français, il veut connaître les implantations, les alliances possibles. Il mène calmement les entretiens, il lui semble que les Indiens ont une préférence pour les Anglais, qui veulent commercer, alors que les Français veulent s'en prendre à leurs terres. Comme son intention est de poursuivre jusqu'à l'avant-poste français de Presque Isle, établi sur les bords du lac Érié, qui verrouille la vaste région à l'ouest de la crête Bleue et au sud des Grands Lacs, il demande une escorte ; on s'accorde sur quatre personnes, dont « Demi-Roi ».

Cinq jours plus tard et toujours sous une pluie battante, le groupe atteint le poste de Venango, sur l'Ohio. Washington fait son enquête et note dans son journal, à la date du 4 décembre : « Nous trouvâmes les couleurs de la France arborées sur la maison d'où ils ont chassé Mr John Frazier, sujet anglais. Je m'y rendis sur-le-champ, j'y trouvai trois officiers. L'un d'eux, le capitaine Joncaire, m'apprit qu'il avait le commandement de l'Ohio 6. » Le souper et le vin aidant, on passe aux confidences, très éclairantes sur la politique d'expansion des Français :

Ils me dirent qu'ils avaient le ferme projet de se rendre maîtres de l'Ohio et que, par tous les diables, ils en viendraient à bout ; que tout en sachant bien que les Anglais pouvaient lever deux hommes contre eux un, ils savaient aussi que leurs mouvements étaient trop lents et trop réfléchis pour qu'ils puissent l'emporter sur eux. Ils prétendent avoir un droit incontestable sur la rivière depuis la découverte d'un nommé La Salle qui date de soixante ans 7.

Après une pénible traversée de fondrières et de marécages, Fort Le Bœuf est en vue, Washington atteint le fortin français, quatre méchants bâtiments de planches et madriers, le 11 décembre. Peu avant son arrivée, il n'a pas manqué de remarquer aussi les lys royaux flottant sur la maison d'un négociant anglais qui vient d'être expulsé. Le capitaine Jacques Legardeur de Saint-Pierre les reçoit dignement et courtoisement mais demande réflexion pour répondre au message qui

lui enjoint de quitter les lieux. Ces Français bâtissent Fort Duquesne — futur site de Pittsburgh —, ils menacent Fort Trent, que les marchands virginienens ont construit aux fourches de l'Ohio, songe Washington qui prend des notes et fait des croquis, et qui ne manque pas de remarquer la flottille d'embarcations en pin et bouleau au bord de la crique. Mais, pour en finir, le 14 décembre, le capitaine lui signifie qu'il n'est pas enclin à se retirer ; au contraire, il va rester et continuera d'attraper les braconniers de tout poil. Traîtreusement il essaie même de soudoyer les Indiens avec des armes et des liqueurs pour qu'ils quittent leur escorte et abandonnent Washington. Enfin, il remet au jeune messenger une lettre où les Français se disent maîtres légitimes de tout le territoire au-delà des Alleghany. Le retour est plus que difficile au cœur de l'hiver glaçant : Washington doit se séparer des chevaux, plus que fourbus, il adopte les habits indiens, mange de l'ours, construit un radeau, échoue sur une île avec Gist, qui a les doigts et les orteils gelés. Le trajet du retour est effroyable, la glace s'accumule, il faut porter le canot, franchir les bas-fonds, un parcours de 130 miles en raison des détours du fleuve. Il fait une visite de cérémonie à la reine Aliqqippa, à la fourche des rivières Monongahela et Yongioghany, retransverse les montagnes pour rentrer épuisé au bout de onze longues semaines.

Au bilan, deux fins de non-recevoir comme solde de cette entremise : Washington apprend la diplomatie directe à la dure, c'est l'hiver au-dehors, c'est l'hiver aussi pour une quelconque entente. Maignebilan pour un jeune homme intrépide habitué aux réussites. Le jeune messenger, lorsqu'il rejoint à pied Williamsburg le 16 janvier 1754, a cependant gagné en notoriété, pour sa manière de conduire cette expédition hasardeuse et de surmonter le gel et les périls. Il rend compte de sa mission au gouverneur, qui lui demande ses notes de voyage ; c'est là que le jeune aventurier regrette bien de ne pas savoir écrire, il n'a aucun style, il ne sait ni présenter un récit, ni faire une introduction à son mémoire, faute d'une éducation suivie. Il n'empêche, on lui confie l'entraînement d'une milice de cent hommes, et c'est ainsi qu'il entre dans la carrière des armes. Il aimerait une promotion, le gouverneur la lui accorde : le major Washington, à peine vingt-deux ans, devient lieutenant-colonel. S'il n'a réduit ni les certitudes indiennes, ni les prétentions françaises, il sait désormais à quoi s'en tenir. Dans le même temps, la Virginie organise des compagnies de volontaires, dégage 40 000 livres sterling pour le service public et porte son régiment à seize compagnies. Moyennant quoi, de 1754 à 1759, George Washington, l'arpenteur devenu messenger, devra faire vraiment son apprentissage de la guerre, conséquence des conflits inévitables qui se préparent, car sa mission ne laisse plus place au doute : toute la région va basculer. C'est ce qui

vaudra à Voltaire son mot célèbre dans ses *Mémoires* : « L'Angleterre fit une guerre de pirates à la France pour quelques arpents de neige, en 1756. »

Voici donc ce jeune Washington, robuste, aguerri, ambitieux, en passe d'aborder des combats contre les indigènes et les détachements étrangers pour maintenir l'hégémonie anglaise dans sa lointaine colonie d'Amérique. Les circonstances lui vaudront une carrière rapide, dans l'improvisation perpétuelle.

Le métier des armes

Washington et la guerre de Sept Ans

La guerre de frontière aura bien lieu. Et elle va durer sept ans. Au retour de sa mission diplomatique infructueuse, le gouverneur Dinwiddie décide de rendre public le rapport de Washington. Pendant le voyage, au moment où son messenger s'éloignait des derniers comptoirs de Virginie, ce dernier avait pris des initiatives pour lever des subsides destinés à financer les opérations des forces armées anglaises, selon les ordres du roi. Quand l'assemblée lui résiste, arguant qu'il faut d'abord faire abolir les taxes qui frappent toutes les concessions de terrain domaniale avant de faire des dépenses pour la guerre, il ajourne les débats. Et il mobilise tout de même deux cents miliciens. Ainsi le jeune major recourt-il très tôt au don privé comme soutien des grandes causes d'intérêt général, mettant là en place les balbutiements de la philanthropie à l'américaine. Lorsque le gouverneur Dinwiddie adresse copie du rapport de Washington à ses collègues gouverneurs de toutes les autres colonies, le nom du jeune officier se répand comme traînée de poudre si bien que Washington fait lui-même une mise au point : « Son Excellence ayant jugé opportun de publier le compte-rendu de ma mission, je crois devoir m'excuser des multiples imperfections que l'on y relèvera ¹. » Tant de modestie l'honore et la Virginie est la seule colonie à franchir le pas. Des subsides sont finalement votés pour permettre d'équiper de 300 à 400 hommes qui arrivent peu à peu à Alexandria, petite ville proche de Mount Vernon, au cours du printemps. Ce sont des sans-chemise dépenaillés, venus toucher leur solde journalière de 8 deniers, inexpérimentés et cependant vaillants, qui amorcent en avril 1754 le mouvement des troupes vers la frontière. Ils sont en avant-garde pour ouvrir la route à une armée coloniale de trois compagnies mises sur pied par le Maryland, la Pennsylvanie et la Virginie. Mais en face, ce sont 500 Français qui débarquent de l'artillerie de leurs pirogues, refusent toute trêve, sachant bien que les renforts, 150 hommes environ sous les ordres de Washington, n'ont pas encore franchi les Alleghany. Nouveau sursaut et nouvelle levée d'hommes sous les ordres du colonel Joshua Fry, nommé commandant en chef, qui prend le lieutenant-colonel Washington comme adjoint. Du camp des Grandes Prairies, il fait les comptes : la solde est de 15 shillings par jour pour un lieutenant-colonel issu des rangs des volontaires virginien, alors que dans l'armée anglaise on touche 20 shillings : voilà qui met à rude épreuve les loyautés.

D'emblée, il met l'accent sur la discipline, et fait ses remarques dans les notes de l'ordre du jour, ainsi rédigé :

Le colonel Washington a remarqué que les hommes de son régiment sont très irréligieux et relâchés dans leurs mœurs. Il saisit cette occasion pour leur faire connaître le profond déplaisir que lui font éprouver de pareilles habitudes et les assurer que s'ils n'en déparent pas, leur punition sera sévère. Les officiers sont invités, s'ils entendent un soldat jurer ou employer un terme d'exécration, à condamner le coupable à recevoir immédiatement vingt-cinq coups de fouet, sans qu'il soit nécessaire pour cela de convoquer une cour martiale. Si la faute se renouvelle, elle sera châtiée encore avec plus de rigueur **2**.

Ces recrues ont pour tâche d'ouvrir un passage pour les fourgons vers l'Ohio, à travers futaies et pentes raides, où ils avancent à grand-peine. Bien trop tard, d'autant que les Français amènent peu à peu un bon millier d'hommes par le fleuve, qui construisent un fortin, baptisé Fort Duquesne. Washington donne ses instructions :

Rester sur la défensive, mais prendre ou tuer tous ceux qui prétendraient s'opposer de vive force aux travaux des Anglais ou s'attaquer à leurs établissements **3**.

Il prend le parti d'attendre renforts et provisions au camp des Grandes Prairies où une compagnie franche de Caroline, tenant du roi sa commission, les rejoint puis, enfin, les volontaires virginien. Ils sont bientôt 3 000, mais le colonel Fry meurt en route et voilà Washington commandant en chef, alors que l'ambiance est mauvaise entre les composantes de cette armée faite de bric et de broc, en proie à des rivalités provinciales.

La chance est avec lui ce 27 mai 1754 : Tanacharison lui adjoint une poignée de ses guerriers iroquois, excellents guides pour découvrir où campe l'ennemi, un lieu très sombre au milieu des rochers, et c'est l'opération éclair dont il rend compte de la suite au gouverneur Dinwiddie. Selon Washington, il dispose ses forces pour les attaquer de tous côtés, si bien que 40 de ses hommes prennent les Français par surprise. L'engagement dure environ quinze minutes, les coloniaux tuent dix adversaires, dont leur chef Villiers de Jumonville, en blessent un et font 21 prisonniers. Les Iroquois scalpent les morts car leur « Demi-Roi » déclare qu'il enverra la tête des Français à toutes les nations indiennes alliées de la sienne. Ces officiers faits prisonniers font valoir qu'ils étaient venus en ambassadeurs mais Washington n'en croit rien, les considérant comme des espions chargés de s'informer des projets des Anglais. La divergence est totale et l'affaire fait du bruit. Mais le 3 juillet va sonner la vengeance. Washington a rassemblé sa petite troupe de 350 hommes à découvert dans une prairie, près des tranchées du fortin, s'imaginant que les Français viendront à lui. Il n'en est rien, ils déversent leur mitraille, restant à couvert sous les arbres, tandis que les Anglais, qui pataugent sous la pluie, comptent leurs morts, et que les munitions s'épuisent. À la fin du jour, la capitulation de Washington s'avère inévitable.

LA TROUPE DÉGUENILLÉE DU MAJOR WASHINGTON

Débuts calamiteux que cette journée des Grandes Prairies ! Erreur de tactique, infériorité numérique, les explications ne manquent pas. Le gouverneur du Maryland ne se prive pas de critiquer vertement l'inexpérience et l'impétuosité de Washington tandis qu'il devient le traître idéal dans les carnets de Duquesne relatant le massacre de Jumonville. Les deux compagnies franches envoyées de New York, les 350 miliciens de Caroline du Nord, les retardataires de Pennsylvanie, tous ces secours n'ont jamais rejoint Washington, qui s'en retourne piteusement avec ses vagabonds rescapés, ses blessés à dos d'homme, sans chevaux ni fourgons. Le jeune chef est mis à rude épreuve, défait sur un petit engagement sans envergure. Certes leur bravoure n'est pas mise en cause, si bien que, malgré les défaites et les critiques, et pour solder cette désastreuse opération, la Chambre des Bourgeois octroie des primes aux hommes et vote des remerciements à Washington. Si battre en retraite lui inflige une épreuve cuisante, le moral tient bon, comme le goût pour la guerre. « J'ai entendu siffler les balles, écrit-il à son frère, et, crois-m'en, il y a quelque chose de délicieux dans ce bruit 4. » À sa mère, Mary Washington, il avoue aussitôt qu'ils sont honteusement battus, que les Virginiens sont décimés. Il confie également qu'il a été malade pendant six semaines, retenu dans un wagon d'ambulance pendant dix jours. Mais de son côté, le gouverneur ne renonce pas et obtient en octobre, localement, 20 000 livres auxquelles s'ajoutent 10 000 autres du gouvernement anglais, en espèces sonnantes. Pour marcher à nouveau sur la frontière, il fait lever dix compagnies indépendantes, stipulant que chacune aura des officiers jusqu'au grade de capitaine, pour éviter les querelles de hiérarchie et réduire les soldes. Washington n'hésite pas à démissionner pour laver cet affront — une solde réduite à une aumône, la perte de son grade de lieutenant-colonel. Au gouverneur Dinwiddie de Virginie il fait valoir que « comme [s]es services vaudront ceux des meilleurs officiers, [il] ne peu[t] pas les offrir à moins 5 ». Avec le gouverneur Sharpe du Maryland il manie l'insolence : « Si vous me croyez capable de conserver un brevet auquel ne sont attachés ni rang, ni émoluments, vous devez avoir une bien méprisable idée de ma faiblesse et me croire encore plus nul que les fonctions que vous m'offrez 6. » En conséquence, il demande à être considéré comme volontaire sans solde, avant de se retirer à Mount Vernon, puis chez sa mère, au bord du Rappahannock.

LE COMMANDANT EN CHEF DE FORT DUQUESNE

Cinq mois plus tard, au printemps 1755, dix-huit vaisseaux de guerre français partis de Brest et de Rochefort touchent le Canada avec six bataillons, tandis que les ministres anglais désignent comme

commandant en chef le général Edward Braddock, irascible et entier, et amassent des troupes sur les rives du Potomac, à Alexandria, non loin de Mount Vernon. Des métropolitains pleins de morgue et de suffisance vis-à-vis des coloniaux dans leur uniforme royal, constate Washington venu voir en voisin. On attend les renforts des colons, six compagnies de forestiers, une de cheveau-légers, des charpentiers et des conducteurs de fourgons. Une conférence de cinq gouverneurs — Massachusetts, New York, Maryland, Pennsylvanie et Virginie — se réunit en avril, sentant la guerre prochaine, décidant d'agir vite et en plusieurs points à la fois. Le général Braddock se fait fort de prendre Fort Duquesne en trois ou quatre jours, et compte pousser vers Niagara pour couper les communications vers l'ouest, le colonel Johnson va mener l'attaque sur Crow Point pour affaiblir les Français du lac Champlain, cependant que le lieutenant-colonel Monckton s'emparera de Beauséjour en Acadie. Le général Braddock a le bon sens de prendre Washington dans son état-major comme aide de camp, bien qu'entre eux les discussions soient souvent houleuses, mais il est bien le seul à connaître le pays. Un long cortège avec son artillerie et son train de fourgons — bagages et vivres — s'ébranle en une interminable colonne de 2 200 hommes, dont 500 cavaliers et fantassins virginien. Le 9 juillet, ils franchissent enfin le gué à neuf miles de Fort Duquesne.

Braddock s'élance avec 1 200 hommes aux cris de « Dieu sauve le Roi ! », lorsque soudain l'ennemi — 1 000 Français conduits par le capitaine de Contrecoeur, plus de 600 Indiens —, caché sous les arbres, s'en donne à cœur joie, mitraillant de toutes parts la colonne en marche. Washington veut disperser pour combattre sous bois, Braddock les veut en rangs serrés, les ralliant à la voix et à l'épée, tentant le corps-à-corps. Et c'est le carnage. Washington raconte :

Bientôt, ils furent saisis d'une telle terreur qu'ils s'enfuirent comme des moutons poursuivis par des chiens, au point qu'il fut impossible de les rallier malgré les exhortations de leurs intrépides officiers qui se conduisirent en braves : soixante-trois furent tués, l'état-major périt presque tout entier 7.

Lui se défend comme un possédé, deux chevaux sont tués sous lui, quatre balles trouent ses habits, il montre une énergie farouche, en vain. Braddock est blessé à mort au moment désespéré où il est contraint d'ordonner la retraite. Pire, il a laissé ses papiers sur le champ de bataille, qui donnent les plans de la campagne sur tous les points d'attaque, renseignant ainsi par avance l'ennemi qui organise sa défense en conséquence. Les Anglais sont battus à plate couture, fuyant les tuniques rouges qui les poursuivent sans merci. On enterre Braddock sous une route pour bien cacher sa sépulture et l'on fuit comme on peut. Scènes d'épouvante, seconde déroute pour Washington.

Au cours des trois années suivantes, de 1755 à 1757, les choses vont de mal en pis, les Français et leurs alliés indiens allant de prises en victoires, les commandants anglais d'échecs en bévues. Washington se voit confier la tâche impossible de protéger les populations contre des bandes de pillards aguerris qui sèment la terreur dans les fermes des flancs de la montagne ; mais sa milice de quelques centaines d'hommes ne peut assurer ni nourriture ni abri, et il est démuni face aux supplications des femmes et aux imprécations des fugitifs. Il lui faut aussi mater les insoumis, car on n'obéit à aucun ordre à moins d'y être forcé par une escouade de soldats, ce dont il s'ouvre à son gouverneur Dinwiddie :

Votre Excellence m'excusera, j'espère, de les avoir fait pendre plutôt que fusiller ; ce châtiment terrifie davantage les témoins et c'est à titre d'exemple que nous l'avons employé 8.

La situation reste confuse et Washington ronge son frein face au désordre, à la misère, et on ne l'écoute pas au sein de l'armée. Les désertions se multiplient et pour les endiguer Washington est prêt à ce que soient offertes de grosses récompenses à ceux qui arrêtent les déserteurs et à ce que soient infligées de grosses amendes ou peines corporelles à ceux qui les hébergent. Beaucoup de déserteurs, arrêtés en Pennsylvanie et dans le Maryland, sont ramenés au régiment, mais là, les primes promises sont converties en un droit à 200 livres de tabac, et cela prend un temps considérable pour honorer cet engagement, si bien que certains cherchent à favoriser plutôt qu'à empêcher la désertion. Ce n'est pas tout, il faut songer aux vivres et Washington achète 655 bœufs à livrer au Fort Cumberland. En dépit de ce climat de confusion qui nourrit de fréquentes paniques dans le peuple, le colonel Fairfax, les amis de Williamsburg lui envoient des mots d'encouragement, l'assurant que partout l'on porte des toasts à sa santé et à sa fortune. Auprès d'eux, son crédit reste intact, et on loue sa force d'âme dans l'adversité.

En 1756, Washington part à cheval à Boston pour rencontrer le gouverneur Shirley, le commandant en chef des troupes coloniales, et faire valoir son point de vue. Ce jour-là, accompagné par ses deux aides de camp en grande tenue et par deux serviteurs en livrée blanc et écarlate, il porte son uniforme bleu et chamois, un manteau rouge et blanc jeté sur les épaules ; sa selle et son harnais viennent de Londres, son épée est ornée d'une dragonne d'or et son cheval est harnaché aux armes des Washington. Tel est sans doute l'un des points forts de Washington, tout au long de sa carrière : l'image, la mise en scène. Non seulement sa mise est infiniment soignée, comme il sied à son rang et à ses prétentions, mais il fait aussi montre d'une fierté et d'un sens de la pose qui convainquent de ses mérites.

La guerre pour la frontière va se dénouer dès lors que William Pitt

devient Premier ministre en Grande-Bretagne, en 1758, année qui voit le départ du gouverneur Dinwiddie. C'est un mauvais hiver, d'autant que la santé de Washington s'altère, une fièvre continue le cloue pendant quatre mois à Mount Vernon, jusqu'au 1^{er} mars 1758, où il reprend son commandement. S'amorce enfin le recul des Français : Louisbourg tombe en juillet. L'année suivante, c'est au tour de Québec, et même de Fort Duquesne, dont Indiens et Français se sont retirés à l'approche de l'hiver. Le lieu est rebaptisé Fort Pitt, comme il se doit, et l'on hisse enfin l'étendard royal de l'Angleterre.

Un mariage à la mode

Cependant une circonstance heureuse va bientôt alléger ses soucis. À la fin d'une belle journée de mai 1758, ses amis le convient à un dîner arrangé chez l'un des leurs, Mr Chamberlayne, dans les faubourgs de Williamsburg. C'est là qu'il rencontre Martha Custis, une charmante veuve de vingt-six ans, brune aux yeux noirs, d'une taille au-dessus de la moyenne. Elle a le charme paisible et la maîtrise de soi d'une jolie personne qui a un peu vécu, car mariée dix ans plus tôt au colonel Daniel Parke Custis, de vingt ans son aîné, elle n'a connu que huit années d'une vie matrimoniale interrompue deux ans plus tôt. Tandis que son fidèle ordonnance Bishop attend en vain tout le soir sur la terrasse avec leurs deux montures, Washington est séduit. Ce n'est pas, loin de là, son premier coup de cœur, car malgré sa timidité de garçon de la campagne, il y a longtemps qu'il apprécie la compagnie des femmes d'esprit. Comme il se doit, à dix-sept ans, il a été captivé par une jeune fille qu'il nommait « la beauté de la plaine », et à laquelle il rêvait lors de ses tournées d'arpenteur. Il a eu naguère, à New York, quelques fantaisies avec Mary Philips, la belle-sœur de son ami Beverley Robinson qui l'hébergeait, et pendant trois ans il a nourri une passion pour sa voisine. Mais à aucune d'elles il ne s'est vraiment déclaré. Cette fois c'est autre chose, la dame a du bien, il retourne lui rendre visite, chez elle. Bientôt il s'acquitte des préparatifs pour la campagne du général Forbes, en attente à Philadelphie, fait la guerre et remplit ses missions à la frontière, puis, en décembre, laisse son poste sur l'Ohio au colonel Mercer, flanqué d'une petite garnison de provinciaux. Le voilà libre dans l'immédiat.

Tant et si bien que le 6 janvier 1759 il convole avec Martha Dandridge Custis, un mariage célébré à La Maison Blanche, résidence de l'épousée. Leurs habits à la mode viennent de Londres, du velours bleu pour lui, rehaussé d'argent et d'écarlate, du brocart jaune et des dentelles pour elle, qui porte des souliers de satin violet. Les mariés ont belle allure au milieu de la liesse des officiers du roi, venus en nombre vêtus de leurs tenues de cérémonie, sanglés dans leur belle tunique écarlate. Le nouveau gouverneur de Virginie, Francis Fauquier, est là, lui aussi, en grand équipage. Les jeunes mariés ne sauraient être en reste, dans un carrosse tiré par six chevaux, salués par une foule d'amis sur leur passage. Les époux s'installent dans le manoir de Martha, sur les bords de la rivière York, pendant que Washington fait des travaux d'embellissement à Mount Vernon. Bien décidé à jouir de sa nouvelle félicité, Washington passe commande à Londres d'aphrodisiaques et trouve opportunément dans le fonds de

bibliothèque des Custis des traités sur l'art de faire l'amour, ainsi que l'ouvrage de Daniel Defoe qui réveille et révèle une catin dans chaque lit conjugal. Place au libertinage ! On passe commande à Londres, chez Robert Carey et Compagnie, d'un lit à baldaquin avec un jeté de lit bleu et blanc capitonné et des rideaux assortis, le tout du plus bel effet aristocratique.

Bonnes fortunes d'alcôve certes, mais surtout grosse fortune. Ce mariage brillant arrondit généreusement la bourse de Washington, car le riche colonel Custis a laissé à son décès de vastes terres et 40 000 livres en argent liquide à sa veuve et à leurs deux enfants survivants. John Parke Custis est âgé de cinq ans au remariage de sa mère, tandis que la petite Martha n'a que trois ans, leurs aînés Daniel et Frances étant morts en bas âge, respectivement en 1754 et 1757. Il y a aussi 85 esclaves, qui vont doubler la force de travail sur les domaines. De surcroît, Washington a été nommé fidéicommissaire de la totalité des biens. Cette fortune considérable, qui s'ajoute aux terres de Mount Vernon, fait alors de George Washington l'un des plus riches planteurs de Virginie avec des propriétés dispersées sur six comtés et des comptes en Angleterre, et qui plus est un exploitant qui s'entend en affaires. Par courrier, il avise de sa nouvelle situation son principal fournisseur anglais qui est également courtier en tabac de Virginie :

Williamsburg, 1er mai 1759.

À Robert Carey, marchand, Londres.

Monsieur,

Vous trouverez ci-inclus un certificat dûment légalisé, et qui constate mon mariage avec Mrs Martha Custis. Vous voudrez bien, en conséquence, m'adresser à l'avenir toutes vos lettres relatives aux affaires de feu Daniel Parke Custis : je suis en effet, par mon mariage, propriétaire du tiers de sa fortune et investi par décret de la cour générale de l'administration des deux autres tiers. Je vous continuerai les consignations de tabac comme par le passé, je tâcherai même d'augmenter mes envois, à la condition toutefois que la fortune et moi y trouvions notre compte. Voici en outre une liste de quelques articles que je vous prie de m'envoyer par le prochain navire à Mount Vernon, rivière du Potomac, Virginie. Le premier nom est celui de ma résidence, l'autre est le nom de la rivière sur laquelle elle est située ¹.

Dès lors, Washington affichera un air satisfait et travaillera sans relâche, mais, comme le fera remarquer un peu plus tard son vice-président John Adams, Washington aurait-il été commandant en chef puis président s'il n'avait pas épousé la riche veuve Custis ? Pour l'établissement de leur ménage, rien n'est trop beau, on commande des verres à dessert, de l'argenterie à manche d'ivoire, des présentoirs pour les douceurs, et des solutions d'apothicaire pour bains de bouche, car le maître a de mauvaises dents. Las des uniformes de soldat, Washington s'enhardit, passant commande de jabots, d'habits de soie noire et de velours cramoisi. À trente ans, il fait belle figure dans le monde, s'habille, on l'a vu, avec grand soin, comme il sied à son rang. S'il passe commande à un tailleur de Londres, il le met d'abord en

garde contre la tentation de lui vendre à prix extravagant des habits démodés ou de moindre qualité, comme c'est parfois la pratique pour les commandes destinées à l'exportation : « Je ne veux ni gallons ni broderies. Un costume uni avec boutons d'argent ou d'or, si c'est la mode dans la bonne société, voilà tout ce qu'il me faudra. Je mesure six pieds de haut, et suis plutôt svelte que corpulent 2. » De même, il veille à recevoir des tenues élégantes pour son épouse et ses enfants, des livrées d'écarlate et de blanc pour le service, ainsi que des vêtements de qualité pour les domestiques. Tout doit être impeccable, c'est une affaire d'image et de discipline. Mais il suit la mode sans vouloir être muscadin et en gardant le sens pratique : ses houppelandes doivent supporter la pluie. De même Martha, en ces débuts, veut des bas de soie, des souliers de satin blanc, des boucles de chaussures en or, des chapeaux en taupé, des peignes d'ivoire ou en écaille de tortue, des perles, de la poudre fine et parfumée. On s'étourdit de luxe. Et, comme toujours chez George Washington, l'accent est mis sur l'apparat et la pompe, la représentation : il veut orner le manoir de six bustes de grandes figures de l'histoire parmi lesquels Alexandre le Grand, Jules César, le roi de Prusse Frédéric II et le duc de Marlborough. Hélas, le marchand n'en a plus en stock et propose une alternative sèchement refusée : foin de Shakespeare, Homère ou encore Milton !

Trêve de frivolités. Ce mariage à la mode est aussi et surtout un mariage de raison. Avec ses achats dispendieux, au bout de deux ans Washington a des dettes, 2 000 livres sterling, comme nombre d'autres planteurs. Au quotidien, de manière méthodique le maître s'attache à faire fructifier ce patrimoine considérable, encore arrondi en 1761, au décès de sa belle-sœur Ann Fairfax Lee, épouse de son demi-frère Lawrence, qui n'a pas d'enfants survivants et lui laisse donc la pleine propriété de Mount Vernon. Les enfants, qu'il adopte, John et Martha Custis, surnommés Jacky et Patsy, sont arrivés à Mount Vernon avec leurs esclaves personnels, Julius, dix ans, pour Jacky et Moll, douze ans, pour Patsy, tous deux en livrée aux armoiries des Custis. La vie de famille s'organise : Martha, très attachée à ses enfants, ne les quitte pas des yeux et sort peu, sédentaire et stable dans l'attention qu'elle porte à un époux fort sollicité. Vigoureux, Washington semble infatigable, partant chaque matin au galop pour inspecter le travail de ses serviteurs et esclaves, toujours perfectionniste. Minutieux, il s'intéresse à tout pour entretenir et moderniser le domaine, refait les clôtures, achète du matériel à crédit. Il jauge l'épuisement des terres, améliore sans cesse ses récoltes de manière à produire le meilleur tabac de Virginie que l'Angleterre importe à bon prix pour approvisionner l'Europe occidentale, et ses barils de farine estampillés « George Washington, Mount Vernon » passent sans contrôle à la

douane. Il est attentif au moindre détail lorsqu'il tance le valet Hardwick qui attelle des juments pleines qui peuvent à peine se traîner. Tout est fidèlement consigné dans son *Journal*. Bêtes et gens, rien ne lui échappe : il est le maître. Il n'hésite pas à traquer les braconniers, à mettre à l'amende les régisseurs négligents et il fait rendre monnaie aux entrepreneurs malhonnêtes. Ses courriers à ses agents de Londres, Robert Carey et Compagnie, sont les plis les plus lourds, chargés de mille détails à respecter sous peine de rupture de contrat et de chalandise. À ce train, omniscient, omniprésent, il fait prospérer tous ses biens. Inventif, il s'essaiera même à la pisciculture.

Pour ses loisirs, il préfère le plein air avec une canne à pêche ou une carabine. Toujours redoutable chasseur, il force le cerf avec sa meute de chiens au travers des bois et des bruyères. Lors des chasses au renard, toute l'année, amis et voisins se rassemblent, pétillants d'impatience, à Belvoir, à Mount Vernon ou chez un proche, et le cor va sonner. Les montures de George Washington deviennent renommées en Virginie, en particulier le barbe pur-sang arabe Magnolia, et pour la chasse, Blueskin, Vaillant, Ajax et Chinkling qui passent pour les meilleures bêtes alentour. Chaque matin, au départ de ses tournées, ses premières visites sont pour les écuries et le chenil. Il note soigneusement les noms de ses chiens, dressés pour la chasse au renard : Vulcain, Singer, Ringwood et Rockwood, mais aussi Forrester, Sweetlips et Truelove. Durant les longues soirées d'hiver, il joue aux cartes avec bonne humeur et mise parfois. Mais il faut bien aussi rompre avec la monotonie de la vie sur la plantation, à l'occasion des courses de chevaux, des foires et surtout de la « saison » en ville, où se retrouve la haute société de province, mêlant citadins et petite noblesse nantie de la campagne. Au bal, Washington aime danser, et pour ce faire il va parfois assez loin, jusqu'à Annapolis ou même à Philadelphie.

A-t-il une faiblesse ? Assurément : l'art oratoire. En raison d'une pleurésie de jeunesse, George Washington a une voix assez grêle, le souffle court, mais surtout il a quitté l'école à seize ans et n'a jamais eu l'occasion, comme d'autres, inscrits dans les meilleures institutions de Virginie ou d'Angleterre, de cultiver la déclamation ou la harangue et de s'exprimer devant un parterre choisi. Il n'a jamais pratiqué l'art noble de la rhétorique, les codes du langage en public, manquement dont il fait la cuisante expérience. Élu à la Chambre des Bourgeois pour le comté de Frederick, où ses travaux d'arpentage lui ont fait connaître beaucoup de monde, il commence par fêter son élection sans barguigner. Lui qui d'ordinaire boit du cidre et un peu de bière, parfois un verre de madère ou deux, commande pour l'occasion un muid et un baril de punch, 35 gallons de vin, 43 de cidre mousseux, plus un banquet pour les amis. C'est assez dire qu'il a beaucoup d'amis

et qu'il a de l'argent ! Mais après les libations vient le temps des réunions. Lors de sa première présence en séance, Mr Robinson, le président de la Chambre, l'accueille officiellement et en toute courtoisie, rappelant les services rendus et les mérites du nouvel élu. Le compliment embarrasse Washington et le laisse sans voix. Il est debout, rougissant et tremblant, lâchant à grand-peine quelques balbutiements. « Asseyez-vous, monsieur Washington, s'empresse de lui dire le président. Votre modestie égale votre bravoure et celle-ci surpasse ce que peut exprimer aucune langue humaine 3. » Il n'empêche, George Washington siégera régulièrement à la Chambre des Bourgeois pendant quinze ans, y faisant en quelque sorte ses classes d'éloquence dans une ambiance devenue familière, il y acquiert de l'assurance, sinon de l'aisance, du moins un savoir-faire et une tactique. À telle enseigne qu'il fera des recommandations à son neveu lorsque ce dernier sera admis à son tour, à Williamsburg, à la Chambre des Bourgeois :

Le seul conseil que je vous donnerai si vous avez le désir d'obtenir l'attention de la Chambre, c'est de parler rarement mais sur des sujets importants, excepté s'il s'agit d'affaires qui intéressent particulièrement vos commettants ; et dans le premier cas, ne manquez pas de vous rendre parfaitement maître de votre sujet 4.

Ainsi, George Washington, très bon observateur, a-t-il maîtrisé à l'usage quelques roueries dans le maniement des mots et des votes.

La Virginie est son laboratoire dans l'apprentissage de la diplomatie, des armes et du pouvoir. Il lui arrive parfois de rêver d'ailleurs, d'un voyage sur la grande scène de Londres, mais il confie à son cousin :

Hélas ! J'ai un fil à la patte, il faut que je fasse litière de mes préférences sur ce point. La fantaisie d'un séjour en Angleterre dépend de bien des choses qui ne se produiront sans doute jamais, et je n'ose même pas songer à cette joie 5.

Rare confidence, car Washington reste bien discret, voire énigmatique. Il semble à court de défi, tout est en place, il y a travaillé. Il perçoit lucidement les limites de son environnement :

Nous avons ici peu de choses pour étonner le voyageur européen, hormis nos superbes forêts ; peu de diversité, un accueil cordial entre amis et la généreuse hospitalité qui règne dans tout le pays 6.

Le voilà fin prêt pour d'autres combats et pour porter bien d'autres causes.

Le colonel dans la bataille de l'allégeance

En 1760, George III est monté sur le trône, le premier Hanovre véritablement « anglais », apprécié de la gentry, vertueux et autoritaire, bref bien décidé à reprendre en main les affaires du royaume. Ses troupes de la métropole ont prêté main-forte aux colonies pour préserver les territoires de l'Amérique, ainsi que le prestige et le commerce de la Couronne. Mais la guerre de Sept Ans a coûté très cher, la dette nationale a doublé de 1755 à 1765 et les Anglais paient une taxe de 8 livres par tonneau de vin et de 4 shillings par baril de cidre. Alors, pour renflouer le trésor, le Premier ministre et chancelier de l'Échiquier, George Grenville, qui n'a pas la sagacité souriante d'un de ses prédécesseurs, Robert Walpole, considère qu'il est légitime de lever des impôts en Amérique.

Si bien qu'en mai 1764 il n'hésite pas à faire voter au Parlement de Londres des taxes sur le vin et le sucre dans les colonies qui, selon lui, ont profité de la guerre. Mais deux d'entre elles tout particulièrement n'apprécient guère cette initiative : le Massachusetts et la Virginie. La Nouvelle-Angleterre s'était déjà démarquée trente ans plus tôt : Boston avait refusé de lever l'impôt et Londres avait dû s'incliner. Cette anicroche avait marqué quelques esprits et il apparaissait en filigrane que certaines colonies tendaient à se gouverner seules, loin des injonctions du pouvoir central. Du reste, un ecclésiastique qui parcourait la Virginie ne manquait pas de remarquer :

Les sentiments civiques ou politiques des Virginiens répondent à leurs sentiments privés. Fiers et jaloux de leur liberté, rebelles à toute contrainte, ils répugnent à l'idée de subir le joug d'un pouvoir supérieur. Nombre d'entre eux regardent les colonies comme des États indépendants n'ayant avec la Grande-Bretagne d'autres attaches qu'un roi commun et des liens d'affection naturelle. De plus, ils se plaignent fort de n'avoir pas une liberté absolue de commerce avec toutes les parties du monde ¹.

Au quotidien, on exporte le tabac pour importer le reste, les ports et voies d'eau sont prospères et l'on voit d'un mauvais œil une législation qui se durcit, interdisant tout échange sur des bateaux qui ne sont pas anglais et qui va même jusqu'à s'en prendre à l'importation de rhum. Les agents du roi, prudents, ferment les yeux, lorsque, venues de France, d'Espagne, des Canaries, les cargaisons entrent dans les ports d'Amérique.

Le sucre, les mélasses et le rhum arrivent des Antilles françaises et espagnoles très aisément, jusqu'au jour où les agents des douanes peuvent avoir mandat de perquisition dans des locaux privés pour y trouver la contrebande. Et là, une résistance va immédiatement

s'organiser. Pire, Grenville revient à la charge et propose en 1765 un nouvel impôt, le Stamp Act, sur le papier timbré cette fois, obligatoirement prescrit aux colons pour les journaux, les almanachs, les licences, les contrats et tous les actes juridiques et commerciaux. De plus, les colonies se voient interdire de battre monnaie et sont désormais dans l'obligation de loger les troupes envoyées en Amérique. En réponse, la Chambre des Bourgeois de Virginie, où siège George Washington, exprime l'indignation générale devant ce qu'elle considère comme une violation flagrante des droits et libertés imprescriptibles et consigne ses réactions dans un texte de « Résolutions extraordinaires de la Virginie », adopté le 29 mai, citant à bon escient la charte originelle octroyée par Jacques I^{er} :

Le peuple lige de Sa Majesté, en cette très ancienne colonie, avait joui sans cesse du droit d'être ainsi gouverné par sa propre Assemblée en tout ce qui concernait les impôts et sa police intérieure ; [...] ce droit n'avait jamais été forfait, ni abandonné, mais [...] il était constamment reconnu par les rois et le peuple de Grande-Bretagne 2.

Un grand propriétaire tel que George Washington ne pouvait que souscrire à de telles prises de position qui laissaient les coudées franches aux entreprises et au commerce, d'autant plus qu'il ne cessait d'agrandir ses terres et ses récoltes. Le texte poursuivait sans timidité :

Les habitants de cette colonie, peuple lige de Sa Majesté, ne sont tenus à prêter obéissance à aucune loi ou ordonnance visant à leur imposer une taxe quelconque, autre que celles prévues par les lois et ordonnances de la susdite Assemblée générale ; et que tout individu convaincu d'avoir affirmé ou soutenu le contraire, en paroles ou par écrit, sera considéré comme ennemi de ladite colonie de Sa Majesté 3.

On ne pouvait être plus clair et les débats s'enflammaient dans une ardeur prérévolutionnaire.

Une ardeur attisée par un jeune avocat, petit propriétaire rustique, démocrate convaincu, qui n'a ni le vernis, ni la mise des représentants chevronnés. Mais il a la fougue et du talent, et il a déjà défendu avec succès les prérogatives de la Virginie lors d'un procès gagné deux ans plus tôt. C'est Patrick Henry, âgé de vingt-neuf ans, qui plaide avec passion et séduit les jurys et qui, de même, entraîne ses collègues lors de la discussion sur le Stamp Act. Quasi inconnu, il surprend lorsqu'il se dresse contre le Parlement anglais, parlant bien fort des libertés coloniales, face au parterre des vieux élus descendants des premières migrations. Washington observe sans mot dire ; le vénérable président Robinson orchestre le débat entre les loyalistes, qui ne veulent pas d'éclat et souhaitent une conciliation pour préserver leurs privilèges, et ce révolutionnaire enflammé qui n'hésite pas à parler de trahison. Le vote est serré, la majorité atteinte de justesse pour adopter ce nouvel impôt. Affolé, le gouverneur Fauquier renvoie la Chambre, chacun rentre chez soi. On a échappé à un vote de désobéissance, mais

chacun est vraiment ébranlé.

Les Résolutions extraordinaires de la Virginie vont faire date et les envolées de Patrick Henry se répandent dans toutes les colonies. Sur l'initiative du Massachusetts, on se réunit à New York dès le 7 octobre 1765 pour discuter de la conduite à tenir. Sont absentes la Virginie, la Caroline et la Géorgie, soit les colonies du Sud empêchées de siéger par leurs gouverneurs qui se sont empressés de dissoudre avant réception des convocations. L'entrée en vigueur des taxes royales inquiète tous les planteurs, les colons les considèrent comme illégales du fait qu'ils n'ont pas de représentation au Parlement de Londres, où se prennent ces décisions honnies. Les esprits sont fort agités, Samuel Adams commence à regrouper les mécontents de plus en plus nombreux dans l'organisation dite « les Fils de la Liberté », tandis que Washington déclare :

Il faudra fermer nos tribunaux de judicature car il est impossible, dans les circonstances présentes, de se conformer à la loi votée par le Parlement... Et si l'on suspend notre activité judiciaire, les négociants britanniques qui font commerce avec les colonies ne seront pas les derniers, j'imagine, à en souhaiter l'abrogation [4](#).

Le congrès de New York publie une « Déclaration des droits et griefs coloniaux » expédiée au roi d'Angleterre et au Parlement, les Virginiens envoient leur propre texte de remontrances et s'engagent à s'opposer au Stamp Act sur le territoire de leur colonie. Le 1^{er} novembre, jour de la mise en exécution de la loi du timbre, les cloches sonnent dans tout le pays pour « les funérailles de la liberté », des mannequins représentant l'impôt sont promenés dans les rues, puis pendus à des arbres, sitôt appelés « arbres de la liberté ». Et personne n'utilise le papier timbré. En conséquence, le Premier ministre tombe et, le 18 mars 1766, la taxe est abrogée. Dans la foulée, le droit sur les sucres est réduit à 1 penny par gallon. Cette victoire incontestable laisse George Washington perplexe en même temps que soulagé. Chez lui, à Mount Vernon, il est toujours très lié avec les Fairfax qui prônent l'allégeance, il continue d'être invité au palais du brillant gouverneur Fauquier, représentant du pouvoir royal, il fréquente les cercles officiels de Williamsburg, il reste l'ami des hauts fonctionnaires et des membres des conseils. Tout ce beau monde chasse ensemble le renard.

Mais la Couronne va revendiquer son autorité, voire son pouvoir de contraindre les colonies. Et lorsque William Pitt, devenu lord Chatham, revient aux affaires en juillet 1766, il fait voter l'année suivante des droits d'importation destinés à assurer le prélèvement du traitement des fonctionnaires sur les revenus coloniaux. Ces droits concernent le papier, l'indigo, le verre à vitre, le plomb, ainsi que le thé. Suivent bientôt le vin, le café, les tissus. Londres touche une fois de plus à la vie quotidienne de tous les colons, passablement irrités

avant même la mise en application de cette loi, d'autant plus que se crée une Commission des revenus pour l'Amérique. La Chambre des Bourgeois proteste, cette fois avec une totale unité de vue. L'opposition se fortifie, l'union se dessine, et dans les colonies du Nord, avec le renforcement des troupes royales, les émissaires du roi ont mauvaise presse, les soldats britanniques, avec leurs tuniques rouges, sont devenus les « homards » ou, plus grave, les « dos de sang ».

À Mount Vernon, cependant, dans l'intimité domaniale, le colonel Washington vit très bien :

Il n'y a pas de domaine... plus plaisamment situé. Dans une contrée élevée et saine, à une latitude entre le chaud et le froid, sur l'une des plus belles rivières du monde, une rivière dans laquelle on trouve une grande variété de poissons, de toute espèce, en toute saison, et particulièrement au printemps : l'alose, le hareng, la perche, la carpe, l'esturgeon, etc. en grande abondance. Les bords du domaine sont baignés par plus de dix miles d'eau de marée ; il y a plusieurs pêcheries ; ou plutôt toute la rive est une pêcherie ⁵.

Il s'achète en juin 1768 un carrosse fin, léger, avec d'élégants accessoires, le tout pour 103 livres. Il soigne toujours son patrimoine avec un soin méticuleux, discrètement à l'affût des terres les plus riches à vendre pour étoffer encore son patrimoine. Il a un yacht, fait de courtes croisières dans la baie de Cedar Point et pêche le saumon. Il offre un bal à Alexandria pour fêter sa réélection à la Chambre, achète de beaux chevaux, va aux courses du Jockey Club de Philadelphie. Washington repart en tournée dans la vallée de l'Ohio en quête de terrains, pour lui-même et pour ses compagnons de guerre, les volontaires de 1754 à qui l'on a promis 100 000 acres de terrains dans l'Ouest. Là, connaisseur depuis ses années d'arpenteur, il ne ménage pas sa peine pendant deux mois, acquiert tous les terrains disponibles, lève les plans des parcelles, en garde et en redistribue. La gratitude de ses soldats le comble d'aise. Pour lui-même, il a acheté, entre autres terres, son funeste champ de bataille, les Grandes Prairies.

Mais comment Washington se situe-t-il dans les relations de la Virginie avec la mère patrie ? La coupe déborde lorsque l'on conseille au roi de poursuivre les colons pour crime de lèse-majesté et de les juger en Angleterre. En riposte, George Washington demande à son voisin et ami George Mason de rédiger les résolutions de la Chambre des Bourgeois, laquelle commence, concrètement, par prohiber l'importation des denrées taxées par l'Angleterre. C'est à l'évidence un geste économique vigoureux qui fait écho à l'exaspération générale. Washington confie ses pensées à Mason dans une lettre du 5 avril 1769 :

À l'heure où nos nobles maîtres de Grande-Bretagne ne visent à rien moins qu'à supprimer la liberté en Amérique, il me paraît indispensable de tenter quelque chose pour détourner le

coup et assurer cette liberté que nous ont léguée nos ancêtres... Nul ne doit avoir de scrupules, ni hésiter un seul instant à employer les armes pour la défense d'un bien aussi précieux et aussi sacré... Telle est mon opinion très nette. Les armes cependant, me permettrai-je d'ajouter, ne doivent constituer que l'ultime ressource **6**.

Le mois suivant il fait voter les résolutions et, à titre privé cette fois, Washington écrit à ses fournisseurs de Londres de ne lui expédier aucun des articles taxés. Ainsi un grand planteur du Sud peut-il faire bloc avec les grandes cités du Nord — Boston, New York, Philadelphie — qui boycottent les marchandises anglaises du quotidien. Les effets vont s'avérer considérables : alors qu'en 1768 les colonies importaient 873 744 livres de thé, le chiffre tombe à 110 386 livres en 1770. À ce jeu, la métropole se trouve sévèrement touchée, même si la balance commerciale est encore favorable à l'Angleterre.

La situation se tend et l'année 1770 est marquée du sang du « massacre de Boston », lorsque, répondant à une provocation, une poignée de soldats anglais tuent cinq citoyens et en blessent six autres. Cet épisode brutal fortifie l'hostilité envers les tuniques rouges et donne un bon tremplin aux patriotes car l'incident est bien exploité par le politique Samuel Adams, qui n'hésite pas à dénoncer la tyrannie britannique. La population obtient alors du gouverneur Hutchinson le retrait immédiat des troupes anglaises. Le débat d'idées va bon train et les pamphlétaires du Nord publient allègrement, qui sur les droits des colonies britanniques, qui sur l'opportunité d'imposer des taxes. Leurs arguments, tirés de Locke et de Montesquieu, leur attirent des sympathies de l'autre côté de l'Atlantique. Mais l'affrontement continue d'apparaître une réponse nécessaire : ainsi, lorsque l'officier des douanes John Malcolm saisit un navire dans le port de Falmouth, il est arrêté par la foule en colère, roulé dans le goudron puis la plume, puis exposé pendant trois jours à la vindicte populaire. Quelques jours plus tard, lorsqu'il frappe un marchand de Boston avec sa canne, la riposte est violente : on l'attache à une corde, on le descend par la fenêtre dans une charrette. Mis à nu, il est à nouveau goudronné de la tête aux pieds, puis emplumé et traîné dans les rues jusqu'au gibet où on l'attache pour le fouetter. Il faut tête dure et cuir dur pour demeurer loyaliste. À la nouvelle de ces violences, le Parlement anglais interdit tout commerce avec Boston et déplace le siège de la colonie à Salem qui refuse cette décision. La solidarité s'organise, Marblehead offre l'usage gratuit de son port aux négociants de Boston. Or et argent sont envoyés à la ville ruinée, Québec fait parvenir 1 000 boisseaux de froment, tandis qu'en face, à Londres même, une souscription lève 30 000 livres sterling pour les Anglais de l'Amérique : les antagonismes se durcissent.

De Mount Vernon, George Washington suit la situation de près. S'il

a quitté l'armée depuis treize ans, sa gloire militaire continue de l'habiter. Pour orner l'entrée du manoir, il fait réaliser par Charles Willson Peale un grand portrait en armes, se faisant représenter non comme le grand planteur prospère qu'il est, mais en vaillant et jeune guerrier à l'orée d'une bataille. Les tensions politiques font naître en lui un pressentiment du retour aux armes pour vider le conflit. Pour l'heure, il administre son domaine et son État. En Virginie, dès le mois de mars 1773, Washington entend légiférer sur les affaires des colonies, et un comité de onze membres est institué en commission d'enquête sur les résolutions du Parlement qui leur sont relatives, comité immédiatement dissous par le gouverneur, lord Dunmore. Le bal donné en l'honneur de lady Dunmore sera pourtant maintenu en mai, et Washington dîne le 25 avec le gouverneur, ils visitent ensemble une ferme le 26, déjeunent et se retrouvent au bal du 27. À la Chambre des Bourgeois de Williamsburg, un jour de jeûne et de prière est décidé pour le 1^{er} juin, où l'on demandera l'intervention divine pour protéger les droits menacés et l'opposition aux atteintes aux libertés américaines et, de fait, pour éviter la guerre civile. Washington prie et jeûne scrupuleusement en faveur de Boston. Il rentre à Mount Vernon le 20 juin et préside une réunion d'habitants du comté de Fairfax. Nouvelle réunion, cette fois au palais de justice, Washington compte sur l'envoi d'une pétition au roi et sur la mesure, très populaire, de non-importation des produits anglais qui se poursuit :

Je suis convaincu comme de mon existence, dit-il, que nous n'avons de ressource que dans leur détresse ; et je pense ou du moins j'espère qu'il nous reste encore assez de vertu publique pour, dans le but d'arriver à nos fins, nous priver de tout ce qui ne serait pas exclusivement nécessaire à la vie 7.

Les choses vont s'aggraver encore avec l'épisode célèbre de la Boston Tea Party, dans la nuit noire du 16 décembre 1773, lorsqu'un groupe de Bostoniens, déguisés en Indiens, culbute par-dessus bord trois cent quarante caisses de thé apportées par les Anglais pour aider la Compagnie des Indes orientales, et les vendre pour son compte avec taxes et bénéfices. L'énorme préjudice lié à la perte de cette précieuse cargaison est évalué à 15 000 livres sterling. Il s'agit d'un coup d'éclat sans précédent et qui fait grand bruit, même si l'excès ne convainc pas tout le monde. En représailles à cette insubordination insigne de la cité rebelle, Londres a une réaction violente et vote cinq « lois intolérables » qui, entre autres mesures, abolissent la charte de la colonie, réclament paiement des dommages, étendent les pouvoirs du nouveau gouverneur, le général Gage qui commande les troupes anglaises en Amérique, bientôt renforcées de 10 000 soldats. Pour faire bonne mesure, le Parlement anglais fait fermer le port de Boston, à compter du mois de juin suivant.

La Virginie ne se contente pas d'observer les menaces et les mesures de rétorsion qui frappent sa voisine du Nord. George Washington s'exclame : « N'est-il pas clair comme le soleil qu'il existe un plan régulier, systématique pour nous soumettre à des droits, nous imposer des taxes 8 ? » Le refus fiscal gronde. À la réunion du comté, Washington se découvre : « Je lèverai un millier d'hommes, je les équiperai à mes frais, et je me mettrai à leur tête pour dégager Boston 9. » C'est à nouveau l'initiative locale et le don privé qu'il privilégie, lui qui conclura bientôt ses lettres d'un « *philanthropically yours* » (« philanthropiquement vôtre »). Les comités de correspondance qui remplacent les Fils de la Liberté font évoluer les esprits, ils forment des liens entre les classes sociales, les régions, ils sèment le grain de la révolution. Car John Adams, en bon avocat, sent bien qu'il faut convier le peuple, les petits fermiers, les artisans, les marins, les boutiquiers, qu'il faut sortir des cénacles politiques. La solidarité se fait jour et la réaction s'organise. Comme le gouverneur a dissous l'Assemblée, qu'à cela ne tienne, on se réunit à la taverne Raleigh, dans la salle Apollon. On a jeûné, on a prié, mais cette fois on décide en août de se rendre au Congrès continental à l'hôtel de ville de Philadelphie, fixé pour le 5 septembre. Sept représentants sont désignés, dûment investis d'un mandat, dont Washington, aux côtés du colonel Richard Henry Lee et de Patrick Henry, chefs de la délégation.

Ce congrès de 1774 est assurément une grande première. Les provinciaux ne se connaissent pas d'une colonie à l'autre : des juristes, des lettrés éminents, des planteurs, des négociants vont aborder ensemble les grandes questions des colonies et dépasser leurs préjugés respectifs : on croit savoir que les gens de Boston sont hautains, on s'attend à ce que ceux du Sud soient des hobereaux un peu lourds, mais les agapes et l'observation bienveillante ont tôt fait de lier les délégués, si bien que les représentants des deux colonies marchandes les plus favorables à la rébellion, le Massachusetts et la Virginie, s'entendent particulièrement bien, le Massachusetts se tenant au second plan pour laisser la place d'honneur à la Virginie. Quant à la Pennsylvanie, largement peuplée de quakers pacifistes, et New York, elles restent prudentes. Au cours de ces sept semaines, on distingue vite deux clans, les loyalistes et les patriotes, mais on s'entend pourtant sur une mesure très efficace, sur le boycott des produits anglais. La conférence a largement uni et encouragé les partisans de la liberté. L'orateur Patrick Henry s'y est déclaré non point Virginien mais Américain, on a soumis au vote une déclaration déjà très révélatrice de la hiérarchie des droits de ces colons toujours sujets britanniques. George Washington parle peu, écoute beaucoup. Les revendications sont claires, on veut le droit de participer à la

rédaction des lois des colonies, le droit de réunion, le droit de pétition pour le redressement des griefs, on proteste contre le maintien d'une armée permanente dans les colonies sans l'accord des colons, et, plus radicalement, on se prononce contre les lois de George III. Washington rentre chez lui, où il travaille dur à ses propres affaires d'exploitation de ses terres de l'Ouest. Il seconde ses pupilles, les colonels Fairfax et Mercer, il aide son frère Augustin, mais il reste attentif aux événements. Quand les Anglais envoient 1 000 hommes pour rappeler les colons à leurs devoirs, les comtés arment leurs propres compagnies, des milices toujours prêtes en un tournemain, d'où leur nom de « minute men ». En clair, la colonie se met en état de défense.

Escalade en 1775. D'abord les escarmouches, les vexations, les Anglais brisent la glace des étangs et des petits lacs pour empêcher les enfants de patiner, renversent leurs maisons de neige. Les milices font des dépôts d'armes à Worcester et Concord, les troupes anglaises reçoivent des renforts, les hommes du général Gage font feu sur des miliciens à Lexington, détruisent les dépôts de Concord en avril, mais les Anglais perdent des soldats. Washington se renseigne, approuve la conduite des citoyens de Concord, de Marblehead, de Salem. Autre bataille, celle de Ticonderoga sur la route du lac Champlain et du Canada, en mai, gagnée par les coloniaux, qui prennent encore quelques forts et des redoutes dans l'État de New York. Au même moment se tient la réunion du second Congrès continental à Philadelphie, où Thomas Jefferson demande la paix au roi George III en adressant la « pétition de la branche d'olivier ». Mais qui veut la paix prépare la guerre ! Ce faisant, on prend également des mesures pour équiper une flotte, pour lever une armée, l'équiper en armes et munitions, bref, on s'organise militairement. On va même jusqu'à envisager de créer du papier-monnaie dont l'amortissement sera garanti sur l'honneur des colonies unies. Escalade aussi dans le langage puisque Washington traite le général Gage de « pacha turc », tandis que le radical anglais Thomas Paine, qui vient de mettre sous presse son livre *Le Sens commun*, qualifie le souverain de « brute royale ». Escalade dans le symbole, le colonel Washington est venu au Congrès en uniforme provincial et il exprime son ressentiment :

L'épée d'un frère a été plongée dans la poitrine d'un frère et les plaines jusqu'ici heureuses de l'Amérique doivent être aujourd'hui arrosées de sang ou habitées par des esclaves. Déplorable alternative ! Mais un homme vertueux peut-il hésiter à choisir [10](#) ?

Et puis tout s'accélère. Prend-on conscience qu'avec 3 millions d'habitants, un territoire riche et étendu, des ports, des fleuves, tout est possible ? Le 7 juin, Richard Henry Lee suggère de se constituer en États libres et indépendants, sous le nom d'États-Unis, sa résolution

est votée par neuf colonies ; quinze jours plus tard une troupe de fortune, formée à partir de quatre colonies, se rassemble à la hâte autour de Boston, devient l'armée continentale, sans véritable autorité de commandement et dans l'attente de nouvelles recrues. Il lui faut à sa tête un homme d'expérience, choisi en dehors de la Nouvelle-Angleterre. Le 15 juin 1775, le commandement en chef de l'armée continentale est confié à George Washington. Il est apparemment pris à l'improviste, mais accepte et fait cette déclaration :

Si j'accepte la mission qui m'est donnée, c'est parce que des périls y sont attachés qui pourraient faire douter de mon courage et parce que, dans de telles circonstances, c'est le devoir d'un citoyen d'obéir aveuglément à l'appel de son pays. Mais j'espère qu'on tiendra compte de cette obéissance pour ne point juger mes actes avec trop de rigueur. J'entends aussi ne recueillir d'autres avantages du poste que l'honneur de servir mon pays. Ma fortune me permet d'en supporter les dépenses et je ne veux pas que mon émolument vienne s'ajouter aux charges déjà trop pesantes dont mes concitoyens sont grevés [11](#).

Puis il écrit à son épouse :

Vous pouvez m'en croire, chère Martha, quand je vous assure solennellement que, loin de solliciter cette désignation, j'ai tout fait pour l'éviter ; non seulement par répugnance à me séparer de vous et de notre famille, mais parce que je me rends compte que cette mission de confiance dépasse mes capacités... Pourtant, puisqu'une sorte de fatalité m'a contraint d'accepter, je veux espérer que mon acceptation doit amener quelque heureux résultat : il m'était impossible de refuser cette nomination sans exposer mon nom à des critiques qui eussent entaché mon honneur et peiné mes amis [12](#).

Son ordre de service est signé le 19 juin, le 21 il est à cheval traversant les colonies pour rejoindre l'armée des *insurgents*.

« Son Excellence, le Général Washington »

Un courrier arrive-t-il, simplement adressé à George Washington (« George Washington, Esq. »), le destinataire ne l'ouvre pas. Et pourtant l'expéditeur n'est autre que lord William Howe, commandant en chef des armées de Sa Majesté, basé à Boston, qui adresse un second pli avec le même libellé. Même fin de non-recevoir. Car, avec ses aides de camp, Washington considère que, loin d'être le premier venu, il n'est plus un simple citoyen, un simple sujet ; il commande désormais l'armée continentale et il ne transigera ni sur la fonction, ni sur le titre, ni sur le grade. À quarante-trois ans, ce n'est pas un personnage accommodant : il se drape délibérément dans sa dignité, bien décidé à faire respecter sa position d'autorité. N'a-t-il pas parcouru la route de Mount Vernon à Philadelphie et à Cambridge sous les regards et les vivats du peuple ? Avec son attitude majestueuse, le Virginien fait savoir qu'il faut maintenant s'adresser à « Son Excellence, le Général Washington ». *Omen, nomen*, disaient déjà les Latins : « Le nom est un présage. »

Face à George Washington, un roi, George III, conscient de l'épuisement financier de son royaume, mais déterminé à garder ses positions. Sur les planisphères, il garde ses acquis du traité de Paris — qui lui a octroyé en 1763 la Floride et le Canada — et il sait que la guerre de Sept Ans lui a permis de parachever le premier empire colonial d'Occident. Ses vues sont mercantilistes, il vise toujours à développer les colonies au profit exclusif de la métropole. Pour lui, l'Amérique du Nord est peuplée de deux millions et demi d'Anglo-Saxons, soit deux millions et demi de sujets, et il entend mener une politique ferme, qui confine au despotisme administratif, juridique et économique. Mais les contradictions ne manquent pas : d'une part des libertés locales vécues au fil des ans dans la gouvernance des assemblées qui s'expriment assez librement, de l'autre une pression fiscale non consentie et des freins à la liberté commerciale lorsque l'Angleterre s'oppose au trafic avec les Antilles et les colonies espagnoles. Les manifestations hostiles, les milices, les provocations se multiplient, mais les ministres successifs, qui sont fort loin et ne se déplacent pas, ne comprennent pas la situation. Ils reculent sur certaines taxes, en maintiennent d'autres pour le principe et surtout ils n'évaluent pas la résistance qui s'organise. Le 23 août 1775, George III déclare les Américains rebelles.

Pendant ce temps, George Washington, après quelques réceptions et revues de parade, peaufine des préparatifs de combat à Boston, tandis

que des miliciens construisent des redoutes sur les hauteurs de la ville. Durant ces travaux de défense, il convient d'abord de réorganiser une armée improvisée qui rassemble des troupes d'origines très diverses. On attend ensuite que les Anglais sortent de leurs abris. Outre les questions militaires, Washington le planteur donne ses instructions au régisseur de son domaine : il faut sarcler, achever le filage. Washington le gestionnaire écrit à des membres du Congrès et autres personnages influents pour demander des moyens et de l'approvisionnement : force est de constater que les soldats sont indisciplinés, mal équipés et qu'ils se débandent à l'issue de leur engagement de quelques mois à peine. Comble d'infortune, ils manquent de poudre ! Washington transforme quelques bâtiments en bateaux-corsaires, avec des volontaires qui vont voler poudre et vivres aux Anglais. On attaque au nord : Montréal est prise le 12 novembre, mais on échoue à Québec et l'hiver s'installe. L'inaction pèse. De Virginie, à bord de son carrosse à quatre chevaux montés par ses postillons noirs en livrées écarlate et blanc, Martha Washington vient rendre visite à son époux et c'est l'occasion de donner au quartier général quelques dîners dans la meilleure tradition virginienne. Pourtant sa colonie natale ne tarde pas à lui causer souci lorsque le gouverneur, lord Dunmore, s'enfuit, libérant les esclaves qui s'enrôlent dans l'armée anglaise et entraînant avec lui tous les sujets fidèles au roi. La question des esclaves prend une telle importance que se crée en 1775, chez les quakers, la Pennsylvania Abolition Society, qui fait campagne sur ce thème, s'appuyant sur les réseaux de la Société religieuse des Amis, leur dénomination formelle. Une antenne se crée bientôt à New York, instaurant la règle qu'on ne peut être à la fois quaker et esclavagiste. C'est le début du lien fort entre des choix politiques et des choix moraux : si les quakers refusent toujours de prendre les armes et choisissent la non-violence, ils le font à leurs risques et périls car certains sont persécutés, voire exécutés, mais leur attitude et leur contribution alimentent le débat d'idées, à l'origine d'une forme embryonnaire de désobéissance civile.

1776 : DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE

Année cruciale dans ces relations de crises à répétition avec l'Angleterre, l'année 1776 se nourrit d'abord de l'ouvrage de Thomas Paine *Le Sens commun*, plaidoyer pour la rupture qui, prenant clairement le parti des insurgés, rencontre d'emblée un très vif succès tout au long du printemps. La thèse fait son chemin au point que la Virginie se dote en juin d'une Déclaration des droits et que dans la foulée le second Congrès continental confie à un groupe, le Comité des Cinq, la rédaction d'un texte de la même veine pour les treize colonies. George Washington n'y prend pas part puisqu'il est au front, mais John

Adams et surtout Thomas Jefferson — le principal rédacteur — y jouent un grand rôle et soumettent le 21 juin une Déclaration en première lecture après trois semaines de travail. On arrange quelques lignes, on supprime les passages sur la traite et l'esclavage pour ne pas heurter les colonies du Sud, et le texte définitif, sur parchemin, est signé par cinquante-quatre délégués réunis à l'Independence Hall de Philadelphie. Texte de longueur raisonnable sur le grand thème de la liberté, la Déclaration comporte un préambule, qui expose les droits fondamentaux, une énumération des griefs ayant conduit à sa genèse, et enfin une conclusion défendant la rupture. Texte admirable dans son style et ses principes dans lequel Thomas Jefferson, âgé de trente-trois ans, annonce :

Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. Les gouvernements sont établis par les hommes pour garantir ces droits, et leur juste pouvoir émane du consentement des gouvernés ¹.

Voilà qui va permettre ensuite de dénoncer les abus, les usurpations, le despotisme de la Couronne anglaise, bref les injustices et la tyrannie absolue. Suit un réquisitoire en règle qui rappelle les manquements au bien public, les négligences coupables de l'Angleterre, les freins à l'accroissement de la population, les juges tenus en laisse, la pléthore des nouveaux employés « envoyés pour vexer notre peuple et dévorer sa substance ». En clair, le roi a mené une oppression désastreuse — « Il a pillé nos mers, ravagé nos côtes, brûlé nos villes et massacré nos concitoyens » — et l'incompatibilité est totale entre un tyran et un peuple libre. Homme des Lumières, Jefferson a la rhétorique de l'époque, sous l'influence des philosophes anglais tels que John Locke ou David Hume. L'envolée finale va faire date :

En conséquence, nous, les représentants des États-Unis d'Amérique, assemblés en Congrès général, prenant à témoin le Juge suprême de l'univers de la droiture de nos intentions, publions et déclarons solennellement au nom et par l'autorité du bon peuple de ces Colonies, que ces Colonies unies sont et ont le droit d'être des États libres et indépendants, qu'elles sont dégagées de toute obéissance envers la couronne de la Grande-Bretagne ; que tout lien politique entre elles et l'État de la Grande-Bretagne est et doit être entièrement dissous ; que, comme les États libres et indépendants, elles ont pleine autorité de faire la guerre, de conclure la paix, de contracter des alliances, de régler le commerce et de faire tous autres actes ou choses que les États indépendants ont droit de faire ; et pleins d'une ferme confiance dans la protection de la divine Providence, nous engageons mutuellement au soutien de cette Déclaration, nos vies, nos fortunes et notre bien le plus sacré, l'honneur ².

Et la guerre continue de plus belle.

Chacun s'accorde à penser qu'il n'y a pas de preuves éclatantes du génie militaire de George Washington : il n'a, somme toute, qu'une petite armée, un espace immense, pas de plan de stratégie, pas de

grandes batailles à la manière européenne. On lui reconnaît bravoure et endurance, mais il passe le plus clair de son temps à déjouer l'ennemi, à éviter les actions, il tempore, s'efforce de retenir les fuyards, s'afflige de l'infamie des troupes et de la milice. Il décrit lui-même sa réserve prudente dans sa guerre contre les Anglais, son usage du temps, de cette façon de laisser l'ennemi s'user jusqu'à ce que lui-même soit mieux pourvu en armes et en troupes disciplinées pour le combattre. C'est tout le contraire d'une guerre vive et agressive, de temps en temps seulement il reprend l'offensive pour secouer la lassitude nationale.

1776, au front : Washington décide de frapper un grand coup. Les canons s'installent sur les hauteurs de Dorchester, dans le sud de Boston, et le 17 mars, 8 000 soldats anglais et 900 « loyaux » s'enfuient, abandonnant canons, poudres et mousquets si bien que Son Excellence Washington peut s'installer dans leur confortable quartier général sur King Street, belle ironie. Mais il lui faut New York, enjeu difficile, avec le vaste port ouvert, les bras de mer, il lui faut la maîtrise de l'Hudson. Entre avril et juillet, il met sur pied la moitié de ses troupes concentrées sur les hauteurs de Brooklyn, mais le 28 juin arrivent les Britanniques, 30 000 hommes bien équipés, commandés par lord Howe, ceux mêmes que la Déclaration d'indépendance décrit en ces termes :

De grandes armées de mercenaires étrangers pour accomplir l'œuvre de mort, de désolation et de tyrannie qui a été commencée avec des circonstances de cruauté et de perfidie dont on aurait peine à trouver des exemples dans les siècles les plus barbares [3](#).

Le 22 août Howe en débarque 20 000 dans la baie de Gravesend, repousse les 5 000 troupiers de Washington qui laisse 500 morts et 1 000 prisonniers. Triste bataille de Long Island ! Avant qu'on ne lui coupe la retraite, Washington abandonne Brooklyn le 30 août et fait traverser le fleuve à près de 10 000 hommes avec armes et bagages. Avec l'abandon de New York le 12 septembre, le moral est en berne. L'insubordination repart de plus belle, le commandant en second, Charles Lee, ne l'écoute plus, les soldats désertent par compagnies entières, les serments d'allégeance des fuyards et des prisonniers se multiplient en échange de la grâce de Howe. Faute de nouvelles recrues, George Washington réagit par une autorité extrême pour maintenir ses troupes et s'en explique auprès du Congrès dans une déclaration en forme d'autoportrait :

Une réputation à garder, des biens à conserver, l'incalculable bienfait de la liberté mis en jeu, et une vie consacrée au service du pays peuvent me servir d'excuse [4](#).

Et il repart, décidé à franchir la rivière Delaware, à rejoindre Trenton, la nuit après le jour de Noël.

C'est le général anglais Cornwallis qui marche à sa rencontre avec 8 000 hommes, trop heureux de forcer « le vieux renard », comme il appelle Washington, qui s'échappe pour se lancer le 3 janvier 1777 sur Princeton où il met en déroute le détachement anglais. De fait, Washington, fort de ce coup hardi, voit la bataille comme une chasse au renard à la vieille mode de la Virginie et reprend l'avantage tant et si bien qu'il fait une proclamation solennelle pour reconquérir ceux qui avaient rejoint lord Howe, en les exhortant à jurer fidélité à l'Amérique. À cette campagne brillante, saluée par Frédéric le Grand, s'ajoutent des assurances de stabilité, le Congrès conférant à Washington des pouvoirs quasi dictatoriaux pour six mois. 1777, année cruciale : les généraux anglais, soit trois armées et 30 000 hommes, font le plan de scinder les colonies en deux pour isoler la Nouvelle-Angleterre. Burgoyne prend Ticonderoga en juillet, où il laisse prudemment 1 000 hommes, mais échoue à Bennington. C'est qu'il est cerné par les provinciaux des milices, par les colons du cru qui refusent de partir en lointaines campagnes mais défendent pied à pied leurs foyers. Les combats acharnés près de Saratoga, en septembre et octobre, amènent Burgoyne à capitulation. Washington s'accroche à Philadelphie, visée par les Anglais parce qu'elle est le centre de l'insurrection et le siège du Congrès.

11 septembre, date de sinistre mémoire. Le général Howe était prêt dès fin août, Cornwallis arrive en renfort par le flanc, Washington est défait derrière les gués de Brandywine, à vingt-cinq miles de Philadelphie, mais il tient encore une quinzaine de jours pour empêcher l'ennemi de pénétrer dans la capitale. Il perd à Germantown, mais reste à proximité. Howe passe l'hiver à Philadelphie, Washington s'installe à Valley Forge où il va endurer une très sombre saison de famine et d'intrigues. La famine d'abord : Washington et son armée souffrent des pires privations, une partie de l'armée reste une semaine sans manger de viande, les approvisionnements passent mal, les vivres n'arrivent pas, les soldats sont nus et meurent de faim. Malgré leur extrême patience et leur fidélité, ils font éclater leur mécontentement ici et là, au long des collines froides et stériles, sous la glace et la neige, sans habits ni couvertures, d'autant que les soldats anglais sont plus nombreux et bien équipés. Le Congrès a perdu en crédibilité et en autorité, les représentants sont repartis chez eux, au gré de leurs attaches dans les colonies — il ne reste plus que vingt-deux membres, et pas toujours présents en séance : la désorganisation s'installe. Les complots ensuite : ses détracteurs ne manquent pas et manifestent, pour certains, leur défiance face à sa farouche autorité, pour d'autres leur impatience face au choix d'une guerre d'usure et cette attente de

l'ennemi où se cantonne Washington. Des amis et collègues, tel John Adams, appellent de leurs vœux une guerre courte et violente. Tant et si bien qu'une cabale s'ourdit, avec le projet de remplacer Washington, en place pour six mois, par le général Gates, le vainqueur de Saratoga. Washington n'est peut-être pas un grand stratège, mais il est expérimenté, prudent et opiniâtre. Après chaque échec, il se reconstitue avec persévérance et reprend la lutte. Il devient alors, sinon le souffle, l'âme de la résistance contre le roi, ses ministres et ses tuniques rouges.

Pendant ce temps, en Angleterre, les esprits sont inquiets car la guerre coûte cher. Il faut rendre justice à la clairvoyance politique de William Pitt, qui prononce un discours mémorable à la Chambre des lords, le 18 novembre 1777, sur la situation de l'Amérique. Rendant hommage aux Américains, dont le combat est celui de patriotes libres et vertueux, il ne craint pas de leur exprimer son admiration parce qu'ils défendent leurs droits face à des exactions arbitraires. Rappelant les liens entre l'Angleterre et l'Amérique qui assurent prospérité et bonheur mutuels, il sait faire la part des choses : assistance et protection des colonies, certes, mais avantages considérables pour la métropole dont elles sont la fontaine des richesses, la réserve d'énergie ainsi que la base de la puissance navale. Ce plaidoyer ne méconnaît pas la dépendance, à préserver à tout prix, et minimise la rébellion, évidemment désespérée et méprisable dans l'appréciation officielle. William Pitt fait même allusion à Washington, sans le nommer toutefois, lorsqu'il précise habilement que le gentilhomme qui conduit les armées possède un domaine qui lui rapporte 4 000 ou 5 000 livres par an, et a de ce fait véritablement un intérêt personnel à agir, comme la plupart des chefs de l'insurrection. Une supplique au roi fera la conclusion : il faut, avant qu'il ne soit trop tard, cesser les hostilités, imaginer un traité pour rétablir la tranquillité dans l'incalculable province. Bref, prendre d'urgence des mesures efficaces pour ramener la paix en Amérique. Mais le roi fait la sourde oreille, les mois passent et il faut attendre février 1778 pour l'abrogation des taxes. Trop tard. Lorsqu'il envoie une ambassade en Amérique porteuse de clauses de soumission, le Congrès et les États ne songent plus qu'à l'indépendance.

Tout va basculer lorsque ce conflit utérin, classique avant l'heure, qui oppose une puissance à ses colonies et défait les empires, prend une dimension internationale. L'Europe observe et certains pays ne seraient pas fâchés de voir s'affaiblir l'Angleterre. L'aide de la France, alliée puissante et sûre, va être précieuse, car elle se range du côté des insurgés. Au départ, l'affaire est clandestine, s'apparentant à ce que l'on appelle aujourd'hui une opération secrète. Louis XVI charge

l'homme de lettres Beaumarchais et son ministre des Affaires étrangères, le comte de Vergennes, de fournir armes et munitions en liaison avec le représentant des insurgés en France, Silas Deane. Ainsi de l'argent va arriver, et de jeunes officiers appartenant à la plus haute noblesse, le duc de Lauzun, le comte de Ségur viennent comme volontaires se mettre aux ordres de Washington. Le plus enthousiaste d'entre eux, le marquis de Lafayette, à peine âgé de vingt ans, s'embarque malgré les ordres formels de son roi et de son père, et envoie ce message exalté à sa jeune épouse :

Défenseur de cette liberté que j'idolâtre, libre moi-même plus que personne, en venant comme ami offrir mes services à cette République si intéressante, je n'y porte que ma franchise et ma bonne volonté, nulle ambition, nul intérêt particulier... J'espère qu'en ma faveur vous deviendrez bonne Américaine : c'est un sentiment fait pour les cœurs vertueux. Le bonheur de l'Amérique est intimement lié au bonheur de l'humanité, elle va devenir le respectable et sûr asile de l'honnêteté, de la tolérance, de l'égalité et d'une tranquille liberté 5.

Beaumarchais fonde une maison de commerce, Rodrigue Hortalez et Compagnie, qui lui permet de faire passer, dès 1776, beaucoup d'argent en Amérique, mais aussi des tentes, des canons, des uniformes, le tout pris dans les magasins de l'État car le ministre Vergennes voit dans le soutien à l'Amérique une sérieuse opportunité d'affaiblir l'arrogante puissance anglaise. Benjamin Franklin vient en France en septembre 1776 travailler au rapprochement franco-américain : l'habile diplomate aux grosses lunettes et au bonnet de fourrure devient vite la coqueluche des salons.

Des Français donc, mais aussi des Polonais et des Allemands viennent s'enrôler dans les rangs de la Fédération. Qui sont-ils ? Des aventuriers, des vétérans, des nobles aguerris ou fortunés. Les officiers allemands sont effarés lorsqu'ils observent le flux incessant de soldats américains engagés pour trois, six ou neuf mois, qui quittent les rangs d'un jour à l'autre, emportant leurs vêtements et leurs armes, si bien qu'il n'y a jamais un régiment ou une compagnie au complet. Comme tout disparaît, les hommes sont nus, certains s'enveloppent de vieilles couvertures le jour de la parade. La discipline est aléatoire, chaque colonel a son système, sa méthode. Parmi eux, le baron von Steuben qui rejoint Washington à Valley Forge et qui transforme ce camp désolé et lugubre en centre d'entraînement militaire. Adeptes de la discipline, experts et minutieux, les barons enseignent les rudiments, l'ordre serré, le mouvement de masse, le maniement des baïonnettes. On parle théorie et déploiement, charge au clair et utilisation du terrain découvert. George Washington est tout sauf pédagogue, mais il a désormais une armée plus confiante, mieux entraînée, liée par des engagements à long terme. De l'autre côté de l'Atlantique on lui fait crédit des victoires sur les Anglais à Germantown, de la capture de Burgoyne à Saratoga et il apprend dans la nuit du 4 mai 1778 que la

France a conclu une alliance officielle avec les siens en février. Les Anglais reconsidèrent la situation, décident d'abandonner Philadelphie et de concentrer leurs forces sur New York, où Washington attaque fin juin. L'amiral comte d'Estaing arrive avec douze vaisseaux de ligne et six frégates, mais ne peut franchir la barre et c'est l'affrontement en août, rompu par une tempête. Les Anglais, incertains en Nouvelle-Angleterre, poussent alors plus au sud et prennent Savannah, puis occupent la Géorgie. George Washington a toutes les raisons d'être inquiet sur le dénouement de la guerre. La spéculation, l'accaparement, les monopoles font qu'une foule de personnes, qui se disent attachées à leur cause, ont intérêt à voir la guerre se prolonger. Et l'ennemi a des forces en Floride et au Canada qui aident les Indiens à ravager les frontières.

Le renseignement, à juste raison, préoccupe Washington. Dès novembre 1775 est mis en place le Committee of Secret Correspondence qui va se charger d'opérations de sabotage, de désinformation et de propagande. En 1776, James Aitken, alias John The Painter, est recruté [6](#) : ce jeune aventurier écossais mène des attentats à l'explosif, notamment dans les docks de Portsmouth, sur le sol britannique. Au printemps 1779, Washington envoie 40 guinées pour un espion employé à New York et aborde le profil d'un autre agent, un certain G. H., qui a donné des preuves d'attachement à la cause et s'est ménagé de bonnes relations avec l'ennemi. Il veut un agent pour connaître la force, les positions et projets de l'ennemi mais précise bien : « Son nom et mes relations avec lui doivent rester entièrement secrets ; autrement nous perdrons le bénéfice de ses avis et nous l'exposerions à un sort funeste [7](#). » Mais Thomas Paine, secrétaire de la commission des affaires étrangères, révèle ces agissements clandestins, embarrassant à la fois l'Amérique et la France. John Jay, président du Congrès continental, écrit à Washington, le 26 avril 1779 : « Dans ce parlement, les intrigues sont aussi nombreuses qu'au Vatican mais les secrets aussi mal gardés que dans un pensionnat [8](#). » Il n'empêche, le secret est un facteur indispensable, à telle enseigne que le président Washington créera à partir de juillet 1790 un fonds spécial, le Contingent Fund of Foreign Intercourse, en appui de sa diplomatie secrète, qui s'élève à 40 000 dollars. Les sommes allouées par son administration au renseignement passeront à un million de dollars, soit environ 12 % du budget national trois ans plus tard.

Pour l'heure, Washington raconte ses batailles, rend compte au Congrès et, au lendemain du succès de Stonypoint du 15 juillet 1779, il fait envoyer les étendards des garnisons et régiments pris au cours de la bataille, donne le nom des officiers pleins de bravoure, demande un brevet de capitaine pour les lieutenants Gibbons et Knox, des

présents honorables pour le colonel Fleury et le major Stewart, sans omettre de réclamer que le montant des prises, artillerie et munitions soit payé aux vainqueurs. Il n'empêche, des critiques acerbes se font entendre et le *Maryland Journal* de Baltimore publie un pamphlet anonyme contre Washington, considérant qu'il est dangereux de faire croire que le salut et la gloire du peuple reposent sur un seul homme.

Il a beau clamer « Notre cause est noble, c'est la cause de l'humanité ⁹ », la situation des colonies est loin d'être brillante et Washington, qui craint plus que tout le relâchement des vertus publiques et qui est témoin des différends entre officiers et bourgeois, s'en ouvre au colonel Benjamin Harrison, président de la Chambre des délégués de Virginie :

Si j'avais à faire une peinture de notre temps et des hommes d'après ce que j'ai vu et ce que je sais, je dirais que la paresse, la dissipation et l'extravagance semblent avoir détourné la plupart d'entre eux de leur devoir ; que la passion des spéculations et l'insatiable désir d'amasser des richesses par toutes les voies semblent l'avoir emporté sur toute autre considération et être devenus le mobile de toutes les classes ; que les disputes de partis et les querelles particulières sont la grande affaire du jour... Des finances ruinées, une lourde dette toujours croissante, la baisse de nos fonds... Je suis alarmé ¹⁰.

Le réconfort moral vient de la France lorsqu'en décembre 1779, à Paris, naît George-Washington Louis Gilbert du Motier de Lafayette, ainsi nommé en hommage au général américain. Pareil tribut venant d'un noble de France laissait augurer d'une amitié profonde et durable entre les deux hommes. Et elle le fut. On échange moult lettres. Washington, basé à West Point, écrit à Lafayette :

Mon cher Marquis, Votre zèle pour la cause de la liberté, votre attachement particulier pour ce monde encore dans l'enfance, vos courageux et persévérants efforts, non seulement en Amérique, mais depuis votre retour en France, pour servir les États-Unis, vos délicates attentions pour les Américains, et l'amitié constante et dévouée que vous m'avez témoignée, n'était pas assez pour changer les premiers élans d'estime et d'attachement que j'ai ressentis pour vous, en une affection, une reconnaissance telles que ni le temps ni l'absence ne pourront les altérer ¹¹.

On s'échange des cadeaux — chiens et chevaux —, on se consulte. On s'invite sur un plan strictement privé, mais Washington décline l'invitation :

Rappelez-vous, mon bon ami, que j'ignore votre langue, que je suis d'un âge trop avancé pour l'apprendre et que causer au moyen d'un interprète, dans les occasions les plus simples et surtout avec les dames, paraîtrait tellement gauche, tellement ennuyeux et bizarre que je ne puis en supporter l'idée ¹².

Marie Adrienne Françoise de Noailles, sa mère, enverra même son petit Washington, au mois de février 1795, alors qu'il a seize ans, chez son parrain d'Amérique, alors qu'elle-même allait partager avec ses deux filles la captivité de son époux dans les cachots d'Olmütz. Washington tente de faire admettre son filleul à Harvard. Le jeune

George-Washington de Lafayette séjournera deux ans et demi à Mount Vernon avant de rentrer en France, où il obtiendra une sous-lieutenance de hussards, après la libération de son père. La France reconnaîtra donc le guerrier français formé en Amérique de manière éclatante. Réciproquement, l'Amérique fera grand cas des émissaires français : ainsi, lorsqu'il débarquera à Boston en mars 1782, César-Guillaume de la Luzerne sera accueilli par 13 coups de canon et, cette salve tirée, le président du Conseil du Massachusetts le haranguera dans une adresse d'apparat. Il aura voyagé pendant les deux mois de la traversée avec John Adams, élevé dans l'étude des philosophes grecs et latins, féru de jurisprudence, qui rentre de sa première mission de ministre plénipotentiaire en France.

Mais en pleine guerre, cette relation confiante avec l'allié français ne pouvait suffire ; il fallait d'abord un soutien intérieur assez ferme pour mettre en place une stratégie locale bien définie sur le territoire. Dès l'orée de 1779, Washington avait exposé son analyse au Comité du Congrès :

En supposant que la guerre américaine continue sur le même pied, il y a trois points de vue sous lesquels peut être envisagée la conduite que nous devrions tenir : le premier consiste à tâcher de chasser l'ennemi des positions qu'il occupe sur notre front, le second à entreprendre une expédition contre le Niagara pour assurer notre frontière et ouvrir une porte à nos armées dans le Canada, en restant de cecôté sur la défensive ; le troisième, à nous tenir complètement sur la défensive, sauf pour de petites expéditions contre les Indiens, autant que cela sera nécessaire pour arrêter le cours de leurs pillages 13.

Les temps sont durs pour tous. À West Point, Washington doit faire maigre chère :

Depuis notre arrivée [...] nous avons eu un jambon, quelquefois une épaule de porc salé pour garnir le haut de la table ; un morceau de bœuf rôti orne l'autre extrémité et un plat de fèves ou de légumes, presque imperceptible, décore le centre. Lorsque le cuisinier se met en tête de montrer son savoir-faire, nous avons en outre deux pâtés de tranches de bœuf ou des plats de crabe, que l'on place de chaque côté du plat du milieu, pour partager l'espace et réduire ainsi à six pieds la distance d'un plat à l'autre qui sans cela se trouverait de près de douze pieds 14.

Un gâteau aux pommes remplace parfois les pâtés de bœuf pour faire illusion, et l'on mange dans de vieilles assiettes en fer.

Washington peste aussi contre les enrôlements à terme et de courte durée, ce qui multiplie les primes d'engagement et tous les inconvénients des nouvelles recrues, préconisant un système général de recrutement pour la durée de la guerre, au 1^{er} janvier, avec un trimestre d'apprentissage pour inculquer la discipline, le maniement des armes et faire des manœuvres pendant les quartiers d'hiver. Il cherche à prévenir les désertions, fréquentes lorsque les recrues traversent leur propre État, en faisant poster une chaîne de sentinelles

autour de chaque campement. La conclusion de ses courriers au brigadier général est nette : « Les intérêts de l'Amérique exigent que le dernier de mes désirs soit exaucé et je suis persuadé que vous ne négligerez rien pour qu'il en soit ainsi 15. » Comparant l'armée à une pièce d'horlogerie, il entend que les ressorts remplissent leur fonction avec justesse et précision, insiste sur la perfection dans la discipline qui fait le bon service et le renom d'un corps. Non content de s'adresser aux troupes, il va de plus en plus harceler gouverneurs, membres du Congrès et notables pour faire avancer ses propositions de guerre. Il correspond avec le comte d'Estaing, estimant les forces de l'ennemi anglais à 14 000 hommes, basés à New York et dans les environs. Il lui décrit la flotte : deux vaisseaux de 74 canons, le *Russel* et l'*Europe*, La *Renommée* de 50, le *Roebuck* de 44, et quelques frégates plus petites, et en profite pour donner des conseils tactiques. Stratège du maintien défensif, il verrouille toujours New York, attend des renforts car l'Espagne s'est unie à la France. Il communique l'état de l'armée au Congrès, à partir des rôles des troupes de chaque État, soit au total 27 099 hommes, auxquels il faut soustraire 410 invalides. Il note, avec précision, que plusieurs dizaines de milliers de soldats sont engagés pendant toute la durée de la guerre : 2 051, en décembre ; 6 426, à la fin mars ; 8 481, à la fin avril ; 10 158, en juin ; 10 709, fin septembre. Il demande une prime de 10 dollars par officier pour chaque recrue, et 200 dollars aux recrues elles-mêmes, allouées par chaque État.

Les Anglais prennent Charleston le 12 mai 1780, et la Caroline du Sud, province très loyaliste, est perdue. Washington rend compte au Congrès, rappelant l'état des finances, la pénurie des magasins de l'armée, le fait que les troupes ne reçoivent plus aucune distribution de viande, après avoir été réduites pendant longtemps à une moitié, à un quart et même à un huitième de ration. Pour faire face à cette disette, il demande des vivres au gouverneur de Pennsylvanie. Au reste une mutinerie a éclaté dans le Connecticut, où les troupes n'ont pas été payées depuis cinq mois. La dépréciation du papier-monnaie et l'insuffisance de numéraire étranglent l'armée. Face à ce dénuement, les dames de Philadelphie font des dons aux soldats, et les dames du New Jersey suivent ce bon exemple de charité privée. Les besoins à combler sont considérables, Washington souhaitant des médicaments pour les hôpitaux et l'achat de 8 000 à 10 000 chemises. En juillet, Washington écrit au comte de Rochambeau pour le remercier de son aide, tout en lui avouant aussi qu'il n'a pas la moitié des fusils nécessaires à l'armement de ses recrues : il lui en manque 4 000 à 5 000 ainsi que 200 tonnes de poudre. Lafayette arrive à Newport le 25 juillet. Blé et fourrages sont réquisitionnés au profit de l'armée,

et on mesure là combien les appels de miliciens ont interrompu les travaux agricoles, combien les rendements baissent et combien les prix flambent. Mais il faut, plus encore, des mesures structurelles. Washington préconise un comité restreint revêtu de tous les pouvoirs pour des levées d'hommes et de renforts, dans la promptitude et le secret, tant la situation lui semble critique, et il recommande quelques noms de généraux. L'ennemi envoie des tracts aux soldats pour les engager à désertre. Washington demande alors à Lafayette de publier des annonces publiques afin d'engager le peuple à se diriger vers Sandy Hooks et à marcher sur New York.

La série noire se poursuit, le général Gates est mis en déroute en juin à Camden, et Horace Walpole peut enfin déclarer à Londres que l'Amérique est aux pieds de l'Angleterre. Le 10 juillet, une flotte française sous les ordres du comte de Rochambeau arrive à Newport avec 6 000 hommes, mais ils sont tenus en respect par la puissante flotte britannique qui mouille dans le golfe. En septembre, la situation est critique, le gouvernement n'a plus d'argent, lord Cornwallis a mis à genoux la Géorgie, la Caroline du Sud, puis celle du Nord. Les expédients ont fait long feu et l'espérance est déçue, plus que jamais Washington compte sur l'assistance énergique des alliés. C'est alors qu'il conçoit une réorganisation de l'armée, avec réduction du nombre de régiments, car il manque d'officiers. Il lui faudrait une somme considérable à redistribuer pour les retenir. Il compte pour un quart de l'effectif les conducteurs de wagons, ouvriers, domestiques, soldats employés à divers services et les malades, si bien qu'il évalue à 22 000 le nombre de combattants nécessaires pour un plan défensif. Washington donne son organigramme d'un régiment d'infanterie, soit 1 colonel ou lieutenant-colonel commandant, 2 majors, 9 capitaines, 22 officiers, 1 chirurgien, 1 second, 1 sergent-major, 1 quartier-maîtresergent, 45 sergents, 1 tambour-major, 1 fifre-major, 10 tambours, 10 fifres et 612 soldats. Enfin, il demande 50 régiments, soit 30 600 hommes, et insiste pour que les recruteurs résident dans chaque État. Au lieu des régiments de cavalerie, il préfère des légions composées de 4 compagnies de dragons montés, chacune de 60 hommes, demande des indemnités et encouragements en espèces. Le Congrès obtempère. Une embellie en octobre : contre toute attente, Cornwallis est battu sur la frontière des deux Carolines à King's Mountain et il va perdre peu à peu ses positions de l'intérieur et se replier à Yorktown. On le sait, Washington veut chasser l'ennemi du Sud.

Mais en cette fin d'année 1780, la situation est désespérée : le Congrès n'a plus d'autorité, Washington suggère à Benjamin Franklin que soit levé un emprunt qui permette de rétablir les finances et de les mettre à disposition. Impuissant, il est obligé de réquisitionner des

vivres, il note la faiblesse du bétail, le manque de rhum qu'il ne peut plus distribuer aux troupes, et les désertions qui se multiplient : pour simplement manger à leur faim les soldats passent dans le camp favorable aux Anglais. En janvier 1781, il apprend la sédition des officiers de Pennsylvanie qui quittent leur cantonnement de Morristown avec leurs armes et six pièces d'artillerie, la cause en étant les souffrances, les privations et la suppression de leur solde depuis près d'un an. Il envoie alors une lettre circulaire aux États du Nord, New Hampshire, Massachusetts, Rhode Island, Connecticut, pour leur demander des fonds. Puis c'est la trahison du général Arnold, des mutineries se font jour, dans l'indifférence et l'épuisement, la réquisition des produits de la terre s'avère inefficace, le peuple est mécontent des efforts de guerre. Washington rappelle à qui veut bien l'entendre l'excellence des troupes françaises, leur ordre, leur parfaite discipline. Raison de plus pour revenir sur le code militaire et la gradation des peines :

La plus grande peine corporelle que nous puissions infliger est de cent coups de verges, il n'y a pas de peine intermédiaire entre celle-là et la mort. Comme il se présente chaque jour des exemples d'offense pour lesquelles la première est insuffisante, les cours martiales, voulant conserver quelques proportions entre le crime et le châtement, sont obligées de prononcer la sentence de mort. Il en résulte que les sentences de mort sont bien plus nombreuses dans notre armée que dans toute autre... Je me bornerai donc à faire observer qu'une extension des châtements en vigueur me paraît indispensable, et qu'il serait utile d'autoriser les cours martiales à condamner les coupables aux travaux publics, peut-être même pour quelques crimes, surtout pour la désertion, à les faire passer du service de terre à celui de mer, comme leur laissant moins de facilité à se laisser aller à leurs mauvais penchants. La variété dans les châtements est aussi utile que leur proportion. Le nombre des coups de verge peut être indéfini et abandonné à la discrétion de la Cour, ou fixé à un nombre plus élevé qu'il ne l'est actuellement. Dans ce dernier cas, je proposerai cinq cents [16](#).

Verges ou deniers, hommes ou vaisseaux, George Washington, intendant dans l'âme, compte toujours et par ailleurs se plaint des trafics de tous ordres avec l'ennemi, car les transactions lucratives de vivres et d'espèces vont bon train, surtout à New York. Corruption, arbitraire, abus, comme dans toutes les guerres. Washington se confie au fils de son épouse Martha, John Parke Custis :

Les sommes dépensées en gratifications, en perte d'armes, de munitions, de provisions, de matériel de campement sans parler de vêtements que les soldats reçoivent et dont ils ont toujours besoin excèdent les ressources d'une nation et montrent le danger et l'illusion d'expédients qui n'ont pas plus de durée que des champignons [17](#).

Il reçoit les plaintes écrites d'officiers d'état-major, il colmate sans cesse, écrit de manière pressante aux gouverneurs, harcèle le New Hampshire en janvier 1781 pour compléter son contingent par des renforts de qualité :

Je me flatte aussi que les mesures prises pour les enrôlements seront assez énergiques et précises pour amener de prompts résultats. Enfin on instituera des peines propres à empêcher

les supercherches de sorte qu'on n'envoie pour recrues que des hommes valides et d'une utilité réelle. Si l'on en dirigeait d'autres sur l'armée ce serait une dépense inutile... Ce serait tomber dans une erreur grave que de nous contenter d'une force fictive, de dépenser les provisions et les vêtements de l'État inutilement en leur offrant pour soldats des hommes décrépits, impropres au service ou des enfants [18](#).

Malgré les nombreux soucis inhérents à sa charge de général en chef, Washington trouve toujours le temps de se préoccuper de l'administration de ses biens, convaincu aussi que Mount Vernon est mal tenu en son absence, qu'il va perdre tous ses esclaves et que ses habitations seront un jour ou l'autre détruites, si bien qu'il demande que l'on dépose en lieu sûr ses objets les plus précieux et les moins embarrassants.

Enfin un coup décisif ! Tandis que la Virginie voisine regroupe les forces commandées par Lafayette, le comte de Grasse fait prévenir Washington en août qu'il va rejoindre la baie de Chesapeake avec une flotte de 20 000 hommes — vingt-huit vaisseaux de ligne et six frégates —, tandis que Rochambeau, maintenant disponible sur l'Hudson, peut interdire l'accès à la mer. Washington, quant à lui, a rejoint la rivière York avec 6 000 hommes. Pris en tenailles par la flotte de Grasse et l'armée de Lafayette, Cornwallis tient le siège quelques semaines mais capitule le 19 octobre 1781. Aussitôt Washington fait parvenir un courrier au président du Congrès :

Monsieur,

J'ai l'honneur d'informer le Congrès d'un heureux événement. L'armée britannique, sous les ordres de lord Cornwallis, vient de se rendre. L'ardeur infatigable qui, dans cette conjoncture, animait les officiers et les soldats de l'armée combinée a décidé cet important résultat beaucoup plus tôt que ne me l'avaient fait attendre mes plus flatteuses espérances [19](#).

Cette victoire majeure de Yorktown marque un coup d'arrêt, malgré quelques hostilités résiduelles jusqu'au printemps 1782. Sur-le-champ, Washington multiplie les dépêches à quelques jours d'intervalle, y joint les rapports du comte de Rochambeau et du marquis de Lafayette pour donner un tableau complet, y compris du nombre de morts et de blessés. Il invite le comte de Grasse à prendre part au traité :

Je n'ai pas besoin de vous dire combien je serais heureux de recevoir Votre Excellence sur ce rivage, au nom de l'Amérique, et de vous embrasser dans une occasion aussi heureuse pour l'intérêt de la cause commune et dans laquelle nous vous devons tout [20](#).

Il songe déjà à attaquer Charleston, principal port maritime des Anglais, pariant sur une supériorité de la flotte alliée ; il veut arracher le point d'appui de Wilmington, en Caroline du Nord, veut terminer la guerre, misant sur une armée animée par ses succès. Avant de savourer les fruits de la victoire, il faut parer à l'immédiat, soit, l'on s'en doute, une situation délétère face à une population lassée, face à l'armée à nourrir et payer, face au Congrès dépassé. George

Washington a cinquante ans.

Mais, depuis quelque temps déjà, à bas bruit, ce qu'on appelle aujourd'hui « la communication » a pris le pas sur l'action concrète, il faut faire ressortir la victoire avec éclat. C'est qu'il faut désormais s'affirmer sur le plan des arts de la guerre mais aussi des arts de salon. Londres et Paris rayonnent, les comédiens ordinaires du roi donnent à la même période *L'Avare*, comédie en cinq actes de Molière, suivie de *Métamorphoses amoureuses*, comédie en un acte avec un divertissement, et le lendemain, 1^{er} février 1779, la dix-neuvième représentation d'*Oedipe chez Admete*, tragédie nouvelle, suivie de *L'Amant bourru*, en attendant *Les Muses rivales*, pièce nouvelle en un acte en vers. À la fin de l'année, il y aura *Monsieur de Pourceaugnac*, comédie en trois actes de Molière avec les agréments, puis *Les Femmes savantes*. Le choix, à nouveau, de Charles Willson Peale est judicieux pour célébrer la bataille de Yorktown, car le peintre est qualifié à plus d'un titre : après une formation à Londres auprès des portraitistes de cour, il s'est établi dans le Maryland et il a déjà peint Washington en 1772, en hommage à son action pendant la guerre de Sept Ans. De plus, il connaît les champs de bataille, car il s'est engagé comme officier dans la milice de Pennsylvanie et il a participé aux batailles de Trenton et de Princeton, sous les ordres de Washington. Le Conseil exécutif suprême de Pennsylvanie, en 1779, avait déjà passé commande au peintre américain Charles Willson Peale d'un grand portrait intitulé *George Washington après la bataille de Princeton*. L'initiative a fait coup double, à la fois célébration du vainqueur et gloire à l'art national. Rien ne manque dans ce portrait plus grand que nature : canon, drapeaux, chevaux et troupes avec Princeton en arrière-plan. Cette toile de commémoration de la victoire du 3 janvier 1777 sur les troupes britanniques accumule les insignes de l'éminente fonction de George Washington : l'écharpe bleue qui lui barre la poitrine est l'insigne de commandant en chef et le drapeau bleu étoilé derrière lui est le premier drapeau des États-Unis. La toile sera achevée en 1782, mais au cours de la décennie suivante Peale, parfois aidé de son frère James, va exécuter de nombreuses répliques aux titres divers, en variant taille, attributs et paysage. Et dans un tableau de 1784, c'est la victoire de Yorktown qu'il immortalisera : Washington en pied se tient au premier plan et au centre, derrière lui son aide de camp Tench Tilghman qui serre le rouleau des actes de capitulation, et entre eux Lafayette. Ces tableaux, dans lesquels Washington va toujours incarner la cause américaine aux yeux du monde, partent vers l'Europe et la France. C'est ainsi que le marquis de Chastellux achète en 1782 l'une des variantes, un portrait à mi-corps de Washington qu'il a connu en 1781 à la bataille de Yorktown, et dont il a donné témoignage dans son récit de voyage :

Sa taille est noble et élevée, bien prise et exactement proportionnée, sa physionomie douce et agréable mais telle qu'on ne parlera en particulier d'aucun de ses traits, et qu'en le quittant il restera seulement le souvenir d'une belle figure. Il n'a l'air ni grave ni familier, on voit parfois sur son front l'impression de la pensée mais jamais celle de l'inquiétude. En inspirant le respect, il inspire la confiance et son souvenir est toujours celui de la bienveillance [21](#).

Toujours au commandement, et ce depuis sept ans, Washington est devenu le pilier visible de l'autorité, avec la plus grande rigueur. Après Yorktown, il passe quatre mois au Congrès à Philadelphie, puis rejoint l'armée pour surveiller New York où un vieux colonel le presse d'être roi, suggestion « désagréable », selon le mot de Washington qui s'attache à faire reconnaître les mérites de l'armée, une armée anxieuse à l'approche des signatures de paix, craignant l'oubli et la faim, prête à se soulever pour se faire entendre. Une motion circule, rappelant la réputation et la gloire acquises au prix du sang et de huit années de service mais, finalement, ses revendications sont prises en compte en mars 1783.

Il est temps d'écrire à Lafayette le 5 avril : « Nous voilà donc une nation indépendante, mais nous avons à apprendre la tactique politique. Nous voilà au rang des nations sur la terre mais nous avons une réputation à acquérir [22](#). » Débuts très révélateurs des incessantes priorités de Washington : la « tactique » et la « réputation », deux notions qui le caractérisent comme homme de guerre aussi bien que comme homme politique. Il poursuit :

C'est donc un devoir pour tout homme qui veut le bien de son pays de resserrer le lien qui nous rattache les uns aux autres, et de fonder une nouvelle constitution qui donne de la stabilité, de la dignité, de la réalité à l'union ; j'y contribuerai aussi efficacement que je le pourrai dans la vie privée [23](#).

Comme toujours, l'intendance le soucie, il veut un comité de liaison pour accélérer les prises de décision sur les soldes, il demande que les engagés gardent un témoignage de la reconnaissance du Congrès :

Ces armes, cet uniforme, compagnons constants de leurs fatigues, conservés avec une religieuse attention, seraient transmis par les possesseurs actuels à leurs enfants comme de précieux témoignages de leur bravoure et de leurs vertus militaires ; et seraient probablement ressaisis un jour par les mains de nos descendants avec orgueil et avec joie et employés avec la même intrépidité et la même ardeur déployées par leurs ancêtres dans la fondation de notre indépendance nationale et de notre gloire [24](#).

Dès lors qu'il s'apprête à quitter le champ tumultueux de la vie militaire, la préoccupation de Washington est de maintenir la cohésion nationale. Il craint la confusion, voire l'anarchie, et plaide d'emblée pour un pouvoir supérieur, appelé à régler et surveiller les intérêts, en clair une autorité souveraine sur l'Union, libre et incorruptible, attachée à bâtir une puissance respectée à l'indépendance reconnue, dont le crédit auprès des pays étrangers serait également adossé à un appareil militaire dans toutes les parties des États-Unis. Pour

convaincre, il envoie donc des lettres circulaires en septembre 1783, notamment aux gouverneurs, pour fortifier cette liberté et cette indépendance chèrement conquises, où il use de son autorité pour faire ressortir les quatre conditions essentielles à l'existence des États-Unis : en premier lieu, l'union indissoluble des États sous un chef fédéral ; un religieux respect pour la justice publique ; un train de vie convenable ; enfin l'oubli des habitudes locales au profit de l'intérêt commun. Bien entendu, il prône dès le départ l'éloignement de la politique européenne dont le jeu est d'élever les États les uns contre les autres, au détriment de l'unité nationale. Car il faut en prendre pleine conscience, les citoyens de l'Amérique sont désormais seuls maîtres et seuls propriétaires d'un vaste et riche territoire. Les gouverneurs le remercient et le félicitent du succès de la guerre.

Mettre un terme à la guerre c'est aussi se préoccuper du sort des Indiens, qui sont alliés aux Anglais, et définir la conduite à tenir vis-à-vis d'eux. Washington préconise que tous les prisonniers, quels que soient leur âge et leur sexe, retrouvent la liberté. Il convient d'abord de faire savoir que la Grande-Bretagne a cédé aux États-Unis toutes les terres fixées par le traité et ensuite de faire jouer l'habileté :

Comme les Indiens ne se sont abstenus d'aucun acte d'hostilité, malgré tous les avis qui leur ont été donnés au commencement et pendant le cours de la guerre, mais qu'ils ont préféré se joindre aux Anglais et partager leur fortune, un gouvernement moins généreux que le nôtre les obligerait à partager aussi leur destinée et à se retirer avec eux au-delà des lacs. Mais que préférant la paix à la guerre [...] nous sommes disposés à user d'indulgence à leur égard, à entrer en commerce avec eux, et à établir entre eux et nous une ligne de démarcation au-delà de laquelle nous nous efforcerons d'empêcher les citoyens de l'Union de chasser ou de s'établir, et en deçà de laquelle ils ne devront venir eux-mêmes que pour leurs transactions commerciales, ou pour tout autre objet de nature pacifique [25](#).

Cette diplomatie réunit tous les avantages, car il ne faut pas chasser les Indiens du pays qu'ils occupaient à l'origine : une guerre contre eux ne rapporterait que le sol qu'ils habitent. Or, Washington est convaincu qu'on peut le racheter à bon marché et ainsi éviter une effusion de sang. Il préconise à cet effet la création d'un corps d'agents spéciaux, intègres et disciplinés. On le voit, les priorités vont à la paix, au commerce et à la terre.

À la fin de l'année, lorsque les Anglais ont enfin évacué New York, il réunit ses anciens officiers à la taverne Fraunces, pour leur dire au revoir. Le commandant en chef parle à la troisième personne, trace leur ligne de conduite, insiste sur le paiement des sommes qui leur sont dues. Il leur parle aussi d'avenir : les pêcheries pour les esprits aventureux, les régions fertiles pour ceux qui préféreront l'indépendance et joies domestiques. Cette réunion du 4 décembre 1783, où chacun, à son invitation, lui serre la main au passage, en défilant silencieusement devant lui, précède de peu la date du

23 décembre, où il se démet solennellement de son mandat devant le Congrès à Annapolis, rendant hommage aux services et aux talents des officiers, « heureux, dit-il, de voir notre indépendance et notre souveraineté assurées, ravi de la carrière qui s'ouvre aux États-Unis pour devenir une nation respectable ». Et il conclut ainsi son premier discours d'adieu :

J'ai rempli mon devoir, je me retire de la scène. Je prie cette assemblée, dont j'ai longtemps exécuté les ordres, de recevoir de ma part les adieux les plus attentionnés. Je dépose ma charge et me retire en même temps de tous les emplois de la vie publique 26.

L'argent, dit-on, est le nerf de la guerre. Washington a toujours tenu ses comptes au plus près, si bien qu'au terme de son commandement il dépose au Trésor un état détaillé de soixante pages de sa main sur ses dépenses. Conformément à son engagement, il n'a jamais perçu de rétribution pécuniaire pour ses services. Il relève avec une sévère exactitude tous les détails, en rubriques de dépenses de la maison, dépenses pour services secrets, frais de voyage et de reconnaissance. Pour conclure, il indique que les sommes qu'il a déboursées excèdent de beaucoup les sommes qu'il a reçues. Bien entendu, les sommes sont données à la fois au cours de la monnaie de Virginie et en livres sterling anglaises, révélant encore cette double appartenance ancrée dans les esprits. Ainsi raisonne ce particulier sur les rives du Potomac.

Du bonheur en intermède

*De ce salon, je vois par la fenêtre,
Dans des jardins des myrtes en berceaux.
Je vois jaillir les bondissantes eaux...*
Voltaire, *Le Mondain* (1736)

La pastorale du planteur

Retour à Mount Vernon pour George Washington, lorsque, au sortir de la taverne Fraunces à New York, il quitte ses officiers, qui l'ont accompagné jusqu'au bac de Whitehall. Il y revient la veille de Noël 1783, et tout est sous la neige. Précédemment, une seule et brève visite deux ans plus tôt, au lendemain de la victoire de Yorktown, l'a mené au lit de mort de John Parke Custis, fils de son épouse Martha, qui a déjà perdu sa fille, en 1773, d'une crise d'épilepsie. Le jeune John, paresseux et dissipé, unique héritier de son père au décès de sa sœur, avait quitté New York et King's College — qui deviendra l'université de Columbia — où son beau-père l'avait conduit pour qu'il acquière une solide éducation. Pour se marier et s'établir, il était revenu en Virginie, où il avait siégé trois ans à la Chambre des délégués avant de devenir aide de camp du général Washington. Mais à Yorktown, à la fin de la guerre, victime de la contagion qui sévissait dans les camps surpeuplés, il a attrapé la fièvre typhoïde et s'éteint en 1781, laissant une jeune veuve éplorée et sept enfants. Les deux plus jeunes — un minuscule garçon de deux ans, Washy, et une petite fille espiègle de quatre ans, Nelly — restent alors à Mount Vernon pour être élevés par George et Martha Washington, qui accueillent souvent leurs neveux et nièces au manoir. Washington retrouve une colonie et une maison bien changées. Il décore tout aussitôt les murs de ses trophées de guerre, avec les bannières des régiments capturés, pour rappeler ses exploits. En cet hiver, exceptionnellement rigoureux, il éprouve une étrange solitude car le domaine est coupé du monde.

La Virginie, qu'il avait laissée sous la férule d'un gouverneur représentant le roi George III, est désormais administrée par un élu, Benjamin Harrison, excellent gentleman planteur. Fini les vieux politiciens coloniaux, même s'il reste encore quelques grisons chenus ! George Washington sait déjà que se sont succédé au gouvernement de l'État ses proches : Patrick Henry, l'orateur passionné de la révolution, élu premier gouverneur l'année de la proclamation de l'indépendance. Trois ans plus tard Thomas Jefferson lui a pris le poste et maintenant Harrison ; ainsi le Virginien Washington constate avec satisfaction que le pli est pris et bien pris. Les jeunes ténors politiques ne manquent pas et c'est tant mieux. Parmi eux, James Madison, trente-deux ans, publiciste, lettré et chef de parti, après son passage au Congrès de la Confédération ; Edmund Randolph, trente ans, juriste de talent ; John Marshall, un avoué de vingt-huit ans, ancien lieutenant des troupes virginiennes, ou encore James Monroe, entré en politique à vingt-cinq ans, à son retour du front. La relève est là. Washington s'est acquitté

de ses hautes fonctions : il revient célèbre, honoré, expérimenté, aspirant à vivre une retraite paisible. Il rêve d'un éden, à la fois paysage enchanté et corne d'abondance. Il rêve d'une belle plantation, industrielle et prospère, d'un ordonnancement de manières, souhaite vivre dans une clémence et une élégance virginienne. C'est sa manière d'interpréter l'idéal du début de son siècle, tout de dignité, de grâce et de sérénité, de devenir le tableau vivant d'une figure exemplaire.

Chez lui, la plantation, gérée à la petite semaine par son neveu Lund, aiguillonné sans cesse par les courriers du maître, a échappé de justesse au printemps 1777 à des vandalismes commis par les Anglais sur les rives du Potomac, moyennant quelque hospitalité, ce qui met en fureur l'intransigent Washington, qui doit relever les fermes après l'amateurisme de ses années d'absence : il ne va pas tarder à muter Lund, pour prendre lui-même en main la supervision directe de cinq fermes — Muddy Hole, Dogue Run, River, Union et Mansion House. Les finances vont mal mais il lui faut tenir son rang, si bien qu'il se fait envoyer de l'argenterie française par Lafayette, de grands plateaux gravés à ses armes. Il vient certes d'en découdre avec la noblesse d'Angleterre mais entend néanmoins apparaître comme un aristocrate. Ses esclaves sont toujours là, une centaine, mais il n'en achète plus. Il souhaite également reprendre ses visites aux voisins et ses tournées à cheval sur le domaine, mais Nelson, l'alezan qui l'a porté à Yorktown, est désormais trop vieux et coule une paisible retraite loin du bruit des canons, et il fait cadeau du vieux Blueskin à une amie. Pour la tranquillité, le premier hiver 1783-1784 lui est propice, si rigoureux que la neige et les congères rendent les routes impraticables et les déplacements impossibles. Une pause bienvenue qui lui permet d'écrire à Lafayette :

Enfin, mon cher Marquis, me voici redevenu simple citoyen sur les rives du Potomac. À l'ombre de ma vigne et de mon figuier, je vis loin du brouhaha des camps et de la vie publique. J'y trouve une compensation dans ces tranquilles jouissances dont ne peuvent avoir qu'une faible idée le soldat toujours en quête de gloire, l'homme d'État dont les journées agitées et les nuits sans sommeil se passent à élaborer des plans pour le bien de son pays ou peut-être la ruine des autres (comme si le globe n'était pas assez vaste pour nous tous !) et le courtisan toujours en train d'épier le visage de son prince. Je ne suis pas seulement retiré de toutes les fonctions publiques, je me retire au fond de moi-même 1...

Est-il enclin à la solitude et à la méditation, loin du monde et du bruit ? Est-il las du commerce des hommes ? Ou accablé par le travail à remettre dans le droit sillon sur ses terres ? Il ajoute, comme à contre-emploi :

Nullement jaloux de qui que ce soit, je suis résolu à être content de tous. Voilà, mon cher ami, mes projets d'avenir et, dans cette disposition, je vais glisser tout doucement sur la pente du temps, jusqu'à l'heure où j'irai dormir près de mes pères 2.

La trêve dure ce que durent les glaces et, le printemps revenu, il est assailli de correspondances, de visiteurs fraîchement débarqués en Amérique, d'amis et de vieilles connaissances. De curieux aussi. C'est comme s'il tenait table ouverte, au point qu'il note dans son journal un premier dîner en tête à tête avec Mrs Washington, à la date du 30 juin 1785 ! Son hospitalité le ruine un peu plus, bonne chère pour les convives, fourrage pour les chevaux, nécessaire pour les serviteurs. En rentrant de ses fermes, Washington porte une simple redingote bleue, un gilet de cashmere blanc, des bottes et des chausses noires. Il change d'habit et de chemise pour dîner, se poudre les cheveux, enfille des bas de soie blanche. Martha Washington, quant à elle, se vêt désormais avec simplicité — une robe de satin noir à longues manches, un joli bonnet de dentelle noire à flots noirs. Elle tricote et porte tablier à carreaux dans la journée : les belles dames parées et envolantées qui passent n'en croient pas leurs yeux. Industrielle et attentive aux travaux domestiques, elle distille de l'eau de rose, récupère les cendres pour faire du savon et s'enorgueillit de la finesse de ses jambons fumés. Chaque jour, après son heure de prière et de méditation, la voilà qui supervise les domestiques à la cuisine et au ménage et qui rejoint le cercle des esclaves couturières et tisserandes qui fournissent plus de mille mètres de drap à l'année. Elle cache soigneusement ses crises de fièvre biliaire, elle a pris soin de sa fille Patsy, fragile et sujette aux convulsions avant qu'elle s'éteigne à l'âge de dix-sept ans, et aime avoir une maison bien remplie. Bref, elle est tout sauf oisive et Mount Vernon est devenu une plaque tournante où s'échangent, lors des déjeuners et dîners, les informations politiques et les nouvelles du monde.

Ce que Washington n'a pas trop avoué à Lafayette, c'est qu'il a vieilli et que les chiens offerts par le marquis ne l'accompagnent plus à la chasse au renard. Nombre de ses vieilles connaissances ont disparu. Les Fairfax sont repartis en Angleterre et la résidence de Belvoir, abandonnée, a brûlé. En cours de journée, il se consacre à ses affaires, le matin à son bureau, le reste du temps à ses fermes et à ses champs. Il est scrupuleux avec ses gens et rédige lui-même leurs contrats de travail dans le moindre détail. Ainsi va-t-il préciser à un jardinier de talent, qu'il veut garder, qu'il lui donnera quatre dollars à Noël pour s'enivrer quatre jours et quatre nuits, deux dollars à Pâques aux mêmes fins, deux autres à Pentecôte, une pièce pour un coup le matin et un grog au dîner. Lui-même ne fume plus, il a abandonné sa longue pipe d'argile où il mettait le tabac de ses terres. Rigoureux, célèbre, il intimide. Il part en guerre contre l'alcoolisme, le tabac et le jeu, il en connaît trop les méfaits, et il voit bien que les planteurs alentour s'étourdissent dans les plaisirs des réceptions, des bals, des courses de chevaux et autres combats de coqs, dans les régates et les tournois de

cartes. Il a bien connu à Williamsburgh les cercles de jeu, les tripots et leurs parieurs, les salles de billard. C'est un repenti car dans ses années de jeunesse, il était souvent aux tables de whist, il a beaucoup misé, il a fait venir de Londres une table d'acajou et des cartes. En 1772, par exemple, il jouait une bonne dizaine de fois par mois, perdant plus souvent qu'à son tour. Mais c'en est bien fini, désormais il faut respecter le sabbat, plus de débauche, plus de dissipation. Au diable la culture licencieuse !

Méfiant, il lui arrive de ne pas faire conversation. Boit-il quelques verres de champagne avec ses proches, alors sa langue se délie. Mais il est soucieux : l'équilibre des États reste flou et instable, il connaît les jalousies qui se font jour, il rêve d'ordre et de bon sens. Certes ils se sont dressés contre la Grande-Bretagne, certes ils ont gagné la paix et l'indépendance, mais face à ce bel héritage il craint mille folies. La réputation lui importe, il faut sans attendre consolider la Confédération :

Ma profession de foi politique, c'est de choisir sagement nos délégués, de les appuyer tant qu'ils sont nos représentants, de leur accorder les pouvoirs nécessaires pour traiter les questions fédérales, de les soutenir dans l'exercice légitime de ces pouvoirs, et finalement de les contraindre à suivre les séances du Congrès pendant la durée de leur mandat 3.

Djà, il commence à s'affranchir du seul point de vue de la Virginie, d'un État, fût-il celui qu'il chérit, pour une pensée globale et centralisée, un véritable destin national.

À l'évidence, George Washington prend du champ, il se met à lire, même s'il ne peut devenir l'égal en la matière de Jefferson ou de Franklin. Un peu de tout, des manuels pratiques, des traités d'agriculture, mais aussi la grande littérature de son temps, Alexander Pope, John Locke, Oliver Goldsmith, Jonathan Swift, John Milton, le dictionnaire de Johnson. Mais il s'agit de littérature britannique. S'y ajoutent des biographies de monarques européens dont Louis XV, Pierre le Grand, Charles XII de Suède. Il fait même venir une grammaire et un dictionnaire français, mais s'en détache vite. La première moisson littéraire laïque des États-Unis est inspirée par le politique, elle est essentiellement rhétorique, avec des pamphlétaires comme Thomas Paine, des épistoliers comme John Dickinson dont les *Lettres d'un fermier de Pennsylvanie* connaissent un grand succès, des philosophes comme Jefferson. Il se pique de recevoir des intellectuels, l'historienne britannique Catharine Macaulay Graham, qu'il envisage peut-être comme biographe, le lexicographe Webster, intéressé par les papiers personnels de Washington, qu'il voudrait dépouiller en échange du tutorat des enfants Nelly et Washy ; mais Washington ne mord pas à l'hameçon, bien qu'il désire ardemment un piédestal dans l'histoire et qu'il soigne son image à chaque instant. Il soumet du reste l'ouverture de ses dossiers classifiés à l'approbation du Congrès. C'est

chose faite en mai 1784 et un prêtre dissident du Massachusetts, Gordon, s'installe à Mount Vernon pour dépouiller trente-trois volumes de lettres militaires, trois volumes de courrier personnel et sept volumes de circulaires. À leur parution en 1788, Washington achètera deux jeux de la collection complète et engagera ses amis à les acquérir.

Du bonheur en intermède, du bonheur en pointillé, faute d'argent vaillant. Il revient cependant à ses projets d'embellissement de Mount Vernon, domaine constitué d'un petit groupe d'une quinzaine de maisons donnant l'impression d'un hameau. La demeure du maître possède une grande pièce de banquet, bien haute avec des fenêtres palladiennes. Il choisit un papier peint vert vif, du plus bel effet le jour, un peu moins flatteur à la lueur des chandelles, mais le rechampi doré des baguettes sauve l'effet final, riche et élégant. Voilà qui va opportunément lui servir de salle d'apparat. Son ami Samuel Vaughan, un marchand de Philadelphie, lui fait présent d'une immense cheminée de marbre italien, cadrée de colonnes ornées de motifs inspirés de la tradition pastorale. Pour faire écho à cette somptuosité, il commande pour les laquais servant à table soixante mètres de dentelle rouge et blanc qui rehaussent leurs livrées. Quant à l'extérieur, il aménage une placette à deux niveaux face au Potomac où lentement glissent les embarcations, et, nouveauté pour l'époque, fait bâtir un porche qui invite à la flânerie et abrite les collations pendant l'été. L'endroit a beaucoup d'allure et de charme. D'aucuns pensent qu'il copie les belles demeures de l'Angleterre, redessinant allées et bosquets du parc, faisant un enclos pour les cerfs et les biches, à portée de la vue, aménageant un espace protégé pour des palmiers, des orangers et des citronniers qui font contrepoint au verger de pommiers, cerisiers et pêchers, non loin des églantines et des lilas. En fait, Washington s'inscrit dans le droit-fil des amateurs de nature, de plantes et d'animaux, comme les Bartram père et fils : John, le père, a été créateur de jardins botaniques et William, le fils, écrira, avec un souci du détail et de l'exotisme qui sera apprécié un peu plus tard par Chateaubriand, le récit d'un long voyage solitaire dans lequel Puc Puggy, son « chasseur de fleurs », récolte des exemplaires de la faune et de la flore locales.

Tout, bien entendu, laisse à penser que Washington est très riche. Il sait choisir ses jardiniers, planter à bon escient, de même il s'emploie à moderniser les méthodes agraires, car son quotidien en dépend tout entier. Il monte une grange immense : quarante mille briques de murs, des plaques de pin, des bardeaux de genévrier en couverture, puis une grande aire à battre couverte, à lattes pour laisser filtrer le grain au sous-sol. Il agrandit et automatise partiellement le moulin de la ferme

de Dogue Run en recrutant un inventeur du Delaware. On travaille toujours beaucoup chez lui, pas de congés, pas de tire-au-flanc. Il veille sérieusement au grain, personnellement, car il a du mal à déléguer et il craint toujours de perdre de l'argent. Il adapte le travail demandé à l'âge des serviteurs : les plus vieux, les femmes enceintes, les enfants doivent contribuer à hauteur de leurs forces. En difficulté d'argent, en mars 1785, il songe à renvoyer son meunier, William Roberts, qui le sert depuis quinze ans, parce qu'il est sot et s'est mis à boire. De même, il sermonne vertement son chef charpentier, Thomas Green, à qui il rappelle sévèrement que l'abus d'alcool perdra la moitié des ouvriers du pays. Pour améliorer le cheptel, il fait des croisements inédits et va développer une race de mules, car elles sont moins fragiles et moins gourmandes en fourrage que les chevaux. Deux étalons, Cadeau Royal, le grand âne gris et indolent, présent du roi d'Espagne, et le petit âne noir Seigneur de Malte offert par Lafayette, seront les souches d'un élevage inédit de près de quatre-vingts mules sur les terres de Mount Vernon.

Qu'en est-il de sa santé ? Elle n'est pas bonne. Tumeurs bénignes à répétition, tiraillements d'estomac, douleurs, etc. Quant à son dentiste, John Greenwood, il lui rend fréquemment visite, pour des problèmes divers, puis finit par remplacer neuf de ses dents par des dents achetées à des esclaves. C'est un luxe onéreux à une période où le commun des mortels porte des prothèses le plus souvent en bois. Washington portera un dentier dès la première année de sa présidence, des dents naturelles serties dans un socle d'ivoire d'hippopotame, avec une seule dent conservée comme pivot. Lorsqu'elle devra être arrachée en 1796, il craindra que son visage ne soit déformé par un nouvel appareillage et contrôlera son sourire, faisant tenir ses dentiers avec des filaments d'or. Des rhumatismes le contraindront parfois à porter le bras en écharpe. Il vieillit.

Au bout d'un moment, la vie sédentaire dans son bureau ne lui vaut rien, il a des maux de tête, si bien qu'il entreprend une tournée de cinq semaines dans l'Ouest avec son médecin et ami le docteur Craik, et son neveu Bushrod Washington, parcourant près de 700 miles dans les bois et les montagnes, campant en plein air tout le mois de septembre, avec son attirail de pêche, comme les pionniers d'antan. Il y part aussi pour tenter de redresser ses finances, car il a du retard dans le paiement de ses impôts et il s'agit de recouvrer des loyers non perçus dont il a grand besoin. Il a bien dû vendre quelques petites terres et il a fait ses comptes : ses 40 000 acres de l'Ohio doivent lui rapporter et il harponne les récalcitrants. Dans le même temps, il y mesure les âges de sa vie, celui du jeune arpenteur ambitieux, avide d'étendues à cadastrer et conquérir, puis du colonel à la recherche de terres pour dédommager ses soldats vainqueurs des Français, et maintenant

observateur des changements et des expansions qui ne manquent pas de le frapper. L'Ouest, de l'autre côté des Alleghany, lui apparaît peuplé de nouveaux immigrants, un embryon de monde au sujet duquel il faut se montrer vigilant. Qui va s'en emparer ? Qui va le gouverner, aux portes mêmes des colonies à peu près soudées, mais fragiles ? Washington sent que l'avenir va se jouer là car désormais les théories d'immigrants dépassent les vieilles frontières, descendent vers les vallées, se répandent vers le Mississippi, le golfe du Mexique. Pour lui, ces colons de l'Ouest sont le pivot de l'équilibre à établir, il craint leurs futures alliances lorsqu'ils regarderont vers le Mississippi, nouant leurs intérêts à ceux des Espagnols, ou lorsqu'ils se tourneront vers les montagnes et les fleuves de l'Atlantique pour pactiser avec les jeunes États de l'Est, ce qu'il souhaite ardemment.

Washington réfléchit à ses affaires, à la possibilité d'une communication rapide, aisée entre les eaux du Potomac et de l'Ohio, il réfléchit aussi sur le calendrier du Congrès, préconisant des sessions annuelles après une séparation de plusieurs mois. Surtout, il écrit abondamment, reçoit chaque jour des monceaux de lettres et, finalement, au bout de dix-huit mois engage un secrétaire pour l'assister. Il s'est déjà par le passé entouré de bonnes plumes pour préparer ses interventions officielles après les grandes batailles, comme son aide de camp, le lieutenant-colonel Humphreys, diplômé de Yale, qui, du reste, accompagnera Jefferson à Paris. Il utilise maintenant le précepteur des enfants pour rédiger et classer les courriers. Bien conscient de ses insuffisances, il s'organise et recrute un diplômé de Harvard qui maîtrise le français.

VISITE DE L'AMI LAFAYETTE

Bonne idée, car Lafayette lui rend visite en août 1784. À son arrivée au manoir, le marquis est très touché de trouver dans le parloir de la demeure un grand portrait de lui en famille. Il n'arrive pas les mains vides et offre à Washington un beau tablier maçonnique. Les deux amis discutent de la question de l'esclavage et Lafayette s'emploie à lui démontrer la nécessité de son abolition. Ils font le tour des propriétés et parlent botanique. Lafayette retrouve des visages connus : le familier Madison, l'esclave James Armistead qui l'a aidé pendant la guerre et qu'il souhaite voir affranchir grâce à ses lettres de recommandation. Depuis la guerre et encore davantage lors de ce séjour à Mount Vernon, il y a entre les deux hommes une véritable entente, une amitié sincère, une confiance qui va croître et embellir au long cours et au fil d'une correspondance fréquente, où ils se confient volontiers l'un à l'autre, sans craindre de donner les noms et les positions politiques des ministres, des acteurs du pouvoir. Ils vont

échanger au sujet de leurs analyses de la situation internationale, des intrigues et des décisions en préparation, chacun servant à l'autre de guide dans son propre monde. Washington escorte Lafayette avec émotion lorsqu'il repart en décembre ; c'est aussi le moment où le chevalier de la Luzerne informe Washington qu'il va recevoir du souverain et de la famille royale une invitation à venir en France, ce dont il est très flatté. À peine quelques jours après le départ de son ami, Washington lui envoie une lettre :

Mon cher Marquis,

Au moment de notre séparation sur la route, pendant mon voyage et depuis à toute heure, j'ai senti pour vous tout ce respect, tout cet attachement que m'ont inspiré ces longues années d'une liaison intense et votre mérite personnel. Je me suis souvent demandé à moi-même, au moment où nos deux voitures se sont éloignées, si c'était la dernière fois que je dusse vous voir et quoique je désirasse dire non, mes craintes me répondaient oui. J'ai rappelé à mon esprit les jours de ma jeunesse... Mais je ne veux pas me plaindre, j'ai eu mon jour 4.

Il a eu son jour ! Washington a cinquante-deux ans. Lafayette lui fait parvenir des cadeaux dès son retour en France, dont sept chiens, des faisans et des rossignols qui vont arriver lentement au domaine par voie d'eau. Ils ne se reverront plus, mais ni l'un ni l'autre ne peut l'imaginer pour de bon. Cet échange d'idées leur a été fort salutaire, l'un comme l'autre nourrissent des projets fonciers, Lafayette à Cayenne, Washington sur le bon vieux Potomac.

Le Potomac, les bateaux qui passent près de ses grandes prairies continuent de le faire rêver et il se préoccupe de la communication par le fleuve avec l'arrière-pays, en ressortant ses cartes. Mount Vernon, tout au nord de la Virginie, est en lisière de voies de communication. Il songe aux baies sur la mer et aux rives des fleuves, l'Elizabeth River à Portsmouth, la James River à Norfolk, au Merrimac, à cette Virginie de l'Ouest où se mêlent les eaux tumultueuses du Potomac et de la Shenandoah. Un vieux projet lui revient à l'esprit : celui du Potomac. Depuis l'adolescence, chez ses frères, avec les alliés de la Compagnie de l'Ohio, il en entend parler. L'embouchure et la baie sont prospères mais, sur le cours du fleuve vers l'intérieur des terres, il s'agit de désenclaver, d'ouvrir une voie au commerce à travers la montagne. Souscriptions privées, démarches auprès des assemblées de Virginie et du Maryland ont été lancées avant la révolution, puis mises sous le boisseau. Il en touche un mot à Jefferson. Si la page de l'Angleterre et de sa vision du commerce côtier est bel et bien tournée, Washington est convaincu de l'importance d'un commerce intense pour fédérer les intérêts des vieilles colonies et pour attirer le sang neuf de l'Ouest de leur côté. D'autant plus que certains des nouveaux arrivants sont hardis, prêts à l'autonomie. Et c'est bien là le danger. Si les gens de l'ouest de la Caroline du Nord se mettent à récuser l'autorité du Congrès et à proclamer qu'ils vont former un État

séparé, aux frontières de la Virginie, la cohésion naissante des États victorieux sera mise en péril. Le Mississippi fait l'enjeu d'une bataille serrée : d'une part, bien que l'Espagne offre l'accès de ses ports, elle refuse d'ouvrir le cours inférieur du fleuve, craignant des infiltrations hostiles par le fleuve ; d'autre part, le bruit se répand qu'on va concéder la navigation du Mississippi à l'Angleterre en échange du commerce des mers, au grand dam de la Nouvelle-Angleterre. Washington sent bien les rivalités, les intérêts particuliers en jeu, propres à favoriser l'éclatement. Or il s'est durement battu pour l'union des treize colonies.

Pour l'heure, il se concentre sur le territoire proche. Au reste, il reçoit de l'assemblée de Virginie 150 actions des compagnies du Potomac et de la James River, en témoignage de reconnaissance pour services rendus : il touchera le produit des péages mais, au lieu d'en faire une rémunération privée, il l'affecte au service public d'une école, créant ainsi avant l'heure le principe d'une fondation qui aidera l'académie d'Alexandria à former les enfants à la lecture, à l'écriture et aux arts mécaniques. Revenant aux destinées du Potomac, il expose ses idées au gouverneur de Virginie, défendant l'idée d'un canal pour relier l'Ouest aux États du centre, de manière à ouvrir tout le commerce du nord-ouest du territoire, des fourrures et pelleteries des lacs. Sinon, dit-il, les Espagnols sur leur droite, les Anglais sur leur gauche rechercheront des alliances tant et si bien que les flancs et les arrières des États-Unis seront aux mains de fortes puissances étrangères. Il participe à un voyage d'étude avec les directeurs des compagnies mandatés par la Virginie et le Maryland en juillet 1785 et, en bon arpenteur, il trace un relevé, puis conçoit un plan pour étendre la navigation. En août, des ouvriers s'occupent des chutes de Shenandoah et de Seneca. De la mer à la source, tel est son credo pour la navigation américaine.

Son voisin de Virginie, James Madison, vient passer quelques jours chez lui au début de septembre 1785 : c'est le plus grand propriétaire d'esclaves sur sa plantation du comté d'Orange. À trente-quatre ans, il est féru de théorie politique, qu'il veut distiller à Washington, avec talent, car il va toujours au fond des dossiers, et il fait remarquablement la conversation. Il aborde le sujet de la révision des Articles de la Confédération et, à cet effet, se documente et lit énormément. Il possède une expérience tactique de juriste, de membre du Congrès et siège à l'assemblée de Virginie. L'amitié solide, durable, entre Washington et Madison va se nouer à Mount Vernon. James Madison y reviendra, à intervalles réguliers, puis accompagné de James Monroe et de Randolph pour enrôler pas à pas Washington dans le mouvement de réforme. Puis ce sera Knox qui lui rendra visite pour l'entretenir des impôts qui ne rentrent pas, des rebelles qui

s'organisent en Nouvelle-Angleterre, se faisant fort de rappeler qu'en cas de guerre civile la neutralité ne sera pas de mise. Jefferson, quant à lui, l'informe du choix du dollar comme unité avec divisions décimales. Tenu au courant de tous les projets d'envergure, Washington conserve une place éminente.

Bien que seigneur virginien, sa priorité est de conserver l'intégrité de tout le territoire car il entend que les puissances européennes respectent la Confédération. Il milite déjà pour imposer la suprématie politique d'un État fédéral dans cette période d'après guerre :

La décision demeurera toujours entre les mains des États-Unis d'Amérique. Il dépend de leur choix et de leur attitude d'être une nation respectable et prospère, ou misérable et méprisée [5](#).

Il constate que chaque État négocie, tire à hue et à dia, sans concertation avec les autres. L'Angleterre guette de possibles retours de flamme, attentive au commerce avant tout. Et puis il y a la dette : la Confédération ne prend aucune mesure en vue de rembourser la France, l'Espagne, la Hollande ; pire, elle doit emprunter aux États pour simplement payer les intérêts de cette énorme dette. Bref, elle se contente de mendier. Pour Washington, la solution est toute trouvée : accroître la prospérité commerciale de l'Union par le développement des capacités de transport dans la mosaïque des eaux.

Le retour aux honneurs

En 1785, George Washington est élu président de la Compagnie du Potomac. Sans qu'il y paraisse sur l'instant, ce poste va être déterminant car il le fait connaître comme porteur de projets et bientôt comme interlocuteur politique qui consulte et qui sait nourrir des ambitions et convaincre. Son intérêt pour un aménagement du territoire, pour un développement des fleuves et des baies propre à amplifier le commerce rencontrent un écho favorable. Dès le mois de mars, la Virginie et le Maryland désignent des commissaires qui se réunissent à Alexandria, que Washington invite ensuite pour une semaine à Mount Vernon. Bien entendu, lui-même ne siège pas en commission, mais les discussions débordent les séances, il écoute et il donne son avis, accréditant l'idée qu'il faudrait aussi associer la Pennsylvanie à la décision du tracé entre l'Ohio et le Potomac. Et le rapport des commissaires, sans citer son nom, intègre dans ses recommandations finales une coopération avec la Pennsylvanie pour lancer cette voie vers les fleuves de l'Ouest. Durant l'été, il part en tournée d'inspection jusqu'aux chutes du fleuve, et à l'automne les négociants de Baltimore, gouailleurs jusque-là, commencent à faire grise mine, comprenant bien que ce projet va porter un coup fatal à leur commerce. Le rapporta de quoi les inquiéter davantage car il préconise l'adoption par la Virginie et le Maryland d'une législation commerciale commune ainsi que de taxes et de règles monétaires uniformes. Le Maryland accepte sans délai et envisage de consulter le Delaware pour la construction d'un canal qui relierait la baie de Chesapeake au fleuve Delaware. L'idée de relier les comptoirs à la région de l'Ouest avance, la politique des ententes entre États démarre grâce aux eaux de l'Ohio et du Potomac.

Inlassablement, Washington aménage son domaine tout en réfléchissant aussi à plus grande échelle aux questions posées par la nouvelle société américaine. Il s'empare des sujets les plus polémiques, à commencer par la religion et l'esclavage. On a créé, en décembre 1784, un fonds pour les ministres du culte et pour la religion chrétienne, alimenté par une taxe. Or les méthodistes et les quakers s'y sont immédiatement opposés car eux lèvent déjà de l'argent à cette fin au sein de leurs propres communautés. Un an plus tard, ils continuent de rejeter la taxe. Washington écrit :

Bien que personne ne soit plus opposé que moi à toute espèce de contrainte en fait de principes religieux, je dois cependant avouer que je ne suis pas du nombre de ceux qui éprouvent une grande alarme à l'idée de faire payer aux gens les frais de la religion qu'ils professent, soit qu'ils s'appellent Chrétiens ou qu'ils se déclarent Juifs, Mahométans, etc..., et

d'assurer ainsi à cette religion les secours convenables 1.

Les quakers, une fois de plus, partent en croisade, mais cette fois font procès à un propriétaire d'Alexandria au sujet de l'un de ses esclaves. De Philadelphie, Washington plaide en faveur de son voisin virginien et là, en avril 1786, il s'emploie à temporiser :

Je puis dire qu'il n'existe personne qui souhaite plus sincèrement que moi de voir adopter un plan pour l'abolition de l'esclavage ; mais il n'y a qu'un seul mode convenable et efficace de l'accomplir, c'est par l'autorité législative. Mais lorsque des esclaves qui sont heureux et contents avec leurs maîtres actuels sont séduits et sollicités de les quitter ; lorsque les maîtres sont inopinément surpris par ces pratiques, lorsque cette manière d'agir produit d'un côté le mécontentement et de l'autre le ressentiment, et lorsque cela tombe sur un homme dont la bourse ne peut entrer en lutte avec celle de la société, et qu'il perd sa propriété faute de moyens pour la défendre, c'est alors oppression et non humanité chez ceux qui font de tels actes, sources de plus de maux qu'ils n'en peuvent guérir 2.

En ce qui le concerne, Washington, on l'a vu, a pris dès septembre 1786 la décision de ne plus acheter d'esclaves.

Les courriers continuent d'arriver dont les lettres d'amis, des généraux, des étrangers. Des artistes le sollicitent pour des portraits, Washington accepte et s'en amuse :

Je suis tellement fait aux coups de crayon que maintenant je n'attends plus qu'un signe et me tiens immobile comme la résignation sur un tombeau tandis qu'on reproduit les traits de mon visage... Tout d'abord je me suis senti aussi impatienté par ces requêtes et aussi rétif durant l'opération que l'est un poulain sous la sangle. La fois suivante, je me suis soumis avec beaucoup de répugnance, mais sans me cabrer aussi fort. Maintenant il n'est bête de somme qui aille aussi volontiers à la tâche que je me dirige vers le fauteuil du peintre 3.

Et il est vrai que George Washington paraît en majesté, à cet âge, sur de très belles toiles qui sont ensuite copiées à foison, si bien que son image se répand partout. Il savoure et fait le galant homme, et va bientôt lancer une invitation à la marquise de Lafayette, révélatrice de sa vision idyllique de la France :

Si les aspects variés d'une nature inculte et le plaisir nouveau d'échanger les scènes brillantes et délicieuses de Paris dont vous êtes entourée contre les amusements champêtres d'un pays qui est dans son enfance ; si le ramage des chanteurs ailés qui peuplent nos pelouses et nos prairies peuvent vous faire oublier pour un moment les mélodies de l'Opéra et les fêtes de la Cour, toutes ces choses vous invitent à nous faire cet honneur 4.

Courant 1786, la situation des États d'Amérique s'améliore, la population se répand à l'Ouest, les ravages de la guerre se réparent, on rebâtit les maisons, le bétail détruit est remplacé, les cultures reprennent, signes qui font penser à Washington que les fondements d'un grand empire sont posés. Il dresse une sorte de bilan pour Lafayette : les Indiens commettent bien quelques déprédations légères, mais il n'y a rien qui ressemble à une guerre ouverte. Il n'y a pas d'argent et peu de produits manufacturés, mais, en grande quantité, du

bois de charpente, du poisson, de l'huile, du tabac, de l'huile, de l'indigo, il faut donc vendre et trouver un bon payeur. Il faut commercer avec la France plutôt qu'avec l'Angleterre, si bien que Lafayette va s'employer à l'importation d'huile et de tabac américains.

Politiquement, c'est le Nord qui reprend l'initiative avec la convocation du gouverneur du Massachusetts à une assemblée générale des États afin d'examiner la situation économique de la Confédération. C'est peu de dire que les avis divergent, d'autant que, chacun s'en souvient, les taxes imposées par les Anglais avaient été à l'origine du conflit et de la guerre d'indépendance, mais la perspective de la réunion fait mouche. Le 21 janvier 1786, la Virginie a invité tous les États de l'Union à se faire représenter à une convention qui va siéger à Annapolis le premier lundi de septembre, l'ordre du jour portant sur une extension des pouvoirs du Congrès afin de favoriser le commerce des États-Unis. Sans grand espoir, Washington a attendu avec inquiétude, à juste raison : la conférence a été ajournée. Pourtant la relance vient et cette fois de l'État de New York, grâce à Alexander Hamilton, qui élargit les enjeux en proposant de se réunir pour envisager toutes les mesures susceptibles d'adapter la constitution aux nécessités de l'Union. Accueil tiède. Mais c'est le désordre ambiant qui va paradoxalement sauver la mise.

En effet, l'idée de l'examen des rentrées d'argent à l'échelle fédérale en a ému plus d'un et des révoltes éclatent pour réclamer l'abandon du paiement des dettes et des impôts ainsi que la suppression des tribunaux. On se rebelle d'abord dans le Massachusetts sur deux bons mois, de décembre 1786 à février 1787 ; puis dans le Vermont, le New Hampshire, le Rhode Island. Bref, c'est l'émeute et le mécontentement fait tache d'huile ; il y a de l'agitation dans l'assemblée du Maryland au sujet de l'émission de papier-monnaie. Comme les fauteurs de troubles bénéficient d'impunité, on craint le soulèvement général, soupçonnant les perfides Anglais de fomenter des divisions en sous-main. On fait alors appel à Washington pour qu'il use de son influence et calme les esprits frondeurs. Il n'a pas de remède car influence ne signifie pas véritable gouvernement et il s'attend au pire. Le désordre financier, la faiblesse du Congrès mettent en péril et la paix et la prospérité tant rêvées. Si bien que part une nouvelle convocation, cette fois pour Philadelphie et pour le second lundi de mai 1787. Les bourgeois de Virginie composent leur délégation : à sa tête George Washington et six autres membres dont Patrick Henry, le gouverneur Edmund Randolph, George Mason et James Madison, qui a persuadé Washington que sa présence donnera de la crédibilité à ces assises. Le voilà donc à la tête d'une députation dans l'arène nationale.

Washington hésite et s'abrite derrière un autre engagement, la réunion de la Société des Cincinnati. C'est une sorte de chevalerie d'officiers, créée à la fin de la guerre, et qu'il a présidée en 1783-1784, lors de sa première assemblée. La deuxième est fixée en même temps que la convention et même s'il ne souhaite plus la présider, il répugne à laisser son siège vide, craignant également de froisser la camaraderie et le formalisme aristocratique de ses compagnons d'armes. Il s'en expliquera avec eux. Mais, finalement, le 28 mars il fait part de son acceptation : il viendra à la convention. On sait qu'il n'aime guère les réunions, préférant le terrain, qu'il n'a pas l'art oratoire des avocats, la fougue des révolutionnaires, mais on lui demande de la présider. Astucieusement, ses amis lui font valoir qu'il ne s'agit pas de déclamer, de pérorer, d'enflammer le parterre, de faire le tribun mais d'être un rempart, grâce à sa réputation. Et là, Son Excellence George Washington, le commandant en chef, accepte car il veut des réformes de fond et non un simple toilettage. Les Virginiens sont à Philadelphie le 14 mai, seuls avec les délégués de Pennsylvanie. Washington loge chez des amis, s'introduit dans la société. Les autres viendront-ils ? En fait, les délégations arrivent au fur et à mesure et enfin le quorum est atteint le 25 mai : Washington, vêtu de son vieil uniforme, est élu président de la convention à l'unanimité. Il fait une courte déclaration, ensuite il ne prendra plus la parole. L'air digne et sévère comme un maître d'école, il se contente de maintenir le bon ordre, de proposer suspensions et accommodements, trop heureux de voir les Virginiens prendre la haute main sur les débats. C'est le plan de Randolph qui sert de base aux discussions, c'est James Madison qui mène les délibérations et l'on siège de dix à seize heures jusqu'au 17 septembre pour élaborer une constitution. *La Gazette de Pennsylvanie* note qu'en 1775 Washington a fait barrage à la tyrannie anglaise, et qu'en 1787 il fait barrage à l'anarchie américaine.

Pendant ses heures libres, Washington fait des courses, du savon en poudre, une houppette et un mouchoir de soie noire pour Lee, puis deux paires de bas et des pantalons, car son valet personnel doit être tiré à quatre épingles. Rien cependant pour Giles et Paris, les deux autres esclaves qui l'accompagnent sans se douter qu'en séance on débat aussi de l'esclavage. Washington va fréquemment boire du thé à la taverne de la Cité ou à l'Indian Queen, lieux fréquentés par les délégués. Il va une fois à la messe des catholiques, dîne chez les marchands juifs, voit les francs-maçons, se laisse inviter par des Irlandais, les fils américains de saint Patrick, passe des troupes en revue. Bref, il se fait voir un peu partout. Seul il accepte une visite privée du musée de l'Anatomie, va au théâtre de Southwark, rencontre les peintres en vogue, Pine et Peale, qui sont déjà venus à Mount Vernon. Il visite un moulin, se renseigne sur les ruches et les abeilles,

sur la vigne. Au dîner, il tourne le compliment à quelques dames.

Présidant les débats, il note des prises de position hardies qui ne sont pas sans l'inquiéter. À la mi-juillet, il est décidé que les petits États auront la même représentation au Sénat, sans tenir compte de la population, c'est une incontestable victoire du Nord, mais Washington accepte ce compromis douloureux au nom de l'union à maintenir. Pour la représentation à la Chambre apparaissent de nouvelles divergences. Les gens du Nord avancent des thèses abolitionnistes, on aborde le comptage des esclaves, eux qui forment 40 % de la population de Virginie et 60 % de la Caroline du Sud, pour parvenir à une cote mal taillée : un esclave équivaut à trois cinquièmes d'homme libre, ce pour le calcul des parts fiscales de l'impôt national. Mais Washington se garde bien de s'exprimer, si bien que quelques voix isolées l'accusent d'hypocrisie et qu'un journal du Massachusetts souligne les contradictions d'un conquérant de la liberté qui exploite le labeur de centaines d'Africains nés aussi libres que lui. Il reste imperturbable, équidistant des prises de position. L'essentiel n'est-il pas que le Congrès ait de larges pouvoirs, dont celui de déclarer la guerre ? Il reprend la main sur la représentation en faisant une concession aux États les moins peuplés : chaque membre du Congrès représentera 30 000 habitants et non 40 000. Une vraie satisfaction se fait jour : il y a eu tant de passions mais aussi tant de concessions pour aboutir à une forme de gouvernement national ! Une impression de quasi-concorde flotte dans l'air le dernier jour, ce lundi 17 septembre 1787, et les délégués votent à l'unanimité. C'est un signal fort qu'ils entendent donner ainsi et Washington en est particulièrement satisfait, pour l'opinion publique, pour le Congrès. Et tous sont fiers du Préambule qui établit la souveraineté populaire :

Nous, le peuple des États-Unis, en vue de former une union plus parfaite, d'établir la justice, d'assurer la tranquillité intérieure, de pourvoir à la défense commune, de développer le bien-être général et d'assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à nos descendants, ordonnons et établissons la présente Constitution pour les États-Unis d'Amérique 5.

À la suite des sept articles, la signature de « George Washington, Président et délégué de la Virginie », suivie de celle des trente-sept délégués représentant les États participants. La Constitution est publiée pour tout le pays le 19 septembre, la veille il a repris son carrosse remis à neuf, il rentre chez lui pour constater les dégâts de la sécheresse sur ses récoltes. Au bout de quatre mois et quatorze jours, c'est de nouveau Mount Vernon, au coucher du soleil.

George Washington président

Quatre-vingt-neuf voix à l'unanimité pour élire le premier président

Certes, le document de la toute nouvelle Constitution est sur le bureau de Washington, mais il vaque à ses affaires personnelles de planteur en cette saison de labourage. Il reprend la vie d'agriculteur, qu'il juge délicieuse et amusante, et même profitable, dit-il, si l'on a du jugement. Et du jugement de planteur, il n'en manque pas, puisqu'il fait des expériences « profitables » et donne des conseils à ses voisins, très précis sur les rendements, l'écartement des pieds de plants, préconisant d'intercaler pommes de terre, carottes et navets entre les rangées de maïs pour ne pas épuiser les sols et mieux juger de la qualité nutritive des nourritures pour chevaux et bétail. Il fait fructifier les intervalles des champs, essaie des variétés, dont le blé de Turquie. Bref, là aussi il veut être à la pointe.

S'adonnant à la conduite des travaux des champs, il ne prend aucune part à la campagne en faveur de l'adoption de la Constitution. Telle est l'énigme Washington. En privé, il considère le texte final comme une sorte de petit miracle, un texte qui frise la perfection. Il a des convictions fermes, qu'il confie dans ses nombreuses lettres à Lafayette : pas de discordes civiles, un gouvernement aux vertus protectrices, fort, énergique pour la sûreté, des avantages égaux dans le commerce avec les puissances étrangères, et déjà l'ambition que son pays devienne « le magasin et le grenier du monde ¹ ». Pour autant, dans le voisinage de Mount Vernon, il se contente de présider de manière protocolaire, mais il ne milite pas car la théorie politique ne l'intéresse pas et il se méfie des partis. À ses amis, il dit tout le bien qu'il pense de ce texte de la Constitution, issu des meilleurs esprits virginien et susceptible d'être amélioré par des amendements ultérieurs. Mais de manière officielle il ne le défend pas, malgré les risques de rejet et une certaine paralysie institutionnelle ; il observe et laisse faire. Les conventionnels, sachant bien que le texte ne recueillerait pas un assentiment unanime, ont opté pour une adhésion des trois quarts, soit neuf États. Et partout la bataille d'idées fait rage, pour et contre. New York d'emblée cristallise le refus. Les articles du *Fédéraliste* sous les plumes, mais non les signatures, de Madison, de Jay et d'Hamilton développent tous les arguments susceptibles d'emporter les suffrages des conventions populaires. Madison les fait parvenir à Washington et lui demande discrètement de les faire passer à des Virginiens influents qui pourraient assurer leur publication. À l'inverse, Washington est bien surpris que son ami, confident et

souvent conseiller, George Mason soit de l'avis inverse, de même que Patrick Henry. C'est que les antifédéralistes opposent des arguments de forme — la convention a été mandatée pour une remise à jour des Articles de la Confédération et non pour écrire une constitution — autant que de fond — ils n'y retrouvent pas les principes de la Révolution en matière de libertés individuelles. Justement, d'aucuns regrettent que la Constitution ne comporte aucune déclaration des droits, alors qu'il y en a dans chaque État, et tous craignent pour la souveraineté des dits États. Souvent la controverse porte sur le rôle de l'exécutif car, à l'époque, un pouvoir présidentiel fort a tout pour inquiéter. Le souvenir d'un précédent en la personne du monarque britannique est dans toutes les mémoires. Les délégués ont donc réservé des pouvoirs importants au Congrès et, en tout premier lieu, l'autorité pour déclarer la guerre. Sur tous ces points le débat entend exprimer les passions.

Implicitement chacun songe à Washington pour occuper le poste de président, même si on lui reproche, on l'a vu, de posséder des esclaves tout en assumant une posture de héros de la Révolution. La campagne de ratification s'étale sur trois années : le Delaware a promptement signé dès décembre 1787, six mois plus tard huit autres États suivent. La Virginie surprend Washington, elle traîne des pieds car ses grands propriétaires terriens craignent plus une aristocratie ou une monarchie que les vrais démocrates du Nord-Est. La décision de la Virginie lui importe personnellement car il sait bien que, si son propre État ne ratifie pas la Constitution, il n'aura aucune chance de devenir président des États-Unis, ce à quoi il songe de plus en plus afin d'être à même d'assurer au mieux l'unification de la nation américaine — d'autant que le Massachusetts annonce déjà un autre nom, celui de John Hancock. À l'échelle nationale, tous les regards se tournent donc, en juin 1788, vers la convention de ratification de la Virginie, où James Madison, malade, fait un discours magnifique, flamboyant, qui rallie jusqu'aux opposants comme Edmund Randolph, lequel dit habilement qu'il se rallie non à la Constitution mais à la garantie qu'offrirait Washington, s'il consentait à la mettre en œuvre à la présidence. Finalement, quatre jours plus tard et à une faible majorité de dix voix, la Virginie donne son assentiment. En fait, il faut le dire, Washington doit une fière chandelle à Madison, pour ce vote et la suite. La ville d'Alexandria fait la fête, on éclaire et on tire le canon. Washington y vient pour un dîner de fête, il est accueilli par des cavaliers en lisière de la ville qui l'escortent jusqu'à la taverne, où il est salué avec respect par une compagnie d'infanterie légère : c'est déjà le prélude de la victoire du candidat Washington.

Le New Hampshire accepte aussi fin juin, le mouvement va lentement s'amplifier : les retardataires rejoignent peu à peu les

premiers signataires. New York a été gagné à la cause par la propagande des tenants du fédéralisme, au total soixante-dix-sept articles parus dans la presse new-yorkaise entre 1787 et 1788, sous le pseudonyme de Publius, derrière lequel se cachent John Jay et surtout James Madison et Alexander Hamilton. Le dixième numéro du *Fédéraliste* est encore un morceau d'anthologie car il expose les fondements sociaux et économiques de la Constitution, l'assise d'un gouvernement fédéral mais surtout la théorie de la souveraineté du peuple abstrait, au nom duquel parlent les constituants. Enfin se rallient la Caroline du Sud en novembre 1789 et l'État de Rhode Island en 1790. Rien ne va de soi pour les anciens colons devenus indépendants, si bien que le rythme de la genèse de la nation américaine est lent et incertain.

Washington, tout en suivant les progrès de l'adoption de la Constitution, garde les pieds sur terre, comptant notamment sur la vente de vastes étendues de terres sur l'Ohio pour diminuer la dette publique. Il se renseigne sur les dialectes des Indiens, envoyant à Lafayette un vocabulaire des langues shawanese et delaware, ainsi qu'un échantillon plus court du parler des Indiens du Sud, car il songe à amorcer un dialogue concourant à une assimilation des mœurs et des intérêts. Sa conviction est faite : il faut établir un gouvernement central énergique qui attire les pacifiques et les industriels de toute l'Europe, qui fassent venir les hommes opulents des autres nations en garantissant la sûreté des propriétés et la liberté des propriétaires. Voilà qui traduit bien son expérience personnelle de planteur et qui sonne comme un programme électoral.

Washington continue toujours à échafauder les bases du commerce américain et il élabore une sorte de balance entre exportations d'Amérique vers la France et importations de la France vers l'Amérique, a priori assez équilibrée. De France, il envisage l'importation de produits de luxe, plus chers à fabriquer qu'à faire venir : des draps larges et fins, meilleur marché et de meilleure qualité qu'en Angleterre, de la verrerie, des gants, des rubans, des soieries, des linons, des batistes, des toiles imprimées, du vin, de l'eau-de-vie et tous les articles nécessaires pour les Indiens. Et des îles on enverrait vers la France du café, du sucre, des mélasses et du rhum, et du vaste continent américain le tabac, principale marchandise de la Virginie, du riz, des grains, de la farine et de l'huile de poisson, les potasses, peaux, fourrures et pelleteries, la garance, l'indigo et les divers bois de teinture, des bois de charpente, les munitions pour la marine, le fer, le charbon de terre et même des vaisseaux tout construits. Très informé des spécialités américaines locales, il regarde les cartes et les productions : des toiles de coton en Pennsylvanie, des toiles à voile, des cordages, des verreries, des souliers et des clous dans le

Massachusetts, du drap fin dans le Connecticut, ce qui réduit d'autant les importations. Il constate aussi que désormais le porto et le fromage servis aux meilleures tables sont américains. Et certes l'eau-de-vie de France recule au profit du rhum de la Jamaïque dans les tavernes et les maisons, mais la consommation de vin augmente en Amérique jusqu'à représenter un bon tiers des importations. On le voit bien, s'il gère son domaine de près, en esprit il se met à inventer la gestion du pays.

Des petits soucis familiaux, Washington en a, comme tout un chacun. La santé de sa mère, la sienne aussi, car il souffre tellement d'un rhumatisme à l'épaule, au mois de février 1787, qu'il ne peut plus se tourner dans son lit et qu'il n'arrive plus à lever la main jusqu'à sa tête. Ce n'est pas tout : il a mis ses deux neveux en pension à Alexandria, chez un particulier qui lui rend compte de quelques frasques et indisciplines. Peiné devant ce manque de discernement — le jeune homme, et qui plus est son homonyme, George-Washington, a découché trois nuits ! — et craignant un relâchement des habitudes aussi bien que des mœurs préjudiciables pour le futur et la réputation, l'oncle prend immédiatement la plume et, dans ses courriers au fautif, exige des excuses au logeur. Il a par ailleurs l'œil de l'intendant lorsqu'il commence par rappeler à son neveu récalcitrant le bon usage des vêtements : il s'agit d'être bien habillé sans trop dépenser, sans trop suivre la mode, de mettre de côté des habits pour l'église et les grandes occasions. Il explique :

Je voudrais cependant imprimer dans votre esprit une chose ; c'est que lorsque vous avez du loisir à donner à la société, il faut toujours choisir la meilleure qui existe dans l'endroit où vous vous trouverez, vous perfectionnerez ainsi vos manières et vous cultiverez votre esprit tout en vous reposant de l'étude de vos livres ; la bonne compagnie est d'ailleurs toujours beaucoup moins chère que la mauvaise [2](#).

Fine remarque qui révèle le pragmatisme de Washington eu égard aux usages du monde, très éloigné des propos sur l'éducation de Jean-Jacques Rousseau parus en 1762 dans *l'Émile*.

Une ordonnance du Congrès fixe les premières élections au mois de février 1789. Les urnes donnent la victoire aux fédéralistes, au détriment des radicaux, partisans d'une démocratie décentralisée. La Constitution définit les prérogatives du président dans son article II :

Le pouvoir exécutif sera confié à un président des États-Unis d'Amérique. La durée du mandat du président sera de quatre ans. Le président et le vice-président, dont le mandat sera de même durée, seront élus de la manière suivante :

Chaque État désignera, de la manière prescrite par sa chambre législative, un nombre de grands électeurs égal au nombre total de sénateurs auquel il a droit dans le Congrès [3](#).

En ces tout premiers temps des États-Unis d'Amérique, des personnalités brillantes se détachent, parmi lesquelles celle de Benjamin Franklin. Cefils d'un humble chandelier dévot, né à Boston en 1706, a connu une ascension irrésistible. Imprimeur, négociateur, diplomate, tête pensante, mais aussi savant et inventeur, auteur d'essais, de satires, de textes scientifiques et politiques : il incarne une image type de l'Américain, d'une réussite pragmatique autant qu'intellectuelle. C'est maintenant un octogénaire omniprésent, très conscient de sa valeur, qui rédige même son autobiographie.

D'aucuns songent à George Washington pour le poste de président et des sollicitations se font jour, celles de dignitaires de l'armée, celle du gouverneur du Maryland, celle d'Alexander Hamilton, qui fait valoir une logique de continuité entre les travaux de la Constituante et son aboutissement. On presse Washington de poursuivre, de s'engager dans la formation d'un gouvernement. Il est, comme bien souvent, très hésitant, tiraillé entre doute et ambition, il craint que son étoile de guerrier ne pâlisce dans des faux pas politiques. Il s'en ouvre à Lafayette et, tout en citant la fable du renard qui prétend que les raisins sont trop verts, il s'abrite derrière son âge et l'amour de la retraite et de sa ferme. Le général Knox lui fait miroiter l'honneur, la renommée pour le présent et les siècles futurs ainsi que le droit au glorieux surnom républicain de « Père du pays ». Malin, Hamilton a finalement une formule efficace — « Il serait peu glorieux pour lui de ne pas risquer la gloire » — qui va convaincre Washington. Les membres du nouveau Congrès mettent du temps à se réunir, ce qui irrite beaucoup Washington, et sont en nombre suffisant le 6 avril seulement pour procéder au vote. On compte quatre absents sur les quatre-vingt-treize électeurs. Le dépouillement du scrutin, dont les bulletins sont restés sous scellés jusqu'à l'obtention du quorum au Congrès, donne quatre-vingt-neuf votants et quatre-vingt-neuf voix à George Washington : le premier président des États-Unis est élu à l'unanimité.

L'homme d'État

Le secrétaire général du Congrès, Charles Thompson, file le lendemain à Mount Vernon où il arrive le 14. Washington, qui a « résolu d'obéir à l'appel grave et flatteur de la patrie ¹ », est devenu homme d'État à l'âge de cinquante-sept ans. Il se met en route le 16 pour New York, la nouvelle capitale, laissant derrière lui à regret vie privée et félicité domestique, inquiet de voir la plantation une fois de plus aux mains de « mercenaires » car ses terres s'épuisent, le tabac appauvrit les sols, les rendements sont en baisse et il vient de faire un emprunt. Il envoie une lettre à ses voisins et amis pour les assurer de son attachement, une adresse au maire, à la corporation et aux citoyens d'Alexandria pour leur confier ses doutes :

L'unanimité du choix, l'opinion de mes amis tant en Europe qu'en Amérique, le désir évident de ceux qui n'étaient pas satisfaits de la Constitution, dans sa forme présente, et l'ardent désir que j'éprouvais de ramener mes concitoyens à des dispositions favorables m'ont décidé à accepter ².

Parades et fêtes fleurissent aux étapes de son voyage, les passants naïfs l'acclament et lui jettent des fleurs. L'accueil est à son comble à New York avec la majestueuse traversée en barque blanche de la baie, un défilé de navires depuis Newark et la réception populaire à l'arrivée à l'embarcadère à la pointe sud de Manhattan, le 27 avril. Il confie à son journal :

Le spectacle des vaisseaux qui se joignirent à nous et nous accompagnèrent, leur pavoisement, les salves d'artillerie et les bruyantes acclamations de la foule qui déchiraient le ciel tandis que je m'avançais à pied dans les rues, tout cela m'emplit l'âme de sentiments aussi pénibles qu'agréables ³.

Il met à profit les deux jours suivants pour rencontrer un à un les présents — vingt-deux sénateurs et cinquante-neuf représentants — et amorcer des contacts personnels. La séance d'installation a lieu le lendemain de ces visites protocolaires. La ville de New York a fait appel à Pierre Charles L'Enfant pour rénover son vétuste bâtiment de City Hall, au coin de Wall Street et de Broad Street, désormais rebaptisé Federal Hall, et faisant office de capitole. Une large frise avec les armes des États-Unis, des parements au-dessus des fenêtres de l'étage avec treize flèches et un rameau d'olivier décorent la façade. Debout sur le balcon central à colonnades, vêtu d'un habit marron en drap américain pour signifier l'intérêt qu'il porte aux manufactures locales, George Washington prononce le 30 avril 1789 le serment de sa charge prescrit par la Constitution et jure sur une bible empruntée

au dernier moment à un temple maçonnique tout proche. En face de lui, lorsqu'il s'engage à protéger et défendre la Constitution des États-Unis, le chancelier Robert Livingston crie à la fin de la cérémonie : « Longue vie à George Washington, président des États-Unis ! » La formule est empruntée au couronnement des rois, mais nul n'en a cure, la foule est en liesse, les clochers carillonnent. Le canon tonne en ville et la journée s'achèvera par le feu d'artifice le plus spectaculaire jamais vu.

Dans son discours de politique générale dans la salle des séances, qu'il lit avec difficulté, Washington énonce le fondement de son action en tant que président :

La garde du feu sacré de la Liberté, les destinées de la forme républicaine du gouvernement sont considérées à juste titre comme profondément et peut-être comme définitivement liées au résultat de l'expérience confiée au peuple américain 4.

Pour autant, il ne faut pas négliger les apparences ou plutôt l'apparat. Dès le 23 avril, deux comités, issus des deux chambres du Congrès — le Sénat et la Chambre des représentants —, ont été chargés de se pencher sur les titres qu'il faut donner au président des États-Unis ainsi que sur le style à employer pour s'adresser à lui. Les débats sont très vifs : la proposition « Son Excellence » est rejetée par le comité du Sénat qui suggère « Son Altesse, le président des États-Unis de l'Amérique et protecteur de leurs libertés ». La Chambre s'en tient à « Président des États-Unis ». Si on en parle solennellement au Congrès, on s'agite aussi dans les gazettes qui lancent bravement « Sa Majesté », « Son Altesse le président général », qui reprennent « Son Excellence ». Et pourquoi pas l'épithète « très honorable », suggère le Sénat...

Bien conscient que la situation est nouvelle et soucieux de bien faire dans son rang et face au public, Washington envoie à son vice-président, John Adams, une série de dix questions sur le système de conduite à adopter dans ses relations privées. Il lui manque l'aisance des gens bien nés, il le sait, et il est rongé par la crainte de maladresses dans la gestion de son temps : un jour par semaine suffit-il pour les visites de politesse ? Doit-il tenir audience à huit heures chaque matin ? Faut-il prévoir une ligne budgétaire pour les festins ? Ou encore :

Serait-il satisfaisant pour le public que le président donnât quatre grandes fêtes par an dans de grandes occasions, comme les anniversaires de la Déclaration d'indépendance, de l'alliance avec la France, de la paix avec la Grande-Bretagne, de l'organisation du gouvernement général 5 ?

Washington s'attache par le menu à des choses qui, selon lui, peuvent avoir des conséquences importantes et durables si elles sont

mal maîtrisées au départ et conclut :

Le président, en tout ce qui concerne les affaires et l'étiquette, ne peut avoir d'autre but que de se conduire comme homme public, de manière à soutenir la dignité de sa charge sans se faire accuser d'une hauteur ou d'une réserve inutile. C'est d'après cette impression qu'il vous demande votre opinion franche et sincère 6.

La réponse, point par point, ne se fait pas attendre, le vice-président préconise deux jours par semaine pour les visites d'étrangers, des fêtes données par le ministre des Affaires étrangères, une liste civile ample et considérable pour la maison du président :

Ni la dignité, ni l'autorité ne peuvent faire impression sur l'esprit des hommes, rassemblés en nations ou en grand nombre, sans une splendeur et une majesté qui y soient proportionnées... Si la pompe et l'apparat essentiels à ce grand département ne sont pas maintenus, il est inutile que l'Amérique espère obtenir de la considération des puissances étrangères 7.

Ainsi, par une loi qui sera votée le 24 septembre 1789, le revenu du président est fixé à 25 000 dollars et on lui accorde l'usage des meubles et effets de sa maison de résidence.

La visite du vicomte de Chateaubriand, qui est relatée dans son *Voyage en Amérique*, donne maints aperçus de l'ambiance :

Lorsque j'arrivai à Philadelphie, le général Washington n'y était pas. Je fus obligé de l'attendre une quinzaine de jours ; il revint. Je le vis passer dans une voiture qu'emportaient avec rapidité quatre chevaux fringants, conduits à grandes guides. Washington, d'après mes idées d'alors, était nécessairement Cincinnatus ; Cincinnatus en carrosse dérangeait un peu ma république de l'an de Rome 296. Le dictateur Washington pouvait-il être autre chose qu'un rustre piquant ses bœufs de l'aiguillon et tenant le manche de sa charrue ? Mais quand j'allai porter ma lettre de recommandation à ce grand homme, je retrouvai la simplicité du vieux Romain.

Une petite maison dans le genre anglais, ressemblant aux maisons voisines, était le palais du président des États-Unis : point de gardes, pas même de valets. Je frappai : une jeune servante ouvrit. Je lui demandai si le général était chez lui ; elle me répondit qu'il y était...

Au bout de quelques minutes le général entra. C'était un homme d'une grande taille, d'un air calme et froid plutôt que noble : il est ressemblant dans ses gravures... Nous nous assîmes ; je lui expliquai, tant bien que mal le motif de mon voyage. Il me répondit par monosyllabes français et anglais, et m'écoutait avec une sorte d'étonnement 8.

Fort des conseils de John Adams, apaisé par la remarque selon laquelle « le monde doit respectueusement laisser la vie privée à sa propre disposition 9 », le nouveau président applique le protocole défini dans toute sa rigueur, recevant à jour fixe et honorant de sa présence les dîners hebdomadaires de Mrs Washington. Préséance, étiquette, dignité, tout concourt à l'image de grandeur : le président y tient pour asseoir le prestige de la jeune nation américaine. Il va jusqu'à s'emporter lorsqu'il remarque que les chevaux de son carrosse n'ont pas été lustrés. Les premiers temps se passent en cérémonies et en audiences. L'étranger lui témoigne de l'estime et le roi de France lui écrit le 7 juin pour lui annoncer la mort du dauphin. Dans sa réponse,

« Au roi de France, à S. M. Très Chrétienne notre grand et bien aimé ami et allié 10 », Washington assure le souverain de la gratitude et de l'attachement des États-Unis face à son affliction. Mais les peines de la vie privée vont aussi le rattraper avec la nouvelle de la mort de sa mère, Mary, à Fredericksburg le 25 août 1789 : la dame octogénaire était veuve depuis 1743. George délègue à sa sœur Betty Lewis le soin d'exécuter le testament.

Washington est très surpris par le flot continu des quémandeurs de charges, d'offices, de prébendes, car il y a plusieurs candidats pour tous ces postes qui dépendent de la nomination du président et chacun veut être reçu et entendu. La tâche s'avère délicate, les mérites sont comparables, si bien qu'il fait au mieux, se prévalant d'être sans lien ou engagement préalable d'aucune sorte. Il suit trois critères : la compétence, l'engagement en faveur de la Constitution et la géopolitique. Le voilà dans la capitale, mais il entend garder le lien direct avec le terrain par ses messages. C'est ainsi qu'il a écrit une lettre aux citoyens de Baltimore en avril 1789. Le procédé lui plaît et il garde cette volonté d'expliquer ses décisions à la base tout au long de ses deux mandats, il écrit ainsi aux habitants de Camden et d'Orangesburg en Caroline du Nord en septembre 1795, après leur désapprobation du traité récemment conclu avec l'Angleterre, pour réaffirmer sa conduite pour la gloire, le bonheur et le bien-être de la patrie. Il répète ce même message aux habitants de Georgetown en Caroline du Sud. L'intention est claire : il sera un président proche des citoyens, par le verbe et par l'image.

Les portraits des Pères fondateurs de la nouvelle République continuent à fleurir. Trumbull a fait de nombreuses esquisses pour la reddition de Yorktown, puis pour la Déclaration d'indépendance. Washington est bien sûr une des personnalités les plus sollicitées. Non seulement par Charles Willson Peale, comme on l'a vu, mais aussi par son fils, Rembrandt Peale, qui fait un portrait de lui en 1795, dont il exécutera ensuite soixante-cinq copies ! L'un des tableaux les plus connus de Washington demeure une grande huile sur toile *1, peinte en 1779 par Charles Willson Peale : un portrait en pied, bottes et redingote noires, main gauche appuyée sur un canon, main droite sur la hanche, tenant un grand chapeau noir, le gilet couleur d'or. Quant à Gilbert Stuart, c'est à une production quasiment à la chaîne qu'il se livre puisque l'on met à son compte au moins cent quatorze portraits de George Washington, instaurant un véritable culte de la personnalité. C'est du reste avec la ferme intention de peindre le portrait de George Washington que Stuart est rentré dans son pays en 1793, après une brillante carrière à Londres puis à Dublin. Il sait que les effigies du président sont recherchées et que leur production va s'avérer très lucrative. Stuart ne s'est pas trompé, puisque le marchand

new-yorkais William Kerin Constable lui passera commande d'un tableau, qu'il offrira ensuite au ministre des Finances Alexander Hamilton. Son *George Washington*, dit « le portrait Vaughan », de dimension intime *2, est une huile dont la touche rapide restitue une impression de vie, dépourvue de décor ou d'accessoires et limitée à la partie supérieure du corps. Les Américains de l'époque ont un impérieux besoin de construire leur histoire, d'en élaborer une iconographie qui rivalise avec la tradition anglaise, et l'Europe, c'est leur manière de célébrer leur Révolution et de se montrer fièrement au monde.

D'emblée, la présidence de Washington installe les signes du respect qu'on lui doit et de l'indépendance acquise. Ainsi lorsque des émissaires français, se souvenant des rapports privilégiés pendant les opérations décisives de la guerre, entendent traiter directement avec lui des questions diplomatiques, ils sont éconduits sans ménagement particulier. Il n'y aura pas d'intimité entre le ministre de France, le comte de Moustier, et le président, ils ne sont pas de même rang dans la hiérarchie des décisions et des pouvoirs. Délibérément, un climat de distance cérémonieuse est installé dès l'entrée en fonction et le président ne souhaite pas de domaine réservé qui encourage les pourparlers en tête à tête — de même, c'est au moyen de fréquents courriers qu'il communique avec les ministres de son gouvernement, sur un ton toujours courtois et formel. Angoisse ? Irritation, car le bruit a couru qu'il ne se montre en public qu'en voiture à six chevaux, preuve de la tendance monarchique du gouvernement ? Grande inquiétude sur ses capacités ? Il est vrai qu'il n'est pas épargné par les soucis de santé, qu'il ressent d'effroyables douleurs pour s'asseoir dès juillet 1789. Peu après, il doit prendre un congé de près de deux mois, en raison d'une tumeur maligne à la cuisse qui fait craindre la gangrène, avant de reprendre pleinement les commandes, à la fin du mois de septembre, pour mettre en œuvre son idée-phare. Jean Canu explique :

Washington s'efforça d'affermir l'Union si péniblement établie. Il réunit dans son cabinet les chefs des deux partis qui, sous des noms changeants et des étiquettes souvent confuses, n'ont cessé de s'opposer 11.

Dès 1789, il faut prendre en charge la pleine croissance des affaires et une population de près de 4 millions d'habitants, à 90 % rurale. Pourtant les villes se peuplent : 30 000 New-Yorkais, 18 000 Bostoniens, Philadelphie les surpasse avec 42 000 âmes. Le territoire de l'Ouest, acquis par le traité de Paris, est encore peu peuplé, mais les pionniers arrivent dans le Kentucky et l'Ohio. Partout se pose le problème de la monnaie, le gouvernement ne peut tabler sur aucun revenu fixe, la dette des États est immense. Les observateurs

sont bienveillants, Benjamin Franklin, quatre-vingt-quatre ans et perclus de douleurs, écrit de Philadelphie en septembre pour dire à Washington qu'il est heureux de la tournure des débuts du gouvernement, le mois suivant le gouverneur Morris lui fait cadeau d'une montre.

À Paris c'est la Révolution, à Philadelphie la République : deux nouvelles sociétés de part et d'autre de l'Atlantique.

*1. 150 cm x 240 cm.

*2. 60 cm x 70 cm.

La hiérarchie des pouvoirs

Je n'ai trouvé jusqu'ici point de meilleur guide que des intentions droites et un examen attentif des choses ; tant que ce sera moi qui veillerai, je me conduirai d'après ces maximes [1](#) .

La Constitution de 1787, sortie des négociations et des compromis des divers États, tout en leur reconnaissant une souveraineté, organise le pouvoir fédéral en établissant au-dessus d'eux des pouvoirs permanents dont l'équilibre et la séparation évitent la dictature d'un homme, d'une assemblée ou d'une région. L'équilibre, voilà le maître mot : il s'agit d'organiser un attelage solide et endurant. Au président élu par des électeurs revient le pouvoir exécutif, le choix des ministres et des grands commis de l'État. Le pouvoir législatif est dévolu aux deux Chambres formant le Congrès, soit le Sénat qui compte deux délégués par État, quelle que soit sa population, et la Chambre des représentants, élus au scrutin proportionnel : plus un État est peuplé, plus il compte de représentants à la Chambre. Le pouvoir judiciaire, enfin, est incarné par excellence par la Cour suprême, dont les juges sont nommés par le président avec l'assentiment du Sénat.

En 1789, seuls les propriétaires bien nantis participent à la vie politique, les pauvres n'étant ni électeurs ni éligibles. La première tâche de George Washington est de réunir autour de lui ses conseillers permanents et de procéder aux grandes nominations, de construire la hiérarchie des pouvoirs. Pour l'exécutif, il met sur pied un cabinet restreint et choisit ses familiers en fonction de leurs compétences plus que de leur appartenance politique, tout en respectant les équilibres avec deux fédéralistes et deux démocrates : Alexander Hamilton comme secrétaire du Trésor, Thomas Jefferson secrétaire d'État, Henry Knox comme secrétaire à la Guerre, qui conserve le poste qu'il occupait depuis quatre ans au sein de la Confédération. Puis Edmund Randolph à la justice, comme attorney général [*1](#), car il est issu d'une grande famille de juristes, véritable dynastie virginienne. Les finances, la défense, la justice, tel est le fondement de l'administration de Washington, le secrétariat d'État étant plus polyvalent. Au vu des relations tendues avec l'Europe — soit à l'époque, dans l'esprit de Washington, l'Angleterre, la France et l'Espagne —, c'est à un autre Virginien, Thomas Jefferson, qu'il confie ce poste. Jefferson a rempli maintes missions à l'étranger et se trouvait au poste de ministre des États-Unis, à Versailles, au moment de sa nomination par Washington, le 15 octobre 1789. Le périmètre du poste est dans ces premiers temps

très étendu, regroupant à la fois le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Intérieur. Jefferson quitte Paris le 26 septembre pour Le Havre, puis Cowes, et touche la côte américaine le 23 novembre. Il résulte de l'ensemble une équipe jeune et dévouée à la personne de Washington, qui va bientôt entreprendre une tournée des États de l'Est. Période enthousiasmante, celle des commencements, celle des premières fois. Le président en a pleinement conscience :

Dans la carrière du progrès politique, ma situation est nouvelle et je marche, si je puis m'exprimer ainsi, sur un terrain qui n'a pas encore été foulé. Il est à peine une action dont le motif ne puisse être interprété de deux manières. Il est à peine une partie de ma conduite qui ne puisse être considérée par la suite comme un précédent ².

Instaurée par le Judiciary Act du Congrès le 24 septembre 1789, la Cour suprême, troisième pouvoir de la Constitution, a pour tâche d'interpréter le texte et d'imposer dans ses arrêts une lecture essentielle, fédérale et fédératrice du droit constitutionnel, au-dessus de celui de chaque État, donc à l'échelle du pays tout entier. Pour cette branche capitale, George Washington choisit les six meilleurs juristes du pays, qui sont de plus originaires de six États différents, à commencer par John Jay, de New York, pour la présidence. Autour de lui, des juges venus de Caroline du Nord, du Maryland, de Pennsylvanie et de Virginie. Au Congrès, comme ils s'y sont engagés, les députés fédéralistes adoptent pas à pas une série d'amendements dont les dix premiers à être ratifiés constitueront le *Bill of Rights*, Voilà qui garantit les libertés fondamentales : liberté de religion dans un pays qui en compte déjà beaucoup au fil des arrivants et des implantations, liberté d'expression qui garantit une presse ouverte et le droit de pétition, jugement par jury. C'est de ce texte que date aussi la liberté de porter des armes.

Enfin, la souveraineté des États est garantie par ce rappel important que les pouvoirs non dévolus à l'État fédéral sont réservés aux États et aux citoyens. Saine précaution, car Washington constate que toutes les acceptations prennent du temps, nombre des lettres qu'il envoie ont du mal à convaincre des personnalités éminentes engagées sur leur territoire et peu enclines à renoncer à leur prééminence locale au profit de l'État fédéral. Car chacun sait bien qu'une profonde pauvreté accable la Confédération, lourdement endettée, et que se pose la difficulté du remboursement et du poids des intérêts de cette dette. George Hamilton, trente-deux ans, brillant avocat des causes politiques, n'est pas versé dans les finances publiques, mais il a la confiance du président. Si bien qu'en octobre 1789, quand l'équipe gouvernementale est en place, Washington entreprend un déplacement de quatre semaines dans les États de l'Est pour prendre le pouls de l'opinion publique et installer la dimension fédérale dans les esprits. Il ne joue pas de son passé de général commandeur des armées,

vainqueur de la guerre d'Indépendance, mais bel et bien de son présent et de son futur de président des États-Unis, avec superbe et emphase. Lorsque le vieux gouverneur du Massachusetts, Hancock, se fait porter pâle pour se soustraire à cette visite, il est contraint d'y assister, tout emmitouflé dans ses flanelles. Pour Washington, il s'agit de rendre hommage à l'instance fédérale et il ne souffre aucune exception à l'allégeance à la figure présidentielle.

Les partisans d'un pouvoir central fort ne sont pas légion. Les commerçants observent sans prendre parti la mise en route d'une politique économique unique. La bourgeoisie des comtés riches du Nord-Ouest — soit New York, New Jersey, Nouvelle-Angleterre — apprécie les ambitions patriotiques nationales, et les gens du Sud sont fiers de leur héros de Virginie, mais préoccupés avant tout par les affaires des plantations. À l'évidence, il y a des diversités d'intérêt dans l'Union, et les rédacteurs des gazettes attisent les polémiques. Au lieu de cela, le président souhaiterait qu'elles publient les débats du Congrès sur les questions nationales. En vain. Les quakers envoient des mémoires au sortir de leurs assemblées annuelles à New York et Philadelphie pour demander l'abolition de la traite des Noirs fixant l'échéance ultime à 1808, ce qui hérisse la Virginie. Les commentateurs malveillants critiquent les saluts roides et hautains du président, une pompe comparable à celle du palais anglais de St James. On dit que les parlementaires siègent peu d'heures et coûtent cher. Ainsi vont les quelques commentaires malveillants. Pendant ce temps, la routine protocolaire est désormais rodée : il y a un dîner par semaine, des visiteurs tous les mardis, pendant trois ou quatre heures, sans invitation. Tout le monde est debout sinon le salon serait encombré de chaises, l'accès est assez libre. Les visites à Mrs Washington se font le vendredi. À ce rythme soutenu, la santé du président vacille, il a deux fortes attaques cardiaques en 1789 et 1790, une toux violente, des douleurs dans la poitrine, une gêne respiratoire, les poumons sont pris.

Washington a beau croire que son gouvernement est l'un des meilleurs du monde et constater que les villes sont florissantes, que les récoltes sont bonnes et la demande de l'étranger considérable, le problème de la dette laisse les politiciens perplexes : elle dépasse 50 millions de dollars, dont 13 millions d'intérêts cumulés. Hamilton, qui a servi comme jeune officier sous les ordres de Washington, est très proche du président et, ensemble, ils souhaitent convaincre et rassembler toutes les tendances sans attendre, si bien que le Congrès, réuni le 14 janvier 1790, examine un plan pour le règlement de la dette publique. Le rapport d'Hamilton est publié à Londres le 19, c'est dire si chacun s'observe. La proposition s'articule selon deux priorités : le remboursement de la dette extérieure de la Confédération, première

mesure qui passe immédiatement, et la reconnaissance de la dette contractée par chaque État comme dette nationale. Cette mutualisation fait de l'État fédéral le garant et la providence financière, les capitaux passent aux mains du gouvernement national, ce qui, l'on s'en doute, n'est pas du goût des circonscriptions rurales éloignées des grands centres économiques et de certains gouverneurs, dont ceux du Sud, plus attachés à l'orgueil régional. Madison résiste et mène l'opposition, mais son contre-projet est battu par trente-six voix contre treize. Finalement deux voix manquent et certains menacent même de se retirer du Congrès et de l'Union. Pour Washington, il y a péril en la demeure.

Les choses en sont là au moment du retour en Amérique de Thomas Jefferson, qui fait d'abord halte dans son manoir de Monticello, sur les contreforts des Alleghany, pour régler des affaires privées. En toute candeur, Washington se rassure et s'ouvre de sa satisfaction à Lafayette en juin 1790, considérant qu'avec Jefferson au département d'État, Hamilton au Trésor et Knox à la Guerre, il a des coadjuteurs compétents et qui travaillent dans la plus grande harmonie. Belle cécité d'un homme qui aime le juste milieu et n'aperçoit pas les mésententes profondes de rivaux passionnés ! De plus, le retour de Jefferson fait diversion : il arrive l'esprit frais, il a de l'influence sur les terres du Sud. Or les représentants du Sud souhaitent voir le siège du gouvernement fédéral plus près d'eux, c'est-à-dire loin des usuriers du Nord, loin des quakers qui réclament l'abolition de l'esclavage, loin de l'État de Rhode Island qui l'a aboli en 1774, loin des territoires du nord de l'Ohio et de l'ouest de New York qui, dans l'Ordonnance du Nord-Ouest du 13 juillet 1787, ont adopté la liberté de religion, l'aide aux écoles et un système sans esclaves. Ils veulent une capitale plus près d'eux et sur les rives du Potomac. Hamilton propose finement en pleine rue, alors qu'il discute avec Jefferson des affaires en cours, d'amener les représentants du Sud à la reconnaissance des dettes en échange du vote par les représentants du Nord de la création d'une capitale sur les rives du Potomac. Jefferson promet de s'y employer et, au cours d'un dîner chez Hamilton en juillet 1790, le soutien des représentants du Sud à cette politique financière lui est acquis grâce à cet habile marchandage. À trente-trois ans, le secrétaire au Trésor a nationalisé le pouvoir et s'est arrogé la mainmise sur le domaine des finances.

Jefferson, quant à lui, s'irrite en silence du triomphe de son rival, qui a si bien tiré parti de sa médiation en utilisant sa candeur, et sans doute sont-ce là les prémices de leur brouille qui va peu à peu empoisonner les relations au sein du cabinet. Comme les maroquins des finances, de la guerre et de la justice sont déjà pourvus, il décide alors de se démarquer et de jouer la carte internationale. Son atout

c'est qu'il amène à Washington l'expérience de cinq années en France, où il a été le témoin direct des préparatifs de la Révolution, une multitude de contacts, ainsi qu'une philosophie radicale, ce qui ne manque pas de surprendre un président prudent, voire méfiant. Mais, paradoxe, Washington n'entend absolument pas que son ministre se mêle des affaires européennes ou oriente son attention exclusive vers la politique française. Pendant ce temps, la France, alliée et amie, prend la Bastille et Lafayette envoie aussitôt à Washington une clé de la forteresse, ce qui donne lieu à son commentaire : « Bien que sortie triomphante d'une première crise, je crains que ce ne soit pas la dernière que la France ait à subir avant que les affaires ne soient définitivement réglées. Cette Révolution est trop considérable pour s'effectuer en si peu de temps et au prix de si peu de sang ³. » En premier lieu, il s'agit pour Washington, qui voit le regain de santé de son pays comme une forme de convalescence, d'éviter toute contagion, de se concentrer sur la politique fédérale, de se détacher enfin et pour de bon de l'Europe. Son but ultime unique est de bâtir l'Union, de la fortifier dans l'indépendance, de forger une âme américaine :

Il faut que tous les vrais amis de ce pays comprennent et sentent que notre règle de conduite ne saurait être de nous compromettre avec aucun autre pays, mais de nous tenir à l'écart de leurs querelles et de leur politique et, s'ils cherchent à se harceler l'un l'autre, de profiter de la neutralité que nous avons adoptée. Vingt années de paix avec l'accroissement de la population et de ressources que nous sommes en droit d'espérer, jointes à notre éloignement des puissances en désaccord, nous permettront sans doute de défier dans une juste cause n'importe quelle puissance du monde ⁴.

Toute la doctrine de George Washington est là : neutralité, force et prospérité. Ses propos fiers, invariants, martèlent à qui veut l'entendre que l'Amérique agit pour elle-même et non pour autrui. Et lorsque les esprits éclairés songeront en France à créer des clubs, à penser en termes de droits de l'homme, la décision ne sera pas simple à prendre, lorsqu'il s'agira d'apporter ou non un soutien politique à la France de 1793. Washington temporisera, comme souvent. Pour l'heure, l'image des États-Unis en France est admirable ; en janvier 1791, Washington reçoit les condoléances du président de l'Assemblée nationale de France pour la mort de Benjamin Franklin. Mirabeau, dans un discours très éloquent, propose un deuil de trois jours et le Congrès, dans son journal du 22 avril, publie que ses membres porteront les marques du deuil ordinaires pendant un mois. La correspondance, libre et chaleureuse, continue entre Lafayette et Washington, qui lui donne maintenant du « Cher monsieur » puisqu'un décret de l'Assemblée nationale française du 1^{er} juin 1790 a aboli la noblesse en France. Qu'importe le titre, le prestige et l'amitié ne sont pas émoussés en Amérique puisque son ancien aide de camp, George Augustin Washington, neveu du président, vient d'avoir un autre fils, qui a été

nommé Lafayette.

*1. Équivalent d'un ministre de la Justice.

Une banque centrale pour la gestion des richesses

Le Trésor demeure, l'on s'en doute, le poumon du système et la gestion de l'argent, privé ou public, a toujours captivé Washington. Le vote du Congrès sur la mutualisation de la dette, qui renforce nettement le pouvoir central, est logiquement suivi par des mesures visant à remplir les caisses de l'État fédéral. D'abord des levées d'impôts qui frappent lourdement les importations et, beaucoup moins bien acceptées, des taxes sur les spiritueux qui empiètent sur les prérogatives fiscales des États. Depuis le départ, face à la situation chaotique des finances, Hamilton songe à une banque nationale sur le modèle de la Banque d'Angleterre, à la fois banque de dépôt pour les fonds du gouvernement fédéral et source d'une monnaie nationale, sur garanties. Il constate qu'en 1789 trois banques se sont créées à New York, à Philadelphie et à Boston, qu'elles émettent des billets qui ne suffisent pas à leurs échanges commerciaux, et que l'intérieur du pays manque de monnaie de métal autant que de monnaie de papier. Bref, c'est une pénurie qui freine la croissance et pénalise les nantis. Le projet de la Banque des États-Unis voit le jour le 14 décembre 1790. Cette banque serait établie pour vingt ans, avec 20 % de fonds publics et 80 % de fonds privés ; elle prêterait de l'argent au gouvernement, battrait monnaie et récolterait l'impôt. Pendant cinq semaines, le texte fait grand bruit car il faut définir le rôle et l'implication du Congrès. Il passe au Sénat. Jefferson étouffe d'indignation y voyant le spectre d'un système quasi monarchique avec un État Léviathan. Madison ferraille sec, *Le Fédéraliste* s'en mêle et y consacre son quarante-quatrième numéro. George Washington consulte Edmund Randolph sur la constitutionnalité du projet et l'attorney général, pour lequel il s'agit d'une entorse aux pouvoirs stricts et nécessaires du Congrès ainsi qu'un symbole du commerce yankee prêt à faire main basse sur l'éden rural de l'Amérique, lui conseille le veto. Washington hésite, comme toujours, pressentant bien que le Nord prendrait l'hégémonie financière au détriment du Sud agraire. Il se tourne vers Jefferson qui soulève aussi maintes objections et juge l'outil inégalitaire. John Adams s'emporte, y décelant le pré carré de quelques aristocrates et favoris. Tant et si bien que Washington demande à Madison de lui rédiger le texte du veto, au vu des réticences au sein du gouvernement, aussi bien qu'au Congrès et dans les rangs des modérés. Il avoue candidement son ignorance en matière de droit constitutionnel, car sa génération n'a pas eu l'habitude, dit-il, de consulter les juristes. Mais en définitive, Hamilton non seulement parvient à le rassurer en arguant qu'il s'agit seulement d'un outil pour

mettre en œuvre des objectifs partagés, soit la collecte des impôts et la régulation du commerce, mais encore il fait la démonstration de la constitutionnalité du projet, concluant vigoureusement par la nécessité politique de la banque. Washington, à demi convaincu, se range à ses avis. La signature du président est acquise le 25 février 1791.

À mesure énergique, réactions énergiques qui ravivent les partis et la minorité. L'antagonisme se fait jour, même entre les fidèles du président. Les impôts doublent car on songe à créer une marine pour défendre la côte et à mettre sur pied une armée permanente pour défendre la frontière de l'Ouest contre les Indiens. On retrouve là le vieux rêve de Washington, la vieille compulsion d'acquérir toujours plus de terres fertiles en bordure du Mississippi. Il faudrait donc des hommes, des capitaux, pour soutenir une telle ambition de conquête qui ne convainc guère les gens de l'Est. Washington s'impatiente, intervient au Congrès et se fâche, fustigeant les soldats qui viennent d'essuyer des pertes à la frontière. Entêtement, excès d'autorité jettent le discrédit sur les manœuvres du président au point que l'opposition s'enhardit et s'organise. C'est peu dire que l'approbation populaire n'est pas au rendez-vous : la politique financière ne passe pas. Nombreux sont ceux qui redoutent un pouvoir central fort, qu'ils voient comme une menace directe pour les intérêts particuliers comme pour chaque territoire, et qui aspirent à plus de liberté dans l'entreprise individuelle et régionale.

Remous à l'intérieur, remous sur les frontières, en particulier à l'Ouest : la tendance est que chaque État concerné traite directement avec les Indiens qui empiètent sur son territoire. Encore une fois Washington est en faveur d'une solution négociée entre le gouvernement central et les six nations indiennes. De plus, il est opposé à une guerre et souhaite la paix avant l'été, sans méconnaître les difficultés :

Toutefois je dois avouer que je ne vois pas beaucoup de chance de vivre tranquillement avec eux tant qu'on laisse faire les brocanteurs de terres et tant que nos colons des frontières conserveront l'idée que le meurtre d'un Indien n'est pas un crime semblable au meurtre d'un homme blanc, et même que ce n'est pas du tout un crime ¹.

Il est temps de repartir sur le terrain et Washington entreprend une longue tournée de plus de deux mois des États du Sud au printemps 1791, planifiée dans les moindres détails : distances, haltes, étapes, tout est minutieusement prévu. Le vieil arpenteur est à son affaire. L'itinéraire est envoyé aux secrétaires d'État de la Guerre et du Trésor, de manière à pouvoir joindre Washington à tout moment. Les dates des étapes donnent une bonne idée des progressions en équipage : le 8 avril à Fredericksburg, le 11 à Richmond, le 14 à Petersburg, le 20 à Georgetown, en Caroline du Sud. On reste cinq jours à Charleston, puis on part pour Augusta. Le retour passe par Columbia, Camden,

Charlotte, Salsbury, Salem, Williamsburgh jusqu'à Taylor's Ferry sur la rivière Roanoke, enfin Fredericksburg. En tout 887 miles et ce sans maladie, ni mauvais temps, ni accident. Et avec les mêmes chevaux ! Il est vrai que Washington est fin connaisseur en la matière. Lors de ce périple, il constate le progrès, la tranquillité et le bien-être d'une population industrielle, vivant frugalement, ce qui n'est pas pour lui déplaire. Mais ce qui lui importe par-dessus tout c'est la confiance dans la banque nouvellement établie à Philadelphie : les vingt mille actions mises sur le marché sont vendues en une heure et la demande excède l'offre de quatre mille actions. C'est la preuve éclatante que cette banque centrale est bel et bien plébiscitée par le peuple, toutes régions confondues. Elle sera à l'avenir le bastion de l'unité territoriale et de son développement.

Une capitale fédérale, des dissensions radicales

On se souvient que John Washington, le tout premier de la famille à rejoindre l'Amérique, a laissé son nom à sa paroisse à son décès, en 1677. Mais la renommée du nom des Washington ira beaucoup plus loin lorsque le 21 février 1787, la convention de Philadelphie, pour apaiser la sourde rivalité qui couve entre les États du Nord-Est et ceux du Sud, propose d'implanter symboliquement la capitale fédérale au sein du district de Columbia, ce territoire au contact de la Virginie et du Maryland qui appartient à toute la nation, et de l'appeler Washington, en l'honneur du premier président. Les Pères de la Nation, bien conscients des rivalités, évitent ainsi prudemment de choisir une ville déjà faite, déjà puissante et aux mains d'intérêts constitués. C'est ainsi qu'un humoriste pouvait dire que la seule chose qu'on fabriquait à Columbia, c'était le compromis, pour mettre fin aux batailles politiques. Mais justement, les colonies du Sud, sous l'impulsion de George Washington, ont très tôt, on l'a vu, déjà proposé un arrangement financier : les dettes de guerre des treize colonies ont été mutualisées, prises en charge sur le plan fédéral. Une fois l'accord conclu concernant l'emplacement de la capitale, Washington, qui s'y entend en marchandages fonciers, use de toute son influence pour le financement de l'achat d'un immense terrain appartenant au Maryland, sur la rive du Potomac, en le faisant compléter par une mince bande de la berge virginienne qui englobe Alexandria. C'est un emplacement superbe avec la colline Jenkins, socle naturel qui domine la campagne environnante, avec la courbe du fleuve et le bassin donnant l'arrière-plan d'eau et ses jeux de reflets.

Le 15 avril 1791, George Washington pose solennellement la première pierre du site sanctuarisé, devenu périmètre indépendant, enclave hors les murs de tout État fédéré, sur les bords du Potomac de son enfance, à l'emplacement d'anciens marais. Ainsi va naître Washington, D. C., une capitale visionnaire, créée de toutes pièces, dotée d'un plan géométrique « à la française », car elle est dessinée par un architecte parisien, Pierre Charles L'Enfant, fils d'un peintre du roi et passionné par l'aventure américaine, au point qu'il a devancé Lafayette outre-Atlantique. Promu urbaniste national, L'Enfant dessine un projet gigantesque qui intègre par avance les agrandissements et les embellissements, modelant à la fois l'unité et la grandeur, affolant tous les propriétaires fonciers par la démesure des voies publiques, n'hésitant pas à démolir des maisons seigneuriales qui obstruaient les tracés. Le projet suscite un réel enthousiasme, mais la réalisation s'essouffle et les terrains se vendent mal. Alors, puisque l'État du

Maryland prête de l'argent pour ce chantier de la démesure, le Congrès se voit moralement contraint d'avancer la même somme, si bien que la construction des bâtiments publics repart grâce à cette impulsion, entraînant du même coup les réalisations privées et l'essor de toute la capitale.

Washington, une ville de perspectives, de monuments et de verdure, avec un axe central de 100 pieds de large joignant le Capitole et le palais du président : du jamais-vu ! Qui plus est, les trois points du triangle fédéral comportent le Congrès, bâti sur une colline, la Maison-Blanche, au bout de Pennsylvania Avenue, et le monument de Washington. Les représentants siègent pour la première fois à Washington, alors peuplée de 2 464 citoyens libres et de 623 esclaves, en novembre 1800, sous la présidence de John Adams. Aujourd'hui, le monument dédié à la mémoire de Washington, plaisamment surnommé « le doigt de Washington pointant vers le ciel », obélisque creux en marbre blanc, planté face à la Maison-Blanche, attire une foule dense de visiteurs, fascinés par la calotte d'aluminium couvrant la pointe pyramidale et les cent quatre-vingt-huit plaques en pierre offertes par les différents États et fédérations et fixées dans les murs. Ce monument continue de faire vivre jour et nuit — le jour sa silhouette se reflète dans le plan d'eau de l'étang, la nuit des flots de lumière l'illuminent — le souvenir d'un homme « indispensable ».

Mais au sein même du gouvernement, les turbulences ne s'apaisent pas, loin de là, et vont empoisonner la décennie des années 1790. Le président Washington n'est pas un idéologue, il a des convictions lentement mûries sur le terrain et à l'épreuve des faits. Il ne croit pas aux partis, il a tendance à les assimiler à des factions soucieuses de leurs petits intérêts mesquins, des factions qui pourraient nuire à une République encore fragile. Et pourtant la tension monte, feutrée puis perceptible, alimentée par l'agacement extrême de Thomas Jefferson devant l'influence grandissante d'Alexander Hamilton. Loin des tribuns populaires, il s'agit de coterie des élites intellectuelles qui s'expriment non sur des estrades, dans des réunions ou congrès, mais dans leurs lettres et conversations. Heurtés par leur défaite sur la banque et l'extension du pouvoir fédéral, Jefferson et Madison craignent une sorte de contre-révolution, une reprise en main par les hiérarques du Nord, aux commandes à Philadelphie. Hamilton est anglophile, Jefferson et Madison, au contraire, s'attachent à briser net toute ressemblance de gouvernement avec les Britanniques ; Jefferson, plein de défiance, parle des « monocrates », des « Anglomen », Hamilton diabolise les jeffersoniens, supposés francophiles, en arguant qu'ils sont inféodés aux Jacobins dans une conspiration mondiale. On le voit, le ton et les esprits s'échauffent. En mai et juin 1791, le

charismatique et diplomate Jefferson entreprend avec Madison une tournée en Nouvelle-Angleterre et dans son État de New York pour lever des partisans : raison de plus pour Hamilton de resserrer ses liens anciens avec Washington pendant cette absence. Lors du traditionnel message présidentiel annuel au Congrès, en octobre, Hamilton préside le comité en charge de la réponse au président qui lui demande alors de rédiger sa réaction au document. Leur complicité semble totale. La riposte s'organise par journaux interposés et, pour contrer les thèses favorables à l'administration et à l'aristocratie de *La Gazette des États-Unis*, Jefferson engage le poète Freneau pour écrire dans *La Gazette nationale* qui vient d'être lancée. Deux factions qui prennent le nom de « fédéralistes » pour le parti d'Hamilton, de « républicains » pour celui de Jefferson.

Les positions sont tranchées : les fédéralistes sont en faveur de la Constitution, de l'unité nationale, d'un pouvoir fédéral fort et d'un exécutif robuste. En faveur également des banques, des manufactures industrielles autant que de l'agriculture. Ils privilégient l'élite et comptent dans leurs rangs nombre d'antiesclavagistes du Nord. Les jeffersoniens s'intitulent républicains pour faire savoir haut et fort qu'ils défendent la république, un pouvoir énergique loin de toute tentation monarchique. Ils sont partisans d'un Congrès dominant, du pouvoir des États, d'une agriculture prospère loin des banques, de la dette fédérale et des manufactures. Et ils entendent faire confiance au peuple. Le clivage s'accroît : négociants citadins des grands ports maritimes d'une part, voix du monde rural de l'autre. Les industries naissantes à protéger et développer, les hommes d'affaires adossés aux banques et au crédit public soutiennent fermement le gouvernement d'Hamilton. Rappelons en passant la fortune des grands leaders : Washington à Mount Vernon, Jefferson à Monticello sont propriétaires de terres et d'esclaves, de même que Madison. Hamilton sort de l'université de Princeton et son épouse appartient à la très riche famille Schuyler.

Le cabinet et le gouvernement s'écartèlent chaque jour un peu plus, Knox penche du côté d'Hamilton, Randolph de celui de Jefferson. Dès l'été 1791, la fièvre spéculative gagne les titres et les bons du Trésor, au grand dam des jeffersoniens qui n'hésitent pas à comparer Philadelphie à un grand casino. Washington ne dit mot. Lorsqu'il présente en décembre 1791 le Rapport sur les manufactures, il arbore, pour stimuler la production nationale, un habit façonné dans une usine américaine du New Jersey. Le président est depuis longtemps convaincu qu'il faut être autosuffisant, en particulier en temps de guerre, et il prête l'oreille à Hamilton, qui soutient que les États-Unis ne pourront jamais se rendre indépendants s'ils continuent à importer d'Europe les produits manufacturés. De même, chez lui, il refuse de

mettre à sa table des fromages ou du vin qui ne sont pas américains. Il demande à Hamilton, qui protège les premières industries de la chaussure, de soutenir aussi le textile, en particulier le coton et le lin. Quelques mois plus tard, de nouvelles banques se créent, et Jefferson met en garde contre le côté destructeur de cet engouement, cette manie bancaire qui selon lui détruit la bonne moralité, celle des vertueux petits propriétaires qui restent l'âme de la République. En janvier 1792, une chute des cours s'amorce suivie de l'éclatement d'une bulle spéculative, qui lui donne raison. Hamilton utilise plus que jamais la puissance fédérale pour moderniser la nation, *La Gazette nationale* tire à boulets rouges sur sa politique. Washington assiste au duel, hésitant à s'en mêler, au risque de faire implorer son administration, et envisage de se retirer au terme de son mandat, selon son intention première. Mais le 21 février 1792, à la veille de ses soixante ans, Philadelphie lui fait fête avec un bal et des banderoles immenses sur les bâtiments qui portent l'inscription en français « Vive le Président ».

L'ambiance est devenue préélectorale et chacun s'inquiète car les dissensions affaiblissent les champions de causes si opposées, et le pays a besoin de se construire, non d'éclater. Thomas Jefferson écrit à George Washington le 25 mai 1792 pour le prier d'envisager une candidature à un second mandat :

La confiance de toute l'Union se concentre en vous. Votre main tenant le gouvernail sera plus qu'une réponse à tous les arguments qu'on peut employer pour alarmer le peuple et le porter à des actes de violence ou à la retraite, de quelque côté que ce soit. Le Nord et le Sud seront d'accord s'ils vous ont pour marcher avec eux [1](#).

Même ton en juillet dans le courrier d'Alexander Hamilton au président, qui prend en compte deux paramètres : un refus serait un signe malheureux sur les affaires publiques tant que le gouvernement n'est pas fermement établi, et, finement, il ajoute qu'il serait hasardeux pour la réputation de Washington. Face à des ennemis implacables, aux mauvaises têtes, aux fanatiques de l'opposition, il plaide pour une seconde candidature, en apportant cette nuance qu'il conviendrait de se représenter pour un an ou deux, puis de se retirer : « Si vous restez en place on n'a rien de matériellement dangereux à craindre mais si vous en sortez, on a beaucoup à redouter [2](#). » Enfin, Edmund Randolph se joint à eux en août, et, proposant une analyse de la fermentation des esprits, des rivalités des juges, des crispations sur les dettes qui ulcèrent les cœurs américains, il veut gagner du temps pour obtenir la confiance et repousser les assauts des deux sessions prochaines du Congrès. En fin de missive il supplie Washington de « réfléchir profondément aux suites qu'aurait [sa] renonciation à tenir les rênes du gouvernement... S'il s'élevait une guerre civile, [il] ne pou[r]rait rester chez [lui] [3](#). » Ces suppliques émanant d'esprits

éminents vont lentement le convaincre, d'autant plus que son attachement à la politique de neutralité pour protéger la jeune Amérique des dangers qu'elle courrait à s'engager dans les conflits européens l'amène à vouloir garder le cap. Pour autant, la guerre de ses secrétaires d'État ne s'éteint pas et l'ambiance est exécrable.

Washington a déjà prôné à Hamilton pendant tout le printemps de verser du baume sur les blessures, au nom de l'harmonie de l'Union, il a demandé concessions et conciliation à Jefferson pendant l'été. Cette fois, il finit par écrire à Jefferson et à Hamilton pour qu'ils s'en expliquent directement à lui, si bien que chacun envoie, le même jour de septembre 1792, sa réponse au président, où sans détour chacun se défend et épanche sa bile. Cet échange est intéressant à plus d'un titre, car il cristallise les tensions du pays, mais aussi la concurrence de tempéraments, de thèses et d'intérêts au sein d'une équipe au pouvoir. Hamilton dénonce tout de go les attaques constantes de Jefferson et les bruits malveillants qu'il répand. En fait, il s'agit de ces altercations par feuilles interposées dans les deux gazettes avec des pamphlets assassins sous pseudonymes, dans une rivalité qui menace de plus en plus la stabilité du gouvernement, où le Trésor a su gagner une prépondérance par un clientélisme et des nominations. Jefferson, quant à lui, part de la politique étrangère, craignant l'alliance de l'Espagne et de la Grande-Bretagne sur les frontières américaines, avant d'en venir au différend de politique intérieure qui oppose les deux ministres.

Mon objection à la Constitution était qu'il y manquait une déclaration des droits, garantissant la liberté de religion, la liberté de la presse, défendant le maintien d'une armée sur pied, assurant le jugement par jury et un acte habituel d'*habeas corpus*. Celle du colonel Hamilton était qu'il y manquait un roi et une Chambre des lords. Le bon sens de l'Amérique a approuvé mon objection, a ajouté la déclaration des droits et n'a voulu ni roi ni lords [4](#).

Jefferson s'en prend au venin d'Hamilton, à sa façon de gagner des partisans, dénonce les charges héréditaires et défend le pouvoir électif, et sa plume termine par une belle envolée :

Avec une indifférence complète pour les honneurs et les émoluments d'une place, j'attache le plus grand prix à l'estime de mes concitoyens ; et ayant le sentiment intime de l'avoir méritée par une intégrité à laquelle on ne peut faire un reproche, et par un enthousiasme de dévouement à leurs droits et à leur liberté, je ne souffrirai pas que ma retraite soit couverte d'un nuage par les calomnies d'un homme dont l'histoire, depuis le moment où l'histoire peut s'abaisser jusqu'à faire attention à lui, n'est qu'un triste tissu de manœuvres contre la liberté d'un pays qui, non seulement l'a reçu et lui a donné du pain, mais a accumulé des honneurs sur sa tête [5](#).

Ainsi s'exprime, après dix-huit ans de vie publique, le patricien de Monticello, l'esthète, face à l'avocat, au militaire monté en grade, et l'on mesure tous les ressentiments qui s'amoncellent dans l'ombre du président Washington. Cette fois, il en a une conscience aiguë, il lui

faut garder le gouvernail pour éviter l'éclatement, la dérive de l'État : Hamilton et Jefferson ont certes exprimé leurs griefs, mais ce sont des serviteurs sincères et de talent, qui ont deux visions de l'Amérique. Washington est tout sauf visionnaire, il veut tenir le territoire comme sa plantation, le faire grandir, c'est un gestionnaire qui veut voir les fruits de ses combats d'homme de guerre atteindre une maturité. Il va continuer à servir.

George Washington est réélu à l'unanimité, et John Adams maintenu à la vice-présidence. Il prête serment le 4 mars 1793. La continuité est ainsi assurée, même si la majorité est perdue à la Chambre des représentants et tout juste maintenue au Sénat. Même s'il prend soin des apparences, s'il sort le soir en ville, allant au premier cirque monté par un écuyer, fréquentant assidûment sa loge du théâtre de South Street, il sait bien que le second mandat s'ouvre sous l'orage.

Le casse-tête des relations internationales

Séparés comme nous le sommes par un monde d'eau des autres nations, si nous sommes sages, nous éviterons d'être entraînés dans le labyrinthe de leur politique et enveloppés de leurs funestes guerres 1.

1793 : les nouvelles de Lafayette sont alarmantes depuis plusieurs mois. Capturé par les troupes de l'Empereur, il est prisonnier en Prusse et son épouse est gardée à Chavaniac, à 120 lieues de la capitale. Elle écrit alors à Washington pour qu'il obtienne l'élargissement de Lafayette et le fasse venir aux États-Unis avec femme et enfants. Le président dépose 2 300 florins à Amsterdam, en monnaie courante de Hollande, pour qu'ils soient mis à disposition de Mme de Lafayette mais ni les lettres ni les fonds ne lui parviendront, si bien qu'elle lui reproche sa négligence. Tel exemple montre la difficulté des courriers, il faut faire porter les lettres, trouver des personnes de confiance, engager des messagers spéciaux, l'acheminement reste toujours incertain. En fait, Washington voit plus loin que cette péripétie privée, il craint une guerre plus générale, ce qui fortifie sa résolution de n'y prendre aucune part, d'autant plus qu'il constate le dynamisme des États qui construisent de nouvelles routes, qui réparent et bâtissent ponts et maisons et étendent la navigation intérieure. Il ne le sait que trop, sa relation avec la France et l'Europe n'a cessé d'être empreinte d'effusions et de tumultes. Et Washington connaît bien les destins d'exception, comme celui de son contemporain Michel Guillaume Jean de Crèvecoeur, né à Caen en 1735, soit trois ans après lui, dans une famille de petite noblesse, et qui comme lui est arpenteur et cartographe, au Canada d'abord puis en Amérique. Il y voyage, commerce avec les Indiens, devient citoyen de New York sous le nom de James Hector Saint John de Crèvecoeur avant de se marier et de vivre en fermier à Pine Hill. Ses *Lettres d'un fermier américain* connaissent un immense succès à Londres et Paris. Il est nommé consul de France, protégé du marquis de Turgot. S'il va finalement quitter New York et échapper à la Terreur, il a fortement contribué à créer une vision de l'Amérique, à la défendre par narrateur interposé. Washington et ses proches n'ignorent pas qu'il y a des américanophiles français et se pose la question d'une réciprocité active.

Son désir de rester à l'écart des guerres qui déchirent l'Europe va faire long feu et la politique étrangère qui pourrait lui permettre de tenter une diversion et de reprendre la main sur le front intérieur va envahir progressivement son agenda et déclencher des réactions

partisanes. Il observe les prémices des hostilités qui éclatent pour de bon le 1^{er} avril 1793 entre la France et l'Angleterre, entre l'ancienne alliée et l'ancienne ennemie, puis donne ses instructions à Jefferson par courrier de Mount Vernon :

Il convient que le gouvernement des États-Unis use de tous les moyens en son pouvoir pour empêcher ses ressortissants de froisser l'une ou l'autre de ces deux puissances, en s'efforçant de maintenir une stricte neutralité. Je vous prie, en conséquence, de consacrer à cette question un examen approfondi qui permette l'adoption rapide des mesures les plus propres à atteindre ce but [2](#).

Jefferson est sommé d'envisager des mesures à lui exposer le lendemain à Philadelphie. Le temps presse et la prudence vis-à-vis des Français doit passer non par une déclaration du seul Jefferson mais par une réaction officielle, voire solennelle de la présidence. C'est pourquoi Washington, en mai 1793, lance une proclamation de neutralité pour empêcher ses concitoyens de prendre part aux querelles entre Français et Anglais : il faut respecter une stricte neutralité et, bien entendu, s'abstenir d'équiper des corsaires. Pour faire bonne mesure il promet châtiment à la clé pour quiconque s'aviserait d'enfreindre ses ordres, car les factions s'organisent déjà et les occasions d'affrontement sont nombreuses entre fédéralistes et démocrates, au risque d'affaiblir la confiance dans le gouvernement. Les jeffersoniens, malgré leur sympathie pour la Révolution française, se rangent à la raison.

CES BOUILLONNANTS FRANÇAIS

C'est qu'un épisode inattendu va renforcer le clan de Washington : l'arrivée, au mois d'avril 1793, du « citoyen Genêt », accrédité par la République française auprès des États-Unis. Trente ans à peine, fringant, Edmond-Charles Genêt est le fils d'un premier commis au ministère des Affaires étrangères qui le destine de bonne heure à la diplomatie. Polyglotte et traducteur, il est envoyé à Saint-Petersbourg mais, en 1792, il est déclaré *persona non grata* par la Grande Catherine. À son retour, les Girondins envoient ce désenchanté de la vieille Europe en Amérique, où il se met en tête de créer le parti français. Genêt, arrivé le 8 avril 1793 à Charleston, en Caroline du Sud, sur le navire de guerre *Embuscade*, se pense en territoire conquis à sa cause car on lui fait la fête. Il remonte lentement la côte, fondant au passage des « sociétés de citoyens », et recrute des corsaires pour rejoindre les expéditions françaises contre les Anglais, disposant de quatre navires aux noms évocateurs, *La Républicaine*, le *Sans-Culotte*, *L'Anti-George* et le *Citizen Genêt*. Et, pour faire bonne mesure, il regroupe des volontaires américains pour combattre les alliés espagnols des Britanniques en Floride. Il se rapproche en même temps

des consuls français, en particulier de celui de Caroline du Sud, Michel-Ange Mangourit du Champ Daguet, franc-maçon qui entretient les meilleures relations avec les citoyens et frères de l'État, si bien qu'il les autorise à tenir le rôle de juges d'amirauté sur les prises en mer. Il envoie aussi des agents dans l'Ouest et dans le Sud pour enrôler des recrues et combattre les comptoirs de Louisiane. Mais il déchanté lorsque Washington, froid et sévère, qui n'apprécie pas les menées du zélé républicain, le reçoit le 18 mai. La presse s'en donne à cœur joie, les traits de la médisance se déchaînent, Washington est exposé de toutes parts mais il tient bon et il lui demande en août de ne pas quitter le navire avant la fin de la session du Congrès, et de différer un départ qui semble maintenant inévitable. Le président regrettera cette démission.

Pour faire respecter la neutralité, annoncée dans sa déclaration du 22 avril 1793, la présidence va systématiquement défaire l'action de Genêt qui continue, malgré un long courrier de Washington, à vouloir entraîner l'Amérique au secours de sa patrie. Avec méthode, le président va remettre bon ordre, châtiant les suiveurs, saisissant les prises illégales, effaçant tout l'été le passage et les initiatives de Genêt. Washington flaire-t-il un rapport de connivence entre Jefferson et les Français lorsqu'un bateau de corsaire, *La Petite Sarah*, dite aussi *La Petite Démocrate*, entre dans le port de Philadelphie pour embarquer des armes et munitions, puis s'en va mouiller à Chester ? Il écrit en tout cas vertement à son secrétaire d'État au sujet de cette violation manifeste, soupçonnant Genêt, ce représentant de la République française qui brave impunément les lois du gouvernement américain, d'être à la manœuvre. Washington craint trois écueils : d'abord l'appel au peuple car l'amitié pour la France est toujours vivace, en particulier au Sud alors que le Nord est resté plus anglophile, les dissensions à l'intérieur du gouvernement et, plus que tout, l'opinion internationale. Genêt commet l'erreur de se mettre sous la protection de l'État souverain du Massachusetts, bonne raison pour le renvoyer dans son pays, et les fédéralistes, méfiants à l'égard de la France révolutionnaire, s'en réjouissent fort. C'est quasiment chose faite, il perd son accréditation et les Jacobins le somment de rentrer en France en février 1794. Mais, craignant la guillotine, il va demander l'asile politique et l'obtenir grâce à l'intervention d'Hamilton qui intercède en sa faveur. Pour finir en beauté, ce généreux trublion français s'installe dans l'État de New York, épouse d'abord la fille du gouverneur George Clinton, puis, à l'issue de son veuvage, la fille de Samuel Osgood, le premier Postmaster General des États-Unis, puis termine sa vie en gentleman-farmer dans sa propriété de Prospect Hill dominant l'Hudson. Belle conclusion d'amitié franco-américaine pour l'affaire Genêt démarrée trente ans plus tôt.

La francophilie de George Washington s'est néanmoins exprimée à maintes reprises mais surtout dans des courriers privés, à Lafayette de manière incessante — mais c'est l'homme qu'il aime avant tout et non pas le régime —, à M. de la Luzerne, futur marquis et ambassadeur, ou encore au comte de Moustier, représentant de la France en 1788, auquel il écrivait alors :

Ce que j'ai vu de mes yeux de la fidélité, de l'honneur et de la bravoure des troupes de votre nation, le patriotisme éclairé et les sentiments délicats d'amitié que j'ai trouvés chez un grand nombre de vos compatriotes avec lesquels je me glorifie d'avoir le bonheur d'être intimement lié et par-dessus tout le vif intérêt que le monarque et ses fidèles sujets ont pris au succès des armées américaines et à l'affermissement de notre indépendance, m'ont rendu le nom français bien cher et ce sont là des attachements et des impressions que les distances ne peuvent détruire 3.

Cet hommage ne promettait, pour autant, aucune alliance. Les demandeurs d'asile sont mal reçus, à commencer par Talleyrand. Du fait de l'*Alien Bill* (ou « Loi sur les Étrangers »), lui qui est déjà interdit de séjour en France est prié de quitter l'Angleterre, où il séjourne pour sauver sa tête. Il décroche une lettre de change et s'embarque pour l'Amérique, où il arrive en mai 1794 sur le voilier *William Penn*. S'il a bien une lettre de recommandation, remise par Hamilton au président, il ignore que le gouverneur Morris a déjà touché un mot à Washington de sa mauvaise réputation, non parce qu'il est un séducteur impénitent mais parce qu'il fait de l'agiotage. D'ordinaire, le président Washington rencontre volontiers les Français de passage, mais cette fois, s'il ferme les yeux sur l'installation de Talleyrand à Philadelphie, il ne le reçoit pas. Talleyrand, l'on s'en doute, s'adapte rapidement, il achète et revend des marchandises d'Europe, s'improvise agent immobilier et prospecte des terrains, activité nouvelle pour lui et qui lui vaut quelques surprises :

À moins de cinquante lieues de la capitale, je ne vis plus de trace de la main des hommes. Je trouvai une nature toute brute et toute sauvage, des forêts aussi anciennes que le monde... On ne fait pas un pas sans se convaincre que la marche irrésistible de la nature veut qu'une population immense anime un jour cette masse de terres inertes et qui n'attendent que la main de l'homme pour être fécondées 4.

Talleyrand ajoute dans ses *Mémoires* que l'on peut encore s'égarer dans les bois, qu'il a partagé du poisson fumé, du jambon et de l'eau-de-vie avec des chasseurs de castors. Pendant le même temps, il adresse une requête à la Convention thermidorienne, le 28 prairial de l'an III (16 juin 1795), plaidant sa cause afin d'être rayé de la liste des émigrés, et finit par embarquer sur un brick danois pour la France le 13 juin 1796, sans avoir obtenu audience.

Six ans après ses belles déclarations épistolaires, la froideur de Washington vis-à-vis de la France, non seulement n'est pas comprise,

mais est perçue de plus comme une trahison et certains croient observer, par effet de balancier, une tolérance ou un soutien implicite aux Anglais qui refusent de retirer leurs garnisons laissées aux postes-frontières. Ces Anglais ont mauvaise presse, on les soupçonne de toutes les perfidies : une entente avec les Indiens lorsqu'ils attaquent les bordures des territoires, un sabotage du commerce américain avec les Antilles françaises, un contrôle de fait des ports tenus par la Compagnie des Indes occidentales. Les Anglais continuent de poser problème, on parle de spoliation, on envisage de fortifier les ports, de lever une milice. Face à la violation de neutralité et des droits commerciaux, le Sénat arrête le 1^{er} novembre toute relation commerciale entre les citoyens des États-Unis et les sujets du roi de la Grande-Bretagne. Mille maux qui laissent à penser que l'Angleterre mène en sous-main une guerre larvée contre l'Union. Plutôt que de mener des actes de représailles, Washington dépêche le président de la Cour suprême en août 1794, le Chief Justice John Jay, à Londres, en le chargeant de négocier un accord. L'après-guerre d'Indépendance n'est pas de tout repos pour son vainqueur et le climat s'alourdit au cabinet.

Décidément rien ne va : Philadelphie est en proie à une forte épidémie durant l'automne et au cours de l'hiver 1793-1794 le froid est mordant, la pluie incessante, la glace encombre le fleuve Delaware : on compte plus de 3 500 morts. Dans ces conditions, où réunir le Congrès en décembre ? Annapolis ? ce serait favoriser le Sud ; New York ? Reading ? L'intendance s'en mêle et l'usage fait revenir à Philadelphie. En juin 1794, en redressant le faux pas d'un cheval, Washington se fait très mal au dos et la douleur ne le quittera pas pendant plusieurs mois. Durant cette période, il rédige une adresse à la nation Cherokee, plaçant l'harmonie et la vie agreste.

L'héritage du temps des colonies pèse encore et alimente un autre sujet de discordance récurrent : les taxes. Déjà fort mal acceptées au temps des Anglais, elles le sont encore plus au temps de l'Union. L'histoire retient particulièrement la « Révolte du Whisky » de septembre 1794, menée par les fermiers de l'ouest de la Pennsylvanie contre un impôt créé par Hamilton en 1791, frappant les spiritueux et les alambics. Les habitants du bout des routes de montagnes en Virginie et en Pennsylvanie, lourdement handicapés s'ils doivent transporter leurs grains pour les vendre au marché, voulaient en réduire le volume en les transformant en whisky, ce qui leur apportait de surcroît une plus-value. La taxe leur paraît insupportable et ils décident de ne pas l'acquitter, d'autant moins qu'elle vient du niveau national.

Au début, les fermiers collent goudron et plumes aux habits des percepteurs zélés, mais lorsque le gouverneur s'en mêle, comme il se

doit, l'opposition s'organise, la jacquerie s'enflamme aux portails des tribunaux fédéraux. La colère gronde et enfle pendant deux ans, Washington exige la fermeté, et se montre favorable à l'emploi de la force contre les mouvements insurrectionnels. Il fait avertir les récalcitrants, il fait informer le Congrès, prépare l'opinion à une réaction. Rien n'y fait, Washington apprécie fort peu d'être nargué par 7 000 hommes armés, massés sur l'ancien champ de bataille des Grandes Plaines, de sinistre mémoire. Il envoie d'abord des milices dans les comtés enturbulence, mais c'est une fois de plus la Virginie qui le tire d'embarras lorsqu'une armée de 15 000 hommes, placés sous les ordres du général Henry Lee, reprend le terrain dans une opération qui se termine le 20 novembre 1794, sans tirer un seul coup de feu. Tout aussitôt Washington écrit à Londres, dans son style descriptif et concret, pour décrire à John Jay l'esprit patriotique et le sursaut des insurgés : « On a vu des officiers d'état-major qui, ne trouvant pas de commandement dans leur grade à leur arrivée aux lieux de rendez-vous, sont entrés sans aucun grade, ont marché nuit et jour avec leurs sacs et leur fournement sur le dos, ont couché sur la paille avec une simple couverture sous une tente de soldat pendant les nuits glacées que nous avons eues, afin de donner l'exemple aux autres ; et, ce qui est encore plus remarquable, plusieurs jeunes quakers des familles les plus distinguées, les plus honorées et les plus riches, sont entrés dans les rangs et ont marché avec les troupes, sans être retenus par les anciens 5. » Lee est alors gouverneur de la Virginie, la solidarité joue à plein : il s'agit de combattre et soumettre tous ceux qui s'arment contre la volonté nationale, de prêter main-forte aux magistrats en les aidant à amener les délinquants devant la justice. Et Washington célébrera ce bel état d'esprit dans son discours au Congrès. Il n'empêche, certains crient à la manipulation, comme Jefferson, très critique de la politique d'Hamilton, qui renforce à tout va le pouvoir central, qui alourdit les impôts, qui dénonce intrigues et insurrections pour mieux asseoir son pouvoir. La rupture entre les deux anciens collègues du gouvernement est une plaie ouverte et Jefferson n'hésite pas à qualifier le secrétaire au Trésor de « servileplagiaire de Mr Pitt 6 ». La haine de George III et de son Premier ministre honni se transfère et perdure.

LE TRACAS DES TRAITÉS

Londres est de nouveau dans les esprits au retour de John Jay. Il rentre à New York le 28 mai 1795, porteur d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, signé en mai 1794 par lord Grenville et lui-même. Il le dépose le 8 juin devant le Sénat, qui le ratifie, mais les esprits s'enflamment à nouveau à la lecture des concessions américaines jugées exorbitantes.

Certes, les postes anglais du Nord-Ouest seront évacués et les limites des territoires anglais et américains fixées et la liberté de commerce avec l'Angleterre reste entière. Mais le bât blesse, Washington en convient, sur des points commerciaux majeurs : il faut renoncer au droit d'exporter en Europe coton, café, sucre, cacao et mélasse, sans parler du lucratif commerce avec les Antilles désormais bridé puisqu'il n'est autorisé que sur des bateaux de moins de soixante-dix tonnes. Washington est d'avis qu'il faut ratifier le traité dans son ensemble, malgré le fait que, faute de crédits votés pour la marine, les côtes sont à la merci de la puissante flotte britannique. Le pays s'enflamme, le peuple de Philadelphie s'ameute, parcourt la ville portant les articles au bout d'un bâton et les brûle solennellement devant la maison du ministre et du consul d'Angleterre. Les démocrates sont à nouveau furieux à la Chambre, critiquant durement le président et ses conseillers. Des protestations s'élèvent dans tout le pays qui « hurle contre le traité comme devant un chien enragé 7 ». La bataille se déchaîne, on injurie le président, piqué au vif, qui juge que « ces épithètes outrées et inconvenantes, conviendraient à peine à un Néron, à un criminel notoire, à un vulgaire filou 8 ». On va jusqu'à parler de mise en jugement, d'usurpation, de dilapidation, de trahison. On accuse, on veut même assassiner. Hamilton, qui s'est retiré du Trésor en 1795 pour pratiquer le droit, soutient vaillamment un Washington bien amer.

Les rivalités anglo-françaises empoisonnent le climat diplomatique, les deux nations veillant jalousement sur leur alliance avec les Américains qui ne veulent être partisans ni de l'un ni de l'autre. C'est pourquoi George Washington exige la discrétion absolue lorsqu'il lui faut aider le fils de Lafayette, son quasi-homonyme, George-Washington Lafayette, beau jeune homme d'une conduite et d'une moralité excellentes, qui a pris le nom de Motier et arrive en septembre 1795. S'il souhaite jouer à la fois le rôle de protecteur, d'ami vigilant et de père affectueux sur le sol américain, toujours fidèle à sa vieille amitié pour son père, il lui fait cependant demander, par l'entremise du sénateur Cabot, de ne pas venir le voir au siège du gouvernement à Philadelphie où sa visite ne manquerait pas d'être commentée par les puissances étrangères. Washington préconise de l'inscrire à l'université de Cambridge, avec M. Frestel, son tuteur, et cela à ses frais. Mais son conseil ne sera pas suivi puisque Motier et Frestel, aux abois, prennent la diligence pour New York où ils rejoignent la résidence privée d'un Français. Washington lui écrit un peu plus tard, lui donnant du « Mon cher et jeune ami », expliquant sa demande d'incognito, l'assurant de sa bienveillance à son égard et de son vif attachement à son père infortuné, son compagnon d'armes. Il veut sincèrement faire perdurer cette amitié avec ce filleul français.

Washington se tient informé des infortunes du marquis, surveillé de très près après une tentative d'évasion, et souffre véritablement lorsqu'il apprend que Mme de Lafayette a renoncé à venir en Amérique et est partie à Vienne avec ses deux filles pour tâcher d'obtenir par ses prières la liberté de son époux. Très partagé, Washington souhaiterait intervenir à titre privé mais se l'interdit d'abord à titre public. Pourtant, il écrira à l'empereur d'Autriche le 15 mai 1796 :

Permettez-moi seulement de représenter à Votre Majesté que sa longue captivité, la confiscation de ses biens, l'indigence et la dispersion de sa famille, ainsi que les pénibles inquiétudes qui naissent de ces maux, le recommandent à la pitié de tous. Souffrez donc, Sire, qu'en cette occasion je sois l'interprète du vœu général, et laissez-moi vous supplier de lui accorder la permission de venir dans ce pays, sous quelque condition ou restriction qu'il plaise à Votre Majesté d'imposer [9](#).

Le climat diplomatique quelque peu apaisé, le commerce reprend, plus florissant, un traité est signé avec l'Espagne à Madrid en octobre 1795, qui délimite la Floride, ouvre le Mississippi, établit des entrepôts à La Nouvelle-Orléans, calmant ainsi les oppositions de marchands. Voici donc l'intérêt et le droit conjugués sur cette partie du territoire. Mais l'Ouest, prometteur et turbulent, est depuis toujours son souci, il a vu bien des machinations des Anglais dans le Nord, des machinations des Espagnols dans le Sud afin de semer la division entre les États-Unis et leurs alliés indiens. Les traités avec l'Angleterre et l'Espagne prouvent la stature de la nouvelle nation américaine.

C'est l'embellie mais, pour Washington, le cœur n'y est plus en cette dernière année de second mandat. Il vient d'essuyer de violentes insultes, il a échoué à préserver l'amitié entre deux valeureux champions de l'indépendance, Hamilton et Jefferson. Il explique à l'automne 1795 :

Tant que j'aurai l'honneur d'être au pouvoir, je ne nommerai jamais sciemment à aucune charge importante un homme dont les maximes politiques seraient contraires aux principes suivis par le gouvernement. À mon avis, ce serait une sorte de suicide politique [10](#).

Il n'aime pas les partis, seule compte pour lui la loyauté à la Constitution. Pas plus qu'il n'aime l'idée de concentration d'émigrants, réunis en corporations agglomérées, car il entend qu'ils se mêlent au peuple et ne tardent pas à devenir de vrais Américains. Les projets à l'intérieur ne manquent pas : Washington confie à son vice-président John Adams qu'il faut envisager une université dans la capitale fédérale, pour réunir en un seul point les jeunes gens des diverses parties de la République naissante et ainsi contribuer à dissiper les préjugés. Mais il se sent mal compris. Alors il écrit, il écrit sans relâche pour s'expliquer, par exemple aux notables de Boston à propos du traité avec l'Angleterre.

Ses commentaires amènent à s'interroger sérieusement sur le talent, voire les capacités politiques de Washington. D'une part, sur le front des affaires étrangères, sa lettre d'intervention en faveur du marquis de Lafayette auprès de l'empereur d'Autriche est restée sans réponse et sans suite, jetant une ombre forte sur sa stature diplomatique. Qui plus est, lorsqu'il propose confidentiellement de remplacer le ministre plénipotentiaire auprès de la France, la personnalité sollicitée, Charles C. Pinckney, lui oppose un refus. Sa politique reste peu lisible auprès de partenaires entiers et antagonistes, des partenaires en proie à des changements politiques de grande magnitude : l'Angleterre traite avec son ex-colonie, la France sort d'une révolution, et Washington craint les extrémités de comportement du Directoire, autre aveu d'impuissance. Il a de la difficulté à faire la part entre ses amitiés privées et sa charge publique. Il a de la difficulté à assumer, par une visite ou une invitation, sa vieille amitié avec la famille Lafayette, préférant la discrétion et le repli. D'autre part, les critiques nourries des gazettes telle *L'Aurore*, son incapacité à susciter l'adhésion du pays et à consolider son gouvernement qui éclate finalement ne plaident pas pour sa grandeur d'homme d'État dans ces années 1795-1796. Les observateurs notent une profonde obscurité chez le personnage, comme Chateaubriand : « Quelque chose de silencieux enveloppe les actions de Washington. Il agit avec lenteur. On dirait qu'il se sent le mandataire de la liberté de l'avenir et qu'il craint de la compromettre 11. » Au terme de son second mandat, il semble désormais impuissant à gouverner.

La meilleure preuve en est que la situation intérieure reste tendue, les insultes et les calomnies fusent à l'égard du premier magistrat du pays, car le traité avec l'Angleterre continue de diviser. Le Maryland soutient Washington, Hamilton fait de même en mars 1796, puis la Virginie, représentative des États du Sud, au mois d'avril puis c'est au tour de John Jay, gouverneur de New York, d'assurer au président qu'il sera suivi. Mais les soutiens ne sont pas légion, loin de là. Malgré les tumultes, George Washington s'en tient à sa doctrine :

Ma politique est simple. Vivre en relations amicales avec toutes les nations de la terre mais ne dépendre d'aucune, n'épouser les querelles d'aucune, tenir envers toutes nos engagements, pourvoir par le commerce aux besoins de toutes, c'est là notre intérêt et notre droit. Je veux une attitude *américaine*, le renom d'une politique *américaine*, afin que les puissances européennes soient bien convaincues que nous agissons pour nous-mêmes, non pour autrui 12.

Que de progrès accomplis tout de même sous son mandat, malgré les turbulences de la jeune nation. Ce qui explique une certaine usure, perceptible dans l'aveu final de mars 1797, à la veille de son départ vers une retraite sur sa plantation de Mount Vernon :

Pour moi, je me compare au voyageur bien fatigué qui voit bien près de lui un lieu de repos longtemps désiré et qui s'empresse de s'y rendre ; mais il est des gens qui ne souffrent pas que je le fasse en paix, qui ne veulent pas se refuser le plaisir de présenter sous un jour faux tous les motifs qui m'ont fait agir, qui blâment ma politique, tâchent d'affaiblir la confiance que le peuple a bien voulu placer en moi [13](#).

C'est un homme profondément blessé par le venin de ces critiques malveillantes, critiques qu'il subit depuis longtemps puisque les pamphlets intitulés *Épîtres domestiques, confidentielles et officielles du général Washington* ont commencé à paraître lorsqu'il a pris le commandement de l'armée des États-Unis.

Joies domestiques, travaux de la campagne, telle sera sa consolation intime car il estime qu'il a rempli strictement ses devoirs, et qu'il est honnête homme. Il lui arrive même de penser que le système politique rodé sous ses mandats peut avoir un effet modélisant, que les droits du genre humain, les principes de liberté et les privilèges du peuple sont discutés et mieux compris dans toute l'Europe depuis la révolution américaine. Tel est l'état d'esprit de Washington au moment où il quitte le pouvoir.

George Washington franc-maçon

Un jeune initié à la loge de Fredericksburg

Au XVIII^e siècle, aussi bien en Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, il faut compter avec la franc-maçonnerie et son rôle constant dans la diffusion des idées. Il faut également poser la question des interférences entre l'institution maçonnique et le jeu politique. Durant cette seconde moitié du siècle des Lumières, marquée par les révolutions et l'émancipation de l'Amérique, l'arpenteur Washington est devenu commandant en chef des armées puis premier président de la jeune république. Derrière les décors : un franc-maçon.

George Washington est initié le 4 novembre 1752, avant même sa majorité, par la loge « Fredericksburg n° 4 », installée deux mois auparavant, et qui demande un droit d'entrée de deux livres et trois shillings. À l'évidence, la jeune loge cherche à recruter des hommes sûrs et droits, des notables pour exister et s'affermir, car à l'époque, en matière de présence maçonnique, ce sont le Massachusetts et la Pennsylvanie qui prédominent, puis New York et les deux Carolines. Apprenti en novembre, Washington est reçu compagnon le 3 mars 1753, et maître cinq mois plus tard, le 4 août 1753. Une telle rapidité d'ascension et à un si jeune âge peut surprendre mais la vie est courte à l'époque, et sa loge de Fredericksburg s'est affiliée à la Grande Loge d'Écosse où l'on peut entrer à dix-huit ans, contrairement aux Grandes Loges anglaises qui n'autorisent les recrutements qu'à partir de vingt et un ans. Comme il est dans l'armée, on pense qu'il a reçu, d'une part, le degré de la « Mark » dans la loge militaire 227, rattachée au 46^e régiment, et, d'autre part, le degré de « Royal Arch » à Fredericksburg, car ces symboles de grade figurent sur les broderies de son tablier maçonnique. Il est assez peu assidu en Virginie, chez lui, mais fréquente en « visiteur » de nombreuses loges militaires, créant lentement des liens et d'utiles réseaux, une solidarité souvent déterminante dans ces temps troublés. Lorsqu'il est à Mount Vernon, il est à 50 miles de la loge la plus proche, si bien qu'à moins que Washington et ses amis n'aient, selon la coutume au XVIII^e siècle, « battu maillet *1 » dans leurs demeures, son activité maçonnique semble avoir été fort restreinte.

On compte alors environ 3 000 maçons dans les colonies américaines sur une population de près de 4 millions d'habitants, mais le nombre de loges va doubler, passant de cent à deux cents à la fin de la Révolution. Ainsi, loin d'être en retrait, la franc-maçonnerie se mêle-t-elle à l'histoire de la nation en devenir. Certaines loges sont loyalistes et d'autres patriotes, engagées dans les comités de correspondance, bref, à l'image de la société profane, il y a

parallèlement une maçonnerie coloniale et une maçonnerie métropolitaine. Dès 1794, Benjamin Franklin, alors Grand Maître de la Grande Loge du Massachusetts, en précurseur, clame son indépendance sans ambiguïté :

Nous saluons les maçons libres, anciens et acceptés du globe et les informons que tout rapport et tout lien ont été rompus avec la Grande-Bretagne par une déclaration de notre État et de douze autres États-Unis, libres et indépendants 1.

La tendance va se renforcer, aboutissant à l'indépendance de deux Grandes Loges en 1778, celle de Pennsylvanie et celle de Virginie, chère à Washington. Ainsi l'internationalisme maçonnique est-il mis en veilleuse pour privilégier la lettre des Constitutions d'Anderson, texte fondateur de la maçonnerie qui pose que tout frère doit respecter les lois de son pays. La priorité sera donnée à la nation américaine.

Washington reconnaît en même temps sa dette envers le Grand Architecte de l'Univers et aime à dire :

Le Grand Souverain de l'Univers nous a conduits trop longtemps et trop loin sur la route du bonheur et de la gloire pour nous abandonner au milieu 2.

Son idéal maçonnique l'amène très tôt à défendre la tolérance religieuse, à telle enseigne qu'il propose dès 1776 la séparation de l'Église et de l'État en Virginie. L'indépendance de croyance est bien loin d'être acquise, mais les maçons vont contribuer à la promouvoir en admettant dans leurs loges des hommes de confessions différentes. Pour autant, cette revendication de liberté ne s'étend pas à la question de l'esclavage et Washington, planteur du Sud avant toute chose, se montre très réservé sur la question de l'émancipation des Noirs, bien qu'il demande dans son testament qu'après sa mort ses 124 esclaves soient émancipés au décès de son épouse (elle-même en possède personnellement 153) et que soient prises des mesures pour les infirmes et les vieillards 3. Au reste, les Constitutions d'Anderson interdisent l'initiation des esclaves et des femmes, car ils ne sont pas libres.

Lorsque à la Déclaration d'indépendance des colonies succède, l'année suivante, en 1777, la séparation de la maçonnerie américaine de la Grande Loge d'Angleterre, l'activité maçonnique de Washington va s'étoffer. Il est proposé pour être Grand Maître de la Grande Loge de Virginie, mais il est aux armées et n'a jamais été vénérable, c'est-à-dire président annuel de la loge, faute de présence assidue. Il ne peut donc accepter cet office, mais d'autres sollicitations ne vont pas manquer. En 1778, quand il est mis en difficulté au Congrès à propos du plan des opérations militaires, Washington arrive à Philadelphie au moment de la tenue de La Grande Loge de Pennsylvanie. On l'y invite

et, le 28 décembre, dans le cortège maçonnique qui se rend de la Loge au Temple du Christ, où l'on fait un sermon suivi d'une quête au profit des pauvres, le général occupe la place d'honneur entre les deux plus hauts dignitaires, le Grand Maître et le Grand Maître adjoint. La foule est là pour regarder le parcours du cortège ; dessins et gravures célèbrent l'événement.

Washington assiste à d'autres cérémonies maçonniques publiques, telle la fête de Saint-Jean-Baptiste, le 24 juin 1779 avec l'American Union Lodge à New York, une loge militaire. En décembre, cette dernière choisit de fêter la Saint-Jean d'hiver à Morristown, là même où Washington a établi son quartier général. Il assiste aux festivités, au milieu d'une centaine de membres, dont les officiers supérieurs Alexander Hamilton et Thomas Proctor. Au faîte de sa carrière aux armées, il fréquente en visiteur diverses loges militaires, s'entoure de conseillers francs-maçons, choisit et nomme ses généraux parmi les francs-maçons — affaire de fréquentation et de confiance, voire de fidélité. Qui plus est, lorsqu'il pressent une mutinerie, il retourne la situation en s'adressant aux soldats francs-maçons stationnés à Newburgh, pendant le siège de New York, grâce au désormais célèbre discours du Temple de la Vertu qui amalgame frères et subordonnés. En 1779-1780, un certain nombre de loges militaires, réunies en convention à Morristown dans le New Jersey, reprenant le souhait de la Grande Loge de Pennsylvanie, tente de constituer une Grande Loge des États, unique et fédérale en quelque sorte, avec l'intention d'en confier la grande maîtrise à Washington. C'est méconnaître les baronnies locales et l'esprit d'indépendance qui continue d'habiter les esprits : le projet échoue, combattu en particulier par le Massachusetts, qui refuse d'abandonner une antériorité et des pouvoirs décentralisés à une instance nationale. Mais l'idée s'est répandue et nombre de maçons croient, un temps, que Washington est leur Grand Maître : on frappe même une médaille maçonnique à son effigie, où l'on grave ce titre. Il n'en est rien, mais qu'à cela ne tienne, Washington s'affiche le 27 décembre 1782 à la fête de Saint-Jean l'Évangéliste avec la Loge « Roi Salomon » de Poughkeepsie, New York. Chez lui, en Virginie, il ne manque pas la fête de Saint Jean-Baptiste du 24 juin 1784, avec la loge 39 d'Alexandria, dont il est élu membre honoraire, de même qu'il assiste aux funérailles d'un frère de la loge, le 12 février 1785. En 1788, lorsque sa loge demande son transfert en Virginie, cette fois avec le numéro 22, elle désigne Washington comme « Vénérable fondateur », façon habile de lui apporter un poids symbolique et une caution.

Il ne fait aucun doute que George Washington doit beaucoup à la franc-maçonnerie américaine en matière d'apprentissage et de soutien.

Sur les colonnes des temples il apprend d'abord l'écoute de l'autre et durant toute sa carrière de commandement, aux armées comme au gouvernement, il pratique éminemment cette vertu, sait prendre des avis, s'entourer. Sauf exception, ce n'est pas un très grand orateur, encore moins un tribun. Visiteur ici et là, il observe et apprend les usages de la démocratie. D'abord, il n'y a pas de hiérarchie durable : on pratique systématiquement la rotation des offices (secrétariat, intendance, trésorerie, etc.), sa loge de Fredericksburg vote dès décembre 1770 un règlement intérieur, qui limite à un an toutes les fonctions au sein de la loge. En Nouvelle-Angleterre, au lendemain de l'indépendance, le Grand Maître n'est plus nommé comme auparavant par la loge anglaise dont il dépend, mais il est élu, et pour une durée de trois ans avec la possibilité d'un second mandat équivalent. Les maçons de Boston entendent ainsi se prémunir contre une confiscation et une personnalisation du pouvoir. Partout la prise de parole est réglementée pour permettre à tous de s'exprimer. Les locaux maçonniques, le plus souvent des auberges tenues par des francs-maçons, vont jouer un rôle majeur dans la discussion et la mise en forme des idées nouvelles. Discrètes sans être clandestines, ces tavernes permettent des réunions largement composées de maçons car aussi bien les comités de sécurité que les comités de correspondance s'y rencontrent à l'abri. C'est là que le maçon Paul Revere, en 1774, apprend la nouvelle de la fermeture du port de Boston, ordonnée en représailles par les Anglais, nouvelle qu'il porte séance tenante à Philadelphie ; c'est là encore qu'il apprend en 1775 que les Anglais vont attaquer les troupes américaines à Lexington : il chevauche toute la nuit pour les prévenir et en fait le récit. C'est là que sont mis au point les premiers communiqués de presse qui portent d'abord sur les festivités, les événements et les installations de nouvelles loges, mais qui s'enhardissent bientôt jusqu'à sortir des formules politiques qui feront mouche telles que « *No taxation without representation* » (« pas d'impôt sans représentation au Parlement »), dirigée contre Londres. À Philadelphie, les beaux esprits et les propagandistes comme Franklin, éditeur de métier, sont à la manœuvre.

Enfin, une vigilance s'exerce sur les déplacements des loges militaires qui doivent demander une autorisation de séjour à la Grande Loge de la province d'affectation, désormais responsable de leurs travaux. Ces loges militaires sont actives, une douzaine vont s'ouvrir pendant la révolution. Washington appartient à la plus prestigieuse d'entre elles, l'« American Union Lodge », constituée en 1776, très sélective puisqu'elle n'admet que cinquante membres, tous élus à l'unanimité. Le droit d'entrée y est élevé, dix dollars, soit pratiquement le salaire annuel d'un ouvrier. Militaire et franc-maçon en temps de guerre, voilà deux atouts majeurs : plus de la moitié des

généraux de l'armée continentale appartiennent à la franc-maçonnerie.

*1. « Battre maillet » signifie tenir une réunion maçonnique.

Au cœur d'une large fraternité

Au plus près des débats d'idées qui vont transformer l'Amérique, les francs-maçons tiennent largement leur place, et l'imbrication avec les têtes de l'armée constitue un levier majeur dans la transmission. Ainsi, pendant la période révolutionnaire, dans la loge de Fredericksburg, on compte quarante-six militaires, soit un général, neuf colonels, cinq lieutenants, deux capitaines. Dix délégués sur les cinquante-trois représentants qui siègent au premier Congrès continental sont des frères et ils signent les articles qui demandent à la Grande-Bretagne d'abroger des lois anticonstitutionnelles. Sont également francs-maçons huit des signataires de la Déclaration d'indépendance et sept signataires des Articles de la Confédération. S'il n'est pas certain que Thomas Jefferson soit passé sous le bandeau, ou qu'il ait été, comme on l'a prétendu, membre de la prestigieuse loge parisienne des « Neuf Sœurs », dont Benjamin Franklin, alors ambassadeur des États-Unis en France, sera par contre Vénérable en 1779, il développe néanmoins des théories proches de la philosophie des Lumières, tout comme son ami Thomas Paine, en lien avec des francs-maçons. Lafayette, quant à lui, appartient à la « Société patriotique de 1789 », qui compte dans ses rangs Lavoisier, Mirabeau ainsi que le chimiste Monge. Dès 1730, Montesquieu a été initié dans une loge anglaise, « The Horn Westminster », Diderot, quant à lui, a fait les premières démarches pour devenir franc-maçon, puis a renoncé.

On retrouve encore les frères dans le feu de l'action lors de la fameuse nuit noire du thé versé par-dessus bord. Déclenchée après la saisie du bateau *Liberty* dans le port de Boston, et orchestrée par son propriétaire John Hancock, maçon depuis 1762, et qui compte de nombreux amis dans les loges des marchands, l'émeute a passablement échauffé les esprits. En décembre 1783, c'est dans la taverne du franc-maçon Samuel Fraunces, dite Taverne Fraunces, encore visitée aujourd'hui, que George Washington prononce son discours d'adieu à ses officiers, lors du dîner offert en son honneur par le gouverneur de New York. Au gré des circonstances, Washington privilégie l'amitié, la fraternité maçonnique et la symbolique dans un mélange de son cru.

L'intervention française dans la guerre d'Indépendance a été préparée de longue main par des francs-maçons célèbres, tels Franklin et Lafayette. De même, l'abondante correspondance ainsi que les liens d'amitié entre Washington et Lafayette attestent d'une collaboration étroite entre l'Amérique révolutionnaire et la France. La guerre terminée, l'organigramme de la maçonnerie américaine est repensé et la loge « Alexandria n° 30 », qui auparavant se rattachait à la Grande

Loge de Pennsylvanie, se repositionne en Virginie et devient « Alexandria n° 22 » en 1786. Washington en est élu vénérable, puis réélu. Il tient donc le premier maillet de sa loge virginienne lorsqu'il devient président des États-Unis et, dès lors, quand il parcourt le pays il est à chaque fois reçu par les loges du cru, affirmant partout sa qualité maçonnique.

Il ne faut guère s'en étonner car les francs-maçons américains ont joué un rôle important dans le processus politique. En 1788, par exemple, treize délégués à la convention qui siège pour entériner la Constitution américaine sont francs-maçons, soit le tiers des signataires, dont les plus connus sont Benjamin Franklin pour la Pennsylvanie, John Dickinson pour le Delaware, Rufus King pour le Massachusetts et George Washington pour la Virginie. Après l'élection à la présidence de la République, l'inauguration le 30 avril 1789 est très suivie par les francs-maçons influents : c'est le Grand Maître de New York et Chancelier de l'État, Robert Livingston qui lui fait prêter serment et sur une bible de la loge voisine, « Saint John n° 1 », prêtée pour cette prestigieuse occasion par son Vénérable, le général Jacob Morton. Deux ans plus tard, le Grand Maître de Caroline du Sud lui adresse un courrier de louanges sur ses hauts faits militaires et civils, et, à chaque fois, Washington répond aux témoignages de sympathie émanant des Grandes Loges des États. Il fait le lien entre les valeurs maçonniques et l'avènement de la nouvelle nation, comme dans cette lettre de 1796 à la Grande Loge de Pennsylvanie :

Avoir été, aussi peu que ce fût, l'instrument de la Providence pour promouvoir l'ordre et l'union, et pour établir sur des fondations solides les vrais principes d'un gouvernement, signifie seulement avoir œuvré avec beaucoup d'autres ; espérons que les frères y trouveront leur récompense, ainsi qu'une incitation aux vertus, aujourd'hui comme demain ¹.

Il entend bien faire vivre sa fidélité, conserver le langage et les liens privilégiés des parvis et des colonnes. Tout naturellement, il préside, dans la tradition opérative écossaise, la cérémonie de pose de la pierre d'angle du nouveau Capitole, le 18 septembre 1793, à la demande du Grand Maître de la loge du Maryland et en présence de délégations de loges de la capitale, mais aussi du Maryland et, bien sûr, de Virginie. De manière périphérique, il ne lui déplaît pas d'être élu président de la Société des Cincinnati de l'État de Virginie, fondée en 1783 à la Taverne du Lion, dont sont membres une quinzaine de frères de la loge de Fredericksburg et quelques autres des loges avoisinantes.

La franc-maçonnerie américaine s'est toujours enorgueillie de compter George Washington dans ses temples et ses agapes. La première biographie de George Washington est écrite, de manière opportuniste, aux environs de l'année 1800 par un franc-maçon, le révérend Mason Locke Weems, et donne dans l'hagiographie, mais par la suite, la plupart des notices biographiques des ouvrages de

référence anglo-saxons ignorent cette dimension du personnage ou encore la passent délibérément sous silence, parce qu'elle dérange jusqu'à un certain point. Pourtant, aux États-Unis, la franc-maçonnerie a tenu à éditer des affiches montrant le président en tenue de maître maçon et a multiplié les éloges. Le plus célèbre est sans nul doute celui de Theodore Roosevelt, prononcé à la Grande Loge de Pennsylvanie le 5 novembre 1902 :

Lorsque le frère George Washington se rendait dans une loge de notre Fraternité, il allait dans l'unique endroit aux États-Unis où il se tenait au-dessous ou au-dessus de ses semblables selon leur place officielle dans la loge. Il se rendait dans l'endroit idéal où notre gouvernement était réalisé, du moins autant qu'un idéal aussi sublime peut être réalisé à l'échelle humaine **2**.

En temps de paix, la maçonnerie américaine conforte le nouvel ordre établi, tout comme en temps de guerre elle a été un facteur d'entraide et de cohésion. En effet, les membres des loges loyalistes du Nord, fidèles aux Britanniques, sont partis au Canada, tandis que les patriotes vainqueurs implantent leurs loges au fur et à mesure de l'expansion territoriale.

Anticipons un peu... Quand les funérailles maçonniques de George Washington seront célébrées le 18 décembre 1799, elles le seront par la loge « Alexandria », en présence de nombreux frères, du clergé et de citoyens qui descendront dans le caveau pour le service funèbre. Les officiers de la Révolution qui tiennent les cordons du poêle seront tous membres de la loge sauf un ; le cercueil, recouvert des épées maçonniques et du tablier du défunt, étant placé au bord de la fosse. Les frères défilèrent alors, déposant chacun une branche d'acacia, pendant que le canon tonnera et que se formera la chaîne d'union rituelle. Quelques mois avant de mourir, Washington n'aura-t-il pas rappelé dans ses correspondances aux frères du Maryland la bienveillance qui fonde la maçonnerie ? Voici comment il s'adresse aux frères de sa loge Alexandria **22** :

Lorsque vous m'assurez que j'ai agi en maniant l'équerre à bon escient en tant qu'homme public, vous me donnez l'une de mes plus grandes joies dans cette Loge Terrestre **3**.

Un monument dominant le fleuve Potomac, avec vue sur la ville de Washington, sera érigé : le George Washington Masonic National Memorial qui porte en inscription une des pensées de ses dernières années :

Persuadé qu'une juste application des principes qui régissent la fraternité maçonnique doit promouvoir la vertu privée et la prospérité publique, je serai toujours heureux de faire avancer les intérêts de notre société et d'en être considéré comme un frère digne de l'Ordre **4**.

En 1805, la loge changera son nom pour devenir « Alexandria-

Washington » et, en 1810, elle décida de s'associer à d'autres loges pour construire un bâtiment digne de recevoir en un petit musée des reliques, parmi lesquelles le maillet de la pose de la première pierre du Capitole, réutilisé dans maintes cérémonies présidentielles de Buchanan à Truman, la bible de la loge St John n° 1 sur laquelle Washington a prêté le serment de président, le premier tablier brodé venu de Nantes, une boîte au couvercle orné de l'équerre et du compas et portant les lettres symboliques de la Marque. Ce sont là les objets et les meubles les plus illustres de la franc-maçonnerie nord-américaine.

Le sage de Mount Vernon

L'homme des adieux

Carry me back to Old Virginia
(hymne officiel de l'État)

C'est bientôt l'heure du retour en Virginie pour un homme vieilli par l'exercice du pouvoir et quelque peu désabusé, conscient certes de ses réussites pour armer et fonder une nation, mais las des controverses et des tensions politiques. Il a acquis une immense renommée mais ne souhaite pas un nouveau mandat, aspirant désormais à un rôle d'observateur et de sage, car il a hâte de retourner à sa vie de planteur. Washington sait bien que les nouvelles du monde lui parviendront, grâce à ses visiteurs et à ses correspondants. Au seuil de la retraite, la prospérité du pays reste néanmoins l'objet de ses ultimes préoccupations d'homme d'affaires.

L'Amérique se remet au négoce, elle y aspire depuis l'indépendance, elle veut la paix et la prospérité, si bien que les vieux clivages entre patriotes et loyalistes, entre colonies du Nord et du Sud, entre régionalistes et nationalistes sont oubliés car il semble que, finalement, les traités de commerce permettent la reprise des affaires, si bien que les critiques s'étiolent. Le débat politique passe au second plan. Et, du même coup, l'engouement pour la France tiédit. Lafayette a maintenant trente-neuf ans, et les observateurs américains ne manquent pas de manifester quelque inquiétude face à des accélérations de l'histoire qu'ils jugent chaotique : la crise révolutionnaire a emporté le roi, la Société des droits de l'homme et du citoyen a jeté ses feux, les Montagnards ont accusé les Girondins de fédéralisme à la Convention — appellation du reste empruntée à l'Amérique —, la Terreur a donné voix à la dictature de Robespierre, la guillotine a éclairci les rangs, le club des Jacobins est fermé depuis la fin de 1794, les journées de Germinal et de Prairial ont écrasé les gens du peuple. Voilà qui met un sérieux plomb dans l'aile des clubs démocratiques turbulents qui ont embrassé les principes des Français. Washington songe-t-il à son confrère Babeuf, comme lui arpenteur, devenu journaliste, qui réclame la suppression de la propriété individuelle des terres et veut, au printemps 1796, fonder la République des Égaux ? Cette jouissance communale des fruits de la terre a tout pour inquiéter un grand planteur, et même si la conspiration des Égaux échoue et que les meneurs sont arrêtés, Washington a tout lieu de se réjouir de sa sagesse et de son principe de neutralité.

Sa cote remonte malgré les lettres anonymes, et on se tourne à nouveau vers lui pour qu'il maintienne la ligne tracée en acceptant un troisième mandat. Mais cette fois il refuse, l'aventure ne le tente plus. Le 17 septembre 1796, soit six mois avant sa date de retraite effective, il publie un message d'adieu, après avoir pris les conseils d'Hamilton et de Madison pour le libeller. L'un est fédéraliste par excellence et l'autre démocrate, mais qu'importe puisque son propos va prêcher l'unité. Ce message de gratitude pour la confiance qui lui a été témoignée, il veut le présenter comme les conseils désintéressés d'un ami.

Votre bonheur individuel dépend de l'union qui vous constitue en corps de nation, il faut que vous la chérissiez constamment, invariablement, que vous vous accoutumiez à la considérer comme le palladium de votre bonheur et de votre sûreté, que vous veilliez sur elle d'un œil jaloux, que vous imposiez silence à quiconque oserait jamais vous conseiller d'y renoncer, que vous fassiez éclater toute votre indignation au premier effort qu'on tenterait pour détacher de l'ensemble quelque partie de la Confédération ou pour affaiblir un seul des nœuds sacrés qui la forment 1.

Il n'a de cesse de convaincre de la complémentarité des diverses régions, le Nord se nourrissant des productions du Sud, qui lui assure aussi le fret pour son commerce maritime et des matériaux précieux pour ses manufactures. De souligner aussi que la navigation intérieure, d'est en ouest, doit renforcer la future puissance maritime atlantique. Il ne peut faire l'économie de l'éloge de ce qu'il appelle le gouvernement général, fondé sur la liberté et la sage distribution des pouvoirs, et de la Constitution, obligatoire et sacrée pour tout citoyen. Pour Washington, ordre, temps et expérience assureront la stabilité, et il a des mots très durs contre les factions, les fauteurs de troubles, les soulèvements et, bien pire, l'influence des étrangers car, selon lui, l'Europe, en raison de sa position géographique et politique éloignée, a des intérêts qui, ou bien ne touchent pas les Américains, ou bien ne les concernent aucunement. Inutile donc de former des nœuds et de suivre ses caprices ou de favoriser une nation plutôt qu'une autre. Pour la conduite de la politique intérieure, il ne craint pas de marteler :

Pour assurer votre félicité présente, il ne suffira pas que vous cessiez toute opposition faite irrégulièrement à l'exécution des lois, il faudra que vous résistiez avec force à l'esprit d'innovation 2.

Curieusement, le discours ne fut pas prononcé, mais communiqué au quotidien de Philadelphie, l'*American Advertiser*, qui le publie le 19 septembre. Un adieu qui est aussi un testament politique, que Washington introduit avec une fausse bonhomie, lorsqu'il feint de croire qu'il devrait conclure son propos, mais sa sollicitude pour le

bien-être des Américains l'emporte. Son message, qui s'adresse plus spécialement aux propriétaires fonciers, rappelle que les circonstances qui l'ont amené à prendre du service sont maintenant derrière eux, que le pays est désormais stabilisé, uni et capable de mener de grands desseins. Il préconise bien sûr la bonne foi, le bon usage de la religion et de l'instruction. Il prodigue des conseils, toujours les mêmes : il faut bannir l'esprit de parti, exclure toute influence étrangère, bref s'en tenir à l'âme américaine.

S'étant adressé à « un peuple éclairé et libre et bientôt un grand peuple 3 », à New York, c'est donc avec sérénité qu'il transmet le pouvoir à son second, le vice-président John Adams, si étroitement associé aux huit années de ses mandats. Au mois de février 1797, John Adams devient le deuxième président des États-Unis et Thomas Jefferson est son vice-président. Vêtu d'un habit de velours noir, l'épée au côté, George Washington tient son rang jusqu'au bout. Le 4 mars, les membres du Sénat, conduits par le vice-président et accompagnés par les officiers du gouvernement général, du gouvernement de l'État ainsi que d'un fort groupe de citoyens, s'assemblent dans la grande salle de la Chambre des représentants, George Washington paraît et la musique joue *La Marche de Washington* tandis que l'on découvre une toile : c'est une femme qui apparaît, représentant l'Amérique. Sur sa gauche, le bouclier et l'aigle de la Fédération, à ses pieds une corne d'abondance. Dans sa main droite, elle porte le calumet indien de la paix supportant le bonnet de la liberté, et dans la gauche, un rouleau sur lequel est inscrit « Valedictory », en guise d'adieu et de viatique. La perspective campe un temple de la renommée, un autel à la reconnaissance publique au pied duquel sont posés un casque et une épée, tandis qu'un beau paysage avec des bœufs attelés à une charrue évoque la belle campagne de Mount Vernon. Un génie place avec légèreté sur la tête du général Washington une couronne de laurier. Une fois les serments prêtés au nouveau président, John Adams fait, en termes brefs, l'éloge de son prédécesseur :

Un citoyen qui, pendant un long cours réglé par la prudence, la justice, la tempérance et la vertu, a conduit ce peuple animé des mêmes sentiments, d'un patriotisme aussi ardent et d'un semblable amour de la liberté, à l'indépendance et à la paix, l'a fait croître en force et en prospérité et a mérité la reconnaissance de ses concitoyens, commande le respect des nations étrangères et assure sa gloire dans la postérité 4.

Discours convenu, certes, mais les négociants ont préparé un magnifique banquet au diapason d'une fête élégante. Washington quitte la salle derrière celui qui le remplace comme président des États-Unis d'Amérique. La foule des présents lui emboîte le pas dans un silence absolu. C'est l'escorte finale.

Lettres épiques et géorgiques du sage de Mount Vernon

La vie de planteur, la vie d'aristocrate, la vie de propriétaire d'esclaves reprend à Mount Vernon. Washington est ulcéré par la publication de lettres apocryphes, soi-disant trouvées dans un portemanteau dérobé à son domestique mulâtre, Billy, fait prisonnier à Fort Lee en 1776, lettres qu'il aurait écrites, en réalité des faux destinés à lui nuire dans l'esprit public. Or Billy n'a jamais été capturé et Washington prend conscience d'une cabale montée contre lui. Il s'en explique auprès du secrétaire d'État Timothy Pickering, demandant que son courrier de démenti soit versé aux archives, mais le mal est fait. Dans ses lettres du printemps 1797, ayant pris conscience qu'il n'a plus vraiment voix au chapitre, Washington déclare qu'il n'a plus rien à dire aux hommes politiques de Philadelphie. Peaufine-t-il l'image du sage, taillant son dernier rôle, hagiographe de lui-même, soucieux de son image comme il est soucieux des portraits sur les toiles des peintres ?

Je commence ma journée diurne avec le soleil. Si mes mercenaires ne sont pas encore à leur poste, je leur envoie mes condoléances pour leur indisposition. Après avoir mis ce mécanisme en mouvement, j'étudie de plus près les choses ; plus je les examine, plus je découvre à quel point mes bâtiments ont souffert de mon absence et d'une négligence de huit années. Le temps d'achever tout cela et le petit déjeuner est prêt ! Il est un peu plus de sept heures [...] Après quoi, j'enfourche mon cheval et vais faire la tournée de mes fermes, ce qui m'occupe jusqu'à l'heure où il faut s'habiller pour le dîner [...] Le temps normal consacré au repas, une promenade, le thé m'amènent à l'heure des chandelles. Quand je n'en suis pas empêché par des visiteurs, je décide dès que les vacillantes flammes remplaceront l'astre du jour que je me retirerai dans mon cabinet pour répondre aux lettres reçues. Sitôt qu'on apporte les lumières, je commence à me sentir fatigué et peu enclin à entreprendre un travail qui me paraît pouvoir attendre le lendemain. Le lendemain arrive et, avec lui, les mêmes raisons de remettre à plus tard [1](#).

Arpenteur et terrien, comme au temps de sa jeunesse, il compte sur les nuits plus longues de la mauvaise saison pour se remettre aux lectures. Pour ses sorties, une ombrelle est désormais arrimée à sa selle car son teint fragile a toujours craint les coups de soleil. Washington a soixante-cinq ans.

Si le découragement et la mélancolie s'expriment, c'est que le clan s'amenuise. Il perd sa sœur Betty Lewis dont il invite le fils Lawrence à venir lui prêter main-forte, en particulier le soir car il souhaite désormais se retirer de bonne heure pour se reposer et lire. Il voudrait aussi trier ses papiers arrivés de Philadelphie, soit plus de trente caisses d'archives, si bien qu'il envisage d'y consacrer une dépendance, préfiguration d'une bibliothèque qui lui sera dédiée. Il voudrait le

calme, mais visiteurs et curieux affluent. Il est las des poursuites d'esclaves fugitifs et souhaite une bonne fois l'abolition. Le manoir a besoin de lourdes réparations, peintres, maçons et charpentiers arrivent et il a le projet de rénover l'aile nord. Le domaine s'est considérablement appauvri pendant la période des régisseurs, faute de surveillance étroite de sa part. Non que Washington s'en soit désintéressé, bien au contraire, il a consulté agronomes et économistes sur les cultures et leurs méthodes, mais la baisse est là. Et les loyers des métayers ont du retard. Sur les cinq dernières années, il a dû vendre une partie de ses propriétés à hauteur de 50 000 dollars pour à la fois combler les dépenses liées à sa fonction de président — il a fait un emprunt lors de son inauguration en 1789, il a vendu deux pièces de terre en Pennsylvanie et une en Virginie en 1797 — et à la remise en état du domaine. L'automne est trop pluvieux puis l'hiver trop froid, le Potomac voit flotter des glaces dans ses criques. Mais il se contente maintenant de maintenir et non plus d'entreprendre. Il cherche à louer ses fermes, recrute un nouveau régisseur, James Anderson, un Écossais qui a pour mission de mieux gérer le domaine et d'améliorer les productions. Message reçu, l'entreprenant Anderson, malgré l'aversion bien connue de Washington pour l'alcoolisme, récolte les seigles et les maïs de Mount Vernon, les distille sur place modestement, puis améliore qualité et quantité tant et si bien qu'en 1799 Washington va devenir le premier producteur de whisky, avec 11 000 gallons par an. Pourtant, lorsque James Anderson le quitte en 1798, Washington lui reproche le coût de la distillerie. Ainsi vont les soucis des grands planteurs.

Autre activité : le courrier. Washington passe à la poste trois fois par semaine et revient bien chargé de sacs pleins de gazettes, de plis politiques, de pamphlets qui s'ajoutent aux lettres personnelles. C'est l'occasion de revenir sur des amours de jeunesse et sur des amitiés anciennes. Il envoie une page élégiaque et tendre à Sally Fairfax, en souvenir des merveilleux moments passés en sa compagnie à Belvoir, le vieux domaine des Fairfax, désormais en vente. Le courrier le ramène aussi malgré lui aux méchantes querelles politiques, le style de son successeur John Adams est radicalement différent et certains s'en plaignent : il a rompu avec Jefferson, qui défend des idées contraires aux siennes, clivant la nation en deux camps, et la presse épingle Hamilton pour un délit d'initié, pire, un conflit d'intérêts monnayé pour couvrir un adultère. Mais c'est de la France, qui continue de l'intriguer dans ses soubresauts, qu'il reçoit une bonne nouvelle : Lafayette est enfin sorti de prison, il envisage de venir aux États-Unis et même d'acheter une ferme près de Mount Vernon. Washington lui répond promptement, il lui fait part de ses démarches infructueuses pour le faire élargir plus tôt, ajoutant que sa position délicate de

président des États-Unis ne lui a pas non plus permis, comme il l'aurait souhaité, d'accueillir le jeune Georges Lafayette, lequel, en cette fin d'octobre 1797, s'embarque à New York pour la France avec Frestel, son mentor. Enfin, il renouvelle son invitation à venir en Amérique et à lui rendre visite. Les deux hommes restent amis mais lorsque Lafayette envisage des dates probables, un peu plus tard, en décembre 1798, Washington le met en garde, craignant une certaine hostilité à son endroit, si bien qu'il lui demande de différer sa venue.

C'est que la France est désormais perçue comme une menace aux États-Unis. En mai 1798, dans une lettre à Hamilton, Washington se dit profondément indigné de la conduite insultante de la France, dangereuse à son avis parce qu'elle a des possessions en Louisiane et en Floride, qui peuvent servir de bases arrière pour monter un parti puissant favorable à une rupture. Les États limitrophes, comme les deux Carolines, rédigent des adresses de citoyens et d'agriculteurs, la Géorgie, la Virginie se taisent, mais le Congrès adopte une loi autorisant le président des États-Unis, en cas de déclaration de guerre contre les États-Unis ou d'invasion d'une puissance étrangère, à enrôler et appeler 10 000 hommes de troupe pour trois ans. L'opinion publique songe à nouveau à Washington pour le commandement en chef des armées et il soupire :

À l'époque de ma retraite, j'étais bien loin de penser qu'une invasion sur notre territoire arriverait de mes jours, ou que seulement la probabilité d'un pareil événement détournerait mes yeux des paisibles solitudes de Mount Vernon ; mais notre âge est l'âge des prodiges et il est réservé à la France enivrée et déréglée de troubler le repos du monde après avoir massacré ses propres enfants ².

Washington n'a pas de mots assez durs pour cette France si contraire à son tempérament, pour les Français et « leur mépris des lois des nations et leur penchant au despotisme et à l'injustice, entreprenant d'envahir notre pays ³ ». Et il poursuit encore, aveuglé par sa phobie de l'éclatement de l'Union qui l'amène tout de même à ce terrible aveu de la fragilité de son pays :

Je ne doute nullement que la France n'ait été amenée par ses agents et ses partisans chez nous à croire que les masses sont opposées au gouvernement, et qu'il ne faut qu'une légère impulsion pour les amener à une révolte ouverte... La folie du Directoire n'est-elle donc pas plus manifeste encore, s'il est possible, que sa méchanceté ⁴.

Dans l'attente de la guerre, en raison de son nom et de son caractère, avant même la réponse de l'intéressé, Adams propose au Congrès, le 2 juillet 1798, George Washington comme lieutenant général au commandement général de toutes les armées, nomination confirmée le jour suivant par le Sénat. Le secrétaire de la Guerre, James McHenry, se joint à la demande générale, certain que le vaisseau a besoin de son ancien pilote, confiant en la capacité de

George Washington à réunir tous les bras et les cœurs. La réponse de Washington, qui comme toujours tente de gagner du temps, est édifiante :

Je ne puis croire, dis-je, que le Directoire français, dans l'état de folie et d'abandon où il se trouve, ait la sottise de nous attaquer. Ses grandes et formidables menaces aboutiront à quelques tentatives de pillage sur nos côtes, soyez-en persuadé. À moins que ses agents et ses partisans parmi nous ne parviennent, malgré l'évidence, à force de méchanceté et d'audace, à faire croire à ce malheureux gouvernement qu'il ne manque aux amis prêts à le servir ici, qu'une force suffisante pour leur servir de point d'appui 5.

Le 18 juillet, avec le consentement du Sénat, le voilà lieutenant général et commandant de toutes les armées levées et à lever pour le service des États-Unis. Naturellement, Washington est touché par cette preuve de confiance publique, la symbolique de la demande du secrétaire d'État à la Guerre, et justifie ainsi sa réponse, on ne peut moins francophile :

La conduite du Directoire français envers nous, ses insidieuses hostilités, ses menées secrètes pour ébranler la confiance du gouvernement, ses artifices pour favoriser l'opposition, son mépris des traités solennels et des droits des nations, ses tentatives d'oppression sur notre commerce sans défense, ses mauvais traitements à l'égard de notre ministre, ses demandes impérieuses de droits injustes, rien ne m'est resté inconnu 6.

Sa décision est prise, il veut réorganiser l'armée et précise qu'il n'aura aucun traitement jusqu'à ce qu'il entre véritablement en campagne. Il donne en août sa propre liste pour les postes de majors généraux, laquelle comprend Alexander Hamilton de New York, Charles C. Pinckney de Caroline du Sud, Henry Knox du Massachusetts, Henry Lee de Virginie. Voici Washington soucieux de géopolitique, comme toujours. Mais il se rebiffe vite contre les délais, les nominations qui ne suivent pas son propre calendrier et lui font craindre de perdre sa réputation. Il est blessé par le mépris dans lequel on tient ses avis, irrité par le retard des recrutements, le refroidissement de l'enthousiasme. Il vieillit, ses conseils ne sont plus des ordres. Il lui semble que les Français attaqueront par le Sud, il préconise de choisir les hommes avant les fournitures de guerre. En vain. Il déplore, en mars 1799, qu'il n'y ait aucune négociation avec la France, se plaint de ne pas être informé sur l'organisation de l'armée et il défend ses choix. Mais il n'est plus aux commandes et ses successeurs critiquent allègrement sa politique présidentielle pour avoir les coudées franches. On ne s'étonnera pas que Washington ne souhaite plus se mêler de la conduite du pays, il comprend que son destin national appartient au passé, mais pourtant il s'inquiète à chaque soubresaut, connaissant trop bien les arcanes du pouvoir. Lorsqu'il est consulté, il donne des conseils impérieux. Sur place, il continue de siéger au jury du comté où il se rend fidèlement à chaque convocation car il aime sa terre de Virginie.

Dans la vie privée, il se détend le soir, à l'heure des enfants. Accueillis très jeunes à Mount Vernon au décès de leur père, fils du premier lit de Martha Custis Washington, Nelly et Washy y tiennent beaucoup de place. Mais voici, en 1799, que Nelly Custis est en âge de se marier et elle choisit le 22 février pour date de son mariage, celle de l'anniversaire de George Washington, qui s'y rend habillé de son vieil uniforme bleu et beige. 1799 : Mariage en février, testament en juillet, enterrement en décembre. C'est aussi l'année de la mort de Pierre-Augustin Caron, fils d'horloger devenu M. de Beaumarchais et manieur d'argent, vieilli, sourd, usé après une vie bien mouvementée où il a aidé secrètement les *insurgents* d'Amérique grâce à sa société fictive de commerce et de navigation qui, avec le million du gouvernement français, a fait parvenir armes et équipements. Washington se fait plaisir à l'automne avec trois jours d'arpentage sur le comté de Fairfax, mais le 12 décembre il prend froid en faisant cinq heures de tournée à cheval sur ses fermes où il se fait surprendre par la neige, puis la pluie glaciale et le grésil. Il travaille avec son secrétaire puis se couche en toussant. Les médecins, le lendemain matin, 13 décembre 1799, constatent la fièvre et le mal de gorge. Il meurt le soir même. Les francs-maçons de sa loge le font passer à l'Orient éternel tandis que, pour tous les profanes, George Washington entre dans la légende.

Du testament politique au testament patrimonial

En quittant le pouvoir, George Washington a laissé dans son adresse d'adieu un testament public, une profession de foi nourrie de ses convictions politiques et de son expérience. S'y ajoute, à titre privé, le testament patrimonial, un long document révélateur de son style de commandement, à la fois cartographie de la société et plaidoyer *pro domo*. Il s'ouvre ainsi :

Au nom de Dieu, ainsi soit-il.

Moi, George Washington, citoyen des États-Unis et récemment président de ces États, j'ordonne et déclare que ce cahier qui est écrit de ma propre main, et dont chaque page est signée de mon nom, doit être considéré comme ma dernière volonté et mon testament 1.

Dès le préambule, il indique que les dettes et legs doivent être traités promptement, en homme habitué à être obéi sans délai. Cela posé, il peut passer à la répartition précise de ses biens dans le détail, une distribution révélatrice dans l'ordre même de leur inscription de ses priorités. La jouissance de ses biens, avec leurs avantages et produits, revient à son épouse, Martha Custis Washington : il s'agit de propriétés en bon état, dit-il, dans la ville d'Alexandria et les rues de Pitt et de Cameron, auxquelles il ajoute les liqueurs et épiceries. Immédiatement ensuite, et de manière emblématique, il aborde la question de l'esclavage :

Ma volonté et mon désir sont qu'au décès de ma femme, tous les esclaves qui m'appartiennent en propre reçoivent leur liberté. Si elle voulait le leur accorder durant sa vie, elle réaliserait l'un de mes souhaits les plus ardents. Mais prévoyant des difficultés insurmontables par suite des mariages qui existent entre mes nègres et ceux qui dépendent du douaire de ma femme, je craindrais que l'affranchissement des uns n'éveillât chez les autres les impressions les plus tristes et n'entraînent même de fâcheuses conséquences pour ceux qui continueraient à être esclaves, attendu que je n'ai pas le pouvoir d'affranchir ceux que ma femme m'a apportés en dot 2.

Pour les esclaves âgés ou infirmes qui ne pourraient subvenir à leurs besoins, ses héritiers doivent pourvoir à leur nourriture et à leur habillement. Leurs orphelins seront placés en apprentissage jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, apprenant aussi à lire et à écrire, et il poursuit :

Je défends expressément qu'on vende ou transporte hors de l'État (la Virginie), sous quelque prétexte que ce soit, aucun des esclaves que je laisserai à ma mort 3.

Son mulâtre William Lee recevra à vie une rente de trente dollars. Comme à son habitude, George Washington se montre précis, méticuleux au fil des pages, abordant avec autorité tous les détails.

L'on s'en doute, l'argent tient une très large place dans ses dispositions testamentaires : titres, rentes, actions dans les banques d'Alexandria, dans les compagnies du Potomac et de la James River, lots de terres dans les campagnes de Virginie et de Pennsylvanie ou dans la ville de Fredericksburg, George Washington est fort riche et de manière diversifiée. L'éducation lui tient à cœur, même si lui n'en a guère eu, et il prévoit 4 000 dollars à affecter à une école gratuite pour orphelins et indigents grâce aux dividendes de ses actions en banque. De même, il fait le vœu d'une université dans le district de Columbia, cela pour favoriser un brassage des origines géographiques et des classes sociales. Lorsqu'il en vient à sa famille, il commence par effacer les dettes de feu son frère Samuel, il lègue ses terres à des neveux, donne quittance pour des frais engagés : il ne fait aucun doute que sa fine connaissance des successions, observées en particulier lors des relevés cadastraux du temps de sa jeunesse et au fur et à mesure des acquisitions de ses terres, lui a rendu familières les querelles sur plusieurs générations, compliquées à l'époque par les veuvages successifs. Chaque ordre du testament nomme précisément héritiers et bénéficiaires. Archives et papiers personnels sont dévolus à son neveu Bushrod Washington, ses objets personnels — une boîte de chêne offerte par le comte de Buchan après une bataille, ses cannes à pomme d'or, ses lorgnettes de guerre, son bureau et son secrétaire à rouleau, son fauteuil rond, son rasoir, sa table de toilette, son télescope — vont qui à ses neveux, qui au médecin, ou au révérend de la paroisse. « Au général de Lafayette, une paire de beaux pistolets d'acier, précieusement travaillés et pris à la guerre de la Révolution 4. »

Ses belles-sœurs, ses amies, hériteront chacune d'une bague de deuil à 100 dollars en souvenir de son estime et de son affection, ou de quelque somme d'argent. Ses neveux se partageront les épées et couteaux, à laisser dans les fourreaux pour ne pas faire couler le sang. Mais les lots les plus importants de sa fortune sont évoqués en fin de parchemin. La propriété de Mount Vernon, soit 4 000 acres, dont il décrit les limites avec l'œil de l'arpenteur — évoquant moulin, gué, chênes rouges et espagnols, double fossé, pierre de bosse et ligne de haies — car il a tout visualisé pour les bornages. Le fils de Lafayette, son filleul George-Washington, n'est pas oublié, il hérite des possessions à l'est de Little Hunting Creek, sur le fleuve Potomac, soit quelque 360 acres. Autres terres de Mount Vernon : son neveu Bushrod en aura 4 000 acres, les petits-enfants de sa femme 2 000 acres. Un domaine à Four Mile Run, près d'Alexandria, et le square 21 dans la ville de Washington reviennent à son petit-fils et pupille George Washington Parke Custis. Cette énumération serait vaine si elle ne dévoilait pas l'importance des richesses acquises par Washington, tant matérielles que symboliques, une fortune qu'il

répartit soigneusement entre ses héritiers, afin qu'ils la pérennisent et la fassent fructifier.

A-t-il tout épuisé ? Non, car il reste des biens réels et personnels qui, n'étant pas réservés ou affectés, seront vendus par ses exécuteurs testamentaires, sept au total : son épouse Martha, ses cinq neveux, ainsi que son pupille dès sa majorité. Là encore, George Washington encadre, et la manière et les destinataires. Il y aura une division des produits de la vente en vingt-trois parts égales dont il précise nominalement chacun des attributaires. Un tout dernier conseil pour ces ventes, la lenteur, car « l'expérience a pleinement démontré que le prix de la terre surtout près des chutes du fleuve et des eaux de l'Est n'a cessé d'aller en augmentant, et cette hausse ne doit pas s'arrêter ⁵ ». C'est le propriétaire terrien, le super-intendant qui s'exprime, avisé et soucieux du meilleur rendement. Selon lui, spéculateur de longue date, il faut également temporiser en ce qui concerne la vente des actions de la Compagnie du Potomac, car il prévoit de gros bénéfices à venir sur le péage de la navigation lors de la jonction avec les eaux de la Shenandoah. À la toute fin de son testament, il aborde la question de son tombeau. George Washington veut un nouveau caveau de briques à Mount Vernon, sur un vaste plan au pied du lieu-dit Vineyard-Enclosure. Il précise en conclusion qu'il a rédigé ce testament à ses heures de loisir, sans l'aide d'un notaire, et c'est sans doute la raison pour laquelle il prévoit ultimement trois arbitres en cas de litige. On retrouve aussi bien les traits du grand propriétaire terrien qui anticipe plus-values et nouvelles exploitations que ceux de l'officier supérieur qui organise par le menu troupes, discipline et hiérarchie des honneurs et des charges. Jusqu'au bout, le pragmatique George Washington est à l'aise dans le concret, la matérialité des choses.

Selon ses volontés, son tombeau de marbre de Pennsylvanie est placé à l'intérieur d'un caveau qui va également le réunir à ses parents, dans un creux sous les arbres, au long d'un chemin qui aboutit au fleuve. George Washington repose ainsi chez lui. Après son décès, Martha Washington brûle leur correspondance privée — le fait n'est pas inhabituel et Elizabeth Hamilton fera de même au décès d'Alexander, son époux mort en duel en 1804, à cela près que cette dernière conserve précieusement les lettres qu'elle a reçues. Au manoir, Martha délaisse les pièces de leur vie commune, la chambre et le bureau, et s'installe dans une mansarde du troisième étage, toute proche de celle de son petit-fils Washington Custis, et de l'atelier de couture des esclaves. Il lui arrive de distribuer des mèches de cheveux de George Washington à quelques visiteurs qu'elle reçoit avec la plus grande civilité. La vieille dame a enterré deux maris, quatre enfants et

sept petits-enfants de sa lignée, vivant ainsi dans un deuil toujours renouvelé. Elle se trouve rapidement confrontée au sort des cent vingt esclaves affranchis à l'ouverture du testament du défunt Washington car elle sent bien que les autres n'attendent que sa mort pour être libres à leur tour. Elle prend peur et à l'occasion d'un incendie, allumé, pense-t-elle, par les esclaves, elle fait venir en urgence son neveu, le juge Bushrod Washington, qui préconise de les libérer tous, ce qu'elle signe bientôt, le 1^{er} janvier 1801. Elle meurt le 22 mai 1802, à près de soixante-quinze ans, en dépit des bons soins du docteur Craik. Politiquement, elle est devenue une fédéraliste convaincue, et antiesclavagiste sur le tard. Il n'empêche, la plupart des esclaves resteront à Mount Vernon, faute de pouvoir aller ailleurs, certains pris en charge jusqu'aux années trente. Billy Lee, le mulâtre qui figure sur un beau portrait de Washington en arrière-plan, reste dans sa petite maison et travaille comme cordonnier. Bon conteur, il est apprécié des premiers touristes sur le lieu. Buveur à ses heures, il meurt en 1810.

Rénovée en 1837, la sépulture de Washington devient un lieu de visite fréquenté et de vénération. Bientôt, miss Pamela Cunningham de Richmond lance une grande campagne pour que Mount Vernon devienne propriété du peuple américain. Elle est vigoureusement secondée par une cohorte de dames qui font l'assaut des journaux, des églises et des salons, si bien que la souscription va dépasser toutes les espérances et permettre le rachat du domaine aux héritiers. Désormais Mount Vernon vit et prospère sous la garde des « Dames américaines ».

Vers une apothéose ?

Personnage à transformations, tour à tour homme de la frontière, planteur, général, homme d'État, président, metteur en scène de lui-même, George Washington va très vite devenir une légende.

Dès 1797, un agent littéraire, éditeur de livres, évangéliste et vagabond, qui sillonne le pays et se fait appeler « Pasteur Weems », mûrit un projet de biographie de Washington, dans sa résidence de Virginie où il élève sa famille de dix enfants. Ce charlatan et déjà représentant de commerce décide de publier à prix modique une courte biographie du défunt président, dont il attend beaucoup d'argent. Il s'en ouvre à son ami Matthew Carey, imprimeur, le 24 juin 1799, pour lui présenter son projet :

Je suis quasiment prêt à livrer à l'imprimerie une brochure intitulée (ou qui s'intitulera) *Les Beautés de Washington*. L'ouvrage est habilement composé, il fourmille d'anecdotes, et à mon humble avis, c'est exactement ce qu'il faut *ad captandum gustum populi Americani* !!! Cela vous dirait-il de vous charger de l'impression et de faire graver sur cuivre un frontispice pour notre héros ? Quelque chose comme « George Washington. L'Ange Gardien de son pays. Fais ton bonhomme de chemin, vieux George. Que tu meures aujourd'hui ou demain, nous savons que nous n'en trouverons jamais aucun autre comme toi. »

N.B. Le tout se vendra comme de la graine de lin, à vingt-cinq cents. Cela vous vaudrait la gloire et la fortune, et je m'en porte garant 1.

En octobre, l'habile bonimenteur relance Carey rappelant qu'il a sur l'enclume un ouvrage qui va « faire un malheur » :

LE VRAI PATRIOTE

OU

BEAUTÉS DE Washington

Ouvrage Éminemment Biographique et Anecdotique

Curieux — Merveilleux 2

Plus sérieusement, peu après la mort de George Washington, son neveu très proche, le juge Bushrod Washington, persuade l'attorney général John Marshall de mettre en chantier la biographie officielle de son oncle. C'est un pavé laborieux en cinq volumes, qui paraît en 1804, un véritable mausolée mais une catastrophe en matière d'édition. Le « Pasteur Weems » révisé alors en hâte son manuscrit, se présente cette fois sur la page de titre comme ancien recteur de la paroisse de Mount Vernon et sort deux cents pages intitulées *Vie de George Washington, avec des anecdotes curieuses qui lui font honneur et qui sont un exemple pour ses jeunes compatriotes*. Vingt éditions vont suivre, chez Carey, et Weems envisage même une édition plus élégante, écrivant en janvier 1808 : « Il reste encore pas mal d'argent dans les os du vieux George, encore faut-il que vous fassiez l'effort de

l'extraire 3. » Dans les dix années qui suivent, Weems vend plus de 50 000 exemplaires et Marshall, 5 000. La légende se fabrique et se répand, gommant les vives controverses et les insultes qui ont marqué les dernières années au pouvoir du président.

Pour autant, Weems n'est pas le seul à promouvoir le culte de Washington, loin de là, même si pendant longtemps il garde le monopole du marché populaire. Il aura même pour lecteur le président Abraham Lincoln. Articles et livres se multiplient, les États-Unis ont besoin d'une histoire et d'une fable avec de grandes figures tutélaires. Chacun a ses attentes : les Écoles du dimanche commandent une biographie à Anna Reed, qui paraît en 1829, tandis que pour le centenaire de la naissance de Washington, en 1832, Samuel Goodrich présente un ouvrage destiné au jeune public. En 1835 paraît même en latin une *Vie de George Washington*, sous la plume d'un professeur de l'Ohio. Ainsi se forge l'idole d'une jeune nation, le personnage historique devient héros mythique, placé définitivement sur un piédestal au début du XIX^e siècle et pour l'éternité.

Un homme, un mythe

« La légende s'est emparée de Washington au point d'en faire l'incarnation de l'Amérique, le lien qui unit entre eux les Américains. Depuis près de deux siècles, Washington est un mythe. Un État, sept montagnes, huit cours d'eau, dix lacs, trente-trois comtés, neuf universités, cent vingt et une villes, y compris la capitale fédérale, portent son nom. Des billets de banque, des pièces de monnaie, des timbres-poste sont ornés de son effigie ¹. » À l'évidence l'Amérique a besoin de construire une légende de ses origines, d'incarner les commencements et de célébrer un patriarche. Elle se dote d'un Père qui jouait les monarques. On serait tenté d'ajouter que Lafayette a donné son nom à quarante villes, certes plus modestes que la capitale, à sept comtés et à une montagne des États-Unis et qu'en 1881 lui fut érigée une statue dans un parc qui porte son nom à proximité de la Maison-Blanche.

L'hagiographie, en marche depuis les premières biographies et les premiers portraits, va bon train. Le valeureux guerrier a été notamment immortalisé, on le sait, par Charles Willson Peale et surtout par Gilbert Stuart. Dans le célèbre *George Washington* de 1797, devant un décor de mur de pierre, de tenture rouge et de colonne, sur fond lointain de combat naval, Stuart représente Washington assis sur un grand fauteuil, en manteau de velours noir et jabot de dentelles : plus âgé, l'homme donne l'image d'un politique figé dans l'austère fonction de fondateur de la République. Le regard droit, il se veut le garant de la jeune nation, d'autant plus qu'il tient sur ses genoux un parchemin où seule sa signature est lisible. S'agit-il du fameux traité de Londres tant décrié, ratifié en 1795 ? Nul ne le sait, mais l'essentiel est que Washington tienne LE texte entre ses mains.

Dernier exemple : une compilation *post mortem*, dite « Le portrait hublot » de George Washington, peint après 1824 par Rembrand Peale à partir d'une de ses œuvres de 1795, et qui se veut un portrait national servant de référence. Inspirée également par la sculpture de Houdon, la représentation à mi-buste donne une figure bien plus grande que nature, encore magnifiée par un cadre de pierres avec une guirlande de feuilles de chêne surmontée d'une tête de Jupiter. C'est une image quasi abstraite, une sorte de monument prémonitoire à sa transcription colossale sur le mont Rushmore, dans le Dakota du Sud. Répliqué à la douzaine, l'original de ce *Pater Patriae* fut acquis par le Congrès en 1832, forgeant ainsi une image tutélaire fédératrice dans tous les États-Unis.

Cette immense gloire posthume éveille la curiosité car, au-delà de

l'attachement à un homme aux origines de la nation, s'est construite une icône, un personnage qui cristallise les qualités américaines rêvées comme intrinsèques, telles la réussite éclatante dans la libre entreprise, la conquête des espaces, la prédominance du sens pratique.

On peut s'interroger pour savoir s'il faut vraiment conserver le souvenir d'un très grand président. Les dernières années de sa vie sont incontestablement difficiles mais son image est très vite transformée après sa mort... Il devient même l'objet d'un culte quasi religieux et sa canonisation dans la mythologie nationale reflète bien le désir des Américains de se donner des héros nationaux et de se construire des origines glorieuses. Washington aura non seulement marqué par sa dignité et la modération de son jugement mais aussi par sa vision de l'avenir et son sens de la destinée de l'Amérique 2.

Avait-il une théorie politique ? Une vision ? Il est permis de poser la question car tout ce qui lui importe c'est l'union, la paix chez soi, à l'écart des alliances hasardeuses et des grands conflits internationaux qui divisent une opinion publique, coûtent de l'argent et ne rapportent guère. Son ambition demeure celle du propriétaire terrien qui veut faire commerce, vivre dans l'opulence et faire prospérer son domaine.

La sanctification perdure même si elle est accueillie par un sourire, tel celui de l'écrivain Jerome Charyn qui se souvient, dans *Johnny Bel-Œil*, de son livre de contes sur la révolution américaine dans ses jeunes années, lorsqu'il était gamin des rues du Bronx :

C'est là que j'entendis parler de Washington, le père de notre pays, qui semblait beaucoup plus puissant et bienveillant que mon propre père et qui, par un curieux tour de passe-passe, était devenu le saint patron de notre quartier. Je croyais dur comme fer à toutes les légendes qui entouraient George : sa dévotion envers Martha, sa minuscule et riche épouse ; sa ténacité quand il franchit le Delaware le soir de Noël, en 1776, et chopa les Hessiens par leur fonds de culotte, son calvaire à Valley Forge, où ses soldats marchaient pieds nus, laissant derrière eux une trace ensanglantée dans la neige 3.

L'éloge posthume global ne saurait pourtant masquer les attaques de son vivant, pendant ses mandats, pas plus que les critiques émanant de John Adams ou Thomas Jefferson lorsque eux-mêmes devinrent président. Parmi les grandes plumes politiques de son temps, celle de Thomas Paine s'exprime hardiment. Ce pamphlétaire est loin d'être le premier venu, au contraire, son parcours lui a donné l'expérience de l'engagement sur tous les fronts : à Philadelphie, il a pris la direction du *Pennsylvania Magazine* en 1774, il est l'auteur du remarquable traité de théorie politique *Le Sens commun*, il s'est engagé en 1776 et a servi comme aide de camp du général Greene ; enfin son essai *La Crise américaine* a galvanisé les Américains après la retraite de Trenton et le Congrès l'a nommé secrétaire aux Affaires étrangères pour négocier argent et équipements. Il est donc largement reconnu. En France, où la Révolution le passionne, il est même citoyen d'honneur, membre de la Convention, et c'est précisément de Paris que Paine écrit à trois reprises à Washington, d'abord le 22 février 1795. Ouvrant sèchement

sa lettre d'un « Sir », sans autre forme de respect ou de titre, il se plaint d'emblée d'un lourd silence tout aussi indigne d'un ami que du président des États-Unis. Le ton est raide, car Paine considère qu'il s'est consacré au service désintéressé de la prospérité de l'Amérique et à l'avènement de la Révolution avec autant de zèle que Washington. Ses remarques touchent à la conduite des relations internationales et il dénonce d'abord l'entourage de Washington, une administration imbécile, façon de poser en filigrane la cécité de qui les a nommés : d'abord le gouverneur Morris, ministre des Finances, bavard et pompeux, ridicule et négligent, qui insupporte tout un chacun et ne fait pas son travail d'information. Ensuite John Jay, si pusillanime en Angleterre, qui se comporte en petit juriste vétilleux et non en grand défenseur de l'honneur et de l'indépendance de sa patrie. Il s'en prend vivement à la politique de neutralité de Washington qui outrepassa les pouvoirs de l'exécutif dévolus par la Constitution. Il en arrive donc plus directement, après cette critique du personnel politique choisi par le président, à la personnalité même de George Washington.

Pour lui, neutralité équivaut à soumission et le silence de Washington tout au long des six mois que Paine a passé dans la prison du Luxembourg, à Paris, en est une autre forme qui confine véritablement à la lâcheté. Lâcheté envers lui-même, Thomas Paine, lâcheté envers la France, car, rappelle-t-il, sans son secours en hommes, en argent et en vaisseaux, M. Washington aurait fait bien pâle figure dans la guerre américaine. Il n'a pas tort, car Washington n'a pas mis son nom et son crédit dans la balance, se bornant à une esquisse d'intervention dans un courrier à James Madison en juin 1784 : « Ne peut-on rien faire dans notre assemblée pour le pauvre Thomas Paine ? Il est pauvre et triste ; il est presque et peut être tout à fait sans espèce de secours 4. »

Manque de générosité, atteinte à l'honneur réapparaissent dans les commentaires en marge du brouillon de la lettre de Paine, qui fustige chez l'homme privé le crime d'un cœur, froid et délibéré. À l'évidence, Paine ne pardonnera jamais l'indifférence officielle des États-Unis lors de son emprisonnement, considérant que le silence indifférent ou tactique de Washington a laissé le champ libre à Robespierre. Le souvenir des listes de noms de guillotins sortis du Luxembourg au printemps 1794 le hante encore, d'autant qu'il a failli en être. Il a de surcroît des documents à l'appui, dont la lettre de James Monroe, datée de septembre 1794, qui signale qu'il n'a aucune instruction de son gouvernement pour intervenir ou faire élargir Paine. Bonne raison pour présenter la personnalité du président comme celle d'un indescriptible caméléon qui, sous couleur de prudence, fait fi des principes et se contente d'hypocrisie. Fausseté, manque d'intégrité, telles sont, pour Paine, les pires failles de la cuirasse de Washington.

En rendant publique une lettre destinée au seul œil de Robespierre, Paine fait apparaître la face cachée du personnage, les écarts entre les déclarations et les actes. En effet, Washington n'a-t-il pas assuré les représentants du peuple français, les membres du Comité de salut public de la République française, amie et alliée des États-Unis, des liens d'affection qui unissent les deux pays ? Et tandis que flottent sur la Convention les deux drapeaux hissés, n'a-t-il pas négocié ensous-main avec l'Angleterre un traité qui plombe le commerce des États-Unis avec la France ? Cette duplicité de Washington n'a d'équivalent que son égoïsme, sa pompe et sa propension à toujours se mettre en valeur en multipliant adresses et mises en scène, à tirer mérite des événements et à rechercher l'adulation.

Clairement, Thomas Paine lui dénie à la fois une compétence politique et une compétence militaire. En effet, en dépit de son titre de commandant en chef des armées, Washington n'est pas l'artisan de la victoire. Au nord, c'est Gates qui capture Burgoyne, et la reconquête des États du Sud revient à Greene. Au commencement des hostilités, en 1775, il est inactif. Lenteur sur les champs de bataille, épuisement des finances car il reste neuf mois devant Boston, figé dans une défense froide. Certes il porte beau, son silence force le respect, mais il ne sait pas inspirer l'ardeur nécessaire aux troupes. Taiseux, attentiste, dépourvu de sympathie envers autrui, c'est l'autre George Washington, celui qui écrit à son neveu Bushrod Washington qui entame une carrière politique : « Ne dépassez jamais une chaleur convenable et exposez vos sentiments avec défiance. Un style de dictateur peut faire naître la conviction, mais il inspire toujours de l'éloignement ⁵. » Quant aux campagnes de 1778, 1779 et 1780, Washington ne s'y illustre pas non plus ; c'est le général Wayne qui prend Stony Point, Washington n'y a aucune part. De même en 1780, lorsque de Grasse arrive avec la flotte française dans la baie de Chesapeake, qu'il est rejoint par Barras, ils alignent 31 vaisseaux. L'argent est alors transporté par convoi de Boston à la Banque de Philadelphie et c'est cet argent, la flotte et l'armée de Rochambeau qui vont vaincre Cornwallis. C'est à eux que les lauriers reviennent, et non à Washington. Et Thomas Paine de conclure sur la honte que devrait ressentir l'administration de Washington pour avoir bradé à l'Angleterre sa fierté, sa grandeur et l'usage de la mer.

Le courrier de septembre 1795 revient à sa situation personnelle car Paine se sent ignoblement lâché et demande des preuves de l'intérêt de Washington pour le sort fait à Paris sous la Terreur à un artisan de la révolution américaine. Il cherche un signe, à tout le moins un démenti, une marque de solidarité, faute de quoi il y a connivence du président des États-Unis avec ces Français qui l'ont emprisonné. Il n'aura aucune réponse, pas plus qu'à sa dernière missive de juillet

1796 qui reprend les motifs de la tromperie et de la perfidie. S'y ajoutent le constat d'une prospérité naissante entachée de prévarication, une conduite des affaires marquée par les monopoles, la distribution des terres de la révolution aux partisans et aux spéculateurs. Bref, c'est la corruption des vertus dans le pays, et chez Washington, cet homme sans amis, une vanité sans fond connue de tous les proches, une parfaite indifférence. Sa plume de rhéteur reste vivace et son portrait à charge témoigne d'une amère déception : traître dans l'amitié, hypocrite dans la vie publique, la question se pose à Thomas Paine : George Washington est-il un apostat ou un imposteur ?

La charge est rude, celle d'un trublion, d'un amoureux des idées déçu par le réel, déçu dans son observation de l'exercice du pouvoir, déçu par l'ingratitude. L'aide de camp du général Greene veut que le mérite des batailles du Sud revienne à son général et non au commandant en chef des armées, tout comme un siècle auparavant il y avait l'amertume de Vauban qui avait fait tomber Maastricht en treize jours, ce que Louis XIV ne mentionnait jamais, gardant toute la gloire pour lui-même. Ainsi font les puissants au lendemain des victoires. Thomas Paine, écrivain engagé, agitateur d'idées, à l'aise à l'international, fulmine avec son tempérament entier et donne un portrait en creux de Washington de son vivant, un portrait cohérent, qui surprend à peine dans le grossissement du miroir.

Il est bon de sourire du personnage de légende comme il est bon de se rappeler la sage indifférence, feinte ou sincère, dont il faisait preuve dès 1784 dans un courrier à Lafayette :

J'aime mieux descendre doucement le fleuve de la vie et laisser à la postérité le soin de penser et de dire ce qu'elle voudra sur mon compte [6](#).

La postérité, nous y voilà. Reste un homme politique qui, en fin de parcours, exhortait une fois encore son peuple américain :

Encouragez comme un objet de la plus haute importance, les institutions destinées à propager les Lumières [7](#).

ANNEXES

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1584. Fondation de la Virginie, première des colonies.
1656. Arrivée d'Angleterre de John Washington, sur les rives du Potomac.
1731. Mariage d'Augustin Washington, veuf, avec Mary Ball.
1732. *22 février* : naissance de George Washington, à Bridge's Creek.
- 1733-1738. Fondation des premières loges maçonniques à Boston et dans le Massachusetts.
1743. *12 avril* : mort d'Augustin Washington.
1747. George Washington interrompt ses études et se partage entre les maisons de sa mère à Ferry Farm et de son demi-frère aîné, Lawrence, à Mount Vernon.
18 août : Premier relevé de plan consigné par le jeune arpenteur.
1748. D'audacieux Virginiens, dont les Washington, s'associent à des négociants de Londres et fondent la Compagnie de l'Ohio, pour coloniser les régions de l'Ouest.
1749. George Washington obtient le poste d'ingénieur-géomètre titulaire du comté de Culpeper.
1751. *Automne et hiver* : séjour à la Barbade avec Lawrence, qui soigne sa langueur et ses poumons.
George Washington attrape la petite vérole.
Juin : Mort de Lawrence Washington à Mount Vernon.
Le gouverneur général nomme Washington adjudant général, à la tête d'un des quatre districts de Virginie, en raison de son brevet de major.
4 novembre : Washington est initié franc-maçon à la loge de Fredericksburg.
1753. *3 mars* : D'apprenti, il devient compagnon au sein de sa loge.
4 août : Il est élevé au grade de maître maçon.
31 octobre : Washington est porteur d'un message du gouverneur de Virginie à l'intention du chef indien Tanacharison et du commandant de l'avant-poste des Français à Presque Isle, revendiquant l'hégémonie de la couronne britannique sur les terres des berges de l'Ohio, dans la partie ouest de la Virginie.
1754. Les Français bâtissent le Fort Duquesne, la Virginie appelle Londres à son secours.
- 1756-1763. Guerre de Sept Ans contre les Français et les Indiens. Les Français perdent le Canada et le Midwest, les Anglais resserrent leur contrôle sur les colonies.
1759. *6 janvier* : George Washington épouse Martha

	Custis.
1770.	5 mars : massacre de Boston, les troupes anglaises tirent sur la foule, faisant cinq morts.
1773.	Mai : les navires de la Compagnie des Indes orientales sont interdits d'entrée dans les ports de Boston, New York et Philadelphie. Octobre : un cargo est brûlé à Annapolis. 16 décembre : Boston Tea Party, ou « émeute du thé de Boston », menée de nuit par des maçons grimés en Mohawks en réponse à une taxation de la métropole sur le thé.
1774.	5 septembre-26 octobre : réunion du premier Congrès continental à Philadelphie.
1775.	10 mai : réunion du second Congrès continental. 15 juin : George Washington est nommé commandant en chef des troupes continentales. Il met sur pied durant l'été une armée de 16 000 hommes.
1776.	Février : déclenchement des hostilités dans les colonies du Sud. 17 mars : les Anglais ont évacué Boston, les Américains exultent. 2 juillet : le Congrès adopte une motion en faveur de l'indépendance des colonies. 4 juillet : adoption de la Déclaration d'indépendance, signée par le président du Congrès continental, John Hancock, et le secrétaire Charles Thomson. Un comité comprenant Franklin, Adams et Jefferson est chargé de concevoir un sceau qui représentera les aspirations de la Révolution et la destinée du peuple américain. 8 juillet : proclamation publique de l'indépendance à Philadelphie puis à New York. 18 novembre-20 décembre : retraite de Washington et de sa troupe à travers le New Jersey. 26 décembre : Washington franchit le Delaware, surprenant les troupes anglaises à Trenton.
1777.	Janvier : victoire de Washington à Princeton, suivie de revers. Il choisit une tactique de résistance armée et de harcèlement pour éviter le regroupement des troupes anglaises. 26 avril : Lafayette quitte Bordeaux à bord du <i>La Victoire</i> et fait voile vers la Caroline du Sud. 14 juin : adoption officielle d'un drapeau national américain à treize bandes rouges et blanches alternées et comportant treize étoiles sur fond bleu. 31 juillet : rencontre de Washington et de Lafayette, qui est nommé général de division. C'est le début d'une grande amitié, résumée dans la formule : « <i>My friend Lafayette</i> , mon ami Washington ». Lafayette et le baron de Kalb se mettent au service de Washington.

	11 septembre : défaite de Washington à Brandywine Creek, près de Philadelphie. 4 octobre : défaite de Germantown en Pennsylvanie. 17 octobre : Burgoyne capitule à Saratoga. Les loges de Virginie, puis la Grande Loge de Pennsylvanie lui proposent de devenir Grand Maître et l'annoncent aux autres loges. La Grande Loge du Massachusetts émet des réserves. 15 novembre : les Articles de la Confédération sont adoptés par le Congrès. 17 décembre : la France reconnaît l'indépendance des treize colonies.
1778.	6 février : traité d'alliance avec la France. Washington assiste à la grande tenue maçonnique à Philadelphie et participe à la procession de Saint-Jean l'Évangéliste.
1781.	10 mai-1er août : les Anglais avancent dans le Sud, arrivent en Virginie et s'installent à Yorktown. 4 août 1781 : Lafayette débarque à New York et offre à Washington un tablier de maçon brodé à son intention par son épouse Adrienne. 30 août-19 octobre : les combats des troupes franco-américaines s'achèvent par la reprise de Yorktown.
1783.	4 février : armistice. 19 avril : Washington proclame la cessation des hostilités. Les troupes coloniales arborent le nouveau drapeau américain. Washington prend la présidence de la Société des Cincinnati, fondée par des officiers pour perpétuer l'esprit de la Révolution et le sentiment national.
1784.	3 septembre : signature du traité de paix entre l'Angleterre et les États-Unis. 23 décembre : Washington démissionne de ses fonctions de commandant en chef. Mai : il persuade les Cincinnati, nouvel ordre aristocratique, de renoncer à la primogéniture héréditaire qui contredit les principes de la démocratie naissante.
1785.	4 septembre : signature du traité de Paris entre l'Angleterre et les États-Unis. Thomas Jefferson est nommé ministre des États-Unis en France.
1787.	Conférence de Mount Vernon. 25 mai-17 septembre : convention de Philadelphie, présidée par George Washington, qui rédige une nouvelle constitution, adoptée par les délégués.
1788.	27 octobre : début des premiers papiers fédéralistes. 28 avril : George Washington est élu Vénérable de la « loge Alexandria 22 » et entretient une correspondance avec les autres loges de

	Virginie et des autres colonies au cours des années suivantes et jusqu'à sa mort.
	25 juin : la Virginie donne son approbation à la Constitution.
1789.	4 mars : réunion du premier congrès issu de la Constitution de 1787.
	6 avril : George Washington est proclamé élu à l'unanimité président des États-Unis
	30 avril : il prête serment sur une bible fournie par la « loge maçonnique no 1 » de New York.
	9 septembre-22 décembre : adoption des premiers amendements à la constitution américaine, qui deviendront les <i>United States Bill of Rights</i> .
1792.	13 octobre : Washington pose la première pierre de la Maison-Blanche.
	Le dollar devient l'unité monétaire des États-Unis d'Amérique.
1793.	18 septembre : Washington pose la première pierre du Capitole. Maître des cérémonies de la « loge Alexandria », il porte le tablier de maçon offert par Lafayette.
1794.	« Révolte du Whisky ». Les fermiers de l'ouest de la Pennsylvanie qui protestent contre la taxe sur le whisky sont massacrés par la milice.
1796.	17 septembre : George Washington annonce qu'il se retire de la vie politique, avant la fin de son mandat. Adresse d'adieu au peuple des États-Unis.
1797.	1er avril : il entre à la « loge Alexandria 39 ».
1799.	13 décembre : mort de George Washington à Mount Vernon.
	18 décembre : Enterrement maçonnique assuré par la « loge Alexandria ».
	Le Congrès autorise le projet d'un mémorial.
1848.	4 juillet : pose de la première pierre du mémorial dédié à George Washington. L'obélisque prévu pour ce monument sera érigé en 1885 seulement.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

CORRESPONDANCE ET AUTRES ÉCRITS DE GEORGE WASHINGTON

Vie, correspondance et écrits de Washington, Fondation de la république des États-Unis d'Amérique par George Washington. Extraits par François-Pierre-Guillaume Guizot, traduit par Jared Sparks, 6 vol., Imprimerie de Ducasso, quai des Augustins 55, Librairie Charles Gosselin, 1880.

OUVRAGES SUR GEORGE WASHINGTON

En français :

Alphonse JOUAULT, *George Washington, d'après ses Mémoires et sa correspondance. Histoire de la Nouvelle France et des États-Unis d'Amérique au XVIII^e siècle*, Hachette, Paris, 1876.

Marcus CUNLIFFE, *George Washington, l'homme et la légende*, Vent d'Ouest, Paris, 1966.

Gordon WOOD, *La Création de la république américaine 1776-1787*, traduit de l'anglais par François Delastre, Belin, Paris, 1991.

Bernard COTTRET, *La Révolution américaine, la quête du bonheur*, Perrin, Paris, 2003.

Woodrow WILSON, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, traduit de l'anglais par Georges Roth, Payot, « Petite Bibliothèque Payot », 2007.

Bernard BAILLYN, *Les Origines idéologiques de la révolution américaine*, traduit de l'anglais par Ludovic Bourniche, Belin, Paris, 2010.

En anglais :

Douglas Southall FREEMAN, *Young Washington*, Scribner's, New York, 1966.

James Thomas FLEXNER, *Washington : The indispensable man*, Little, Brown & Company, Boston, Toronto, 1974.

Joseph J. ELLIS, *His Excellency George Washington*, Vintage Books, 2004.

Joel ACHENBACH, *The Grand Idea. George Washington's Potomac and the Race to the West*, Simon&Schuster, 2005.

John MARSHALL, *The Life of George Washington*, Université du Michigan, 2005.

Ron CHERNOW, *Washington, a life*, Penguin Books, 2010.

Notes

AU NOM D'UNE « ÂME AMÉRICAINE »

1. François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington, Fondation de la république des États-Unis d'Amérique*, par George Washington, traduit de l'américain par Jared Sparks, 6 vol., Imprimerie de Ducessois, quai des Augustins 55, Librairie Charles Gosselin, 1880, vol. 5, p. 18.

2. *Ibid.*, vol. 4, p. 59.

3. *Ibid.*, vol. 5, p. 160.

4. *Ibid.*, p. 231.

5. *Ibid.*, vol. 6, p. 157.

EN VIRGINIE

L'ARRIVÉE DE LA PREMIÈRE GÉNÉRATION

1. Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, Payot, « Petite Bibliothèque Payot », 2007, p. 13.

2. *Ibid.*, p. 32.

3. Alexandre Spotswood, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 37.

GEORGE, UN FILS DES CRIQUES DU RAPPAHANNOCK

1. Cité par Douglas Southall Freeman, *Young Washington*, New York, Scribner's, 1966, p. 118.

2. *Ibid.*, p. 119.

3. Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 47.

LE MESSENGER DE LA COLONIE

1. François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, introduction, vol. 1, p. LVI.

2. Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 56.

3. *Ibid.*

4. Cité par Josef J. Ellis, *His Excellency George Washington*, Vintage Books, 2004, p. 3.

5. *Journal d'un voyage du major Washington sur les monts Alleghany*,

in Appendice 1, François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington*, op. cit., vol. 6, p. 175.

6. George Washington, cité par Alphonse Jouault, *George Washington, d'après ses mémoires et sa correspondance. Histoire de la Nouvelle France et des États-Unis d'Amérique au XVIII^e siècle*, Hachette, Paris, 1876, p. 50.

7. *Ibid.*

LE MÉTIER DES ARMES

WASHINGTON ET LA GUERRE DE SEPT ANS

1. Cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, op. cit., p. 60.

2. George Washington, cité par Alphonse Jouault, *George Washington...*, op. cit., p. 97.

3. *Ibid.*, p. 55.

4. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, op. cit., p. 66.

5. George Washington, cité par Alphonse Jouault, *George Washington...*, op. cit., p. 60.

6. *Ibid.*, p. 60-61.

7. *Ibid.*, p. 68.

8. Cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, op. cit., p. 77.

UN MARIAGE À LA MODE

1. Cité par Alphonse Jouault, *George Washington...*, op. cit., p. 81-82.

2. Cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, op. cit., p. 89.

3. *Ibid.*, p. 84.

4. George Washington, cité par Alphonse Jouault, *George Washington...*, op. cit., p. 95-96.

5. *Ibid.*, p. 90.

6. *Ibid.*

LE COLONEL DANS LA BATAILLE DE L'ALLÉGEANCE

1. Cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, op. cit., p. 95.

2. George Washington, in *ibid.*, p. 100.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*, p. 107.
5. George Washington, cité par Alphonse Jouault, *George Washington...*, *op. cit.*, p. 81.
6. Cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 113.
7. George Washington, cité par Alphonse Jouault, *op. cit.*, p. 126.
8. *Ibid.*, p. 127.
9. George Washington cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 128.
10. George Washington, cité par Alphonse Jouault, *George Washington...*, *op. cit.*, p. 134.
11. *Ibid.*, p. 138.
12. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 140.

« SON EXCELLENCE, LE GÉNÉRAL WASHINGTON »

1. « Déclaration unanime des treize États unis d'Amérique », extrait cité par Bernard Vincent, *Histoire des États-Unis*, Presses universitaires de Nancy, 1994, p. 343.
2. Déclaration d'indépendance des États-Unis, *ibid.*, p. 346.
3. *Ibid.*, p. 345.
4. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 154.
5. Lafayette, cité par Ch. Tower, in *Le Marquis de Lafayette*, Plon, t. 1, cité par J. Isaac et A. Bonifacio in *XVII^e et XVIII^e siècles*, Hachette, p. 542.
6. Gildas Le Voguer, *Le Renseignement américain entre secret et transparence*, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 75-76.
7. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, p. 29.
8. Cité par Gildas Le Voguer, *Le Renseignement américain entre secret et transparence*, *op. cit.*, p. 76.
9. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, p. 21.
10. *Ibid.*, p. 5.
11. *Ibid.*, p. 58.
12. *Ibid.*, p. 62.
13. *Ibid.*, p. 10.
14. *Ibid.*, p. 44.
15. *Ibid.*, p. 85.
16. *Ibid.*, p. 232-233.
17. *Ibid.*, p. 248.
18. *Ibid.*, p. 338.

19. *Ibid.*, p. 318.
20. *Ibid.*, p. 314.
21. Marquis de Chastellux, *Voyages dans l'Amérique septentrionale*, t. I, Proult, Paris, 1788, p. 124.
22. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, p. 203.
23. *Ibid.*, p. 204.
24. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 5, p. 10.
25. *Ibid.*, p. 32.
26. *Ibid.*, p. 184.

DU BONHEUR EN INTERMÈDE

LA PASTORALE DU PLANTEUR

1. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 190.
2. *Ibid.*, p. 191.
3. *Ibid.*, p. 196.
4. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 5, p. 76.
5. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 199.

LE RETOUR AUX HONNEURS

1. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 5, p. 94.
2. *Ibid.*, p. 102.
3. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 202.
4. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 5, p. 103.
5. Constitution des États-Unis, Préambule dans *Histoire des États-Unis* sous la direction de Bernard Vincent, Presses universitaires de Nancy, 1994, p. 347.

GEORGE WASHINGTON PRÉSIDENT

QUATRE-VINGT-NEUF VOIX À L'UNANIMITÉ POUR ÉLIRE LE PREMIER PRÉSIDENT

1. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance*

et écrits de Washington..., *op. cit.*, vol. 5, p. 211.

2. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, p. 243.

3. Constitution des États-Unis, Article II dans *Histoire des États-Unis* sous la direction de Bernard Vincent, Presses universitaires de Nancy, 1994, p. 352.

L'HOMME D'ÉTAT

1. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 5, p. 250.

2. *Ibid.*, vol. 6, p. 148.

3. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 216.

4. *Ibid.*, p. 218.

5. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 6, p. 317.

6. *Ibid.*, p. 319.

7. *Ibid.*, p. 322.

8. Chateaubriand, *Œuvres*, t. IV, *Voyage en Amérique*, Lefèvre, Paris, 1838, p. 44-45.

9. *Ibid.*, p. 321.

10. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 5, p. 273.

11. Jean Canu, *Histoire des États-Unis*, PUF, « Que sais-je ? », 1946, p. 20.

LA HIÉRARCHIE DES POUVOIRS

1. George Washington, lettre à Henry Knox du 24 septembre 1795, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 6, p. 16.

2. *Ibid.*, vol. 5, p. 280.

3. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 235.

4. *Ibid.*, p. 236.

UNE BANQUE CENTRALE POUR LA GESTION DES RICHESSES

1. George Washington, cité François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 5, p. 317.

UNE CAPITALE FÉDÉRALE, DES DISSENSIONS RADICALES

1. George Washington, cité François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, op. cit., vol. 6, p. 330.
2. *Ibid.*, p. 333.
3. *Ibid.*, p. 341.
4. *Ibid.*, p. 352.
5. *Ibid.*, p. 359.

LE CASSE-TÊTE DES RELATIONS INTERNATIONALES

1. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, op. cit., vol. 5, p. 176.
2. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, op. cit., p. 241.
3. George Washington, cité François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, op. cit., vol. 5, p. 182.
4. Cité par Georges Bordonove, *Talleyrand, prince des diplomates*, éditions Pygmalion, 1999, p. 83.
5. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, op. cit., vol. 5, p. 423.
6. Cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, op. cit., p. 247.
7. *Ibid.*, p. 249.
8. *Ibid.*
9. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, op. cit., vol. 6, p. 40.
10. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, op. cit., p. 251.
11. Cité par Bernard Cottret, *La Révolution américaine, la quête du bonheur*, Perrin, 2003, p. 172.
12. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, op. cit., vol. 6, Introduction, p. CXLIV.
13. *Ibid.*, p. 62.

GEORGE WASHINGTON FRANC-MAÇON

UN JEUNE INITIÉ À LA LOGE DE FREDERICKSBURG

1. Cité par Marie-Cécile Révauger, *Le Fait maçonnique aux XVIII^e siècle en Grande-Bretagne et aux États-Unis*, Edimaf, Paris, 1996, p. 95.
2. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, op. cit., Introduction, vol. 1, p. XIV.
3. Voir Cécile Révauger, *Le Monde maçonnique des Lumières (Europe, Amérique et Colonies)*, dans *Dictionnaire prosopographique*, vol. 1, publié

sous la direction de Charles Porset et Cécile Révauger, Honoré Champion, Paris, 2013.

AU CŒUR D'UNE LARGE FRATERNITÉ

1. George Washington, cité par Cécile Révauger, *op. cit.*, p. 173.
2. *Ibid.*, p. 176.
3. *Ibid.*
4. Traduit de l'américain par Liliane Kerjan.

LE SAGE DE MOUNT VERNON

L'HOMME DES ADIEUX

1. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 6, p. 157.
2. *Ibid.*, p. 161.
3. *Ibid.*, p. 166.
4. *Ibid.*, p. 65.

LETTRES ÉPIQUES ET GÉORGIQUES DU SAGE DE MOUNT VERNON

1. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 254.
2. George Washington, cité par Woodrow Wilson, *George Washington, fondateur des États-Unis, 1732-1799*, *op. cit.*, p. 80.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, p. 83.
5. *Ibid.*, p. 91.
6. *Ibid.*, p. 93.

DU TESTAMENT POLITIQUE AU TESTAMENT PATRIMONIAL

1. George Washington, cité par François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 6, p. 372.
2. *Ibid.*, p. 373.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, p. 383.
5. *Ibid.*, p. 389.

VERS UNE APOTHÉOSE ?

1. « Pasteur Weems », cité par Daniel Boorstin, *Histoire des*

- Américains, Naissance d'une nation*, Armand Colin, 1981, t. II, p. 395.
2. *Ibid.*, p. 397.
 3. *Ibid.*

UN HOMME, UN MYTHE

1. André Kaspi, *Les Américains*, Le Seuil, 1986, p. 117.
2. Jean-Michel Lacroix, *Histoire des États-Unis*, Presses universitaires de France, 2010, p. 119.
3. Jerome Charyn, cité par Sophie Vallas, in *Jerome Charyn et les siens*, Presses universitaires de Provence, « Textuelles », Université de Provence, 2013, p. 187.
4. François Guizot, *Vie, correspondance et écrits de Washington...*, *op. cit.*, vol. 5, p. 56.
5. *Ibid.*, p. 159.
6. *Ibid.*, p. 52.
7. *Ibid.*, vol. 6, p. 165.

© Éditions Gallimard, 2015.

Couverture :

George Washington par Gilbert Stuart (détail)
et La famille Washington, par Edward Savage. National Gallery
of Art, Washington. Photos du musée.

Éditions Gallimard

5 rue Gaston-Gallimard

75328 Paris

<http://www.gallimard.fr>

© Éditions Gallimard, 2014.

George Washington

par Liliane Kerjan

■ « Nous tenons pour évidentes pour elles-mêmes les vérités suivantes : tous les hommes sont créés égaux ; ils sont doués par le Créateur de certains droits inaliénables ; parmi ces droits se trouvent la vie, la liberté et la recherche du bonheur. »

Riche planteur, militaire brillant, administrateur habile, George Washington (1732-1799) ne cesse d'avancer, sa vie durant, avec l'œil du chasseur et la prudence de l'arpenteur, ne rejetant jamais la pompe du geste symbolique. Premier président des États-Unis, il est considéré comme l'un des Pères fondateurs de la nation américaine. C'est aussi un excellent danseur qui adore ouvrir les bals, un formidable cavalier traversant au galop ses terres bordant le Potomac... Ce franc-maçon, qui fait carrière partout où il passe, n'hésite pourtant pas à écrire : « Un nuage sombre s'est toujours étendu sur mon esprit toutes les fois que j'ai été amené à supposer que je pourrais et que je devrais peut-être être bientôt appelé à prendre une décision. »

Cette édition électronique du livre *George Washington* de Liliane Kerjan
a été réalisée le 22 janvier 2015 par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070456536 - Numéro d'édition : 260864).

Code Sodis : N59981 - ISBN : 9782072526152.

Numéro d'édition : 260865.

Ce document numérique a été réalisé par [Aps-Chromostyle](#)

Table of Contents

Titre

L'auteur

Dédicace

Au nom d'une « âme américaine »

En Virginie

L'arrivée de la première génération

George, un fils des criques du Rappahannock

L'arpenteur des forêts et des rives du Potomac

Le messager de la colonie

Le métier des armes

Washington et la guerre de Sept Ans

Un mariage à la mode

Le colonel dans la bataille de l'allégeance

« Son Excellence, le Général Washington »

Du bonheur en intermède

La pastorale du planteur

Le retour aux honneurs

George Washington président

Quatre-vingt-neuf voix à l'unanimité pour élire le premier président

L'homme d'État

La hiérarchie des pouvoirs

Une banque centrale pour la gestion des richesses

Une capitale fédérale, des dissensions radicales

Le casse-tête des relations internationales

George Washington franc-maçon

Un jeune initié à la loge de Fredericksburg

Au cœur d'une large fraternité

Le sage de Mount Vernon

L'homme des adieux

Lettres épiques et géorgiques du sage de Mount Vernon

Du testament politique au testament patrimonial

Vers une apothéose ?

Un homme, un mythe

Annexes

Repères chronologiques

Références bibliographiques

Notes

Copyright

Présentation

Achevé de numériser